

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 93

Décembre 1992

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

SOMMAIRE

- LA TOURNEE EN EUROPE D'UNE DELEGATION DE L'ASSEMBLEE DU KURDISTAN
- UN APPEL DES LEADERS KURDES IRAKIENS AU SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU
- SELON LE MAGAZINE STREN BONN DETIENT LES PREUVES DE LA RESPONSABILITE DE TEHERAN DANS L'ASSASSINAT DE QUATRE DIRIGEANTS KURDES IRANIENS A BERLIN
- LE CONSEIL DE L'EUROPE DENONCE L'USAGE DE LA TORTURE EN TURQUIE
- LE SORT DES KURDES EN SYRIE
- AINSI QUE...
- CHRONIQUE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE TURQUIE
- EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

LA TOURNEE EN EUROPE D'UNE DELEGATION DE L'ASSEMBLEE DU KURDISTAN

UNE délégation parlementaire kurde composée de représentants de tous les partis représentés à l'Assemblée Nationale du Kurdistan et conduite par le président de celle-ci, vient d'effectuer une tournée d'information dans une dizaine de pays d'Europe.

Au cours de ce périple, les quatre députés du Kurdistan irakien (Jewhar Namigh Salem, président, PDK, Sadi Ahmad Mohamad Pire, vice-président du groupe parlementaire UPK, Dr. Hama Najm Jaf, PDK et Francis Yousif Shabo, Mouvement démocratique assyrien), répondant à des invitations lancées par leurs collègues des pays européens (Autriche, Allemagne, Suisse, Suède, Norvège, Danemark, Grande-Bretagne, Pays-Bas, France) ont tout à la fois cherché à faire connaître les institutions démocratiques kurdes issues des élections libres de mai 1992, à

nouer des contacts et à informer l'opinion publique de la situation toujours très précaire du peuple kurde en Irak. Un peu partout ils ont été reçus avec sympathie et chaleur à la fois par les plus hauts responsables parlementaires et par des autorités gouvernementales. La presse et les organisations de la diaspora kurde ont également réservé un bon accueil à ces premiers représentants librement élus dans l'une des parties du Kurdistan.

La France a été la dernière étape de cette tournée européenne. Arrivée le 14 décembre en provenance de Londres, pour une visite d'une semaine, la délégation parlementaire kurde a été reçue par Mme Mitterrand, M. Bernard Kouchner, ministre de la Santé et de l'Action humanitaire, M. Georges Kiejman, ministre délégué aux Affaires Étrangères, avant d'être longuement reçue par M. Henri Emmanuelli, président de

l'Assemblée Nationale qui, dans un communiqué de presse, s'est félicité de «ce premier contact officiel entre les assemblées française et kurde». Les députés kurdes se sont également rendus à Strasbourg, à l'invitation officielle du Parlement européen, pour remercier celui-ci de son soutien constant à la défense du peuple kurde. Reçue au nom du Parlement européen par le vice-président Baron-Crespo, la délégation kurde a ensuite rencontré les principaux groupes de l'Assemblée de Strasbourg (Groupe Socialiste, PPE, Arc-en-Ciel, Démocrates européens, Groupe libéral, les Verts, Coalition des Gauches) ainsi qu'avec les responsables du comité *ad'hoc* chargé du problème kurde et de la Commission du développement.

Au cours de son séjour à Paris, la délégation parlementaire kurde a également rencontré, au cours du cocktail suivi d'un dîner offert par l'Institut kurde, les représentants de la communauté kurde de France ainsi que ceux des O.N.G. françaises s'intéressant au problème kurde. Après avoir tenu, le 22 décembre, une conférence de presse consacrée aux développements récents de la situation au Kurdistan, lancé un appel à une réunion urgente du Conseil de Sécurité pour étudier les moyens de mettre un terme à l'embargo irakien contre le Kurdistan et aux actes de sabotage de Bagdad visant à empêcher l'arrivée de l'aide humanitaire à la population kurde, les députés ont regagné le Kurdistan (cf. la Revue de presse).

UN APPEL DES LEADERS KURDES IRAKIENS AU SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU

EN ce début du rude hiver kurde, la situation de la population kurde ne cesse de se dégrader. En raison de l'embargo imposé par Bagdad sur les produits pétroliers et alimentaires, les Kurdes vont connaître cet hiver encore une pénurie de fuel et d'essence paralysant les communications et l'activité économique. Paradoxe des paradoxes : des milliers de Kurdes risquent de mourir de froid alors qu'ils vivent sur une mer de pétrole, parce que ni l'ONU, ni la CEE, ni aucun pays occidental n'accepte d'aider les autorités kurdes à créer une petite raffinerie pour les besoins de la population, sous prétexte que cela violerait l'embargo de l'ONU contre l'Irak et constituerait une atteinte à la souveraineté irakienne ! En somme, pour punir Saddam, on pénalise une population qu'il n'a cessé de martyriser depuis vingt ans, et cela alors que le régime irakien, lui, continue de faire fonctionner ses raffineries pour sa consommation interne et pour des exportations, en principe «illégal» mais connues de tous, en direction des pays voisins. Sous prétexte de juridisme et de droit international on prive une population éprouvée des moyens indispensables de sa survie et de la reconstruction de son pays dévasté. L'action de l'ONU consiste à limiter les dégâts en fournissant une aide alimentaire d'urgence en vue d'empêcher la famine et un nouvel exode vers la Turquie, pays allié de l'Occident.

Mais même l'acheminement de cette assistance d'urgence, qui, en vertu d'un accord dit *Memorandum of Understanding* signé le 22 octobre au siège de l'ONU avec l'Irak, doit s'effectuer «avec la pleine coopération du Gouvernement d'Irak», est constamment saboté par Bagdad. Des obstructions de toutes sortes ont retardé de 40 jours le démarrage de ce programme. Puis les services irakiens ont multiplié les attentats contre les camions transportant l'aide (14 d'entre eux ont explosé) pour empêcher la distribution de celle-ci à la population kurde en détresse. Une série d'autres attentats visant à faire peur aux personnels des ONG travaillant au Kurdistan a complété ce singulier «programme de coopération de l'Irak avec l'ONU». A la suite de deux «suspensions des opérations d'aide, pour des raisons de sécurité»

décidées par l'ONU, et devant les protestations des dirigeants kurdes, des ONG et des médias, M. Boutros-Ghali a finalement décidé, le 21 décembre, de «renforcer la protection des convois humanitaires» en dépêchant des Casques bleus au Kurdistan.

Nous publions ci-dessous, pour l'information de nos lecteurs, l'appel conjoint adressé le 2 décembre par les leaders kurdes irakiens, M. Massoud Barzani et M. Jalal Talabani, à M. Boutros Boutros-Ghali :

Monsieur le Secrétaire Général,

Nous vous écrivons pour exprimer notre préoccupation au sujet des développements récents concernant la livraison de l'aide humanitaire au Kurdistan irakien.

Comme vous le savez, depuis l'expiration en juillet du Memorandum of Understanding (MOU), les Nations unies ont rencontré des contraintes sévères dans leurs opérations et le nouveau MOU qui vient d'être signé suscite également des difficultés troublantes. Le programme d'hiver de l'ONU accuse un grand retard et il y a un danger croissant de famine massive et la possibilité d'un mouvement massif de réfugiés kurdes vers la frontière turque.

Le gouvernement irakien continue de restreindre, à la fois directement et indirectement, les livraisons humanitaires urgentes, et il y a encore quelques jours des camions transportant de l'aide humanitaire étaient sabotés dans la ville d'Arbil.

Il y a tout juste deux mois, le Congrès des Nations unies a alloué 43 millions de dollars au Département de la Défense aux fins de fournir (aux Kurdes) une assistance humanitaire urgente avant le début de l'hiver. L'armée des Etats-Unis cherche actuellement à apporter cette aide dans le nord de l'Irak et elle rencontre une résistance majeure de la part de M. Jan Eliasson, votre sous-secrétaire général pour les affaires humanitaires. M. Eliasson insiste que toute l'aide des Etats-Unis doit «se conformer au Programme d'hiver de l'ONU». M. Eliasson a aussi insisté pour qu'aucun

garde de l'ONU n'accompagne les convois d'aide américaine et pour que toutes les organisations privées bénévoles se voient interdire la distribution des secours à moins qu'elles ne souscrivent au Memorandum of Understanding signé entre l'Irak et l'ONU.

Pour aggraver les choses, les réglementations de l'ONU bloquent effectivement les fournitures de fuel, qui constitue un besoin vital pour les tracteurs. Cela a pour effet de nous empêcher de labourer nos champs afin de nourrir notre peuple.

Ce genre de comportement bureaucratique inepte bloque la fourniture de l'aide et on ne devrait pas permettre sa continuation. Le peuple de l'Irak du Nord souffre énormément de l'effet combiné des sanctions économiques de l'ONU et de l'embargo total imposé par Saddam Hussein au Nord. Ce serait une triste ironie si le peuple kurde devait souffrir en plus à cause des conflits bureaucratiques.

Nous savons qu'il y a bien d'autres crises de par le monde qui requièrent votre attention. Néanmoins, nous vous prions d'examiner cette affaire et de vous assurer que

les secours dont le besoin est urgent ne soient pas bloqués par l'organisation même qui s'est engagée dans un effort majeur d'assistance à tous les peuples d'Irak.

Monsieur,

Nous connaissons l'intérêt que vous portez au sort du peuple kurde et nous sommes certains que vous intervenerez pour résoudre ce problème dès que possible.

Bien respectueusement.

Massoud Barzani
Président du Parti
Démocratique du Kurdistan

Jalal Talabani
Secrétaire Général
de l'Union Patriotique du Kurdistan

Le 10 décembre, les deux leaders Kurdes ont écrit à M. Jean-Bernard Mérimie, président en exercice du Conseil de Sécurité, pour exposer la détresse de la population kurde, et demander une réunion d'urgence du Conseil. Celui-ci ne s'est pas réuni mais le secrétaire général a décidé de renforcer le contingent de Casques bleus chargés d'escorter les convois humanitaires.

SELON LE MAGAZINE STERN, BONN DETIENT LES PREUVES DE LA RESPONSABILITE DE TEHERAN DANS L'ASSASSINAT DE QUATRE DIRIGEANTS KURDES IRANIENS A BERLIN

Le grand hebdomadaire allemand *Stern* a publié dans son édition du 30 décembre (n° 1/93) une enquête de ses collaborateurs Dieter Krausez et Werner Mathes, qui, se basant sur des sources de la police criminelle fédérale (BKA) et de la chancellerie allemande, conclut que le quadruple assassinat perpétré le 17 septembre dernier à Berlin est « sans le moindre doute l'œuvre des services secrets iraniens ». Soucieux de ne pas mettre en péril ses « fragiles » mais très fructueuses relations avec Téhéran, Bonn serait en train d'étouffer cette affaire, en demandant discrètement à l'Iran le rappel de ses deux diplomates impliqués dans l'assassinat des dirigeants kurdes, suivant en cela Vienne qui, en juillet 1989, avait également laissé les assassins iraniens du Dr. A.R. Ghassemlou, secrétaire général du PDKI et de ses deux collaborateurs, regagner tranquillement Téhéran où ils ont été récompensés et promus.

Nous reproduisons ci-dessous la traduction française intégrale de l'article de *Stern* dont l'original allemand se trouve en pages 71-72 de la Revue de presse de ce numéro :

QUAND LES ENQUÊTEURS RÉUSSISSENT TROP BIEN...

Il ne subsiste pas le moindre doute que le meurtre de quatre dirigeants politiques kurdes est bien le fait des services secrets iraniens. Mais Bonn a apparemment décidé pour des raisons

politiques et économiques de passer sous silence les résultats de l'enquête.

Les deux tueurs n'hésitèrent pas longtemps. Après avoir pénétré dans le local à 22h54 précises, ils se sont dirigés tout droit vers la table où dînait un groupe de huit opposants politiques iraniens. Un des deux gangsters, qui s'était partiellement dissimulé le visage avec le haut de son pull-over, hurla « fils de pute » en persan avant de lâcher plusieurs rafales d'un pistolet mitrailleur caché dans un sac de sport. Trois hommes s'écroulèrent, blessés à mort. Un quatrième, qui gisait à terre dans une mare de sang, fut achevé d'une balle dans la nuque par le second tueur. Le propriétaire du restaurant, bien que grièvement blessé, survécut.

Cet attentat spectaculaire commis le 17 septembre 1992 dans le restaurant berlinois « Mykonos » contre des dirigeants du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) jeta une ombre sur la cérémonie de clôture du Congrès de l'Internationale Socialiste qui avait eu lieu dans la capitale. Willy Brandt, président de longue date de l'Internationale Socialiste, aurait dû y prononcer son discours d'adieu mais en avait été empêché par une grave maladie.

Les victimes de cet attentat sauvage, qui avaient participé au Congrès en tant que délégués officiels, sont :

- Sadeqh Sharafkandi, dit Dr. Saïd, 54 ans, Secrétaire général du PDKI ;

- Homayoun Ardalan, 42 ans, représentant du PDKI en Allemagne ;
- Fattah Abdoli, 31 ans, représentant du PDKI à l'étranger ;
- Nurullah Mahammadpur Dehkordi, dit Nouri, 46 ans, interprète de Sharafkandi.

Mais cet attentat est en passe de devenir une affaire politique de première importance, car il est évident que les résultats de l'enquête dont dispose la chancellerie ne conviennent pas du tout aux hommes politiques à Bonn ni aux experts du service de sécurité. Selon un haut fonctionnaire du Ministère de la Justice : «*Toute déclaration publique à ce sujet serait une bombe politique énorme*». Donc, on se tait.

A peine deux semaines et demie après la tuerie, la chancellerie a pu procéder à l'arrestation de deux coupables présumés en Westphalie et, quelque temps plus tard, de quatre de leurs complices.

D'après un rapport d'expertise interne à la chancellerie et dont Stern a pu prendre connaissance, Abbas Rhayel, un Libanais de 25 ans, en détention provisoire au moment de son arrestation, et un Iranien encore en fuite du nom de Sharif, alias Abu Roman, étaient les tireurs. En même temps que Rhayel, le commando de la chancellerie arrêta Youssef Amin, un Libanais de 25 ans, qui avait fait le guet sur le lieu du crime. Les enquêteurs s'emparèrent également de 10.000 DM et de 31.500 livres libanaises.

Un Iranien de 33 ans du nom de Kazem Darabi, accusé par Amin d'être le chef de l'opération, se trouve également derrière les barreaux. Les enquêteurs dans l'affaire du «*Mykonos*» ont pu établir que Darabi, jusqu'au moment de son arrestation, avait été le chef de la filiale berlinoise du mouvement islamiste militant «*Hezbollah*», contrôlé et financé par l'Iran.

Les déclarations des auteurs de l'attentat montrent à l'évidence que se trouvait dans les coulisses et tirait les ficelles : les services secrets iraniens par l'intermédiaire d'au moins deux diplomates accrédités en Allemagne.

Mais les preuves de ces implications ne doivent pas être révélées, pour ne pas risquer de fragiliser les relations

diplomatiques récemment rétablies entre l'Iran et la République fédérale.

Les intérêts économiques jouent également un rôle très important : d'octobre à décembre, Mercedes-Benz-Stuttgart a livré en tout à l'Iran 900 poids lourds dont le prix unitaire s'échelonne entre 300.000 et 400.000 DM. Comme nous le disait Uwe Brodbeck, porte-parole de Mercedes-Benz : «*Il s'agit là d'une jolie petite somme qui rentre dans nos caisses*». Toujours d'après lui, Iveco Magirus, leur concurrent de la ville d'Ulm «*aurait livré encore davantage*». La révélation au grand jour des activités criminelles des services secrets iraniens sur le sol allemand aurait gravement porté atteinte aux relations entre les deux pays et risque de mettre un terme à cet accord commercial très lucratif.

On dément formellement qu'il y ait volonté, pour des raisons politiques, de ne pas publier les indices et les preuves en possession des enquêteurs incriminant l'Iran.

«*Radotages que tout cela*», prétend Hans-Jürgen Förster, porte-parole du procureur de la République à Karlsruhe. Il reconnaît cependant que «*les auteurs de l'attentat ont agi sur les ordres d'une organisation qui combat le PDKI*», «*bien qu'il ne soit pas établi de manière définitive qui sont les commanditaires*».

Il est d'autant plus surprenant d'observer, malgré tous les démentis, les grimaces à peine voilées des enquêteurs des services de sûreté de l'Etat à Meckenheim, près de Bonn. Comme le disait déjà en novembre un fonctionnaire de la chancellerie : «*On essaye d'influencer notre travail*». Afin d'arriver à mettre d'accord toutes les instances concernées, Bernd Schmidbauer, 53 ans, ministre d'Etat chargé de la coordination des services secrets, les a conviées à une réunion ultra secrète dans les bureaux de la chancellerie. Le 8 décembre, un accord fut conclu entre les participants, préconisant une solution modérée.

Le résultat : il a été convenu avec l'ambassadeur d'Iran à Bonn que les deux diplomates impliqués dans l'attentat seraient discrètement rappelés dans leur pays.

LE SORT DES KURDES EN SYRIE

LS sont plus d'un million à vivre dans une bande territoriale contiguë au Kurdistan de Turquie allant de la Djézirah, à la jonction des frontières turco-syro-irakienne, à Djebel Ekraat (Montagne kurde), sur la côte méditerranéenne, au sud d'Alexandrette, avec quelques fortes colonies à Damas et Alep, dont l'origine remonte au moins à l'époque de Saladin et des Croisades. Sujets ottomans comme la plupart des Kurdes jusqu'au lendemain de la Première Guerre mondiale, ils ont été annexés à la Syrie, en vertu du traité franco-turc d'Ankara de 1921. A l'époque du mandat français en Syrie, sans bénéficier d'un

statut particulier, ils pouvaient publier des livres et revues dans leur langue, préserver leur identité, développer leur culture tout en participant à la vie du pays comme des citoyens à part entière. L'émergence d'un nationalisme arabe agressif et exclusif a, à partir de 1959, réduit les Kurdes de Syrie au rang de citoyens de deuxième classe dans un pays régenté par des dictatures militaires répressives allant jusqu'à les considérer comme «*un peuple sans histoire ni langue, étranger et ennemi des Arabes*», à éliminer.

Dans cet esprit raciste, le 5 octobre 1962 le gouvernement

baasiste de Damas promulguait un décret-loi n°93, visant à la création d'une «ceinture arabe» tout le long de la frontière turque afin de couper le Kurdistan de Turquie des territoires kurdes de Syrie. Dans le cadre de cette politique plus de cent mille Kurdes ont été déchus de leur citoyenneté syrienne et des tribus arabes ont été implantées par l'armée dans ces terres kurdes fertiles. L'arrivée au pouvoir de la fraction Assad du Parti Baas, issue de la minorité alaouite a mis une sourdine à cette politique d'arabisation forcée sans pour autant revenir sur ce qui était déjà fait.

Conséquence de cette politique : 30 ans plus tard, la Syrie compte plus de 150.000 Kurdes privés de leur nationalité, véritables clandestins sans papier, sans droits civiques dans leur propre pays. Privés du droit à la propriété, du droit d'occuper un emploi public, de bons de rationnement (les produits de première nécessité sont rationnés en Syrie), de passeport et même d'hébergement dans les hôtels, ces Kurdes sans papiers ne peuvent ni faire enregistrer officiellement leurs mariages, ni leurs enfants à l'école.

Cependant le régime syrien prétend «soutenir la lutte de libération nationale des Kurdes de Turquie» en hébergeant la direction du PKK et en encourageant les jeunes Kurdes syriens à s'enrôler dans la guérilla du PKK pour aller se battre en Turquie. Tout Kurde patriote de Syrie tué en Turquie fait un militant turbulent en moins pour la Syrie, qui

s'emploie, par ce biais, à évacuer son propre problème kurde.

Ce jeu machiavélique commence à être sérieusement contesté par la population kurde syrienne qui revendique de plus en plus ouvertement le rétablissement dans leurs droits des Kurdes sans papiers, la reconnaissance de leurs droits culturels, l'abrogation du décret n° 10112/SAD/25 interdisant l'usage de la langue kurde dans les lieux de travail et de celui promulgué le 3 décembre 1989 (n°01865/SAD/25), proscrivant les chansons et musiques non arabes pendant les mariages et les fêtes. C'est ce qu'a demandé dans un appel rendu public le 5 octobre dernier la direction commune de trois partis kurdes syriens (Parti de l'Union populaire en Syrie, Parti démocrate du travail kurde de Syrie et Parti démocrate kurde unifié de Syrie).

Depuis, selon la Fédération Internationale des droits de l'homme (FIDH), près de 260 Kurdes ont été arrêtés dans les provinces d'al-Hassaka, Alep, Ras al-Ain, al-Qamishli et Afrin. Une centaine de ces détenus, dont le député M. Fouad Aliko, a été libérée après avoir subi des sévices. Mais la vague d'arrestations continue. La F.I.D.H. qui a tenu le 18 décembre une conférence de presse au siège de la Fondation France-Libertés estime à sept mille le nombre de prisonniers d'opinion en Syrie.

AINSI QUE...

• **LA TURQUIE ACHÈTE 95 HÉLICOPTÈRES MILITAIRES.** La Turquie et les Etats-Unis ont signé le 8 décembre à Ankara un contrat de 1,1 milliard de dollars pour la fourniture de 95 hélicoptères multi-usages de la firme américaine Sikorsky à l'armée turque. Ce contrat comprend l'achat de 45 hélicoptères de type *Black Hawk* UH-60L et la construction sous licence en Turquie de 50 autres appareils du même type. Selon l'AFP, qui se réfère «aux sources proches de la sécurité turque à Ankara», l'armée turque devrait utiliser les nouveaux hélicoptères en priorité au Kurdistan.

• **LE MANDAT DES FORCES ALLIÉES RECONDUIT POUR 6 MOIS.** Le Parlement turc, suivant la «recommandation» du Conseil de Sécurité nationale, a voté, le 24 décembre, par 236 voix contre 155, la reconduction pour 6 mois de l'autorisation pour les forces alliées de l'opération «*Provide Comfort*», chargées de protéger les Kurdes irakiens, de se servir de la base turco-américaine d'Incirlik, près d'Adana. Cette prolongation, la troisième depuis avril 1991, court à partir du 1er janvier 1993.

• **DES ÉMISSIONS SUR LES KURDES SUR TF1 et la BBC.** La première chaîne de télévision française a diffusé, le 4 décembre, un reportage de 52 minutes, intitulé le «*Retour du vieux guerrier*», sur le retour au Kurdistan

irakien d'un réfugié kurde, rescapé de la guerre aux armes chimiques, vivant depuis 1989 en France. Ce reportage émouvant, riche d'informations sur le sort actuel des Kurdes dans le Kurdistan autonome, réalisé par Francine Buchi avec le concours de l'Institut kurde, pour le magazine «*52 sur la Une*» de Jean Bertolino, a rencontré un vif succès auprès du public et de la presse française. De son côté, le 23 décembre BBC 2 a diffusé un documentaire de notre collaborateur Hoshmand Othman, intitulé *Kurdistan - the Promised Country*. Rappelant brièvement le passé, notamment à l'occasion de la visite du réalisateur à son ancienne école d'Arbil, devenue le Q.G. de la police secrète, ce film a surtout décrit le renouveau kurde, la reconstruction du pays, les élections et la mise en place des institutions démocratiques, la vie quotidienne d'un peuple tentant au milieu de tant de difficultés et épreuves de prendre en main son destin et ses espoirs. Ce documentaire sera rediffusé le 3 janvier par BBC World Service.

• **DES RÉFUGIES KURDES EN ESTONIE.** Confrontés aux drames de la guerre, de la répression et de la misère, les Kurdes continuent de fuir par tous les moyens leur pays vers les destinations les plus inattendues. Ainsi, le 21 décembre, 73 Kurdes, 52 adultes et 20 enfants, étaient trouvés dans un état d'épuisement sur la petite île balte de Faro où ils auraient échoué après un périple de 18 mois à

travers la Turquie et la Russie. Le 24 décembre les autorités estoniennes indiquaient à Tallinn que 125 Kurdes se trouvaient sur leur territoire. Ces derniers menaçaient de se suicider collectivement si le gouvernement balte tentait de les renvoyer. Ils se disaient cependant disposés à se rendre dans tout pays démocratique sauf en Russie, pays dont ils semblent avoir gardé un pénible souvenir. En attendant de statuer sur leur sort, les autorités de Tallinn ont installé ces «réfugiés du bout du monde» dans une caserne de garde-frontières.

• **RENOI DU PROCÈS DU HEP.** Le procès du Parti du Travail du Peuple (HEP), pro-kurde, qui devait avoir lieu le 25 décembre devant la Cour de Sûreté d'Etat d'Ankara a été renvoyé au 25 janvier. La Cour demande l'interdiction de ce parti pour «séparatisme» et la condamnation à mort de ses principaux dirigeants, y compris de ses 18 députés, pour «haute trahison et atteinte à l'intégrité territoriale du pays».

CHRONIQUE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE TURQUIE

LA «guerre totale» déclarée par l'armée turque et menée tant par les unités régulières que par leurs multiples auxiliaires continuent de faire rage au Kurdistan, en particulier dans les provinces de Diyarbakir, Mardin, Batman, Sirnak, Hakkari, Siirt, Bingol, Mus et Bitlis. Cette guerre sanglante est aussi une guerre sans images, sans témoins étrangers, presque une tuerie à huis clos. Effrayée par l'assassinat de 13 journalistes en moins d'un an et sévèrement rappelée à l'ordre par le gouvernement, la presse turque se contente de signaler en pages intérieures, généralement en quelques lignes, les assassinats quotidiens des civils kurdes en pleine rue qu'elle présente comme des «meurtres par des inconnus» ou par un mystérieux groupe «Hezbollah», organisé, financé et protégé par les Services secrets turcs. Les attaques contre des minibus transportant des paysans sont attribuées au PKK alors que celui-ci accuse les unités spéciales anti-émeutes (TIM) déguisées en Kurdes de perpétrer ces tueries pour châtier les villageois qui refusent de collaborer avec l'armée. Les proches des victimes portent rarement plainte auprès des tribunaux, la justice turque étant totalement discréditée et perçue par la population comme une machine bureaucratique aux ordres de l'armée, chargée de donner une couverture juridique à ses exactions.

Dans ce contexte de confusion, de chaos et de désinformation, les informations que nous publions désormais dans chaque numéro de notre bulletin sous forme de «chronique» sont certainement incomplètes et l'on ne peut hélas pas écarter totalement le risque d'erreurs. Elles ont cependant le mérite de donner un tableau d'ensemble de la situation qui prévaut au Kurdistan de Turquie.

1er décembre

A Siverek, un soldat a été tué et 9 autres blessés dans un transport blindé de l'armée lors d'une opération militaire. A Sason (province de Batman), un protecteur de village et 2 autres civils ont été tués lors d'une attaque des militants du PKK. A Hizan (province d'Urfa), le corps d'un civil, Remzi Çakar, en garde à vue depuis une semaine au commissariat, a été remis à sa famille.

2 décembre

A Siverek, un policier, Ömer Akpınar, a été tué par des inconnus armés. A Adana, un civil, Sukru Çekirge, a été tué et 4 autres blessés lors d'une fusillade attribuée au PKK. A Mardin, 2 villageois, Orhan et Zengin Kaya, ont été tués à leur domicile par les forces turques.

3 décembre

A Kızıltepe, province de Mardin, 7 civils d'une même famille, Nurettin, Ali, İzzettin, Abdulvahap, A. Baki et Tacettin Yigit et Abdo Öztürk ont été tués par un groupe armé qui appartiendrait au PKK. A Savur, 2 civils, Turan Öncü et Mahmut Özer, ont été abattus et pendus à un poteau électrique par des présumés militants du PKK. A Ömerli, une personne non encore identifiée a été enlevée de son domicile et abattue par des inconnus. A Dargeçit, lors d'un affrontement avec les forces turques, 5 militants du PKK ont été tués. A Antalya, un dirigeant local du parti HEP, İdris Çelik, dentiste, a été tué par deux tueurs non identifiés.

5 décembre

A Diyarbakir, le gardien-chef de la prison militaire, Tacettin Yılmaz, a été tué par des inconnus. A Midyat, un restaurateur, Mehmet Isler dont le frère est un protecteur de village (milicien pro-gouvernemental), a été tué par des inconnus. A Kirmatas (province de Diyarbakir), un protecteur de village a été tué et un autre blessé par une bombe qu'ils manipulaient.

7 décembre

A Uludere, province de Sirnak, lors d'un affrontement

entre les militants du PKK et les forces turques appuyées par des protecteurs de village, un militant et deux civils ont perdu la vie et un autre civil blessé. A **Kızıltepe**, un vendeur de cassettes de musique, Mehmet Kaplan, a été tué par des inconnus armés. A **Batman**, un civil de 38 ans, Nuri Kaya, a été tué par un tueur non identifié. A **Dargeçit**, un enfant de 10 ans, Melek Bora, a été tué et 3 autres civils blessés par les forces turques à la suite d'une attaque du PKK dans cette localité.

L'armée a investi les villages Xirbê Xelîla, dans le district de Mazidag et Sêx Çoban, dans le district de Çinar, province de Diyarbakir. Toutes les femmes et filles ont été regroupées, mises à nue, promenées et humiliées dans les rues par un temps glacial et au milieu de tirs de fusils automatiques des soldats. Tous les habitants ont dû s'enfuir à pied de leurs villages pour aller se réfugier à Diyarbakir.

8 décembre

A **Tunceli** et à **Sirnak**, 7 militants du PKK et 4 soldats sont morts lors de différents affrontements. A **Diyarbakir**, un épicier, Mutlu Kaya, a été tué lors de la fusillade de son magasin par des inconnus. A **Kızıltepe**, un vieil homme, Mecit Kizilkan, renversé par un char de l'armée, est mort.

9 décembre

A **Antalya**, les occupants d'un car de police ont été attaqués par un groupe armé : 3 policiers tués et 23 autres blessés. A **Midyat**, 4 occupants d'un minibus, dont 2 protecteurs de village, un enfant et une femme, ont été tués et 12 autres blessés par un groupe armé attribué au PKK. A **Hazro**, le directeur du Centre d'Education Populaire, Mehmet Ozden, et le gardien du même centre, Ahmet Koparan, enlevés par des militants du PKK, ont été retrouvés morts.

10 décembre

A **Korkut**, province de Mus, le maire de la localité, Kutbettin Akpolat, 2 militaires et 5 civils ont été tués par des militants du PKK dans une attaque contre le minibus qui les transportait. A **Tatvan**, un chauffeur de taxi, Mehmet Emin Orak, a été retrouvé mort d'une balle dans la tête. A **Midyat**, 6 personnes dont 3 protecteurs de village ont été tués et 10 autres blessés dans une attaque du PKK contre le minibus qui les transportait. A **Lice**, 2 militaires et 4 civils ont été tués dans une attaque du PKK. A **Diyarbakir**, 3 personnes ont été blessées dans une attaque à la bombe contre une pâtisserie.

11 décembre

A **Silvan**, 2 villageois non identifiés et un militant du PKK ont été tués lors d'un affrontement opposant ces derniers aux protecteurs de village. A **Diyarbakir**, un villageois, Mahmut Ek, travaillant dans son champ, a été tué par des protecteurs de village.

12 décembre

A **Dicle** et à **Elazığ**, 3 militants du PKK ont été tués lors des affrontements avec les forces turques. A **Siverek**, 2 militants du PKK ont été tués par les forces turques. A **Diyarbakir**, un civil, Nezir Aklar, a été tué par des inconnus armés. A **Uludere**, 3 enfants ont été grièvement blessés lors de l'explosion d'une mine posée sur la route.

14 décembre

A **Diyarbakir**, 2 policiers membres de la Direction de Sûreté ont été tués par des inconnus armés. A **Suruc**, un civil, Abdullah Simsek, accusé de collaboration, a été tué par des militants du PKK. A **Nusaybin**, un civil, Abdulgafur Dil, a été tué par des inconnus.

15 décembre

A **Diyarbakir**, le propriétaire d'un kiosque de journaux, Kemal Ekinci, a été tué devant son domicile par 3 tueurs non identifiés. Toujours dans la même ville, 3 militants du PKK et 2 soldats ont été tués lors d'un affrontement armé. A **Nusaybin**, un jeune homme de 18 ans, Sinan Yilmaz, a été tué par des tueurs non identifiés. A **Ortakoy** (province de Mardin), une femme et son fils, ont été grièvement blessés sur le toit de leur maison par des inconnus.

17 décembre

La ville de **Diyarbakir**, capitale politico-culturelle du Kurdistan, a connu une nuit de terreur au cours de laquelle les unités spéciales et la police ont procédé à une bruyante démonstration de force à grand renfort de tirs d'armes automatiques, de panzers et chars occupant les carrefours, d'attaques contre les commerces des habitants suspects.

19 décembre

A **Diyarbakir**, un coiffeur, Mustafa Uçkan, et un autre civil, Hamdullah Andic, ont été tués lors de deux agressions différentes perpétrées par des tueurs non identifiés. A **Nusaybin**, une femme de 18 ans, Garibe Karasakal, a été tuée par des inconnus armés. A **Hazro**, province de Diyarbakir, 5 passagers d'un minibus de transport, dont 2 femmes et 2 enfants, ont été tués et 11 autres blessés par des présumés militants du PKK. A **Çinar**, un chauffeur de minibus, Muhsin Musulioğlu, et un membre du PKK ont été tués au cours d'une attaque d'un groupe du PKK. A **Batman**, 5 policiers ont été blessés dans une attaque du PKK contre leur véhicule. Quelques minutes plus tard, un enfant de 12 ans a été tué par un véhicule de la police qui se rendait sur le lieu de l'agression. A **Kocakoy**, 5 civils dont 3 enfants ont été tués par les forces de l'ordre et les protecteurs de village.

La petite ville de **Kulp**, dans la province de Diyarbakir, déjà martyrisée et en grande partie détruite en octobre a subi une nouvelle attaque massive de l'armée, qui l'a

isolée du reste du pays 5 jours durant. Le premier jour de ce siège, les troupes ont mis le feu à certains commerces et habitations puis passé au peigne fin toute la ville, maison par maison. Le troisième jour, au terme de ce vaste ratissage, l'armée a incendié d'autres commerces, maisons et véhicules et demandé aux habitants de ne plus jamais revenir à Kulp, ville interdite. Ceux-ci ont dû prendre, en plein hiver, les routes enneigées de l'exode vers les villes de Silvan, Batman et Diyarbakir. L'armée a ensuite attaqué les villages environnants, pillant les maisons avant d'y mettre le feu, brûlant vif le bétail, faisant subir des tortures collectives aux paysans, les obligeant à abandonner leurs champs et biens pour s'enfuir vers les villes. Les paysans se plaignent de l'usage de «*bombes terrifiantes qui provoquent des éboulements et des avalanches*». L'utilisation du napalm et des bombes incendiaires est désormais pratique courante. Même ce qui reste des maigres bois et forêts de la région ne semble pouvoir échapper à cette furie destructrice.

Les villages suivants ont été investis par l'armée qui a décidé de les évacuer de force (entre parenthèses le nom officiel turc du village) :

Bahamdan (Ayhan) : 70 maisons, dont 32 incendiées par l'armée. Ce village a été totalement vidé de ses habitants.

Babicanka (Savas) : 100 foyers, totalement évacués.

Sêxaza (Hamzah) : 150 foyers, dont 100 déjà évacués.

Gremorî (Sivrice) : 12 foyers, totalement évacués.

Aqika (Yakit) : 50 foyers, évacué à moitié, bétail et foin brûlés par la troupe.

Les villages de Pora (Yolaçtı), 60 foyers, Cimar (Uzunova), 70 foyers, ont reçu un préavis de 15 jours pour l'évacuation totale de leurs habitants.

21 décembre

A Baykan, province de Siirt, 8 protecteurs de village et 2 soldats ont été tués à la suite d'une attaque du PKK contre cette localité. A Sirnak, un soldat a été tué et 2 autres blessés lors d'un affrontement avec des militants du PKK. A Bingöl, 2 militants du PKK et un soldat ont été tués lors d'un affrontement. A Dicle, un militant du PKK a été tué lors d'un attaque de ce dernier contre un convoi militaire.

22 décembre

A Nusaybin, un colonel turc, Göker Gürbüz, a été grièvement blessé par deux militants du PKK. A Midyat, 2 policiers en service ont été tués par des présumés militants du PKK. A Mersin, un homme de 59 ans, Kerem Yildizli, accusé de collaboration, a été tué par des militants du PKK. A Lice, un protecteur de village a été tué et un villageois de 80 ans, Ali Ates, grièvement blessé lors d'une attaque de ces premiers contre cette localité.

23 décembre

A Hazro, un protecteur de village, Halis Özkan, a été tué lors d'une attaque du PKK contre un minibus. A Diyarbakir, l'imam d'une mosquée a été grièvement blessé par des inconnus armés de bâtons. A Silopi, un civil, Sait Simdi, enlevé de son domicile par des inconnus a été retrouvé mort. A Midyat, le corps d'un villageois, Abdulselam Tunç, a été retrouvé criblé de balles. A Dargeçit, les corps de 2 civils, Huseyin Eser et Vasfettin Kardes, ont été retrouvés criblés de balles. A Viransehir, une collégienne de 15 ans, Nufa Kalemli, a été tuée par trois agresseurs non identifiés. A Suruc, 6 militants du PKK et 5 soldats ont été tués lors d'un affrontement. A Cinar (province de Diyarbakir), les corps de 2 vendeurs ambulants, Mehmet et Suleyman Atli, ont été retrouvés au bord d'une route.

25 décembre

A Batman, un restaurateur, Faik Otes, a été tué par deux inconnus non identifiés. A Diyarbakir, 2 lycéens et un professeur de lycée, agressés par des groupes islamiques, ont été grièvement blessés par armes blanches.

26 décembre

A Mus, Van, Siirt et à Bitlis, 9 militants du PKK ont été tués et 12 autres arrêtés lors de différents affrontements avec les forces turques. A Varto, un policier a été tué et un autre grièvement blessé par des militants du PKK. A Nusaybin, un militant du PKK a été tué par les forces turques. Toujours à Nusaybin, un civil, Ali Aslan, a été tué et un autre grièvement blessé par des inconnus. A Batman, un civil, Mehmet Sirin Ozbek, a été tué par des inconnus.

EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

MASSACRE AU KURDISTAN. Depuis la mi-octobre, l'armée turque mène dans le nord de l'Irak une opération aéroterrestre massive pour «anéantir» les Kurdes de Turquie. Ceux-ci ont commencé il y a huit ans une lutte sans merci contre les autorités d'Ankara et les «collaborateurs». (*L'Alsace*, 8 novembre 1992), p. 1.

FAISANT DERAILLER UNE TURQUIE EN PROIE AUX TROUBLES, AGITATION POLITIQUES et le conflit ethnique mena-

cent un allié vital de l'Occident. (*U.S. News & World Report*, 9 novembre 1992), p. 2-4.

ANKARA BAFOUE LE DROIT. Amnesty International dénonce la répression en Turquie. — UNE DECLARATION ACCABIANTE DENONCE LA TORTURE ET LES MAUVAIS TRAITEMENTS EN TURQUIE. Le Comité européen pour la prévention de la torture sort de sa réserve et signale la violation coutumière des droits de l'homme. (*L'Humanité*, 12

novembre, 24 Heures, 24 décembre 1992), p. 4, 63.

FRERE CONTRE FRERE. Les Kurdes ont a nouveau couler le sang d'autres kurdes. (*Newsweek*, 9 novembre 1992), p. 5.

LA CRAINTE DES KURDES SUSCITE LA TENUE D'UNE REUNION DES MINISTRES TURC, SYRIEN ET IRANIEN DES AFFAIRES ETRANGERES. (*The Financial Times*, 14 novembre 1992), p. 6.

LA TURQUIE CHERCHE A PARVENIR A UN CONSENSUS AVEC SES VOISINS AU SUJET DES KURDES. (*The Financial Times*, 16 novembre 1992), p. 6.

LA TURQUIE, LA SYRIE ET L'IRAN DISCUTENT «SANS AGENDA PREALABLE» DU FUTUR DU KURDISTAN. — FEU LES RÊVES D'UN ETAT KURDE. Ankara, Damas et Téhéran ont réaffirmé le maintien des frontières irakiennes contre un Kurdistan indépendant. — LA REUNION D'ANKARA : Les Kurdes d'Irak s'inquiètent de la concertation entre la Turquie, l'Iran et la Syrie. — KURDES : des pions sacrifiés sur l'échiquier international. — L'IRAK SAUVÉ PAR SES ENNEMIS. Redistribution des cartes au Moyen-Orient. — Turcs, Syriens et Iraniens ont tous d'excellentes raisons de vouloir sauvegarder l'intégrité territoriale de leur voisin. Les Kurdes en font les frais. — TURQUIE, SYRIE, IRAN : L'union sacrée pour sauvegarder l'unité territoriale de l'Irak. — OUVERTURE DE LA REUNION QUADRIPARTITE SUR L'IRAK DU NORD. — HARO SUR LE KURDISTAN INDEPENDANT. La Turquie, l'Iran et la Syrie, craignant d'être touchés par l'irréductibilisme kurde, se prononcent contre le démembrement de l'Irak et l'émergence d'un Etat indépendant. (*El País*, 15 novembre ; *Libération* ; *Le Monde*, 16 novembre ; *L'Événement du Jeudi*, 19-25 novembre ; *Jeune Afrique*, n° 1664, 26 novembre ; *Courrier International*, 3 décembre ; *Gamk*, 12-13 décembre ; *Le Nouvel Afrique Asie*, Décembre 1992), p. 7-10, 17-18, 35-36, 68.

VOUS ENTREZ AU KURDISTAN. Les Kurdes d'Irak font confiance à l'aide internationale pour leur permettre de survivre en tant qu'Etat. (*El País*, 30 novembre 1992), p. 7-8.

LA VILLE KURDE GAZEE PAR L'IRAK EN 1988 RENAIT A LA VIE. (*International Herald Tribune*, 18 novembre 1992), p. 8.

LES MINES IRAKIENNES MENACENT LES CIVILS KURDES. Affirme l'Organisation de Défense des Droits de l'Homme *Middle-East Watch*. (*The New York Times*, 29 novembre 1992), p. 10.

«NOUS SOMMES CONTRE LA CREATION D'UN ETAT KURDE EN IRAK DU NORD», nous déclare le Premier ministre turc, M. Souleyman Demirel. (*Le Monde*, 23 novembre 1992), p. 11-12.

DES MILLIONS DE MINES MENACENT LES KURDES. (*Chicago Tribune*, 29 novembre 1992), p. 12.

L'ARMEE TURQUE ECRASE LA GUÉRILLA KURDE. (*The New York Times*, 24 novembre 1992), p. 13.

KURDES CONTRE KURDES. (*The New York Times*, 30 novembre 1992), p. 13.

LA TURQUIE PREND UNE INITIATIVE AU SUJET DES KURDES IRAKIEN (*The Christian Science Monitor*, 23 novembre 1992), p. 14.

AU MOINS 56 JOURNALISTES TUÉS EN 1992. Dont 12 en Turquie où la situation est peut-être la plus dramatique. (*L'Indépendant*, 25 décembre 1992), p. 15.

KURDES, UNE GUERRE D'IRLANDE. (*Ouest-France*, 28 novembre 1992), p. 15-16.

LES KURDES : Nous avons rencontré Kerim dans un camp de réfugiés des montagnes de la Turquie, près de la frontière avec l'Irak, qui abrite des milliers de Kurdes fuyant au cours de ces derniers mois les soldats de Saddam Hussein. (*Toi et les Missions*, Novembre 1992), p. 19-21.

BAGDAD ET L'EMBARGO FERMENT LE KURDISTAN. A l'approche de l'hiver, le travail des ONG au Kurdistan est ralenti par le blocus imposé à l'Irak et les lenteurs de Bagdad à reconduire l'accord concernant l'intervention humanitaire. (*Présence dans le monde*, Novembre 1992), p. 22.

UN PRE-RAPPORT DE LA CIA AFFIRME QUE L'IRAN S'APPROCHE DU STATUT NUCLEAIRE. Téhéran pourrait fabriquer des bombes d'ici l'an 2000 indique le rapport sur l'armement de l'Iran. (*International Herald Tribune*, 1er décembre 1992), p. 23.

LA LUTTE ENTRE-FRERES DE LA NATION KURDE (*El País*, 1er décembre 1992), p. 24-25.

IRAK : POUR ECHAPPER AUX EXACTIONS DU REGIME DE BAGDAD. Les opposants chiites réclament la création d'une zone de protection internationale. (*Le Monde*, 3 décembre 1992), p. 26.

BOMBES AU KURDISTAN. (*Dernières Nouvelles d'Alsace*, 5 décembre 1992), p. 26.

LE CHEVALIER KURDE. — PERIPLE D'UN REFUGIE KURDE. Coupé de ses racines, Sédik, réfugié politique, vit en France depuis 1988, date à laquelle il a tout abandonné... son village, sa famille, sa patrie. «*Mon cœur est plein de tristesse. Saddam Hussein, le dictateur, a fait de moi un nomade...*». Francine Buchi et Eric Bourbotte racontent la nostalgie de cet ancien «chevalier» kurde. — RETOUR

PARMI LES PIERRES DU KURDISTAN. «52 sur la Une» accompagne le retour d'un vieux pershmerga au Kurdistan d'Irak, après 4 ans d'exil. Le pays est en ruines. (*Le Courrier Picard*, 1er décembre, *Magazine de la UNE, Libération* 4 décembre 1992), p. 26-27.

APRES WASHINGTON, LONDRES ET ROME PIEGES PAR LE SCANDALE DE L'IRAKGATE. Ventes d'armes à Saddam Hussein : la fin de la loi du silence. (*Courrier International*, 19 novembre 1992), p. 28-31.

AU PROCHE-ORIENT, LES OCCIDENTAUX SONT TOUJOURS PRETS A REFAIRE LES MEMES ERREURS. Bush a armé l'Irak, Clinton armera-t-il l'Iran ? — Les alliés pris à leurs propres pièges. — L'ennemi de mon ennemi... (*Courrier International*, 19 novembre 1992), p. 32-34.

LE TERRORISME D'ETAT AU KURDISTAN DE TURQUIE. (*Le Monde*, 5 décembre 1992), p. 37.

«ANKARA NE VEUT PAS D'UNE SOLUTION POLITIQUE AU PROBLEME KURDE» Selon Mehdi Zana, ancien maire de Diyarbakir, capitale du Kurdistan de Turquie, dans une déclaration jeudi dernier à Bruxelles : «Nous les Kurdes de Turquie, nous sommes pas un ramassis d'extrémistes armés luttant aveuglément pour un Etat à nous. La plupart des 15 millions de Kurdes vivant en Turquie seraient déjà contents si des écoles, des journaux, des programmes de radio et de télévision étaient autorisés en langue kurde et la création des partis kurdes tolérée. Il feraient même cors derrière les autorités s'ils avaient la double garantie de pouvoir vivre en paix et d'obtenir le respect de leur identité». (*De Morgen*, 5 décembre 1992), p. 38-39.

LES PREMIERS PAS VERS UN ETAT KURDE. Tentative de construire une démocratie sous la protection internationale dans le nord de l'Irak. (*El País*, 6 décembre 1992), p. 39-40.

NAISSANCE D'UNE ASSOCIATION D'AIDE AUX AGRICULTEURS DU KURDISTAN. L'acte de naissance de la toute nouvelle association manchoise a été signé à l'hôtel de ville de Saint-lô en présence de M. Shefki, de l'Institut kurde de Paris. — AIDE AUX AGRICULTEURS DU KURDISTAN. Offrir un toit aux réfugiés. (*La Presse de la Manche; Ouest France*, 7 décembre 1992), p. 40, 45.

LES CONTRADICTIONS DES HERITIERS DE KHOMEINY. Entre l'ouverture économique et les coups de frein rigoristes, l'Iran hésite. (*Le Monde*, 6-7 décembre 1992), p.41-42.

ESSORT DES EXPORTATIONS TECHNOLOGIE DE BONN A L'IRAN. (*International Herald Tribune*, 7 décembre 1992), p. 42.

SYRIE : UNE VAGUE D'ARRESTATIONS RECENTE FRAPPE LES KURDES. — DES MILLIERS DE DETENUS POLITIQUES ET DE DISPARUS. Témoignages sur les prisons syriennes.

(*F.I.L.D.H.*, 8 décembre ; *L'Humanité*, 22 décembre 1992), p.43-44, 62.

LES ETATS-UNIS CRAIGNENT QUE L'IRAK NE METTE EN PERIL LES KURDES EN FAISANT OBSTRUCTION AUX PROGRAMMES DE SECOURS. (*The Denver Post*, 9 décembre 1992), p.45

«UNE CHANSON POUR BEKO» de Nizamettin Arıç, prophétie du Kurdistan libre. (*Il Manifesto*, 18 décembre 1992), p.46

FESTIVAL DE VENISE : LA FINALE AU PALAIS DES DUCS. Projection d'un film kurde. (*Avvenire*, 9 septembre 1992), p.46.

HELICOS CONTRE KURDES. Achat turc massif. (*Le Nouveau Quotidien*, 9 décembre 1992), p.47.

UN JOURNALISTE ALLEMAND JUGÉ EN TURQUIE. (*Gamk*, 7-8 décembre 1992), p.47.

POUR MIEUX CONNAITRE LE KURDISTAN. (*L'Eveil de Pont-Audemer*, 10 décembre 1992), p.47.

ATTENTATS : TEHERAN PERSEVERE. Liens renforcés avec le Hezbollah libanais, réseaux activés, «légion étrangère» et projets d'attentats en Europe : l'Iran n'a pas désarmé. *L'Express* en a la preuve. — DEUX DIPLOMATES IRANIENS IMPLIQUÉS DANS UN ATTENTAT ANTI-KURDE A BERLIN. (*L'Express*, 10 décembre ; *Le Nouveau Quotidien*, 30 décembre ; *Le Monde*, 31 décembre 1992), p.48, 69, 78.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR RAPPELLE «LES REGLES D'ORGANISATION DES ELECTIONS POLITIQUES» APRES UN SCRUTIN ORGANISE PAR DEUX MOUVEMENTS KURDES. A la suite de l'organisation d'«élections» pour un «parlement national» du Kurdistan organisées en Europe les 20, 21 et 22 novembre 1992. (*A.F.P.*, 10 décembre 1992), p.49.

COMMENT LES IRAKIENS ONT VAINCU GEORGE BUSH. Si George Bush n'est plus président des Etats Unis, c'est grâce à la force de l'Irak et à l'intelligence de Saddam Hussein, qui ont fini par abattre cet ennemi maléfique. (*Courrier International (Al Thawra (Bagdad)*, 11 novembre 1992), p.50.

LES DEMOCRATTES VOIENT UNE TENTATIVE D'ETOUFFEMENT DANS LA DECISION DE L'ENQUETE SUR LES PRETS A L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 11 décembre 1992), p.50-51.

ENTRETIEN AVEC MEHDI ZANA. Le Kurdistan dans la tourmente. Pour l'ancien maire de Diyarbakir, la situation est plus grave que jamais. L'armée turque tue et détruit en toute impunité. Le procès du HEP, seul parti représentant la

population kurde à l'Assemblée, s'ouvre le 27 décembre à Ankara. (*L'Humanité*, 14 décembre 1992), p.51.

JOURNAL D'ERBIL : SALLES DE CLASSE GLACIALES CHAUFFEES PAR LES REVES KURDES. (*The New York Times*, 14 décembre 1992), p.52.

ENTRETIEN FRANCO-KURDE AU QUAI D'ORSAY. Le ministre délégué français aux Affaires étrangères M. Georges Kiejman a reçu le président du «parlement» kurde irakien M. Jawhar Namek Salem dans le cadre des contacts que la France poursuit avec des personnalités kurdes. (*A.F.P.* 18 décembre 1992), p.53.

LE CONSEIL DE L'EUROPE DENONCE L'USAGE DE LA TORTURE. Le Conseil de l'Europe a rendu public, le 21 décembre, un rapport dénonçant la torture en Turquie. Strasbourg multiplie en vain depuis deux ans les mises en garde envers Ankara. (*Libération*, 22 décembre; *Le Monde*, 23 décembre 1992), p.54.

IRAK ACCUSE DE BOMBARDEMENT DES CONVOIS D'AIDE HUMANITAIRE. LES ETATS-UNIS DETECTENT UN SCHEMA DE SABOTAGE. (*The Denver Post*, 19 décembre 1992), p.53.

L'OCCIDENT CONGELE LES KURDES. Les champs de mines politiques qui entourent la question kurde signifient que des programmes d'aide *ad hoc* qui les laissent se débrouiller contre Saddam Hussein pourraient encore être à l'œuvre dans les dix prochaines années. (*The Wall Street Journal-Europe*, 21 décembre 1992), p.55.

DANS L'ENFER DU KURDISTAN TURC. Guérilla contre guérilla et massacres en série. La stratégie répressive menée contre les Kurdes a renforcé les combattants du PKK et conduit une partie de la population à remettre son destin entre les mains de l'organisation terroriste. Un paradoxe sanglant au moment où la Turquie cherche à intégrer la CEE. (*L'Événement du Jeudi*, 17-23 décembre 1992), p.56-59.

L'ONU VA REPREDRE PIED AU KURDISTAN. Boutros-Ghali a décidé d'envoyer des Casques bleus pour protéger les convois humanitaires. — L'ONU DECIDE DE DEPLOYER DES GARDES DANS LE KURDISTAN. (*Libération*; *Le Monde*, 22 décembre 1992), p.60.

MENACES D'UNE NOUVELLE TRAGEDIE, LES KURDES DEMANDENT LA REUNION D'URGENCE DU CONSEIL DE SECURITE. — LA FAIM ET LE FROID MENACENT A NOUVEAU LES KURDES D'IRAK. — KURDES IRAKIENS INQUIETS. Ils demandent une réunion du Conseil de sécurité. (*A.F.P.*, 22 décembre; *Libération*; *Le Nouveau Quotidien*, 23 décembre 1992), p.60, 62.

LA FRANCE REPONDRA-T-ELLE A L'APPEL DES KURDES ? Inquiet des entraves mises par Saddam Hussein à l'acheminement de l'aide humanitaire au Kurdistan irakien, le

nouveau Parlement kurde sollicite le soutien de la France. (*Le Quotidien de Paris*, 23 décembre 1992), p.61.

DES KURDES TROUVES SUR LES PLAGES D'UNE ILE BALTE. (*The European*, 23 décembre 1992), p.61.

LES KURDES ONT TROUVE LEUR CHEMIN. (*The Times*, 24 décembre 1992), p.63.

LE DRAME KURDE EN TURQUIE. En désignant implicitement ses concitoyens kurdes comme des ennemis des Turcs, l'État a creusé entre les deux principales communautés du pays un fossé de plus en plus profond. Les incidents racistes se multiplient, alors qu'il y a encore quelques années aucun contentieux sérieux n'opposait Kurdes et Turcs. (*Libération*, 26 décembre 1992), p.64, 65.

DES BOMBARDIERS AMERICAINS ABATTENT UN AVION IRAKIEN DANS LA ZONE D'EXCLUSION AERIENNE DU SUD. (*International Herald Tribune*, 28 décembre 1992), p.66.

L'IRAK REJETTE LA DEMANDE DE L'ONU POUR ESCORTER LES CONVOIS D'AIDE HUMANITAIRE DESTINEE AUX KURDES. (*International Herald Tribune*, 24-25 décembre 1992), p.66.

TURQUIE : LE MANDAT DES FORCES ALLIEES A ETE RECONDUIT POUR SIX MOIS. (*Le Monde*, 26-27 décembre 1992), p.66.

L'ONU SE BAT POUR OBTENIR LA FOURNITUR D'AIDE AUX BOSNIAQUES ET AUX KURDES IRAKIENS. (*The Christian Science Monitor*, 29 décembre 1992), p.67.

DES REFUGIES KURDES EN ESTONIE. (*Gamk*, 28-29 décembre 1992), p.68.

QUESTION A PROPOS D'IRAK. (*The Christian Science Monitor*, 31 décembre 1992), p.69.

BAGDAD ACCEPTE LA PROTECTION DES CONVOIS POUR LE KURDISTAN. (*Libération*, 29 décembre 1992), p.69.

L'IRAK INTENSIFIE LES VIOLATIONS DE L'ESPACE AERIEN. Les méfaits de Saddam attirent lentement l'attention. (*The Christian Science Monitor*, 31 décembre 1992), p.70.

QUAND LES ENQUÊTEURS RÉUSSISSENT TROP BIEN... Il ne subsiste pas le moindre doute que le meurtre de quatre dirigeants politiques kurdes est bien le fait des services secrets iraniens. Mais Bonn apparemment décidé pour des raisons politiques et économiques de passer sous silence les résultats de l'enquête. (*Stern*, 30 décembre 1992), p.71-72.

BOXER SADDAM. L'INTERDICTION DES VOLS IRAKIENS SUR LES MARECAGES DU SUD EST LE DERNIER PLAN DE

COMBAT MILITAIRE ET POLITIQUE DE L'ADMINISTRATION BUSH. (*The Times*, 31 août 1992), p.73.

UN LOUP SEUL OU UN PACQUET DE MENSONGE. Les critiques accusent l'administration Bush d'avoir organisé l'étouffement en montrant du doigt un simple responsable de banque d'avoir consenti à l'Irak de prêts non autorisés, mais jusqu'ici les preuves indiquent que le département de la Justice pourraient payer les pots cassés. (*The Times*, 26 octobre 1992), p.74-76.

SADDAM TESTAIT-IL CLINTON ? Il se pourrait que l'Irak espéré un assouplissement de l'état américain. (*International Herald Tribune*, 30 décembre 1992), p.77.

LES KURDES D'IRAK ONT ENCORE BESOIN DE PROTECTION. (*International Herald Tribune*, 31 décembre 1992), p.77 (version française du même article page 78).

LE DEVOIR DE WASHINGTON EST D'INTERDIRE A M. ELIASON D'ENDRAVER L'AIDE HUMANITAIRE AUX KURDES. (*Al-Hayat*, 22 décembre 1992), p.79.

Revue de Presse

Institut Kurde de Paris
IKP
Bulletin de liaison et d'information

L'Alsace — 8 novembre 1992

LE POINT

Massacres au Kurdistan

Depuis la mi-octobre, l'armée turque mène dans le nord de l'Irak une opération aéroterrestre massive pour « anéantir » les Kurdes de Turquie. Ceux-ci ont commencé il y a huit ans une lutte sans merci contre les autorités d'Ankara et les « collaborateurs ».

ILS descendraient des Mèdes et auraient triomphé des Assyriens avant d'être vaincus par les Perses cinq siècles avant Jésus Christ. Depuis, les Kurdes n'ont pratiquement jamais eu d'Etat souverain si ce n'est quelques principautés et la République éphémère de Mahabad créée en janvier 1946 dans le nord-ouest de l'Irak et disparue quelques mois plus tard. Son chef militaire était Moustapha Barzani, père de l'actuel leader des Kurdes irakiens. Ils sont environ 25 millions répartis sur un territoire de 500 000 km² dans six pays : l'Iran, l'Irak, la Syrie, le Liban, la Turquie et la CEI. Si la plupart des Kurdes rêvent d'autonomie et de respect de leur identité culturelle, ils ne revendiquent pas l'indépendance — sauf le PKK, parti des travailleurs du Kurdistan, en Turquie — et ne cherchent pas à unir leurs différents mouvements. Au contraire pourrait-on dire car les Kurdes qui ont toujours dû se battre pour survivre sont souvent manipulés par les régimes autoritaires des pays où ils vivent. Tout en luttant contre ses propres Kurdes, on aide ceux du pays voisin et rival, on s'en sert comme des pions, on les oppose, on les massacre, on les laisse tomber au gré des circonstances. Or, c'est l'Iran, l'Irak, la Syrie ou la Turquie. L'Occident distingue aussi entre les Kurdes selon les intérêts politiques et stratégiques du moment : aide et protection à ceux du nord de l'Irak, indifférence coupable à l'égard de ceux que la Turquie massacre avec une ardeur inégale. Certes — mais ce n'est pas une excuse pour fermer les yeux — ces Kurdes-là sont marxistes-léninistes et terroristes impitoyables.

DU COMBAT POLITIQUE AUX MASSACRES

Quand il fut créé en 1978, le PKK et ses quelques 200 militants envisageaient un combat pacifique et politique pour la reconnaissance des droits culturels des Kurdes — notamment celui élémentaire de parler le kurde — et le développement économique du Sud-Est anatolien. Mais à l'époque le mot « Kurde » était banni du vocabulaire turc et les autorités d'Ankara n'opposèrent que force et répression aux demandes du PKK. En 1984, en réponse au terrorisme d'Etat, le PKK tombe aussi dans la violence. Les terroristes kurdes s'en prennent aux militaires et aux autori-

tés mais massacrent aussi tous les Kurdes soupçonnés de collaboration. Leurs cibles favorites sont les « gardiens de villages », des miliciens armés par Ankara pour protéger les villages. Le PKK commet aussi des attentats dans pratiquement tout le pays. Depuis un an environ, les autorités turques, que ce soit le président Turgut Ozal ou le premier ministre Suleiman Demirel, disent reconnaître le « fait kurde » mais en même temps elles ont engagé une guerre sans merci pour réduire le PKK. Ce fut d'abord en mars, à l'occasion du nouvel an kurde, des combats qui firent au moins 100 morts dans la région de Sirkak. Puis après le 20 août à la suite d'une attaque du PKK, Sirkak a été soumise à une répression si violente que la presque totalité de des 25 000 habitants aurait fui.

LES PESHMERGAS CONTRAINTS ET FORCÉS

« Nous allons anéantir la rébellion kurde partout, dans et hors du pays » déclarait le chef de l'Etat le 27 août. De fait, la guerre n'a pas cessé depuis et à la fin du mois dernier les troupes turques ont même pénétré dans le nord de l'Irak pour s'attaquer aux militants du PKK. 20 000 hommes des forces d'élite coopéreraient dans les montagnes avec les peshmergas irakiens de Barzani et Talabani.

Protégés par les Occidentaux mais soumis à un blocus total de la part de Saddam Hussein, les Kurdes du nord de l'Irak ne survivent que grâce à l'aide qui transite par la Turquie. Ils ont donc intérêt à s'entendre avec les autorités d'Ankara.

Les Occidentaux et les Turcs refusant la création d'un Etat indépendant, ils ne peuvent pas soutenir les revendications d'un PKK qui cherche aussi à faire pression sur eux. A deux reprises les combattants d'Apo Ocalan ont ainsi bloqué les routes par où arrive l'aide et ils ont même conclu des accords avec Saddam Hussein. Toujours les manipulations... et les combats fratricides. Début octobre, les peshmergas ont lancé une offensive pour empêcher le PKK de monter des actions contre la Turquie à partir de l'Irak. Après des combats meurtriers, les frères ennemis signaient un accord qui prévoyait que les militants du PKK se soumettaient aux Kurdes d'Irak. Pour les Turcs, ce n'était pas suffisant et

Ankara lançait ses soldats à l'assaut. Talabani s'estime « trahi » par la Turquie...

LOURDS BILANS

« Les militants du PKK qui ont pris la fuite seront détruits au cours des prochaines opérations. Nous nettoierons ensuite les rebelles à l'intérieur du pays » a affirmé la semaine dernière le général Dogan Gures, chef d'état-major de l'armée. Des deux côtés de la frontière, la guerre n'est pas terminée...

En huit ans et demi d'insurrection 5800 civils, militaires ou rebelles ont été tués. En trois semaines, les opérations aéroterrestres turques en Irak ont fait 1800 morts et 2700 blessés selon l'état-major... Le PKK parle de 100 morts dans ses rangs contre plus de 1000 militaires et peshmergas. Mais ces Kurdes turcs que l'on massacre ne se laisseront pas exterminer. Paradoxalement, les militants du PKK, n'ont pas perdu le soutien populaire malgré leurs exactions et leurs offensives meurtrières contre des villages. Plus la répression est forte, plus le nombre de militants augmente. Ils seraient aujourd'hui de 50 à 100 000. La solution ne peut être militaire.

L'OCCIDENT COMPLICE

L'Occident ferme les yeux en raison de la nouvelle importance politique et stratégique de la Turquie née de la guerre du Golfe et de l'éclatement de l'URSS. Ankara se veut passerelle entre l'Orient et l'Occident, tête de pont de l'Europe vers l'Asie centrale. Le 31 octobre s'est achevé le sommet des pays turcophones (Turquie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan et Turkménistan) et la « déclaration d'Ankara » rappelle leur attachement commun à la démocratie, à l'économie de marché et à la laïcité de l'Etat. Au printemps, Suleiman Demirel affirmait : « Personne ne peut nier qu'il existe un monde turc qui s'étend de l'Adriatique à la Muraille de Chine ».

L'Occident mise aussi sur la Turquie, où l'islamisme est en forte progression ; 24,5 % des voix lors des élections locales partielles du 1^{er} novembre — car elle semble moins hégémonique... et islamiste que l'Iran, puissance rivale dans la région. Mais Téhéran aux marchés prometteurs, a aussi le « droit » de maltraiter ses minorités, des Kurdes.

François BÉCET.

■ WORLD REPORT



Off track. The Turkish military is determined to crush resistance by Kurdish fighters, who recently blew up this passenger train.

Derailing troubled Turkey

Political turmoil and ethnic conflict threaten a vital Western ally

"My own mother wants me to be a terrorist!" exclaims a retired Turkish Air Force officer whose mother and wife are Kurds from the Caucasus. "She tells me, 'You're a good pilot. If it comes to a fight, you've got to get hold of a jet and fire on those people who are killing Kurds.' I tell her, 'Mama, do you know what you're asking of me?'"

Almost seven decades after it became a nation from the ruins of the Ottoman Empire, Turkey is asking a great deal of itself. A bloody identity crisis, which has simmered since the earliest days of the republic, has exploded. The turmoil comes at a critical time in Turkey's neighborhood, as ethnic conflict and the collapse of communism have plunged the Balkans and the former Soviet republics of Central Asia into serious crises.

The Turkish state rests on a foundation of Atatürkism, a homemade blend of Western-style democracy, socialism

and authoritarianism named for the country's founder, Kemal Atatürk, a hard-nosed military officer. This base has endured repeated economic and political shocks, but now it is being rocked by political turmoil in the capital, Ankara, and by a relentless conflict between Turks and Kurds in the southeastern part of the country. Civil war is no longer unthinkable.

The consequences of such a war would be felt far beyond Turkey. Since the end of World War II, the country has been an anchor of pro-Western calm at the intersection of Europe, the Middle East and the Caucasus, an area wracked by war and ruled by totalitarian anti-Western regimes. Turkey received Marshall Plan aid

after the war, joined NATO in the 1950s and provided air bases and other support during the Persian Gulf war. The end of the cold war may have diminished Turkey's strategic value as a bulwark against the Soviet Union, but because it abuts Iraq, Iran and Syria and sits atop the region's major water supplies, its military and political importance in the post-cold war Middle East has only increased.

Geographically and spiritually, Turkey is much closer to Central Asia than to Europe. Its ties to Turkic populations and new governments there could help determine whether Western secular democracy or fundamentalist Islam becomes the dominant force in these populous, unsta-



Twice-ousted. Demirel

■ WORLD REPORT

ble regions of the former Soviet Union.

Chaos in Turkey could connect a chain of separate ethnic conflicts from the Balkans to the Caucasus into one enormous eruption. At a time when Muslims and Christians are fighting in the former Yugoslavia and anti-Arab feelings are growing in France and Germany, civil war in a Turkish state that has long walked a fine line between Islam and Western democracy could open the door to a wider ideological conflict between Muslim and Christian nations.

Turkey has survived unrest before, beginning with a Kurdish revolt in 1925 and continuing to the present. Between 1960 and 1980, the military staged a coup every decade, ostensibly to safe-

guard the country from corruption and violence. But in 1990, the anniversary of the last coup came and went, to public relief, without military intervention. "This is the first time, I believe, in the last 30 to 40 years, that the military has no interest in running the country," says Prime Minister Sulciman Demirel. He should know: Demirel has twice been deposed by the Army.

Fading promise. There were grounds for optimism when Demirel was elected again a year ago. His government promised a 500-day plan to cure the country's economic ills, pledged to end human-rights abuses and vowed to find a peaceful settlement to the Kurdish problem. But the government's economic plan has foundered in a sharply divided parliament. Inflation is running

at 70 percent. Economic growth has nearly halted, largely because of the country's ingrained, corrupt system of state-run industries, which the government has failed to privatize. There is bitter rivalry between President Turgut Ozal and Demirel, and early elections are likely next year, which will further delay economic development. Demirel's judicial-reform package is bogged down in parliament, its antitorture provisions gutted by the no-holds-barred fight against terrorism in the southeast.

Rumors of a coup have become widespread as violence between Kurds and Turks has intensified. Junior officers are enraged at political and economic corruption and at having the policy toward the Kurds dictated to them by a civilian government.

KURDS IN THE WAY

Claiming a piece of Iraq

Rising above the barbed wire and the border guards with machine guns, a small display of civility greets visitors crossing the Habar Bridge from Turkey into northern Iraq. Glimmering in the dusk is a sign in English: "Welcome to Kurdistan."

It is a faint scrap of nationhood where, so far, no nation exists. But this may change if the several hundred opponents of Iraqi President Saddam Hussein who gathered in northern Iraq last week have their way. Members of an estimated 74 parties, most of whom are still officially in exile, haggled over the shape of a post-Hussein Iraq. Some want a theocracy based on the Koran, others a liberal democracy. Some cautioned against the free market; others saw it as salvation.

Planning democracy. The conference selected a 174-member general assembly made up of Kurds and Sunni and Shiite Muslims, which began to hammer out a rough blueprint of a democratic government that could make claims on Baghdad should the dictator fall from power. Most of the Kurdish leaders at the conference hope this future Iraq will include an autonomous Kurdistan.

But the conference, intended in



Pushed back. Marxist PKK guerrillas in training

part as a show of unity, was overshadowed by bloody fighting to the north, along the Turkish border. There, Iraqi Kurdish militia fighters with a force of 20,000 Turkish troops and dozens of tanks caught fighters of the Marxist Kurdish Workers' Party (PKK) in a pincer movement and drove them into Syria and Iran.

The Turks are determined to crush the PKK, which has fought an eight-year guerrilla war to wrest control of southeastern Turkey from Ankara. The Turks have forged a coalition with the northern Iraqi Kurds, who rely on shipments of food, medicine and other supplies from Turkey that have been disrupted by the PKK. At the outset of a bleak winter, this PKK blockade threatens the Iraqi Kurds, whose only

other supply line is from the south, which is controlled by Hussein.

Kurds are dismayed at the interne-cine fighting, which many believe is contrived by outside forces—chiefly Iran, the Turks and Hussein—to undermine Kurdish unity just as an autonomous or independent Kurdistan becomes possible.

Many observers remain deeply skeptical of the conference. One Kurd who declined to attend the meeting dismissed the participants as too far removed from the realities of the country. "For me, there are three categories," he said. "Businessmen from London, readers of the Koran from Tehran and domino players from Damascus. There is no place for us in this Iraqi house."

Today, there is little in northern Iraq that resembles an autonomous Kurdistan. Along the road from the border to Saladin and Shaqlawah, a hodgepodge of soldiers manned checkpoints, some in Iraqi uniforms with red berets, others in plain clothes. Western aid workers say each road-block belongs to a different faction. On one stretch of the road, not far from the site of the conference, stand the rusting remains of destroyed Iraqi tanks, reminders to the struggling Kurds of Hussein's mortality.

Still, most Kurds think an independent Kurdistan is a will-o'-the-wisp. "We have only one chance, a change in Baghdad," says Falak al-Din Kakaie, a member of the Kurdish parliament in northern Iraq. "Our problem will be solved there, not here."

BY JOHN MARKS IN SHIAQLAWAH

■ WORLD REPORT

Some observers believe that a "coup by memorandum" has already taken place, leaving the civilian government intact but giving the Army broad behind-the-scenes power and a free hand in the southeast, thereby undercutting Demirel's promise to find a peaceful solution to the Kurdish conflict.

The military has scored some recent success in subduing the separatist guerrillas of the Kurdish Workers' Party (PKK) in the southeast (box, Page 74). A coalition between the Turkish Army and northern Iraqi Kurds last week drove the PKK out of its bases in northern Iraq, from where it had operated against Turkey, into Syria and Iran.

Massacres. But the cost is high. Human-rights abuses by both the military and the PKK have increased drastically in 1992, according to a Helsinki Watch report. Hundreds of civilians have been massacred, nine journalists have been murdered and, in August, the Kurdish town of Sirnak was all but obliterated by the Army. Partly out of revulsion over the military brutalities, 90 percent of the Kurds in the southeastern part of the country are estimated to support the separatists. Seventy percent of the Turks support the Army. "The government's current policies are distancing the Kurds from the Turks more with every passing day," says Mahmut Alanik, a Kurdish member of parliament.

Both sides are casting back to Ataturk's legacy for explanations of today's turmoil—but they are drawing very different conclusions.

"Only Ataturk is standing," Prime Minister Demirel told *U.S. News*. "Monuments of Stalin are gone in Central Asia. Hitler is gone. Mussolini is gone. All of the big party men are gone." The explanation is simple. Says Demirel: "He loved his people."

The Kurds, however, disagree with the way Ataturk defined his people. To Ataturk, anyone who lived within the boundaries of the newly created Turkish state was a Turk—regardless of his real ethnic background. "His ideas were oppressive," says Mehmet Altan, a Kurdish economist. "Now Turkey is paying the price for the mistakes it made 60 years ago, by not treating people in the southeast as real citizens."

The key to Turkey's survival may lie in the ability of Ataturkism to accommodate these conflicting views. Without flexibility, Ataturk's nation may succumb to the same ethnic feuds that are tearing its neighbors apart. ■

BY JOHN MARKS IN TURKEY

Amnesty International dénonce la répression en Turquie

ANKARA BAFOUE LE DROIT

LES droits de l'homme sont toujours bafoués en Turquie, accuse Amnesty International dans un rapport publié mercredi à Londres. Selon l'organisation humanitaire, des crimes politiques sont signalés quotidiennement, impliquant dans de nombreux cas les forces de sécurité turques. Elle a recensé des centaines de cas de torture d'hommes, de femmes et d'enfants, et plus de dix cas de décès lors de gardes à vue.

Dans le sud-est du pays, poursuit le rapport, les forces de sécurité agissent dans l'impunité la plus totale. Une centaine de civils non armés ont été tués lors de manifestations ou lors d'opérations dans des zones habitées, en représailles contre des attaques du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Au cours des douze derniers mois, plus d'une centaine de journalistes, hommes politiques locaux ou membres

du Parti populaire du travail, ont été victimes de « mystérieux meurtres ». La plupart avaient été menacés, détenus, ou torturés par la police. Aucune des enquêtes promises par le gouvernement sur ces meurtres n'a été ouverte, en dépit de demandes répétées.

Ces violations des droits de l'homme, souligne Amnesty, sont commises dans un contexte de violence politique généralisée, marqué par de nombreuses exécutions de prisonniers et de civils, imputables au PKK notamment. Le rapport condamne ces actions terroristes, mais estime qu'elles ne justifient pas les exactions du régime d'Ankara. Sa conclusion accuse le gouvernement de Souleiman Demirel, « comme les gouvernements précédents, d'avoir fait de sérieuses promesses sur les droits de l'homme et en particulier sur la torture, mais de n'avoir rien fait pour mettre un terme à celle-ci ».



Il attend son père à la grille d'une prison d'Istanbul. (Photo AFP.)

WORLD AFFAIRS

Brother vs. Brother

The Kurds are bloodied again—by other Kurds

Foreign troops are once again attacking Kurds in northern Iraq, but this time there's no likelihood of Western intervention—unless it's to help the attackers. The roads built by U.S. military engineers to carry supplies to starving refugees are now carrying Turkish tanks into the same mountain redoubts between Cucurka and Zakho. The planes taking off from bases Americans once used are carrying bombs, not food packets—and dropping their loads over Kurdish-held border villages.

Why are the Kurds the target? Turkish Kurdish separatists have been battling for an independent state in southeastern Turkey since 1984 (map). That's why the Turkish government is attacking them. But the Iraqi Kurds are now battling the Turkish Kurds, too. The Turkish separatists' organization, the Kurdish Workers' Party (PKK), was long given sanctuary in Iraqi Kurdistan by Kurdish guerrillas, the Peshmerga, fellows in arms. The PKK used those northern Iraqi bases to pursue its fight against Turkey—a war that has claimed 5,100 lives since 1984, 2,000 of them in the last year. But last month the Kurdish regional parliament bowed to Turkish demands and voted to expel the PKK from Iraqi Kurdistan. "PKK violence and terrorism endanger our whole cause," says Khoshar Zebari of the Iraqi Kurdish Democratic Party. "But this is not to justify why we are fighting against our brothers."

Like any battle between brothers, this one has been particularly bloody. Kurdish leaders say they have no idea of casualty totals, but local commanders admitted to 100 Peshmerga dead in just two of the major battles, and they claim many hundreds of PKK dead. Wintry weather has already begun in the high mountains where Iran, Turkey and Iraq meet at the Hakurk Triangle, compounding supply problems for all sides. The Peshmerga insist they've been doing their own fighting, but foreign observers saw Turkish mili-



ITHA SIPA

Hands across the border: Iraqis and Turks evacuate a casualty



tary advisers assisting the Iraqi Kurds in battle. And a Turkish blockade of possible PKK escape routes turned

the tide strategically, especially in the mountains north of Zakho, where 40 Turkish armored vehicles crossed the Hezil River border. Last week, a few days after the Turks intervened, the surrounded PKK forces sued for a cease-fire.

The Iraqi Kurds say they made the decision to attack their fellow Kurds reluctantly, after the PKK ignored ultimatums. "They're causing us a hell of a problem," says Zebari. "We depend on the good will of Turkey to keep international protection. That's a fact of life," he says. "And [PKK attacks are] giving Turkey an excuse to come here and bomb us."

The fighting upstaged what the Iraqi Kurds had hoped would be a political and

diplomatic showcase, a meeting of the Iraqi National Congress held deep in Kurdistan at Salahuddin. The congress, a new coalition of mostly anti-Saddam groups, was expected to approve a federated state in Iraq, and a joint presidency representing Shiite, Sunni and Kurdish groups. Instead it was delayed nearly a week by the fighting.

No trucks: Even more worrisome was the potential harm to civilian Kurds. The PKK's forces in Turkey embargoed truck traffic to Kurdistan and threatened to kill the families of any truckers who defied it. That choked off nearly all supplies, just when seeds and fertilizer are needed to plant winter crops. Thousands of Kurds abandoned their homes again, moving into towns where supplies are stretched thin. "If the road isn't opened," said UNICEF's Bidab Nazar in Zakho, "it could be another humanitarian crisis." Donor nations have pledged more aid to get the Kurds through the winter, but without another major U.S. airlift, or a lifting of the PKK embargo, help can't arrive.

The Turkish Kurds remain defiant despite their reverses—and the costs. PKK leader Abdullah Ocalan said Turkish involvement would only free his forces to attack farther north in Turkey. The PKK is already at it, blowing up a bridge under a passenger train near Lake Van last week, killing at least three and injuring 47, many of them soldiers. The Turks vowed their troops would be finished and home before the snows set in. But when brother faces brother, fights rarely end soon.

ROD NORDLAND in Salahuddin



KEVIN MCKIERNAN SIPA

'PKK violence endangers our whole cause': A wounded Peshmerga

THE FINANCIAL TIMES
Novembre 14, 1992

Fears over Kurds prompt meeting

By John Murray Brown in Istanbul

GROWING anxiety over the evolution of a Kurdish state is set to dominate the meeting in Ankara today between Mr Hikmet Cetin, Turkish foreign minister, and his Syrian and Iranian counterparts.

The talks are the first attempt by the regional powers to find a solution to the instability in north Iraq, where Kurds have set up a *de facto* administration since allied forces left the area at the end of the Gulf war.

The US, as well as the UK and France, who have provided the air deterrent for the Kurdish-held areas, is concerned lest Ankara and the other capitals should use the fear of a Kurdish state as an argument to negotiate again with Baghdad.

Turkey, Syria and Iran — with Kurdish minorities of their own, like Iraq — have deep misgivings about recent moves to establish an elected Kurdish assembly which has already declared its intention to set up a federal state.

Today's meeting will also give the Turks an opportunity to reassure their neighbours, after 20,000 Turkish troops were sent into north Iraq last month to flush out bases of the separatist Kurdish Workers party who had used the power vacuum in the area to mount increasingly daring cross-border attacks on Turkish positions. The Iranian parliament urged the Turks to withdraw.

Turkey is in a strong position to shape regional developments. The Turkish parliament has still to decide whether to extend the allied security umbrella for the Kurds beyond the new year. Equally vital, Turkey controls the cross-border trade which provides the lifeline for the Kurdish-held areas in the face of the Iraqi embargo on supplies.

Turkish officials are keen that the current UN embargo against Iraq should not prejudice Turkey's long-term relations with Baghdad.

Turkey seeks consensus on Kurds

By John Murray Brown
in Ankara

THE suffering of the Kurds should not be used by outside powers as a pretext to partition Iraq, Iran warned over the weekend after a meeting of the foreign ministers of Turkey, Iran and Syria in Ankara.

A joint statement reiterated their shared concern about the evolution of a Kurdish state, despite repeated assurances from the Kurdish leadership that it does not seek to divide Iraq.

Mr Ali Akbar Velayati, Iranian foreign minister, said the situation in the Kurdish regions was chaotic, with a total absence of responsible government, despite the election of a Kurdish assembly in May. Mr Hikmet Cetin, Turkish foreign minister, warned the situation "should not become consolidated or legalised".

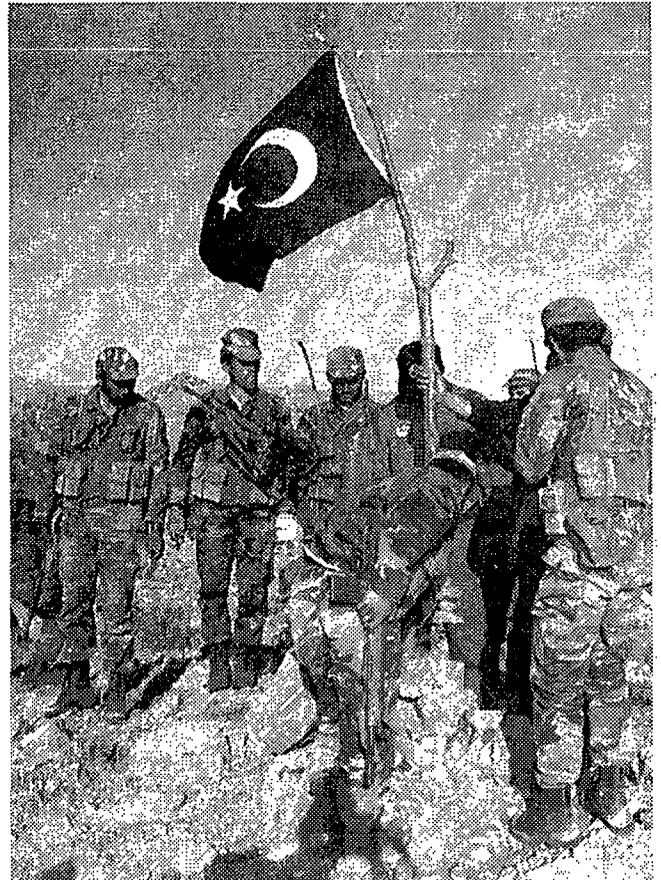
In the run-up to the Gulf war, Turkish President Turgut Ozal had warned Syria and Iran not to exploit the power vacuum if Iraq was defeated.

The latest meeting is the first time Turkey has broken ranks with its western allies by seeking a common stance with its regional neighbours on the Kurdish issue.

Iran and Syria both expressed concern about the "interference" of outside powers, an apparent reference to the air exclusion zone over Kurdish areas provided by British, French and US aircraft flying out of Turkish bases.

The UK has proposed a meet-

THE FINANCIAL TIMES - November 16, 1992



Turkish troops hoist the flag atop a hill they wrested from Kurdish dissidents in northern Iraq earlier this month

ing to discuss an extension of the operation, which must be approved again by the Turkish parliament this year. It is certain to be discussed during Turkish Prime Minister Suleyman Demirel's visit to London next week.

Turkey, like Iran and Syria, fears moves to establish a separate Kurdish state could fuel separatist tendencies among its own Kurdish minorities. Turkey is also concerned that the security provided by the allies has allowed the Kurds to further their political goals.

● Turkey is to link its electricity power grid to Iran's, in a further move aimed at

strengthening Turkey's economic links with its neighbours. Turkish and Iranian officials meeting in Tehran decided to join their power lines within two months, according to Turkey's official Anatolian news agency. The project follows a protocol signed in Damascus in October to create a common grid among Turkey, Syria, Jordan, Egypt and Iraq.

Turkey is close to agreeing financing for a 692MW hydro-power plant at Biricek on the Euphrates which will provide electricity to Aleppo in Syria — the first leg of this five-country project.

Ankara plans telecoms sale

By John Murray Brown

TURKEY intends to sell 20 per cent of the state telecommunications monopoly, and hopes to raise \$2.3bn (£1.5bn), Mrs Tansu Ciller, chief economics minister, has told Turkish industrialists.

The sale would be Turkey's largest privatisation, and is certain to attract strong foreign interest, although industry officials suggest there is still considerable groundwork to do before the company is

ready for sale.

Mr Yasar Topcu, minister for transport and communications, confirmed plans to split the PTT between the postal and telecoms services to pave the way for eventual privatisation. Industry officials say it still requires a change in the law to allow an operator other than the PTT into the telecoms sector.

The government has already sold PTT's two manufacturing subsidiaries, Netas and Teletas.

Mr Topcu said the recent private-sector tender for mobile telephones, won by Netas, a subsidiary of Northern Telecom of Canada, underlined the government's aim to sell the entire operation.

Mr Fikret Ucel, head of Teletas, now part-owned by Alcatel of France, said it was too early to think of selling PTT. According to the 1991 accounts, the telecoms division accounts for 89 per cent of PTT's operating revenues of TL10,459bn (£850m).

EL PAÍS, domingo 15 de noviembre de 1992

Turquía, Siria e Irán discuten "sin agenda previa" el futuro del Kurdistán

AGENCIAS / THE INDEPENDENT, Ankara

Los ministros de Asuntos Exteriores de Turquía, Siria e Irán se reunieron ayer en la capital turca, Ankara, para tratar, durante tres días, "sin agenda previa" y a puerta cerrada, la cuestión kurda y "asegurar la paz y la tranquilidad en la región". La cita se produce cuando las fuerzas turcas empiezan a retirarse del norte de Irak, después de una intensa ofensiva contra las bases de la guerrilla kurda en la región.

Los tres países, con importantes minorías kurdas, ignoraron los deseos de Irak y de los kurdos iraquíes de estar presentes en la reunión. Arabia Saudí, en cambio, declinó la invitación, lo que ha sido considerado por Turquía como muestra del malestar que la reunión ha provocado en Estados Unidos.

El ministro de Exteriores turco, Hikmet Çetin, que recibió ayer a sus homólogos iraní, Ali Akbar Velayati, y sirio, Faruk al Shara, declaró que la reunión "no se había organizado en contra de nadie", y que se trataba de "asegurar la paz en la región".

La convocatoria, sin embargo, ha alarmado a los kurdos ira-

quíes, autoconstituidos en un Estado federal en el norte de Irak desde el pasado 4 de octubre, y al propio presidente iraquí, Saddam Husein, que ve en la reunión una interferencia en su política interna. Tampoco los aliados occidentales están tranquilos. Estados Unidos, el Reino Unido y Francia mantienen en el sur de Turquía 48 aviones de combate para proteger a los kurdos iraquíes de un eventual ataque por parte de Saddam Husein.

Los tres ministros coincidieron en la necesidad de que Irak permanezca como un estado unido y acordaron celebrar un nuevo encuentro en Damasco, en febrero de 1993.

La reunión tratará también la ofensiva del Ejército turco contra las bases del Partido de los Trabajadores del Kurdistán en el norte de Irak, que ha provocado cerca de 2.000 muertos en las últimas semanas. Turquía empezó a retirar ayer sus efectivos en territorio iraquí, donde ayer resultaron muertos 19 guerrilleros kurdos y dos soldados.

EL PAÍS, lunes 30 de noviembre de 1992

Está usted entrando en el Kurdistán

Los kurdos de Irak confían en la ayuda internacional para su supervivencia como Estado

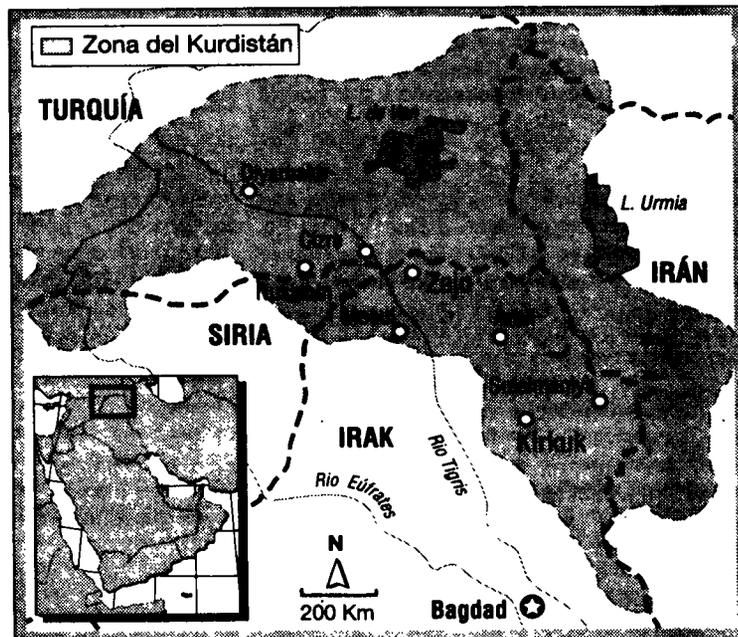
FRANCESC RELEA, ENVIADO ESPECIAL, Zajo
El extremo meridional del puente sobre el río Jabur (más adelante pasa a llamarse Tigris), que separa Turquía de Irak, está coronado por un gran cartel con la frase "Welcome to Kurdistan" ("Bienvenido a

Kurdistán"). En ningún atlas, ni en los más actualizados, figura un país de tal nombre ni existe Gobierno en el mundo que haya reconocido a una nación que se llama Kurdistán. El territorio al otro lado del Jabur sigue siendo formalmente Irak. Sin embar-

go, los agentes que revisan el pasaporte del visitante no son policías iraquíes, sino jóvenes peshmergas, nombre de la milicia que se rebeló repetidamente contra el Irak de Saddam Husein y que hoy se perfila como el embrión de un futuro Ejército kurdo.

En las provecas instalaciones del puesto de aduanas de Ibrahim Jalil apenas queda rastro de la presencia iraquí. Da la impresión de que los hombres de Saddam se llevaron todo consigo. Incluso la luz, en algunos casos. En un despacho prácticamente a oscuras, un funcionario inspecciona el pasaporte y apunta los nombres de los visitantes en una libreta.

Una mesa, una silla y un sofá desvencijados son el único mobiliario de la estancia. No hay teléfono ni máquina de escribir. "Hay una tasa de 25 dólares para entrar en Kurdistán. Si buena-mente puede pagarla para ayudar al pueblo kurdo se lo agradeceremos, pero no vamos a presionarle a ello", replica el joven funcionario. "Welcome, welcome", repiten los que chapurrean inglés y los que tan sólo han



EL PAÍS

aprendido esta palabra. En ningún país es recibido un periodista con una cordialidad y hospitalidad similares por los guardias de fronteras.

Los edificios que flanquean la carretera hasta Zajo fueron viviendas de los militares iraquíes cuando este territorio estaba administrado por Bagdad. Una división del Ejército de Saddam estuvo desplegada en Zajo durante la guerra del Golfo. Hoy, centenares de refugiados kurdos de las localidades arrasadas por el presidente iraquí se hacían en estas casas.

Los kurdos del norte de Irak son plenamente conscientes de su aislamiento, de que están rodeados de enemigos y de que su supervivencia como pueblo depende de la ayuda internacional, con mayúsculas. Un oficial británico de la fuerza multinacional encar-

gada de la protección de los kurdos lo explica gráficamente: "Cada vez que ven un avión de combate sobrevolar su territorio se sienten reconfortados. A diferencia de lo que ocurre en la mayoría de casos, la población no huye a los refugios a protegerse de la aviación, sino que aquí la aplaude".

Quizá la aseveración resulte exagerada, pero no hay la menor duda de que la seguridad de los kurdos de Irak depende en un 99% de los vuelos de reconocimiento que las fuerzas aliadas realizan diariamente para impedir cualquier movimiento del Ejército de Saddam Husein, quien no ha renunciado en absoluto a recuperar lo que es internacionalmente reconocido por todos territorios de Irak. Los peshmergas, armados con Kaláshnikov y algunas piezas de artillería, poco podrían hacer ante una nueva embestida de las tropas iraquíes.

Cansados de combatir

Sus peticiones se concentran esencialmente en ayuda económica, y sólo algunos hablan de ayuda militar. "Estamos cansados de las armas, de combatir, de la sangre vertida, de nuestros numerosos muertos", dice Nagi Balatay, responsable del cuartel de los peshmergas en Atrush.

Hay en los kurdos iraquíes, sobre todo entre los jóvenes, una sensación de frustración y desconfianza, fruto del abandono en que quedaron tras la revuelta contra Saddam Husein en marzo de 1991. Estados Unidos les em-

pujó a levantarse aprovechando la debilidad de Bagdad tras su derrota en la guerra del Golfo en 1991, y cuando acariciaban la victoria cayeron sobre ellos los helicópteros iraquíes. Tuvieron en sus manos la ciudad de Kirkuk, importante centro petrolero y el "corazón de Kurdistán", según sus habitantes, y debieron retirarse de ella. Hoy no hay un kurdo que no afirme solemnemente que la soberanía sobre Kirkuk es totalmente innegociable con Sadam, pero éste la tiene en su poder, y la posición militar de los kurdos es mucho más débil.

La frustración se mezcla con unas enormes ganas de vivir, con un optimismo que a veces roza la ingenuidad. En la sede del Partido Democrático de Kurdistán (PDK) en Aqra, uno de los dos partidos en el Gobierno, un grupo de jóvenes peshmergas da rienda suelta a sus sueños y esperanzas.

Todos hablan de su patria, del valor de la palabra peshmerga (dispuesto a sacrificarse por Kurdistán), pero, a medida que la conversación avanza, la vocación militar se desvanece. "Quisiera terminar mis estudios de electrónica que empecé en Mosul. Nunca he pensado que sería peshmerga toda la vida", dice Saeed Namir, de 25 años. "Sería el hombre más feliz del mundo si algún día pudiera hablar bien inglés", apunta Jamal, de 22 años, recién graduado en Derecho. Saber, de 24 años, está más interesado en su labor de profesor de árabe y matemáticas que en las

horas que empuña el fusil como peshmerga. Shahr, de 24 años, recuerda su época de albañil. Suleimán, de 28 años, es el único del grupo que tiene claro que su futuro está en la milicia. "Llevo seis años. He sido peshmerga aquí y en Irán. Algunos meses he recibido dinero, y otros, no. Ahora cobro 100 dinares al mes [un litro de aceite cuesta 30 dinares]. No tendría sentido para mí abandonar los peshmergas. No estoy aquí por dinero". La realidad es que actualmente el 90% de los varones del Kurdistán iraquí son peshmergas, probablemente porque éste es el porcentaje aproximado de desempleo.

Ayuda occidental

Hablan y divagan estos jóvenes milicianos en sus sueños e ilusiones, y exhiben un interés voraz ante lo que ocurre en el exterior, de donde quizá esperan demasiado. Conocieron un día el maná en forma de tropas aliadas que les salvaron del zarpazo final de Sadam y ven a todo occidental como un posible salvador. "Tenemos petróleo. Sólo necesitamos que venga una compañía extranjera para ayudarnos a explotarlo", dice Saeed.

Jabar muestra un fragmento de un mineral encontrado en las montañas de Aqra y pregunta si en España es posible averiguar qué es. "Hay mucho y puede ser una importante fuente de riqueza para nosotros", asegura. Tal vez no anda desencaminado Saeed cuando dice que "Kurdis-

tán es como la tierra que descubrió Colón. Todo estaba por hacer". De momento, los descubridores no han llegado todavía, y quién sabe si es mejor que no lleguen.

"De nuestros vecinos no podemos esperar nada. Irán tiene petróleo y no nos ha ofrecido un galón. Turquía únicamente pone dificultades en su frontera sur. A Siria poco le importa nuestra situación", dice el peshmerga Nagi Balatay.

La encrucijada en la que se encuentran los kurdos es decisiva. Viven una situación tan frágil que puede quedar reducida a un sueño, pero al mismo tiempo albergan la posibilidad de estar más cerca que nunca de llegar a construir una nación propia, no necesariamente un Estado independiente. Por primera vez en la historia de este pueblo han logrado constituir un Gobierno y un Parlamento, tras unas elecciones celebradas el pasado mes de mayo en condiciones precarias, pero con participación masiva.

Por pequeño que sea su margen de maniobra, los líderes kurdos del norte de Irak están dispuestos a aprovecharlo hasta las últimas consecuencias. "Las elecciones fueron nuestro primer examen. Creo que el resultado no ha sido malo. Estamos rodeados de dictadores. Somos la primera experiencia democrática de Oriente Próximo", remarca el comandante Balatay. Los dos anteriores intentos en este siglo del pueblo kurdo de crear un Estado propio, en 1920, o una república autónoma fueron efímeros y ahogados en sangre.

Feu les rêves d'un Etat kurde

Ankara, Damas et Téhéran ont réaffirmé le maintien des frontières irakiennes contre un Kurdistan indépendant.

La Turquie, la Syrie et l'Irak se sont prononcés solennellement samedi pour le maintien de l'intégrité territoriale de l'Irak. En donnant un maximum de retentissement à cette première réunion, en promettant de se revoir en février, les ministres des Affaires étrangères des trois pays ont clairement signifié leur refus de voir naître un Etat kurde sur les décombres du régime de Saddam Hussein.

Bagdad, qui souhaitait participer à la rencontre, n'y avait pas été convié, pas plus que les dirigeants kurdes irakiens. Le chef de la diplomatie saoudienne, le prince Saoud al-Fayçal, avait décliné l'invitation. En organisant ce sommet, Ankara poursuivait un double objectif: renforcer la sécurité sur sa frontière orientale en coopération avec ses voisins, et créer un

front commun après l'autoproclamation, le 4 octobre, d'un Etat fédéré kurde dans le nord de l'Irak.

La Syrie, la Turquie et l'Irak, qui abritent chacune de grosses communautés kurdes, ont désavoué cette initiative du Parlement kurde élu en mai dernier. Ils adressent à présent un sérieux avertissement à l'opposition irakienne qui s'est dotée fin octobre, d'une direction collégiale et d'une assemblée.

Ankara demande à Damas et à Téhéran de l'aider à lutter contre les séparatistes kurdes du PKK. L'an dernier, la Syrie avait accepté de fermer les bases du PKK dans la plaine libanaise de la Bekaa et de mieux surveiller sa frontière avec la Turquie. Avec l'aide des peshmergas (les combattants kurdes irakiens), Ankara a lancé de-

Libération - 16 novembre 1992

puis septembre une vaste offensive contre les rebelles du PKK réfugiés en Irak. L'opération, qui s'est soldée par plus de 1 000 morts dans les rangs du PKK, selon l'armée turque, touche à sa fin, a déclaré hier le chef de la diplomatie turque, Hikmet Cetin.

Le Parlement d'Ankara doit se prononcer le mois prochain sur la reconduction de l'opération *Provide Comfort*. Depuis avril 1991, les alliés apportent une protection aérienne aux populations kurdes du nord de l'Irak. L'opinion publique turque dénonce de plus en plus ouvertement la présence sur son sol des 48 avions français, américains et britanniques qui, estime-t-elle, conduit de facto à la constitution d'un Etat indépendant.

D'après AFP et Reuter

Le Monde - 16 novembre 1992

La réunion d'Ankara

Les Kurdes d'Irak s'inquiètent de la concertation entre la Turquie l'Iran et la Syrie

Puissances régionales rivales, la Turquie, l'Iran et la Syrie sont, pour des raisons différentes, catégoriquement opposés à la formation d'un Etat kurde indépendant. Il n'est donc pas étonnant que les Kurdes irakiens s'inquiètent de la rencontre, samedi 14 novembre, à Ankara, des ministres des affaires étrangères de ces trois pays.

SALAHEDDINE (nord de l'Irak)

de notre envoyée spéciale

« Les Turcs nous ont assurés que cette réunion n'était pas contre les Kurdes, mais nous ne sommes pas satisfaits », déclare M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). « Nous sommes inquiets, car cela nous rappelle des pactes régionaux contre le mouvement kurde, celui de Saadabad en 1937, le pacte de Bagdad en 1956, et bien d'autres », explique M. Hoshiyar Zibari, qui représente, à Washington, le Parti démocratique du Kurdistan (PKD).

Absent de marque à cette rencontre : l'Irak, un des signataires, dans le passé, de divers accords dont certaines clauses prévoyaient une répression coordonnée des mouvements kurdes. Le rejet de sa demande de participation indique peut-être que les pays de la région ont définitivement tiré un trait sur le régime de M. Saddam Hussein. L'Arabie saoudite, a, quant à elle, décliné l'invitation d'Ankara.

L'absence d'un de leurs ennemis ne suffit pas à convaincre les Kurdes irakiens de l'innocence de cette rencontre, d'autant plus qu'elle a lieu alors que des blindés et des soldats turcs sont encore déployés dans le nord de l'Irak. Ankara affirme vouloir retirer ses troupes dès la fin de l'offensive contre les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui rassemble les séparatistes kurdes de Turquie. « Nous redoutons une forme de présence permanente ou la création d'une zone tampon. Maintenant, je pense qu'ils sont en train de réviser [leur politique], note M. Zibari. Nous ne sommes pas au Liban sud ».

Les plans de la Turquie pour assurer la sécurité à long terme de sa frontière après la double offensive lancée par les peshmergas - combat-

tants kurdes irakiens - et les forces armées turques contre le PKK, devaient être évoqués lors de cette réunion à trois. Pour lutter contre ce mouvement séparatiste, la Turquie a récemment signé des accords avec l'Iran et la Syrie, deux pays qui avaient, jusqu'alors, toléré, voire soutenu les activités du PKK.

L'incursion turque sur leur territoire a rappelé aux Kurdes irakiens la fragilité de leur zone « libérée » placée sous la protection des avions alliés. « Nous sommes dépendants de la bonne volonté des forces de la coalition et des Turcs pour nous protéger et nous donner accès à l'extérieur », admet le représentant du PKD. La prolongation de l'opération « Provide Comfort », qui s'achève le 31 décembre, sera certainement à l'ordre du jour de la rencontre d'Ankara. L'opinion publique en Turquie s'oppose à la présence des avions américains, français et britanniques sur son sol. L'Iran et la Syrie ne voient pas non plus d'un bon œil ce symbole de l'influence occidentale dans la région.

« L'après-Saddam »

Le maintien de l'intégrité territoriale de l'Irak est la raison la plus souvent avancée pour justifier la méfiance des pays voisins à l'encontre des Kurdes. « Ils sont hantés par l'idée d'un complot occidental pour établir un Etat kurde indépendant », explique M. Zibari. M. Talabani estime que ces raisons en cachent d'autres. « L'Iran, l'Arabie saoudite et la Syrie ont toujours tenté de contrôler l'opposition irakienne et de l'utiliser comme une carte dans leur jeu. Maintenant, l'opposition irakienne n'obéit plus aux instructions de leurs services de renseignements.

Une des principales raisons de leur mécontentement, c'est que nous avons contribué à libérer l'opposition irakienne du contrôle extérieur », affirme-t-il.

Le chef de l'UPK est convaincu que certains pays voisins ont « peur de la démocratie. Ils sont inquiets car le Kurdistan devient un pôle de démocratisation ». Quant aux inquiétudes d'Ankara, elles sont, d'après lui, surtout liées aux modalités d'un système fédéral, qui est parfois évoqué comme une possible solution au problème kurde en Turquie.

La récente réunion, sur leur territoire, des principaux partis de l'opposition irakienne, rassemblés en un Congrès national irakien (CNI), est brandie par les Kurdes irakiens comme une preuve irréfutable de leur attachement à l'unité de l'Irak. Mais leurs voisins ne sont pas convaincus que ce Congrès, qui réunit la plupart des factions de l'opposition et qui vise à instaurer un régime démocratique à Bagdad, est en mesure d'assurer « l'après-Saddam ».

A Salaheddine, où il met en place les structures de cette opposition unifiée, M. Ahmad Chalabi, un entrepreneur chiite irakien, président du comité exécutif du CNI, mesure, avec optimisme, le chemin parcouru. « Il y a un an, les Kurdes négociaient avec Saddam Hussein, l'opposition était fragmentée. Maintenant, les Kurdes se sont séparés de Saddam, l'opposition s'est entendue sur un programme et sa réunion s'est tenue dans le nord de l'Irak », explique-t-il. Quant aux pays de la région, « leurs divergences dépassent largement leurs intérêts communs, juge-t-il. Nous dissiperons leurs craintes. »

NICOLE POPE

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, November 18, 1992

Kurdish City Gassed by Iraq in '88 Stirs to Life

By Caryle Murphy

Washington Post Service

HALABJA, Iraq — The springtime before last, when the mountain snows began to thaw around this ill-starred Kurdish city, the Iraqi military also melted away.

Since then, a stream of traffic has poured into Halabja carrying long-exiled residents hoping to reclaim and rebuild what they lost. Others came on a different errand: to see for themselves the site of what is believed to have been the worst chemical weapons attack against a civilian community since use of such weapons was outlawed after World War I.

On March 16, 1988, in an attempt to dislodge an Iranian force that, with Kurdish rebels, had captured this strategic border city 24 hours earlier, Baghdad bombarded it with mustard gas and nerve toxins. More than 5,000 local people died after being blinded, scorched or asphyxiated by the gases.

Little evidence remains of that event, and the dead have long since been buried. In the cemetery, among the slim tombstones painted pale blue and planted on a rising

slope, a small, fenced-in plot overgrown with weeds carries this inscription:

"This general grave is for martyrs. We cannot tell exactly the number because there are a lot. But there are at least 300, and 125 of them were taken out of the underground shelter of Hajj Mohammed."

Five months after the chemical attack, Iraq accepted a UN ceasefire in its eight-year war with Iran. But Baghdad forbade Halabjans to return, declaring the border area a demilitarized zone. Residents said that over the next two years, the Iraqi military completed the destruction of Halabja.

Thousands of homes, the main shopping mall, schools and hospitals, and even Dar Issan, the city's oldest mosque, were dynamited into rubble during 1989-90, according to residents. One estimated that about three-quarters of the city's 19,000 buildings were leveled. Even today, Halabja looks as if it had been hit by an earthquake.

"What can one think when you see everything destroyed," said Rasoul Rashid Mohammed, who lost his home. "I was angry. To be a

refugee in your own place is difficult to accept."

Despite these tragedies, what was once a vibrant trading and agricultural center of about 70,000 people 150 miles (240 kilometers) northeast of Baghdad, has slowly begun its renewal since the Iraqis decamped at the end of the Gulf War. Fruit and vegetable peddlers crowd its main street, lined with leafy green trees and shops stocked with goods brought from Iran. At midday, the shrieks and chatter of schoolgirls dressed in blue uniforms join the din of traffic.

Most of Halabja's primary schools have been rebuilt with help from overseas aid groups. A large white building glistening in the sun is another source of pride here. "It's my secondary school, and it was destroyed completely. They rebuilt it in one year," said Aram Murad, 28, a translator who led visitors on a tour of his hometown.

A few blocks away, dressed in the baggy trousers worn by Kurdish men, Mohammed Said Mohammed, 42, a laborer, was hauling buckets of rubble from the basement of what had been his home.

Mr. Said Mohammed suffered double blows from the city's tragedy. He lost 25 members of his extended family in the 1988 chemical attack, including a small child of his own and a sister.

Then, on returning in spring 1991, he found his home blasted to pieces. "I was depressed," he said. "When you find your home destroyed, of course you are not happy."

While he and his surviving family live in a rented house, Mr. Said Mohammed has begun clearing the site to rebuild his home. He does not know how long it will take, he said, since he needs 3,000 cement blocks, which cost two Iraqi dinars each, and he does not yet have the money to buy them all.

Halabja still has a long way to go before it is fully restored. The new Kurdistan government elected in May is trying to help, but its resources are limited. "It's not enough, and the government has to be in a hurry," Mr. Murad said. "The people were optimistic. In order not to lose their optimism with the Kurdistan government, they have to do more."

IRAK-IRAN-TURQUIE

L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI
19 AU 25 NOVEMBRE 1992Kurdes : des pions sacrifiés
sur l'échiquier international

■ En avril de l'année 1991, le téléspectateur occidental a assisté à l'exode le plus brutal de l'histoire contemporaine. Sur son écran, 2 millions de Kurdes fuient vers des arrière-plans montagneux. Au début de mars, chiites et Kurdes d'Irak, stimulés par les Américains, se soulèvent contre Bagdad. Imaginant s'être libérés de vingt ans de dictature, les Kurdes célèbrent rapidement leur victoire avant d'être écrasés, pendant le week-end de Pâques, par l'artillerie et les blindés irakiens.

L'exode kurde, en direct, suscite une vive émotion internationale. Par ailleurs, leur migration risque de déstabiliser la Turquie. Là, grande première : sous la pression, le 2 avril 1991, les Nations unies votent la résolution 688 du Conseil de sécurité. Celle-ci condamne la répression des populations civiles, exige que l'Irak y mette un terme et insiste pour que des organisations humanitaires accèdent aux populations menacées.

Jamais la communauté internationale n'a si nettement dénoncé la violation des droits

de l'homme dans un pays souverain. Certains y voient l'aube d'une ère nouvelle dans les relations internationales : un moyen de protéger les peuples dans leur propre pays. En réalité, il ne s'agit que de préserver la paix dans la région. 25 millions de Kurdes vivent écartelés entre cinq Etats : l'Irak (5 millions), l'Iran (6 millions), la Turquie (12 millions), la Syrie et l'ex-Urss. De nature tégénique, le soutien apporté aux Kurdes est spectaculaire, mais de peu de poids militaire.

On raccompagne les fugeurs en Irak. 20 000 soldats appartenant à une douzaine de pays participent à l'opération « Provide Comfort », qui se veut humanitaire : les réfugiés se réinstallent à l'intérieur d'une zone de sécurité. En quelques jours, des milliers de Kurdes rentrent dans le triangle au nord du pays. Aussitôt, les troupes de la coalition plient bagage. Les Kurdes restent en tête à tête avec les Irakiens.

Le traité de Sévres, qui reconnaissait aux Kurdes le droit à l'autonomie, ne fut jamais

appliqué. Ils ont pris les armes en Irak, en Iran et en Turquie afin d'obtenir leur indépendance. Les Etats les utilisent pour attiser leurs propres rivalités. En 1970, les Kurdes d'Irak se soulèvent avec l'aval des Iraniens, puis sont sacrifiés en 1975 sur l'autel du rapprochement irako-iranien. Durant la guerre Iran-Irak, les deux pays exploitent les Kurdes afin d'affaiblir l'adversaire. A la fin du conflit, les Kurdes sont durement réprimés.

Depuis le retrait des troupes de la coalition, les Kurdes d'Irak sont sur le qui-vive.

Le régime de Bagdad encercle militairement la région. En manque de nourriture et surtout de carburant, les Kurdes ont péniblement traversé l'hiver. Tant que l'attention internationale restera fixée sur l'Irak, Bagdad ne se lancera pas dans une reconquête militaire. Mais les organisations internationales, ces derniers mois, ont été sommées de partir. La série d'attentats de l'été 1992 signifie aux ONG leur congé. Si les portes du pays se referment, les Kurdes vont passer un sale quart d'heure. Actuellement, c'est une alliée de la France, la Turquie, qui pourchasse les rebelles kurdes à l'intérieur des frontières irakiennes. Bilan de la dernière attaque d'Ankara : 1 000 morts.

M.-D.L.

THE NEW YORK TIMES INTERNATIONAL SUNDAY, NOVEMBER 29, 1992

Iraqi Mines Threatening Kurdish
Civilians, Rights Group Says

WASHINGTON, Nov. 28 (Reuters) — Millions of land mines planted by Iraq during a decade of war are continuing to threaten the lives and livelihoods of Kurdish civilians, the human rights group Middle East Watch said in a report today.

The report said that the Iraqi Army had laid far more mines than militarily necessary during the 1991 Persian Gulf War and the Iran-Iraq conflict between 1980 and 1988 and that the mines had not been retrieved from areas where they would kill and injure civilians and impede farming and the rebuilding of villages.

At least 30 people have been killed by mines in 15 minefields in northern Iraq, the report said. As late as this summer, about 20 civilians were reported to have been wounded each week from mines in one area.

No Fatality Count

But local doctors suggest the death toll is likely to be much higher, said Ken Anderson of Middle East Watch, a division of Human Rights Watch in New York.

Mr. Anderson said doctors at one hospital in northern Iraq had told him that they had seen hundreds of patients with injuries from land mines between January and June, but did not have a total number of deaths from mines.

"The doctors told me that they didn't

have any idea how many people had died because in these villages those who had died would not be brought to hospital," Mr. Anderson said in a telephone interview.

He also said mine injuries tend to increase in the spring when farmers are plowing fields that may be mined

and when winter rains may have left mines more exposed.

No Maps, Report Says

Few of the minefields are marked or fenced, and no maps of where the mines were planted are known to be kept by the Iraqi army, the report said.

Middle East Watch holds the mines' manufacturers and distributors partly

responsible for the civilian injuries and deaths, and called on the European Community to investigate the export of mines from Italy.

It also urged the European Community to "take a moral lead" by considering a ban on the manufacture, possession, transfer, sale and use of mines intended to kill people by its member nations.

«Nous sommes contre la création d'un Etat kurde en Irak du Nord»

nous déclare le premier ministre turc, M. Suleyman Demirel

Le Parlement turc a adopté, mercredi 18 novembre, à Ankara, une loi modifiant le code de procédure pénale, un projet faisant partie du programme de démocratisation de la coalition gouvernementale du premier ministre, M. Suleyman Demirel, au pouvoir depuis un an. La nouvelle loi prévoit la limitation de la durée de garde à vue et permet la présence d'un avocat à toutes les étapes de l'interrogatoire de l'accusé.

Elle limite à vingt-quatre heures au maximum la durée de garde à vue pour les crimes individuels et à quatre jours pour les crimes collectifs. Cette dernière durée peut être prolongée

jusqu'à huit jours par décision du juge. Les périodes de garde à vue des crimes du ressort des cours de sûreté de l'Etat seront au maximum de quarante-huit heures pour les crimes individuels et de quinze jours pour les crimes collectifs. Ces périodes pouvant être doublées dans la région d'état d'urgence, qui comprend actuellement treize provinces dans l'est et le sud-est du pays.

Dans un entretien au *Monde*, le premier ministre turc, M. Demirel, précise la position de son gouvernement face aux Kurdes et au pouvoir en place à Bagdad.

ISTANBUL

de notre correspondante

Une rondeur confortable, un visage qui se fond dans un double menton, donnent au premier ministre turc, M. Suleyman Demirel, âgé de soixante-huit ans, un aspect débonnaire qui rassure les foules, en particulier dans les régions rurales de la Turquie. Mais le regard perçant et l'habileté du discours rappellent que M. Demirel, à la tête du gouvernement turc pour la septième fois en vingt-sept ans, après avoir été renversé à deux reprises par un coup d'Etat, est avant tout un politique avisé, toujours soucieux des réactions de son électeurat.

Les pays occidentaux attendaient beaucoup du gouvernement de coalition, formé il y a un an par le Parti de la juste voie de M. Demirel et le Parti populiste social-démocrate, qui avait annoncé un vaste programme de réformes démocratiques. Le premier ministre rejette l'idée qu'il ait manqué à ses promesses de réforme. « Plusieurs ont déjà été acceptées par le Parlement. Celle du code pénal a passé au Parlement. D'autres projets de loi vont venir, dans plusieurs domaines. »

Malgré une certaine déception, les pays européens continuent de soutenir la Turquie, en raison de son importance stratégique. « Nous n'avons aucun problème avec le monde occidental. Nos relations sont basées sur des intérêts mutuels et des valeurs universelles, la paix et la sécurité. Nous faisons partie de nombreuses organisations en Europe. Avec la France, nous avons d'excellentes relations, nous coopérons très bien. Les plus grands investisseurs viennent de France », déclare M. Demirel.



Depuis la guerre du Golfe et l'exode des Kurdes irakiens, la question kurde a dépassé les frontières et influence aujourd'hui toute la politique régionale de la Turquie. Avec ses voisins, l'Iran et la Syrie, la Turquie a signé des accords de sécurité pour lutter contre les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) : « Ils nous ont promis de faire quelque chose. Nous allons attendre pendant quelque temps pour voir s'ils tiennent leurs promesses. Dans cette partie du monde, nous vivons tous ensemble. C'est dans leur intérêt », affirme M. Demirel.

Des relations ambiguës avec Bagdad

Avec l'Irak, et surtout l'entité kurde au nord du pays, Ankara entretient des relations quelque peu ambiguës. « Il est très difficile d'annoncer une politique précise. » explique le premier ministre. Nous ne sommes pas hostiles à la population du nord de l'Irak ni à ses

représentants. Il y a un vide de pouvoir en Irak du Nord. Mais le Nord est toujours une partie de l'Irak. Il est dès lors normal d'avoir des contacts avec le gouvernement de Bagdad. A l'exception de la situation créée par l'occupation du Koweït, nous n'avons aucun problème avec l'Irak. Nous ne sommes pas contre l'Irak, mais le monde civilisé est contre le gouvernement irakien. Les résolutions du Conseil de sécurité nous engagent également. Pour cette raison, nous ne pouvons pas avoir des relations normales avec l'Irak. Nous ne voulons rien faire qui puisse irriter nos amis occidentaux. »

Ces partenaires occidentaux, qui rejettent les méthodes terroristes utilisées par le PKK, n'ont pas réagi contre l'offensive lancée par les forces turques sur le territoire irakien pour détruire ses installations. Comment la Turquie espère-t-elle garantir la sécurité de ses frontières à long terme ? « Notre frontière est déjà sûre, à l'exception des zones très montagneuses. Dans ces endroits, il est possible qu'ils [les combattants du PKK] s'infiltrèrent en Turquie. Nous devons les neutraliser avant qu'ils n'essaient de franchir la frontière. »

« Ces gens sont nos frères »

Malgré, ou peut-être à cause de sa peur d'un Kurdistan indépendant, la Turquie a développé des contacts réguliers avec les Kurdes irakiens. « Le peuple de l'Irak du Nord ne doit être soumis à aucune tyrannie, aucune oppression, notamment de la part du gouvernement irakien, comme cela a été le cas en avril 1991 ou à Halabja, où des gaz ont été utilisés », déclare M. Demirel, qui laisse entendre que la Turquie pourrait jouer un

rôle de protecteur au nord de l'Irak : « Les gens qui vivent au nord de l'Irak sont les mêmes que ceux qui vivent au sud-est de la Turquie, et dans le Sud-Est, ces gens sont nos concitoyens. Dès lors, si leurs frères vivent au nord de l'Irak, ces gens sont nos frères également. Nous nous intéressons à la population du nord de l'Irak tout comme aux gens de Bulgarie, du Caucase, de la Thrace occidentale [en Grèce], parce qu'ils sont d'origine turque, ainsi qu'à ceux de Bosnie-Herzégovine. Nous ne voulons pas les protéger tout seuls, nous voulons le faire avec le monde. Mais si personne ne s'en préoccupe, nous nous en occuperons », déclarait-il. La présence en Turquie des avions de l'opération « Provide Comfort », qui protègent la population kurde irakienne, suscite une vive opposition. Refusant de se prononcer sur la possibilité d'étendre le mandat de la force alliée au-delà du mois de décembre, le premier ministre justifie cependant son déploiement en Turquie. « Si nous avons la force multinationale, nous ne serons pas seuls au cas où quelque chose arriverait aux gens d'Irak du Nord. Si elle devait s'en aller, je pense qu'elle irait en Syrie ou ailleurs, car je ne crois pas que le monde va retirer la protection

qu'il accorde aux Kurdes d'Irak du Nord. Nous pouvons avoir une meilleure collaboration si la force est basée en Turquie. »

A ceux qui craignent que tout cela ne puisse mener à la création d'un État kurde indépendant, M. Demirel répond : « Ce n'est pas exclu. Nous sommes contre la création d'un État kurde indépendant en Irak du Nord. Mais en même temps, nous ne pensons pas que ces gens doivent être abandonnés à leur sort sur la base de la présomption qu'ils seront indépendants un jour. »

« Les forces turques n'ont jamais tué de civils »

Lorsque l'on mentionne les violations des droits de l'homme, et notamment des rapports récents faisant état d'un usage excessif de la force par les troupes de sécurité turques contre les civils dans le Sud-Est, le premier ministre s'indigne : « Nos forces, en défendant le sol de leur pays, font leur travail. Lorsque vous avez des affrontements entre deux groupes armés, je ne pense pas que vous puissiez accuser l'un ou l'autre. Ils [le PKK] tuent nos soldats, et ils tuent des femmes et des enfants. C'est cela

qui est mal. Je ne dis pas que tout est en accord avec les règles humanitaires, mais nos forces de sécurité ont des instructions, elles doivent être très prudentes à l'égard de la population. Les forces de sécurité n'ont jamais tué de civils. »

La Turquie considère ces accusations de violations des droits de l'homme comme d'autant plus injustifiées qu'elles proviennent, selon elle, des mêmes pays occidentaux qui pratiquent une politique de non-intervention en Bosnie-Herzégovine, malgré les souffrances évidentes de la population bosniaque. La Turquie a beaucoup milité en faveur d'une intervention militaire, mais M. Demirel admet que, seul, le gouvernement d'Ankara est impuissant. « Si les autres pays, nos partenaires pour la sécurité européenne, ne sont pas prêts à agir, comment pourrions-nous faire quelque chose ? Si une tâche, une responsabilité quelconque est donnée à la Turquie, nous l'exécuterons. Mais je pense que cela doit être coordonné au niveau de la CSCE ou du Conseil de sécurité. »

La Turquie est en passe de devenir la porte d'entrée vers l'Occident pour les nouvelles Républiques nées des décombres de

l'ancienne Union soviétique. Le gouvernement a su exploiter cette opportunité en développant rapidement une collaboration avec ces pays, notamment avec les Républiques musulmanes et turcophones. « Nous avons accompli beaucoup en un an, explique M. Demirel. Si je presse un bouton, ma secrétaire me mettra en contact avec le président Nazarbaev à Alma-Ata. Nous avons un contact téléphonique, nous avons la télévision. Et nous aurons dix mille étudiants venant de ces pays. Six mille d'entre eux sont déjà arrivés en Turquie. »

La Turquie peut-elle se permettre d'aider financièrement ces pays ? « Oui, dans une certaine mesure, répond le premier ministre. Ces Républiques vont nous rembourser. Nous avons fait quelques dons, mais je crois que la Turquie peut se permettre de faire ces dons. De la nourriture, du blé, du sucre, de l'huile. Les prêts sont remboursables en investissements. Nous donnons des crédits à l'exportation, nos entreprises de construction vont là-bas, y travaillent, puis nous les payons. Ensuite, nous récupérons l'argent de ces pays. »

Propos recueillis par
NICOLE POPE

Chicago Tribune — 29 November 1992

Nation/world

Millions of land mines threaten Kurds

NICOSIA, Cyprus (AP)—Millions of land mines illegally planted by Iraqi troops have killed or maimed thousands of Kurdish civilians, a human rights group said in a report released Sunday.

The mines, mostly Italian-made, also have made large areas of farmland in northern Iraq too dangerous to use and hinder the rebuilding of destroyed villages in the Kurdistan region, according to a report from Middle East Watch.

"It is a reasonable conclusion that the Iraqi army laid and abandoned these millions of mines to make large areas of Kurdistan unusable for all time," said the report from the group.

Official comments from the Iraqi government are voiced only through the state-run media, and there was no mention of the report by the organizations.

The report, titled "Hidden Death," was based on a survey of 15 minefields in Iraq's Sulaimani-

yah, Dohuk and Erbil provinces carried out by a Middle East Watch consultant, Rae McGrath. The provinces are strongholds of Kurdish separatists opposed to the regime of President Saddam Hussein.

The human rights group said Iraqi soldiers kept no maps to show where the mines were laid. It said the mine-laying was indiscriminate and posed an unacceptable threat to civilians in violation of international law.

It said the manufacturers of the mines, especially Italy's Valsella Meccanotecnica SpA of Brescia, sold them to Iraq by the millions during the 1980-88 Iran-Iraq war despite an international arms embargo.

"The devastation that they caused is attributable, in part, to Italy's careless and venal approach to the export of land mines," the report said.

In Rome, Foreign Ministry

spokesman Sergio Oddo had no comment about the report. Valsella executives could not be reached for comment.

Middle East Watch urged the European Community to "take a moral lead" and consider a ban on manufacturing, selling or using anti-personnel mines by its member states.

The U.S. Congress recently imposed a one-year moratorium on the transfer of American-made land mines.

The human rights group recommended that the hundreds of Kurdistan minefields, many booby-trapped to hamper clearance, be identified with warning signs in local languages to keep people away.

The organization demanded the mines be cleared and said the Italian government should be a "major donor to such an effort" because Rome has "a moral responsibility" to help.

Turkish army crushes Kurdish guerrillas

By The New York Times

ERBIL, Iraq — In a victory for the Turkish government, the army has taken advantage of a split in the ranks of Kurds and won a series of battles that has nearly crushed an eight-year rebellion by Kurdish guerrillas fighting for an independent state in southeastern Turkey.

About 5,000 members of the Kurdish Workers' Party, a Marxist group, have been driven from their

mountain redoubts in northern Iraq, and more than half have been killed, wounded or captured.

The war has been a major pre-occupation for Turkey and a concern of its NATO allies in recent years. The government in Ankara has mobilized more than 130,000 soldiers and policemen in the southeast and sought to suppress Kurdish nationalist sentiments in the area, refusing to permit the use of the Kurdish language in

schools or in broadcasts.

In the past, Turkey has invoked the specter of Soviet influence in the region by arguing that the Kurdish Workers' Party was getting support from Moscow. This year, it succeeded in getting the support of an unlikely ally, the Kurds of northern Iraq.

Thus the combined force of Turkish army troops and Iraqi Kurds has succeeded where previous efforts had failed.

Tuesday, November 24, 1992

The New York Times

EDITORIALS/LETTERS MONDAY, NOVEMBER 30, 1992

Kurds Versus Kurds

Twenty million Kurds scattered across Turkey, Iraq and Iran have long aspired to an independent state. Yet it has been their fate to be manipulated by more powerful nations, including the United States. The usual result has been betrayal, persecution and defeat.

A new version of that sad scenario may again be unfolding. Iraqi Kurds, under a Western military umbrella meant to protect them from Saddam Hussein, have joined forces with the Turkish Army to attack the Iraqi base camps of the Kurdish Workers Party, a Marxist group fighting for the independence of Kurdish areas in Turkey.

The Workers Party, whose activities on the Iraqi side of the border helped provoke the fighting, deserves little sympathy. But Turkey's Kurdish minority of more than 10 million deserves a lot.

Most of the world's Kurds now live in Turkey, where they remain subject to oppressive controls designed to submerge their Kurdish identity. Turkey's efforts to stamp out Worker's Party rebels have brought heavy civilian casualties and systematic human rights abuse.

Iraqi Kurdish militias had little choice but to cooperate with Turkish operations in northern Iraq. They are dependent on supplies trucked in over the Turkish frontier, and Turkish support is vital to the allied air umbrella.

Former Secretary of State James Baker reportedly told Kurdish leaders that if they wanted continued U.S. protection, they had to maintain friendly relations with Turkey. Yet Turkey's friendship is strictly limited. Just this month, the foreign ministers of Turkey, Iran and Syria declared their unease about the political autonomy Iraqi Kurds now assert in their protected zone.

What a painful alliance Iraqi Kurds have been pressured into making: with a country that opposes their own aspirations and oppresses millions of fellow Kurds. What an odd mix of liaisons Turkey now simultaneously maintains: with the West, with Iran and Syria and with Iraqi Kurds.

And what contradictory principles America appears to uphold: blessing Turkish anti-Kurdish operations in the very area of Iraq where it is protecting Kurds from Saddam Hussein.

Turkey Takes Initiative on Iraqi Kurds

Regional approach breaks dependence on West, aligns policy with popular opinion

By Sami Kohen
Special to The Christian Science Monitor

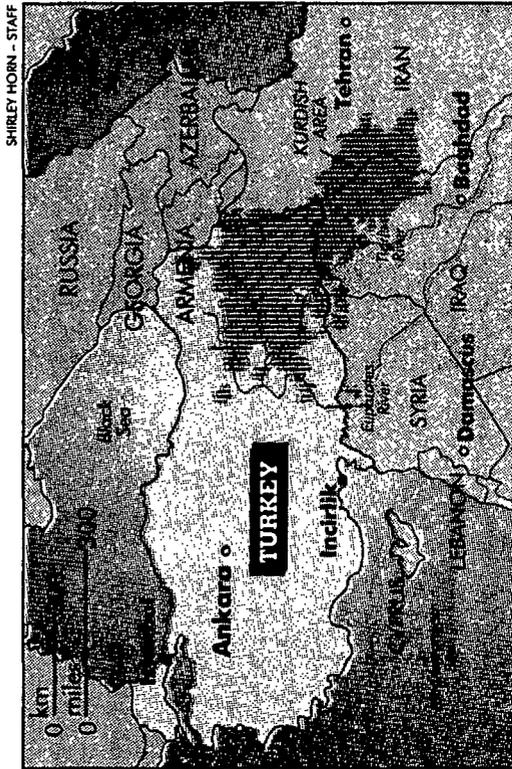
ISTANBUL

TURKEY is increasingly asserting its own interests in its policy toward Iraq because of a growing concern over the October declaration of a federal state in Iraqi Kurdistan.

Pundits and politicians here have long criticized the government in Ankara for being too dependent on Western — particularly US — leadership in dealing with its notorious neighbor. But there are several signs that Turkey is now pursuing a more independent policy.

■ Polls suggest the Turkish parliament may refuse to allow United States, British, and French planes to continue using the airbase at Incirlik, Turkey, to enforce the “no fly” zone over northern Iraq. Turkey must decide next month whether to allow Operation Provide Comfort, as the air support for Iraqi Kurds is called, to keep flying from Incirlik.

■ The Turkish government



SHIRLEY HORN - STAFF

unilaterally convened a meeting with Iran and Syria Nov. 14 to discuss the future of Iraq and the Kurdish federal state, without consulting or informing the US or other Western nations, according to US State Department officials interviewed in Washington. The officials said the US had to ask Ankara for more information on the meeting and that there was particular consternation in Washington over Iran's involvement.

■ Turkey sent aircraft, helicopters, and 20,000 troops into Iraq this fall to fight militant Turkish Kurds operating from bases in Iraqi Kurdistan. Hints by field commanders that a Turkish-controlled buffer zone in northern Iraq might be necessary raised questions and suspicions in Kur-

gional handling of the issue would “remove the danger of interference and [the] imposition of solutions by foreign powers.”

This change of attitude is hailed by many Turks — including a number of press commentators — who have been critical of what they consider a policy of dependence on Western leadership.

The meeting in Ankara was notable because Turkey took the lead in organizing it and because Iran and Syria, with which Turkey is not always on friendly terms, agreed to attend. But the three nations are unified in their opposition to any effort to partition Iraq, saying the country's territorial integrity should be preserved.

Turkey, in particular, is worried that an emerging Kurdish state will encourage its rebellious Kurdish minority. It has been engaged in a protracted, violent confrontation with the secessionist Kurdish Workers Party, and mounted the cross-border operation to limit the group's ability to maintain bases in northern Iraq.

THE Turkish government has tried to assure its Western allies that their interests will not be jeopardized by such regional initiatives, although a French diplomat here says Western and Turkish views on the future of Iraq increasingly differ. Mr. Demirel will try to clarify Ankara's position to British

leaders when he visits London today; a meeting of US, British, French, and Turkish diplomats also is being planned.

For the West, and particularly for the US, the main topic of interest now is the future of the Provide Comfort force.

The Turkish parliament is to decide toward the end of December whether to extend the force's mandate. Surveys show that most parliamentarians are now against the extension.

It has become almost a conviction in most Turkish circles that the presence of Provide Comfort has gone beyond the protection of Kurdish lives and ended up promoting the creation of a semi-independent Kurdish state in northern Iraq. Western diplomats here say they realize that Provide Comfort is now regarded by most Turks as a hostile rather than an allied force.

The Turkish government will have to decide how to handle this delicate issue even as popular sentiment against an extension grows. Foreign Minister Cetin said that “the matter is being studied and that the decision will be taken in due course.”

“Even if there is a decision to extend the mandate, it must be properly negotiated first,” he said. “The public and parliament must be reassured that this force does not operate against Turkey's interests.”

Au moins 56 journalistes tués en 1992

PARIS. — Cinquante-six journalistes au moins ont été tués dans l'exercice de leur métier ou pour leurs opinions en 1992, « confirmant la tendance constatée selon laquelle les journalistes sont de plus en plus souvent pris directement pour cible lors de conflits », estime jeudi l'association Reporters sans frontières.

Selon l'association, « la situation peut-être la plus dramatique est à mettre au compte de la Turquie (12 morts), où on ne dénombre plus les violences et voies de fait à l'encontre des journaux kurdes ou traitant régulièrement de la question ». Quatre journalistes de la publication Ozgur Gundem ont été tués en trois mois, précise Reporters sans frontières dans un communiqué.

Dans l'ex-Yougoslavie, « onze journalistes ont payé de leur vie la couverture de presse des guerres en Croatie et en Bosnie-Herzégovine », reprend l'association qui prend l'exemple d'un journaliste de Radio Vukovar, qui « a selon toute vraisemblance été enlevé le 20 novembre 1991 par la milice serbe lors de la prise de Vukovar et ferait partie d'un des charniers découverts près de cette ville croate fin octobre 1992 ».

La liste des pays où sont morts les 56 journalistes recensés par Reporters sans frontières est la suivante : Turquie (12 journalistes tués), Croatie et Bosnie-Herzégovine (11), Colombie (5), Pérou (5), Tadjikistan (3), Tchad (3), Angola (2), Etats-Unis (2), Philippines (2), Vénézuéla (2), Azerbaïdjan (1), Egypte (1), Géorgie (1), Hong-Kong (1), Liban (1), Moldavie (1), Papouasie-Nouvelle Guinée (1), Rwanda (1), Soudan (1).

Turquie

28 NOV. 1992 **ouest france**

Kurdes, une guerre d'Irlande

par François Régis Hutin

« La Yougoslavie, c'est en train de devenir une boucherie, dit ce patron. Et puis, c'est un génocide chrétien contre les musulmans. Moi, je suis juif, je peux le dire. Effectivement, d'autres personnalités ont prudemment, poliment, suggéré que telle était la véritable signification des luttes yougoslaves : « la preuve, vous n'avez pas voulu adopter le plan d'intervention que suggérait la Turquie. Si vous l'aviez fait, on n'en serait pas là aujourd'hui. La preuve, nous accueillons les réfugiés par milliers et vous en accueillez quelques dizaines triés sur le volet ». Tout cela montre que les incompréhensions existent « d'autant plus, dit un intellectuel, que vous, en France, en Allemagne, vous avez l'impression que tous les musulmans sont comme des Khomeiny ou des Kadhafi. Vous voyez bien qu'ils ne sont pas suivis ces gens-là et qu'ici, l'Islam sunnite qui est le nôtre, est bien plus tolérant, sans parler des vingt millions d'Halévis ».

« Les Kurdes sont trois millions à Istanbul. Vous voyez bien qu'ils ne créent pas de problème. Jusqu'à ces dernières années, la plupart des Turcs ignoraient cette question. Des Kurdes ont été président de la République, ministres, généraux. Il n'y a pas d'ostracisme, de discrimination à leur égard... »



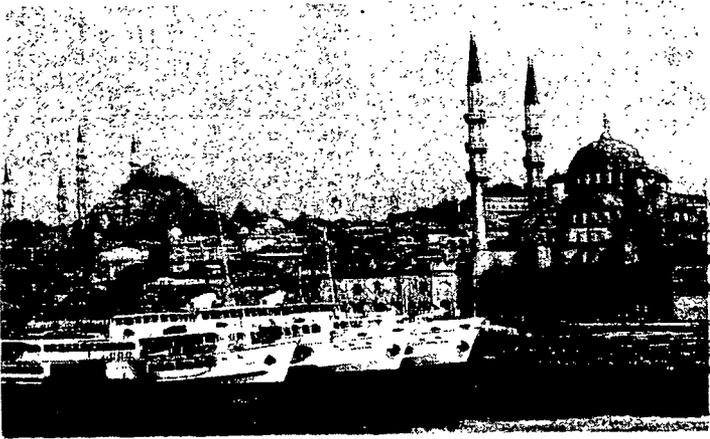
Attaque d'un village kurde, non loin de la frontière irakienne, par le P.K.K., parti kurde d'obédience communiste.

La plupart du temps, la question kurde est occultée et en tout cas minimisée par les interlocuteurs officiels. On reconnaît, cependant, la difficulté, mais on l'explique par le sous-développement de l'est du pays, où ils vivent nombreux et par l'action volontairement déstabilisatrice des voisins

monde pense tout le temps et que, le plus souvent, l'on traite avec l'étranger en utilisant une solide langue de bois...

La France est jugée sévèrement et l'Allemagne aussi, accusées, l'une et l'autre, de soutenir les Kurdes au nom de la défense des droits de l'homme, comme si les Kurdes étaient

seulement des victimes, alors qu'ils commettent eux aussi des exactions. Le combat doit être affreux dans les montagnes des confins de l'Anatolie. « **Ne tombez pas entre les mains de la police turque** », m'a-t-on dit, faisant allusion à sa dureté. Pauvres droits de l'homme bafoués de tous côtés.



Istanbul vue du Bosphore. La ville compte trois millions de Kurdes.

Une dizaine de révoltes depuis 1920

Les Kurdes sont une douzaine de millions en Turquie, c'est-à-dire la moitié de ce peuple estimé à vingt-quatre millions. Implantés principalement dans l'est du pays, ils débordent largement sur l'Irak et l'Irak. On avait songé à constituer un État kurde en 1920...

Aujourd'hui, les nationalistes les plus durs en rêvent toujours, mais les trois États en question jouent du problème, les uns contre les autres, depuis des décennies : autonomie partielle, répression, opérations de police ou même gazage des populations comme le fit Saddam Hussein en Irak à Halabja se succèdent au fil des années et des révoltes : une dizaine depuis la guerre, tour à tour contre les trois États.

Ce n'est pas sans conséquence pour la Turquie qui voit ainsi contestée sa doctrine kémaliste d'unité de la nation. Aussi, s'est-elle « défendue » en organisant la contre-guerrilla. Cela produisit son effet sur l'armée et ne fut pas sans lien avec les coups d'État militaires qui accentuèrent ensuite la répression. Aujourd'hui, la bataille se poursuit. L'armée a pénétré profondément en Irak pour casser le P.K.K., parti communiste léniniste et stalinien, et ses bases

La charrue et le canon

Pendant ce temps la population semble pour une grande part excédée par cette guerre où est engagé le contingent, guerre qui s'avère meurtrière pour tout le monde, avec plusieurs milliers de morts depuis 1984 et encore ces temps-ci avec les opérations en Irak. En outre, la « contestation » kurde risque de se reporter de plus en plus dans les villes à cause du puissant mouvement migratoire qui y conduit évidemment des Kurdes.

Les solutions n'apparaissent pas évidentes. La partition, le fédéralisme vont contre la conception kémaliste de l'État. Une conférence Turquie-Irak-Iran

arrières. Pour cela, profitant des divisions des Kurdes, les Turcs embauchent des membres des diverses tribus, créent des protecteurs de villages et tentent de transformer la contestation kurde-turque en affrontement entre Kurdes.

Mais c'est déjà mettre le doigt dans un nouvel engrenage, car c'est reconnaître, quelque peu, une entité kurde que de choisir de soutenir les « bons » Kurdes ; les forces kurdes plus traditionnelles, auxquels l'État accepte de faire des concessions qui ne seront, sans doute, jamais suffisantes aux yeux des bénéficiaires.

Néanmoins, le programme de démocratisation de la coalition gouvernementale se poursuit. La procédure pénale est assouplie. Mais cette ouverture et ce « pragmatisme » risquent d'inquiéter tout autant les militaires. Et les mêmes causes produisant les mêmes effets, ceux-ci pourraient bien se montrer exigeants à leur tour vis-à-vis du pouvoir civil, bousculé par la multitude et l'ampleur des problèmes auxquels il a à faire face : purs et durs du kémalisme, mouvement kurde, armée, émigration interne, problèmes économiques, relations extérieures difficiles dans la région, etc.

viennent de se tenir à Istanbul. C'est vraisemblablement pour enterrer toute velléité de ce genre. L'État turc a lancé un vaste programme d'aménagement du territoire, le G.A.P., pour développer le sud-est du pays. En même temps, il poursuit la guerre.

La charrue et le canon parviendront-ils à ramener la paix ? C'est moins rien que sûr.

« Nous n'en finirons jamais ». « Ce sera comme l'Angleterre et l'Irlande ». « Il faudra vivre avec cette plaie ». Telles sont les réflexions désabusées que l'on peut entendre lorsque l'on aborde ce sujet auquel tout le

« Abattre Saddam mais pas l'Irak

« Ce que nous voulons passionnément, et en priorité, c'est la paix pour pouvoir travailler, nous développer, devenir complètement le pays moderne que nous avons commencé à bâtir ».

Pour cela, il faut d'abord l'équilibre dans la région : « Surtout que l'Irak ne s'effondre pas. Chassez Saddam Hussein, oui, mais gardez une Irak suffisamment forte pour faire contrepoids à l'Iran de plus en plus dangereuse. Parce qu'elle ressent l'hostilité à sa conception de l'Islam, elle augmente et perfectionne ses armements ».

Il est beaucoup reproché à la France d'avoir contribué à déstabiliser la région par ses ventes d'armes. On craint que l'Iran ne se procure la bombe atomique. Elle achète massivement matériel et technologie, dont un sous-marin à l'ex-URSS.

En attendant, les réfugiés, s'ils ne viennent plus d'Irak, arrivent du Nord. Ce sont des Bosniaques, chassés par la guerre

de Yougoslavie. Il faut de nouveau construire des camps, préparer l'accueil hivernal de ces malheureux.

Les Turcs ont le sentiment que leur pays est celui d'Europe qui ouvre le plus largement ses portes. Ils admettent mal de recevoir des critiques des autres pays qui ne font quasiment rien en ce domaine. La Turquie, terre hospitalière, ne se trouve pas assez soutenue en cela par la communauté internationale. Elle estime aussi être victime d'une mauvaise et fausse image, propagée par des vues superficielles, mal intentionnées ou par des films durs, tels que Midnight-Express.

Pour redresser cette image, elle se propose de faciliter le plus possible le tourisme « On arrive ici avec dix idées fausses et des préjugés et l'on repart avec dix raisons d'aimer la Turquie », déclare le Premier ministre, M. Demirel.

Un Japon caché ?

En froid, en ce moment, avec l'Allemagne, les autorités turques se tournent volontiers vers la France, premier investisseur en Turquie actuellement avec deux cents cinquante projets. L'inflation est forte, la croissance économique plus grande qu'ailleurs. En quelques années, la Turquie a énormément progressé, sans beaucoup, il est vrai, s'occuper d'écologie, car, dit-on, là-bas, « on n'a pas le temps de penser à cela ». Ainsi, le peuple turc va de l'avant. « C'est un Japon caché », dit un observateur. « Et s'il est violent, c'est parce que le peuple turc est timide, affectif et passionné. Il a la violence des gens incompris... »

Il n'en reste pas moins que la Turquie est confrontée à un problème démographique qui pourrait bien ralentir ses efforts économiques et les annuler en partie, car 2,4 % de croissance de population (plus d'un million et demi de personnes) c'est

énorme et difficilement surmontable.

Il n'en reste pas moins que le kémalisme, cette espèce de ciment du pays, paraît quelque peu affadi et qu'il doit être difficile de le faire assimiler rapidement, par les générations nouvelles, exposées qu'elles sont, en même temps à l'islamisme et à la télévision.

Il n'en reste pas moins que la volonté sincère et la pratique démocratique ont été périodiquement remises entre parenthèses par une armée qui semble toujours se vouloir la conscience de la nation et qui ne tolérera sûrement pas longtemps ce qu'elle estimerait être dérivés...

La Turquie au carrefour des cultures, à la croisée des chemins du monde, s'éveille à nouveau et cherche difficilement et douloureusement son unité dans la quête volontaire de sa modernité.



Nomades près de la frontière iranienne. Au fond, le mont Ararat.

Redistribution des cartes au Moyen-Orient

L'Irak sauvé par ses ennemis

Turcs, Syriens et Iraniens ont tous d'excellentes raisons de vouloir sauvegarder l'intégrité territoriale de leur voisin. Les Kurdes en font les frais.

**PAUL-MARIE
DE LA GORCE**

Le vendredi 13 novembre au soir, à la sous-préfecture turque de Cakurca, parvenait encore l'écho de violents échanges de tirs qui venaient de se produire à quelques kilomètres au Sud, au-delà de la frontière irakienne. On en connut bientôt le résultat — treize morts.

Ainsi prenait fin l'intervention militaire turque au-delà de la frontière irakienne, dans la zone de peuplement kurde non contrôlée par Bagdad.

Week-end sanglant

Cette intervention, les responsables turcs de la lutte contre le PKK la réclamait depuis longtemps. L'existence de la zone incontrôlée du nord de l'Irak leur posait un problème d'importance majeure. Cette zone servait, en effet, de base arrière au PKK. C'est là qu'il recrutait, entraînait, équipait et armait ses combattants avant de leur confier des opérations de commando dans toutes les provinces du Sud-Est, et même des attentats à Ankara ou Istanbul. La multiplication de ces actions témoignait du dramatique essor du PKK et de ses groupes armés, grâce aux facilités offertes dans le nord de l'Irak.

Le gouvernement turc, cependant, ne voulut prendre aucune initiative avant d'être assuré du soutien des organisations kurdes prépondérantes en zone irakienne, celles que dirigeaient Massoud Barzani et Djallal Talabani.

Durant deux semaines, une offensive en règle contre le PKK fut lancée par l'armée turque en liaison avec les Peshmergas, branche armée des organisations kurdes d'Irak. A-t-elle eu l'effet que la Turquie en attendait ? On peut en douter.

Mais, en ce même week-end sanglant, se tint à Ankara une réunion témoignant avec éclat de la dimension politique prise par le problème kurde dans la région. Le samedi 14, en effet, Hikmet Cetin reçoit dans la capitale turque le ministre iranien des Affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, et son homologue syrien Farouk al-Chareh. Leurs discus-

sions vont aboutir à la publication d'une déclaration catégorique : « Nous estimons que les développements qui pourraient conduire à la désintégration de l'Irak auront des conséquences négatives et dangereuses pour la paix régionale et la sécurité. » Le ministre turc ajoutait : « Nous sommes totalement opposés à la création d'un Etat indépendant au nord de l'Irak. La situation y est chaotique. Il n'y a là-bas aucun gouvernement responsable. » Enfin, les trois ministres sont convenus de se réunir à nouveau en février 1993, à Damas.

Rien d'étonnant dans la position prise par les trois gouvernements. On sait depuis longtemps que le pouvoir turc ne veut donner aucune autonomie territoriale aux provinces du Sud-Est, à majorité kurde. Ce serait là, estime-t-il, le début d'un démembrement irréversible, et il argue qu'en outre, sur 12 millions de Kurdes vivant en Turquie, la moitié seulement habitent dans ces provinces. L'élimination du PKK, qui recherche l'indépendance pure et simple des territoires kurdes, qui n'a jamais envisagé d'autre méthode que la révolte armée, est donc conforme à la politique turque de lutte contre une rébellion qui n'accepte pas de se situer dans un cadre démocratique, ni même simplement légal. On sait aussi que le gouvernement syrien, dont le pays n'abrite qu'une faible communauté kurde, a modelé son comportement sur ses intérêts nationaux, dans la phase actuelle de ses rapports avec les Etats voisins. En ce moment, il est engagé dans une négociation très difficile avec les dirigeants israéliens et il doit obtenir l'appui du plus grand nombre d'Etats de la région afin de convaincre les Etats-Unis d'agir auprès des dirigeants israéliens pour qu'ils consentent au moins à la restitution du Golan à la Syrie. Le président Hafez el-Assad savait qu'il faisait ainsi coup double — consolidant ses relations avec l'Iran, dont le poids local grandit sans cesse, et rendant grand service à la Turquie, qui demeure l'un des principaux alliés des Etats-Unis. Le gouvernement iranien, lui, a au moins autant d'intérêt que la Turquie à ne pas laisser se développer un mouvement armé de sécession des territoires kurdes.

Arrière-pensées

A ces motivations, qui sont bien connues, s'ajoutent des arrière-pensées qui ont conduit les trois gouvernements à sortir de leur entente tacite pour en venir à une démarche publique et spectaculaire. Pour les dirigeants iraniens, le coup d'arrêt ainsi donné à toute esquisse de désagrégation de l'Irak avait une

signification politique et stratégique très claire : il s'agissait d'adresser un message à l'opposition clandestine irakienne, surtout celle implantée dans la communauté chiite, le but étant de lui faire savoir que si elle parvient à prendre le pouvoir à Bagdad, grâce, en particulier, à l'aide que l'Iran pourrait lui accorder, il n'y aura pas de désagrégation territoriale du pays, et les intérêts vitaux de l'Irak seront donc protégés. En effet, l'Iran ne souhaite pas un démantèlement du pays. Ce qu'il veut, c'est étendre son influence à l'ensemble de l'Irak, en suscitant l'installation à Bagdad d'un régime qui lui serait favorable. Dans cette voie, la déclaration tripartite d'Ankara était, à ses yeux, un pas essentiel.

Le président Assad, de son côté, sait qu'il aborde une phase particulièrement difficile des négociations de paix au Proche-Orient. Il estime que le candidat démocrate élu, le gouvernement israélien, à tort ou à raison, se croit désormais assuré d'un soutien plus grand de la part des Etats-Unis. On a soigneusement noté, à Damas, les propos assez agressifs tenus par le Premier ministre israélien, Itzhak Rabin, dans un entretien publié le dimanche 15 novembre par le *Washington post*. « Le président Assad, lisait-on, n'a pas fait 1 % de ce que le président Sadate a fait pour convaincre qu'il est bien un chef qui veut la paix. »

L'interlocuteur privilégié

Et il rappelait qu'en Syrie se trouvent les sièges des organisations palestiniennes hostiles aux négociations de paix, que dix d'entre elles ont même manifesté en octobre à Damas contre les pourparlers de Washington, et que celle dirigée par Ahmad Jibril utilise une radio émettant en territoire syrien. Itzhak Rabin rendait même la Syrie responsable de la tension aiguë qui s'est produite au sud-Liban puisqu'elle « ne fait rien pour empêcher le Hezbollah de poursuivre ses actions terroristes à partir du territoire libanais ». Le président Assad en a déduit non seulement qu'il devait améliorer ses relations avec la Turquie, mais qu'il fallait déjà songer à un rééquilibrage plus vaste dans la région et que viendrait bientôt le temps où il faudrait sortir l'Irak de son isolement.

Le gouvernement turc, quant à lui, croit le moment venu de spéculer sur la réorientation progressive de la politique américaine dans la région. Il se sent assuré de demeurer l'interlocuteur principal des Etats-Unis, aussi bien en Méditerranée orientale qu'en Asie du Sud-Est, dans la région de la mer Noire et même dans les Balkans. Il estime aussi que la politique américaine envers l'Irak fera l'objet

d'un réexamen général quand la nouvelle administration se mettra en place. C'est en vue de cette échéance qu'il a voulu marquer immédiatement sa volonté de s'opposer à la désintégration de l'Irak et à toute tentative de création d'un Etat kurde, et, en même temps, s'assurer du concours des Etats voisins. A ses yeux, la déclaration tripartite d'Ankara s'adressait d'abord à Washington.

Un contexte nouveau favorise aussi le dessein des trois gouvernements. Un mouvement se dessine, en effet, dans la région du Golfe, en faveur d'une normalisation progressive des relations avec l'Irak. Roland Dumas, le ministre français des Affaires étrangères, qui faisait une tournée des monarchies pétrolières, s'en est rendu compte. Il a dû en tirer les conséquences puisque, le dimanche 15 novembre, il déclarait à Manama, capitale de Bahreïn, à la fin de sa visite dans l'émirat, qu'il fallait « prendre en compte les souffrances du peuple irakien ». Le cas du Qatar est le plus significatif à cet égard, puisque cet

Avant d'intervenir dans le nord de l'Irak, la Turquie s'est assuré le soutien des principales organisations kurdes.



émirat a rétabli des relations diplomatiques normales avec l'Irak.

Mais la raison de ce courant général en faveur de la levée prochaine du blocus de l'Irak — que refusent farouchement les dirigeants saoudiens et koweïtiens — s'explique par la tension grandissante entre l'Arabie saoudite et les petits Etats pétroliers avec lesquels elle a de graves différends frontaliers. De là vient en effet le sentiment, dans plusieurs émirats, qu'un équilibre doit être rétabli dans la péninsule arabique. Il n'est plus souhaitable que l'Arabie saoudite continue d'y exercer sa prépondérance exclusive tandis que l'Irak doit revenir sur la scène régionale et internationale.

Que ce soit dans le Golfe, mais aussi à Ankara ou à Damas, ce qui comptera, en définitive, ce seront les choix de la prochaine administration américaine. **JA**

Kurdes contre Kurdes. Le 9 novembre, un rebelle du PKK (Turquie) est capturé par des peshmergas. A l'arrière-plan, un hélicoptère de l'armée turque.

aidez-vous? Pourquoi a-t-il tant de gens comme nous? Pourquoi?...
Que lui répondre? Nous lui expliquons que nous sommes venus pour savoir un peu ce qu'il fait, comment il vit et comment il a vécu jusqu'à présent. Il semble content; peut-être lui sommes-nous sympathiques... Il nous emmène à la tente où vivent ses parents et ses plus jeunes frères et sœurs. La maman nous offre un verre d'«ayran» (boisson à base de yoghourt) et l'inévitable thé qu'ils appellent «chai». C'est que pour les Kurdes, l'hospitalité est sacrée. Selon leur dicton, «les hôtes sont les hôtes de Dieu».

On entend beaucoup parler aujourd'hui des camps de réfugiés. On en voit souvent des images à la télévision ou dans les jour-

Ce n'est pas facile d'atteindre le camp! Il faut franchir d'abord plusieurs barrages de police et affronter la méfiance des soldats turcs contrôlant l'afflux des arrivants qui passent la frontière. Le camp accueille quelque 87 000 réfugiés, mais il est difficile d'en préciser le nombre exact car ils n'ont jamais été recensés et chaque jour amène son lot de naissances et de morts. Karim n'est pas méfiant; il n'a pas peur comme la plus grande partie des habitants du camp et ses yeux n'expriment pas la tristesse que nous lisons habituellement sur les visages de ces malheureux. Il est vif, intelligent et dans son expression, dans toute son attitude, nous lisons clairement une longue série de pourquoi? «Pourquoi êtes-vous là? Pourquoi nous



LES KURDES

Karim a de longs cheveux noirs ébouriffés, deux grands yeux attentifs et curieux et il a reçu de sa famille une lourde hérédité: il est kurde! Dans la troupe d'enfants qui se bousculent autour de notre camionnette, il se distingue par son regard qui ne scrute pas avidement l'intérieur de la voiture, dans l'attente des paquets de nourriture et de vêtements tant convoités. Non, ce que les yeux de Karim regardent, c'est nous, avec tout plein d'interrogations qu'il ne sait pas exprimer.

Nous l'avons rencontré dans un camp de réfugiés des montagnes de Turquie, près de la frontière avec l'Irak, qui abrite des milliers de Kurdes fuyant au cours de ces derniers mois les soldats de Saddam Hussein.

naux, quand ils parlent des Kurdes, des Arméniens, des Palestiniens. Mais qu'est-ce exactement que les camps de réfugiés? Comment sont-ils nés? Comment y vit-on?

Ce sont de vrais villages provisoires, une série de tentes montées les unes à côté des autres, un peu comme dans un camping, dont on ne retrouve cependant ni les couleurs ni l'atmosphère de vacances. Les réfugiés arrivent, munis des autorisations des pays d'accueil ou d'organisations internationales, comme la Croix Rouge ou le HCR (Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés), qui reçoivent les populations contraintes de fuir leur pays pour des motifs politiques. Ces camps devraient être équipés de façon satisfaisante et garantir l'eau courante, des services sanitaires, etc. Hélas, bien souvent ce n'est pas le cas, surtout quand la vie au camp, qui est en principe une situation provisoire, se transforme en condition définitive! C'est ce qui arrive lorsque l'attention internationale ne peut pas - ou ne veut pas - résoudre les problèmes à la source de l'exode des réfugiés.

Quelle est la situation des enfants dans ces camps?

Kurdistan:

«Pays des Kurdes».

Ne cherchez pas le Kurdistan sur un atlas. Ses frontières ne sont relevées sur aucun atlas géographique parce que les intérêts de trop de nations s'y opposent. C'est pourtant un pays qui existe réellement, avec ses habitants, sa langue, son histoire, ses traditions. D'une superficie de 475 000 km², soit à peu près la grandeur de la France, il est réparti entre cinq États «officiels»:

Turquie	12 millions
Iran	6 millions
Irak	4 millions
Syrie	1 million
Arménie	0,5 million

Disséminés dans divers pays 1 million

Nous avons déjà dit que le Kurdistan est un pays qui a son histoire propre, une histoire qui, à partir du début de ce siècle, est devenue très difficile, surtout après la première guerre mondiale, pour en arriver à la triste situation actuelle.

Depuis le 16^{ème} siècle jusqu'en 1920, le Kurdistan était une province de l'Empire ottoman, sous lequel il jouissait d'une certaine autonomie et pouvait contrôler ses frontières. Ses habitants formaient un peuple fier et combatif, habitué à vivre dans une nature inhospitalière, un paysage rude et montagneux. Mais c'est leur terre; ils l'aiment et la défendent de toutes leurs forces.

Dès la chute de l'Empire ottoman, deux importants traités internationaux régissent le sort de cette terre, en 1920 et 1923. Le premier, le traité de Sévres, prévoit la formation d'un Etat kurde autonome, mais il demeure lettre morte et sera suivi d'un second, le traité de Lausanne, où les deux grandes puissances coloniales d'alors, la France et la Grande-Bretagne, décident la répartition du Kurdistan entre l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie.

Depuis lors, rien n'a changé, mais la situation s'est aggravée, surtout depuis la découverte que ces terres, déjà riches en eau et autres ressources naturelles, con-



Origine: Les Kurdes appartiennent à la grande famille indo-européenne, dont nous descendons aussi. Les premiers documents relatifs à ce peuple sont deux stèles sumériennes d'environ 2000 avant Jésus-Christ, où l'on trouve le nom de «Lulluli». Il est cependant certain que les ancêtres des Kurdes étaient les Mèdes, peuple dont il est souvent question dans la Bible.

Langue: La langue kurde appartient au groupe des langues iraniennes; elle se subdivise en deux dialectes principaux: le «kurmanji», parlé dans les régions septentrionales, et le «sorani», parlé dans le sud, le long des frontières entre l'Irak et l'Irak.

Religion: Les Kurdes sont des musulmans sunnites, mais leur interprétation du Coran et de la loi islamique est assez libre. En plus de la différence de races, cela contribue à rendre difficile leur intégration aux autres musulmans arabes.

Villes: Mossoul, Kirkouk, Sulaymaniyah, Erbil (Irak), Silopi, Hakkari, Diyarbakir (Turquie), Mahabad, Kermanshah, Sanandaj (Iran).



tiennent aussi du pétrole! Des motifs économiques s'ajoutent donc aujourd'hui aux visées expansionnistes des divers Etats. Aucun d'eux ne veut laisser échapper une telle source de richesse en accordant au Kurdistan une autonomie économique! Il suffit de savoir que le 75% de la production de pétrole irakienne provient justement des régions qui feraient partie d'un Etat kurde, s'il était reconnu! Et si l'on ajoute à cela les tentatives de rébellion de la population kurde, son grand désir d'être libre et d'avoir une patrie autonome, nous comprenons mieux le pourquoi des villages détruits, des massacres perpétrés, de la volonté d'étouffer l'identité kurde. Tout cela n'a qu'un but: «dékurdiser» le pays!

La situation n'est toujours pas résolue aujourd'hui. L'Irak poursuit sa politique de répression, détruisant les villages sans hésiter à faire usage de gaz toxiques et d'armes chimiques contre la population. L'Iran a ouvert ses frontières pour accueillir des milliers de réfugiés kurdes en provenance de l'Irak, mais il se refuse à reconnaître l'autonomie du peuple kurde. En Turquie, l'existence même de l'identité kurde n'est pas admise; ce sont les «Turcs des montagnes». En Syrie, l'oppression

est moins dure, mais c'est seulement dans les républiques chrétiennes de l'ex-Union Soviétique, l'Arménie et la Géorgie, qu'il a été concédé aux Kurdes le droit de vivre et de s'exprimer.

Karim poursuit son récit: il nous apprend que sa famille a fui le nord de l'Irak parmi beaucoup d'autres, parce que Saddam Hussein voulait détruire leur village. Karim vivait lui aussi dans les montagnes; il y faisait très froid et il avait souvent faim, mais il y avait au moins une maison et ses amis. Il voudrait bien y retourner. Les soldats qui l'ont conduit ici le lui ont promis. C'est pour cela que, chaque fois qu'il voit arriver dans le camp une voiture ou un fourgon, il espère qu'on vient le ramener à la maison. Et quand il parle de cela, ses yeux se remettent à briller.

Retourner à la maison... Comment lui dire que son village a été détruit et qu'il y a des gens qui ne veulent pas le laisser rentrer là-bas? Karim espère toujours et il sourit.

Nous aussi, nous espérons. Nous voulons croire à l'amour entre les hommes, croire qu'un jour viendra où Karim aura «sa» maison.

Texte d'Isabella Mastroleo,

Photos d'Enrico Mascheroni

De I. M.

Bagdad et l'embargo ferment le Kurdistan

A l'approche de l'hiver, le travail des ONG au Kurdistan est ralenti par le blocus imposé à l'Irak et les lenteurs de Bagdad à reconduire l'accord concernant l'intervention humanitaire

du déminage attend son matériel, bloqué en douane depuis trois mois, alors que chaque jour apporte son lot de blessés, qui ont sauté sur une des cinq millions de mines toujours enfouies dans le sol kurde.

Les routes ne mènent plus à Sulemania

Déplacements réduits, peu de diesel à mettre dans nos moteurs, marchandises qui n'atteignent pas Sulemania, notre capacité d'action se trouve limitée.

Si nous arrivons au bout du programme "Shelter" (abri), où nous avons fourni les matériaux de base (charpentes, tôles ondulées, portes et fenêtres) permettant à 1 500 familles déplacées de bénéficier d'un toit, nous prenons du retard sur nos autres réalisations. Sans approvisionnement rapide en fuel, les 64 écoles en pré-fabriqués que nous installons pour le compte de l'UNICEF, ne seront pas opérationnelles cet hiver, certains villages étant inaccessibles en mauvaise saison. Comme l'an passé, nous avons préparé une opération "Repas chaud", pour donner un repas quotidien équilibré à 20 000 écoliers. Ce programme emploie 200 kurdes. Lui aussi sera compromis, si les routes ne sont pas autorisées pour acheminer la nourriture et le gaz de Turquie. En attendant, nous avons, malgré tout, réussi à servir, en octobre et novembre, 3 000 repas froids dans 5 écoles. Nous avons prévu de faire fabriquer par les menuisiers de Sulemania 10 000 bureaux pour les écoles. Mais le bois manque au Kurdistan et la situation nous interdit pour l'heure de l'importer. L'embargo empêche également l'arrivée de machines, dont nous avons besoin pour lancer, en collaboration avec l'Union des Femmes Kurdes, des formations de couture et de tissage. L'action au Kurdistan irakien reste suspendue à la conclusion de l'accord entre l'ONU et Bagdad et à un assouplissement du blocus.



Les peshmerga redoutent toujours les humeurs du « gouverneur de Bagdad »

L'accord sur l'intervention humanitaire imposé par l'ONU à Bagdad expirait au mois de juin. Depuis cette date, les Irakiens supportent de mauvais gré la présence étrangère au Kurdistan, interprétée comme un soutien aux volontés indépendantistes kurdes. Les ONG sont de fait illégales au Kurdistan. Tout l'été les attentats se sont succédés contre les gardes de l'ONU, les locaux du HCR, les véhicules des Nations-Unies. Danielle Mitterrand et Bernard Kouchner ont failli payer de leur vie leur visite à Halabja.

L'embargo international contre l'Irak se double du blocus étanche de Bagdad à l'encontre du Kurdistan. La plupart des produits augmentent de 30% par semaine. La rareté frappe aussi le fuel, systématiquement coupé d'eau. Sans "travel-permits" (autorisation de circuler) les ONG ne peuvent plus se rendre à Mossoul,



Des ruines de la guerre, un peuple se reconstruit

Kirkouk ou Bagdad pour se fournir en biens alimentaires ou en équipements. De l'autre côté, sur les frontières turques ou iraniennes, les camions passent de plus en plus difficilement les frontières turques ou iraniennes. Un groupe de spécialistes

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, DECEMBER 1, 1992

CIA Draft Says Iran Nears Nuclear Status

Tehran Could Make Arms by 2000, Report on Military Buildup Asserts

By Elaine Sciolino
New York Times Service

WASHINGTON — A draft CIA report on Iran concludes that the country is making progress on a nuclear arms program and could develop a nuclear weapon by the year 2000, according to senior administration officials.

But the highly technical report reflects a continuing debate among intelligence experts on Iran's military buildup that will intrude on efforts by President-elect Bill Clinton to formulate his Middle East policies.

Mr. Clinton, who repeatedly criticized President George Bush for missing signs of Iraq's military buildup before President Saddam Hussein's invasion of Kuwait in August 1990, may face a parallel problem with Iran.

He will have to interpret for himself uncertain and varying analyses from intelligence experts on the same secret data on Iran, illustrating the difficulty of predicting the military capability and intentions of a government about which the United States has only limited knowledge.

U.S. intelligence analysts are divided on the issue of what Iran's \$2 billion-a-year military buildup — including its nuclear program — means, and whether Iran could replace Iraq as an aggressive, expansionist military threat in the Gulf region in the coming years.

The issue is both so important and so filled with contradictions that last week the State Department began an internal review of U.S. policy toward Iran.

In defense of its arms purchases, Iran points to Baghdad's aggression during its eight-year war with Iraq, its exclusion from regional security arrangements in the Gulf and the immutability of geography: a 1,700-kilometer (1,050-mile) border with the Central Asian republics, a 1,455-kilometer border with Iraq, a 2,530-kilometer coastline, plus borders with Afghanistan, Pakistan and Turkey.

But Iran's leaders deny interest in developing a nuclear weapon.

"We have no need for nuclear weapons," Deputy Foreign Minister Ali Mohammed Besharati was quoted as saying on Iran's official radio on Friday. He described reports that Iran was planning to acquire nuclear weapons as "a lie and a plot."

He added, "Our neighboring countries are signing military pacts with big powers one by one, and strengthening their military arsenals, so why can't we replace the weapons we lost during the eight-year imposed war?"

The draft CIA report, known as a national intelligence estimate, was written after a long debate in the intelligence agency. The report reflects views first expressed by Robert M. Gates, the director of central intelligence, in testimony before Congress in March. It is intended to be the definitive intelligence blueprint on Iran's nuclear ambitions for the Clinton administration.

But the report, which goes further than the last formal estimate on Iran, is expected to be fiercely contested when it is reviewed for approval by the other U.S. intelligence agencies this week.

The earlier report, written late last year, concluded only that at least some of Iran's revolutionary leaders were intent on developing nuclear weapons, but that the program was disorganized and in an early stage of development.

The new report also draws strong conclusions about the leadership in Tehran, asserting that President Hashemi Rafsanjani has built a team of nuclear experts, many of them educated in the United States, to direct a nuclear program.

Based on their activities, as well as on Iran's nuclear research and development programs, the study concludes that there is more certainty about Iran's intentions.

Senior administration officials involved in

analyzing Iran's nuclear intentions say Iran today can be compared to Iraq in the early and mid-1980s, when Mr. Saddam's desire to develop a nuclear weapon was known and he was dabbling in various nuclear technologies. But other officials disagree.

"Iran has powerful political incentives for developing nuclear weapons and is trying to develop a broad-based nuclear infrastructure that it hopes will give them the option for weapons if they decide to exercise it," an administration nuclear expert said. "But I don't see in Iran the same kind of crash nuclear program that we've learned about in Iraq."

The worst-case scenario for Iran has been articulated by Mr. Gates.

He said in an Associated Press interview published last week that Tehran could pose a threat to the United States and its allies in the Gulf within three to five years.

But Mr. Gates's projection is not wholeheartedly shared by other U.S. intelligence experts.

These analysts make the following argument: The United States was chastened by its failure to recognize Iraq's huge arms buildup, but it should avoid drawing incorrect parallels with the government in Tehran.

After all, they say, Iran's current leadership is spending much less money on its military than did the pre-revolutionary regime of Shah Mohammed Reza Pahlavi and only 40 percent of what Iraq was spending annually on weapons after the Iran-Iraq War.

These experts add that Iran has so far to go and so little money to spend that its reinforced military force might be unable to do more than to deter aggression by its neighbors. They also blame the Israeli government for fanning the recent alarm by portraying Iran as the most dangerous threat to both the region's and Israel's security.

Another example of the current dispute centers on a classified Pentagon overview of Iran's military buildup that concludes that by the end of the decade, Iran will have enough naval equipment to "dominate" the Gulf and threaten commerce through the Strait of Hormuz, according to administration officials familiar with the report.

The report, prepared by the Defense Intelligence Agency last summer, also concludes that over the next eight years, Iran will double the number of tanks and armored vehicles in its arsenal and try to service and build tanks itself.

Lucha entre hermanos en la nación kurda

Diferencias ideológicas debilitan el nacimiento de un Estado independiente

FRANCESC RELEA, ENVIADO ESPECIAL, Arbil

Los helicópteros sobrevuelan constantemente el sureste de Anato-
lia, a lo largo de la frontera con Irak. Carros de combate, vehículos
de transporte de tropas y piezas de artillería están apostados junto a
las carreteras. Los controles de la Gendarmería (Ejército) son constan-
tes. Localidades como Silopi, Cizre y Sirnak están tomadas por
los blindados.

El amplio dispositivo militar forma parte de la operación del Ejército turco, que intenta aniquilar al enemigo número uno del régimen de Ankara: el Partido de los Trabajadores de Kurdistán (PKK), que pretende la creación de un Estado independiente kurdo. Los generales y los líderes políticos turcos proclaman en los medios de comunicación que la primera parte del operativo, llevado a cabo recientemente en el Kurdistán iraquí y que supuso la invasión en toda regla del norte de Irak, ha sido un éxito rotundo y ha servido para desmantelar las bases de la retaguardia del PKK, desde las que organizaba y perpetraba los ataques en territorio turco. El Consejo de Seguridad Nacional anuncia que los 20.000 soldados que regresaron de Irak se incorporan a las operaciones en las montañas del Cudi.

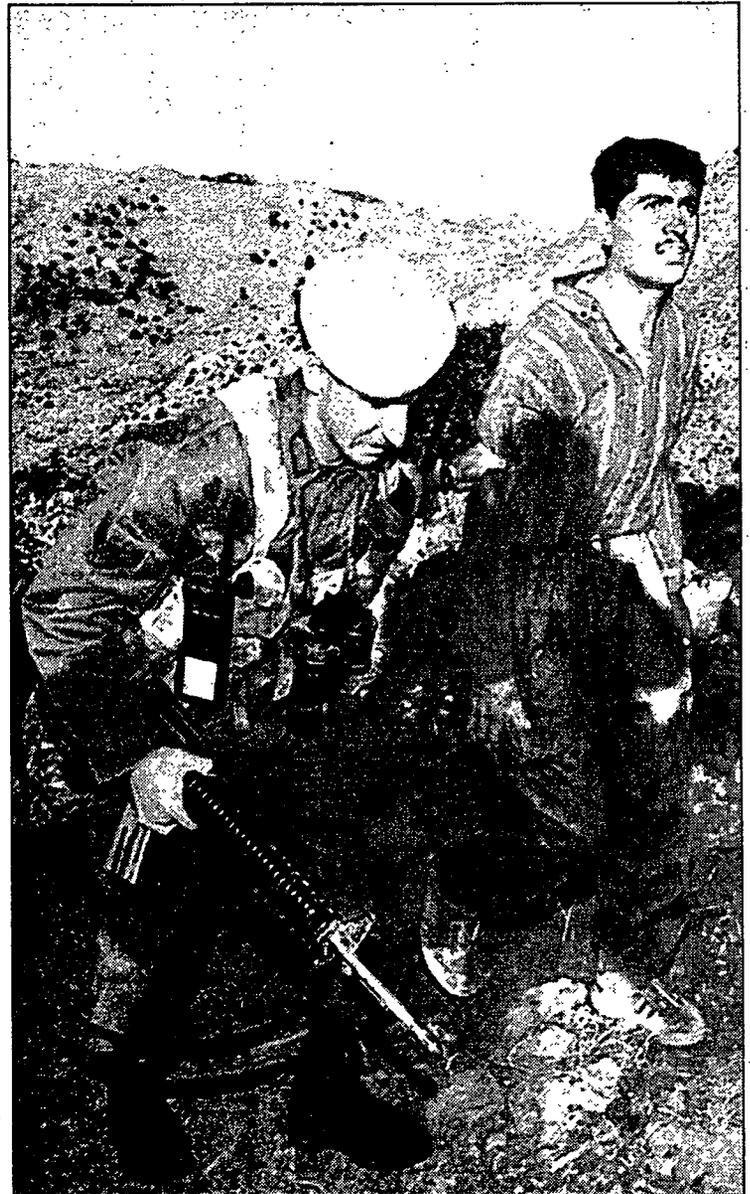
La situación desde la otra parte de la frontera se ve de un modo totalmente distinto, no sólo porque disminuye considerablemente las abrumadoras cifras de bajas en las filas del PKK difundidas por el régimen de Ankara, sino porque, en todo caso, la medalla de tal victoria militar habría que concedérsela a los *peshmerga* kurdos leales al Gobierno del Kurdistán iraquí. Fueron estos últimos los que combatieron en octubre pasado contra los guerrilleros del PKK, en lo que se dio en llamar la guerra entre kurdos. "Hubo víctimas por ambas partes, pero en Turquía se ha exagerado el número de muertos", dice en su despacho en Arbil el viceministro del Interior de Kurdistán, Ahmed Shareef. "El PKK nos impuso el enfrentamiento. Ame-

nazaban a los camioneros que transportan mercancías a Kurdistán, con lo que de hecho nos vimos sometidos a un tercer embargo, tras el de la ONU a Irak y el que nos aplica Sadam Husein. Por otra parte, los campesinos de los pueblos del norte de Irak arrasados por Sadam que intentaban reconstruir sus casas no podían hacerlo porque el PKK instaló allí sus bases". La guerrilla controlaba una gran franja en el norte de Irak, que incluía 328 localidades, donde pretendía nombrar "autoridades revolucionarias del pueblo", en abierta rebelión contra el Parlamento y el Gobierno de Kurdistán.

Ultimátum desoído

Shareef se reunió personalmente con varios líderes del PKK antes del estallido de las hostilidades entre kurdos. "Enviamos delegaciones al valle de la Bekaa [Libano], donde tienen su cuartel general. Les pedimos por favor que dejaran de utilizar nuestro territorio para atacar a Turquía. Les dimos un ultimátum y no nos hicieron caso". El viceministro kurdo del Interior se abstiene de calificar al PKK, acusado de terrorista por el Gobierno de Ankara —"corresponde al pueblo kurdo de Turquía definirse sobre el PKK", señala—, pero no rehúsa emitir una declaración inequívoca: "Nosotros estamos contra el terrorismo y a favor de la democracia. No somos separatistas, porque nos consideramos parte de Irak".

Más duro y explícito hacia el PKK es Jalal Talabani, máximo dirigente de la Unión Patriótica de Kurdistán (UPK), que com-



ASSOCIATED PRESS

Un soldado kurdo escolta a un prisionero kurdo del PKK.

parte el Gobierno con el Partido Democrático de Kurdistán (PDK) de Masud Barzani. "El líder del PKK [Abdulá Ocalan] no es un político maduro. Ocalan es un hombre con actitudes muy reaccionarias. No cree en la lucha de masas. Se considera capaz de combatir él solo contra el mundo. Este hombre, como dictador, no entiende la realidad de nuestro tiempo, de este siglo". Abdulá Ocalan, *Apo* (Tío), como le llaman sus seguidores, es el fundador del PKK, que dirige a sus tropas desde su base en Libano gracias al apoyo sirio.

Iniciativa 'peshmerga'

Cuando las tropas turcas cruza-

ron la frontera, los *peshmerga* ya habían desalojado al PKK de sus bases al norte de Irak. "Esta guerra estaba en manos del Gobierno kurdo y no del Gobierno turco. El Ejército de Turquía entró al final, esencialmente para hacer una demostración de fuerza y dar moral a sus soldados. Nunca les pedimos que vinieran. No creo que el PKK fuera a rendirse nunca ante el Ejército turco como lo hizo con nosotros. Sabían que se entregaban a sus hermanos", dice Shareef.

"El PKK se rindió y aceptó las dos condiciones de las autoridades kurdas de Irak: compromiso de no atacar a Turquía desde el norte de Irak y traslado de los combatientes a zonas alejadas de la frontera. Se comprome-

tieron a respetar este acuerdo y a nuestro pueblo". Unos 1.500 guerrilleros han sido instalados en un campamento en una zona montañosa, en Zaleh, de muy difícil acceso, especialmente en invierno, cerca de la frontera con Irán. "Había sido mi cuartel general entre 1982 y 1988", explica Jalal Talabani. "Les he dado mi casa, nuestros hospitales, nuestros edificios. Les hemos procurado tiendas, mantas, alimentos y medicinas. Sólo les hemos pedido que se comporten como nuestros hermanos y no como nuestro enemigo". Muchos conservan sus armas "para su protección".

Cualquier atisbo de duda sobre el trato respetuoso que reciben los guerrilleros del PKK que se rindieron a los *peshmerga* del norte de Irak queda despejado rotundamente en el hospital Ferkrdin de Arbil. Los heridos, con piernas y brazos escayolados, vendajes y muletas, se mueven afanosamente por la sala preparando el acto de celebración del 15º aniversario de la constitución del PKK, que se cumple estos días. Todos son varones, muy jóvenes —entre 16 y 21 años la práctica totalidad—, nacidos en el Kurdistán turco.

El viceministro kurdo del Interior subraya que los guerrilleros se sentían avergonzados cuando se rindieron a los *peshmerga* iraquíes. "Reconocían que se equivocaron", dice. Hasta cuándo durará el acuerdo firmado entre el Gobierno kurdo y el PKK es una incógnita. En Arbil aseguran que no queda ninguna base guerrillera en el norte de Irak. "Tenemos que fortalecer el acuerdo y esperar que serán lo suficientemente inteligentes para no intentar combatirnos de nuevo. Si lo hacen, serán derrotados otra vez. No queremos verter la sangre de los kurdos", manifiesta Jalal Talabani.

El conflicto con el PKK es algo más que una cuestión incómoda para la naciente estructura nacional kurda en el norte de Irak. La simpatía hacia los hermanos kurdos de Turquía e Irán —sólo les separa una línea llamada frontera— no hace olvidar al joven Gobierno de Arbil que los kurdos de Turquía "tal vez quieren ir en otra dirección", como dice de manera diplomática Ismail Mahmud, miembro de la dirección del PDK en la ciudad de Aqra. Más claramente, el PKK, cuyo objetivo final es un Estado kurdo para todos los

kurdos, sean de Turquía, Irak, Siria o Irán, no es el compañero más recomendable cuando se pretende evitar ser enemigo y objetivo de Ankara, Bagdad, Damasco y Teherán al unísono.

El diablo se llama Apo

F. R. Arbil

En uno de los numerosos controles del Ejército turco, a pocos kilómetros de Silopi, uno de los soldados que inspeccionan mi ordenador descubre en la bolsa de viaje una carpeta con documentación sobre la cuestión kurda. Las siglas del PKK que aparecen en algunos textos desata su interés, que se traduce inmediatamente en una llamada a sus superiores. A los cinco minutos llega un oficial de cara de perro que ojea los papeles como si acabase de descubrir el escondrijo de la plana mayor del PKK. Tras varias idas y venidas y una nueva inspección de mis pertenencias, el oficial me ordena subir a su vehículo junto a dos soldados. En el cuartel de Silopi, el comandante, que chapurrea algunas palabras en francés, acierta a com-

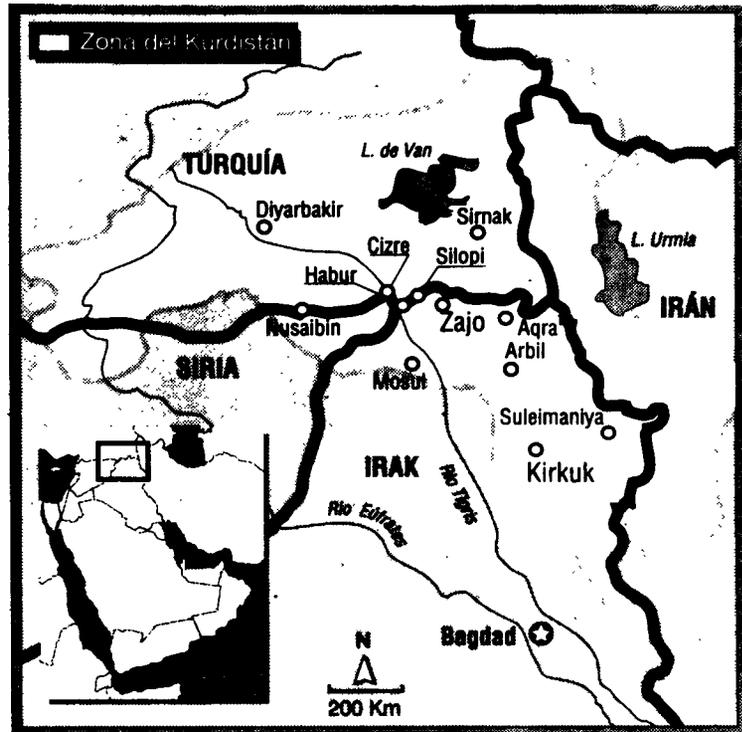
prender algo de lo que se dice del PKK en los recortes de prensa francesa. "No problem, no problem", responde a mi exigencia reiterada de explicaciones.

Paranoia

La situación se enrarece cuando aparecen en la estancia dos individuos de paisano, que se abalanzan literalmente sobre la carpeta. Inspeccionan con lupa papel por papel. Después, el ordenador, el magnetófono, la radio, un mapa de Turquía, las agendas y blocs de notas. Cada vez que descubren las siglas PKK o el nombre de Abdulá Ocalan (Apo), se encienden sus ojos como si vieran al diablo. La paranoia alcanza su punto culminante cuando aparece un ejemplar del *National Geographic* que contiene un reportaje sobre los kurdos. Todo porque reproduce dos fotos de una manifestación de seguidores del PKK en Líbano y de Apo abrazado por sus fieles. De nada sirven las explicaciones de que es una revista legal que nada tiene que ver conmigo. Allí salen Apo y PKK. Y las preguntas: "¿Dónde ha estado en el norte de Irak? ¿Qué ha ido a hacer allí? ¿Ha visto a alguien del

PKK? ¿A Osman Ocalan [hermano de Apo]? ¿Ha estado en alguna de sus bases?" El mayor de los dos individuos de paisano —más tarde me confirman que son miembros de los servicios de espionaje militar— abandona el despacho con toda la documentación. Regresa más tarde y empiezan las discusiones entre los agentes, cada vez más nerviosos, y el comandante. No hay duda, pienso, de que creen haber hecho un gran descubrimiento.

Finalmente, ignoro por qué razón, deciden dejarme marchar. A cambio se quedan con todos los papeles que consideran sospechosos: un artículo que se titula *La Intifada kurda*, otro que contiene un mapa de los territorios habitados por kurdos. "Esto es Turquía y no Kurdistán, como aquí está dibujado. Kurdistán no existe", grita el militar de paisano; o un reportaje en el que aparece varias veces la palabra Apo. La *retención* había durado tres horas. Recientemente, un periodista alemán que estuvo en un campamento del PKK, en el suroeste de Turquía, fue detenido en un control similar y pasó varios días en poder del Ejército turco. Otros reporteros extranjeros han sido víctimas de la *hospitalidad* de los militares turcos.



Le Monde • Jeudi 3 décembre 1992 •

IRAK : pour échapper aux exactions du régime de Bagdad**Les opposants chiites réclament la création d'une zone de protection internationale**

Trois mois après l'imposition, par le Conseil de sécurité des Nations unies, d'une zone d'exclusion aérienne au sud du 32^e parallèle, l'opposition irakienne, basée à Téhéran, juge cette mesure tout à fait insuffisante.

TÉHÉRAN**de notre envoyée spéciale**

« C'est une demi-mesure. Comme si l'on administrait une demi-dose de médicament à un malade qui, plutôt que de guérir ce dernier, rendrait le virus plus résistant. » Sur un ton sentencieux, l'ayatollah Mohammed Baker El Hakim, qui, en exil, dirige de son siège à Téhéran le Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak - rassemblement de plusieurs mouvements islamistes - exige deux mesures supplémentaires : « Il faut interdire au régime de Saddam Hussein l'utilisation d'armes lourdes contre la population, ainsi que toute présence militaire au sud du 32^e parallèle. » Il demande aussi que des missions soient chargées de retrouver les centres de détention où ont lieu des « tueries collectives ».

Depuis l'imposition de la zone d'exclusion, la situation n'a fait, selon lui, que s'aggraver pour la population du sud de l'Irak. « Cela va, dit-il, des

campagnes d'arrestations massives dans les villes, à des actions militaires de grande envergure dans les campagnes, notamment dans les marais, au démantèlement de certaines infrastructures, notamment industrielles. » Sans oublier que le régime est sur le point d'achever la création du « troisième fleuve », un canal destiné à assécher les marais qui bordent le Tigre et l'Euphrate, afin de « paralyser tout mouvement de la population et de la résistance ».

L'ayatollah estime que, si ses exigences sont satisfaites, le régime irakien « tomberait comme un fruit mûr », car il ne tient en place que par la répression. Il souligne que même l'armée échappe en partie à son contrôle : « Des centaines d'officiers ont récemment déserté les rangs de la troupe » et près de quatre cents d'entre eux se seraient réfugiés en Arabie saoudite et presque autant en Iran.

Divergences au sein de l'opposition

Un autre responsable de l'opposition irakienne, M. Nizar Haïdar, l'un des dirigeants de l'Organisation de l'action islamique (OAI), animée par l'ayatollah Mohammed Taki Modarressi, va plus loin. Pour lui, l'Occident, comme il l'a fait au nord du 36^e parallèle pour le Kurdistan, doit

imposer à Bagdad, au sud du 32^e parallèle, une zone de protection internationale de la population. Il affirme que ce serait un coup fatal pour M. Saddam Hussein et que l'opposition, enfin réunie depuis ce qu'il est désormais convenu d'appeler le « congrès de Salaheddine », au Kurdistan, au début du mois de novembre, et dotée de structures de commandement unifiées, pourra prendre le relais après la chute du régime actuel.

Plus vite dit que fait. Car les structures militaires posent déjà problème. L'ayatollah Hakim en dénonce la composition et ajoute : « Je conteste la structure (tripartite) - un chiite, un sunnite, et un kurde - du Conseil présidentiel, qui consacre les divisions communautaires, confessionnelles et régionales. » A son avis, cela conduit au partage de l'Irak. Il avait suggéré un organisme de sept ou neuf mem-

« D'ailleurs, même si l'on doit admettre une représentation sur une base communautaire ou régionaliste, la communauté chiite est, dans l'actuelle composition du Conseil présidentiel, sous-représentée, car elle constitue entre 65 et 70 % de la population irakienne », dit-il, avant de lancer un avertissement : « Nous attendons donc un changement. S'il n'a pas lieu, nous pourrions prendre position. » Il ne veut pas en dire plus. Il

rejette l'idée d'une fédération, dont le principe avait été approuvé par le « congrès de Salaheddine ». « C'est une proposition prématurée. De telles questions doivent être discutées dans des circonstances normales. Or, la situation est aujourd'hui exceptionnelle. Nous ne sommes hostiles à aucune proposition précise. Mais tout ceci doit être décidé par le peuple. »

Des divergences semblent opposer sur ces deux questions l'ayatollah Hakim et l'OAI. Cette dernière, tout en exprimant des réserves sur la structure du Conseil présidentiel et la fédération, n'en affirme pas moins qu'elle accepte la volonté de la majorité du « congrès de Salaheddine ». Son chef, l'ayatollah Modarressi, admet, qu'après la chute du régime de M. Saddam Hussein l'opposition pourrait se déchirer et ce qu'il redoute le plus c'est une division de l'armée sur une base « communautaire ou régionaliste ».

Malgré ses divergences de vues et ses craintes, l'opposition s'emploie toutefois à se faire reconnaître par la communauté internationale et a commencé, depuis le « congrès de Salaheddine », à envoyer des délégations dans plusieurs pays. La semaine dernière, l'une de ces délégations s'est rendue aux Nations unies.

MOUNA NAIM*Le Courrier, Picard - 1^{er} décembre 1992***Bombes au Kurdistan**

Un attentat qui a fait d'important dégâts matériels, a été commis dimanche soir à Erbil (nord de l'Irak) contre des camions utilisés dans les opérations humanitaires de l'ONU au Kurdistan.

Des bombes à retardement avaient été placées sous des camions chargés de produits alimentaires qui venaient d'arriver à Erbil en provenance de la Turquie, via Dohuk.

Les camions, au nombre de huit, se trouvaient sur un parking gardé de l'organisation caritative Care à Erbil, lorsque les bombes ont explosé.

Le chevalier kurde

Seddik, vieux guerrier kurde en exil en France, « 52 sur la Une » et TF1 nous l'avait présenté au début de la guerre du Golfe. Il faisait partie de ces Kurdes, exilés en Corrèze depuis 1988, qui, miraculeusement avait échappé à la mort quand Saddam Hussein avait décidé l'extermination, aux gaz toxiques de la population d'un gros bourg.

Depuis le Kurdistan d'Irak a été placé sous la protection des Alliés. Tenaillé par le nial du pays, le vieux Seddik est retourné, à 71 ans, dans son Kurdistan natal, accompagné par Francine

Buchi et Eric Boubotte qui l'ont suivi dans son courageux périple.

L'occasion d'un reportage unique pour l'équipe de « 52 sur la Une » sur l'une des plus belles vallées du Kurdistan ou Saddam, après avoir décimé la population et déporté les survivants, s'était fait construire des palais dignes des Mille et Une Nuits... Dans ces palais, des centaines de favorites et des courtisans attendaient le bon vouloir du tyran.

Aujourd'hui, Seddik s'interroge : il se demande s'il va rester en France ou dans son pays. Car quoi qu'il en soit, au Kurdistan irakien, la paix reste précaire. L'orage peut se déchaîner à tout moment. Et Saddam Hussein est encore capable de semer la terreur et la désolation. ●

52 SUR LA UNE : Le retour du vieux guerrier

Vendredi 4 décembre à 22 h 30

PÉRIPLÉ D'UN RÉFUGIÉ KURDE

Photo E. Bourbotte

Sédik, ancien Peshmerga, symbole d'une époque héroïque.

Coupé de ses racines, Sédik, réfugié politique, vit en France depuis 1988. Date à laquelle il a tout abandonné... son village, sa famille, sa patrie. "Mon cœur est plein de tristesse. Saddam Hussein, le dictateur, a fait de moi un nomade..." . Francine Buchi et Eric Bourbotte racontent la nostalgie de cet ancien "chevalier" kurde.

Sédik, vieux combattant kurde, a toujours gardé l'espoir de rentrer chez lui la tête haute", explique Francine Buchi, journaliste reporter, qui l'a accompagné pendant trois semaines au cours d'un voyage dans son pays natal. Sédik, réfugié politique, vit actuellement avec sa famille en Haute Loire.

Chassé par les atrocités de Saddam Hussein, les bombardements chimiques, il a fui son pays et sa détresse. Et pourtant, ancien Peshmerga, il a combattu toute sa vie pour libérer le Kurdistan de l'oppression de Bagdad. "Malgré tout, Sédik ne tient pas seulement un discours militaire. Il voit au-delà du combat et garde une vision politique sur son pays. Il est une mémoire historique" ajoute Eric Bourbotte, Journaliste Reporter Images.

Son histoire se confond avec celle de 25 000 réfugiés politiques qui vivent actuellement en Amérique du Nord et en Europe, dont 600 en France.

"MON CŒUR EST ICI"

Après cette longue absence, ce "vieux guerrier" de 71 ans redécouvre avec une profonde émotion sa patrie : "Dieu soit loué, je vois le Kurdistan libéré, l'eau couler libre et fière, symbole de la vie. Mon cœur est gonflé de joie".

Protégé par les Alliés, l'Etat du Kurdistan, qui n'est pas encore reconnu au niveau international, fait l'apprentissage depuis 1991 de son auto-

nomie. Elections libres d'un Parlement, nomination d'un gouvernement. Le peuple kurde, libéré de toutes les oppressions qu'il a connues, s'émancipe peu à peu...

Mais Sédik reconnaît à peine son pays. Les terres sont abandonnées et il cherche en vain la présence de grands troupeaux... Son village natal, "La Grande Source", n'est plus que ruines. A l'emplacement de sa maison qu'il avait construite en 1950, c'est la désolation... Quelque part, il a été effacé du Kurdistan.

L'oncle Mohamed, l'Ancien, raconte "plus de maisons, plus de troupeaux, plus de biens, plus de pommes... Il ne nous reste que notre âme".

Même le cimetière où reposent ses parents est recouvert d'herbes folles. Il retrouve sa famille qui lui confie combien la vie est difficile. "Tout coûte cher, nous sommes soumis à l'embargo, le chômage est important. Nous n'avons ni gaz, ni fuel pour nous chauffer". Il faut survivre sur les ruines, reconstruire dans les quartiers bombardés. Garder l'espoir malgré les souvenirs encore trop proches...

A 200 mètres des lignes irakiennes, au nord du 3ème parallèle, la montagne parle kurde et abrite les Peshmergas. Deux divisions de jeunes soldats, équipés d'armes légères, surveillent des postes militaires irakiens. A tout moment, les bases missiles installées dans les camps adverses peuvent intervenir...

Et à quelques kilomètres du village de Sédik se trouve la vallée des palais de

Saddam Hussein. Celui-ci, après avoir détruit 4 500 villages et décimé la population de l'une des plus belles vallées, s'était fait construire une vingtaine de somptueuses demeures, dignes des mille et une nuits, sur une des plus hautes montagnes du Kurdistan. Aujourd'hui, les Peshmergas en sont maîtres. Symboles d'un luxe et d'un pouvoir, elles se dégradent aujourd'hui dans l'indifférence totale des Kurdes qui ont leurs propres maisons, écoles et routes à reconstruire. "Il ne faut pas que nos enfants soient illettrés, nous devons vivre comme tout le monde dans la paix et la sécurité".

Après la guerre du Golfe, les Alliés ont décidé de protéger tout particulièrement cette vallée fertile, proche de la frontière. Rassurés, les paysans reviennent peu à peu. C'est le cas de la famille de Sédik. La vie ne demande qu'à renaître. Aujourd'hui, il y a une centaine de familles venues s'y établir. Paysans dans l'âme, les Kurdes s'attèlent à la culture de la terre. Comme ses frères, Sédik garde une lueur d'espoir.

"D'ailleurs, il ne souhaitait pas rentrer en France, et voulait vivre comme un Kurde parmi les Kurdes et mourir dans son pays. Malheureusement, le Kurdistan est écartelé entre la misère et la tourmente insupportable de la guerre. En France, il n'a pas cette problématique du quotidien. Le vieux guerrier, le cœur déchiré, a choisi de retourner auprès des siens en Haute Loire", conclut Eric Bourbotte.

Christine Dupuis

A l'origine, l'affaire de l'Irakgate – ainsi baptisée en référence au Watergate (les écoutes téléphoniques installées à l'état-major de campagne du Parti démocrate en 1972 à la demande de Nixon) et à l'Irangate (l'échange d'armes contre les otages de Téhéran en 1980) – repose sur l'implication d'une banque d'Etat italienne, la Banca Nazionale del Lavoro (BNL), dans le financement illégal des achats d'armes du gouvernement irakien aux Etats-Unis et surtout en Grande-Bretagne. Proche du parti socialiste de Bettino Craxi et dirigée par le président des Amitiés italo-arabes, Nerio Nesi, la BNL d'Atlanta aurait pu agir sous la seule autorité du gouvernement de Rome. Il n'en est rien, comme le montre l'enquête d'Alan Friedman, du *Financial Times*. C'est en concertation avec les gouvernements américain et britannique que tout le système a été mis en place ; à partir de novembre 1989, le vote d'un crédit de financement destiné à l'agriculture irakienne a permis de détourner de nouvelles sommes pour continuer le processus avec de meilleures garanties de paiement. La CIA s'est chargée de la couverture de l'opération. Et, lorsque le scandale a éclaté – d'abord aux Etats-Unis – après la guerre du Golfe, l'Administration a fait tout son possible pour l'enterrer. Pourquoi tant de bruit pour un problème somme toute assez banal ? La presse arabe (avec *Asharq al-Awsat*) y voit une hypocrisie et une inconséquence des Occidentaux, qui, de surcroît, sont en train de recommencer les mêmes erreurs avec l'Iran. Etonnamment, un ami inconditionnel d'Israël comme Abe Rosenthal partage ce point de vue dans *The New York Times*. Mais, comme le rappelle utilement Martin Woolcott dans *The Guardian*, le tollé qui s'élève aujourd'hui à l'encontre de Londres et de Washington peut ouvrir sans doute une voie juridique à la mise à plat des problèmes de ventes d'armes et de prolifération nucléaire et balistique au Moyen-Orient. Exactement comme le scandale du Watergate fut, en son temps, le moyen pour les Etats-Unis de remédier aux abus de l'exécutif et aux privilèges exorbitants des services spéciaux.

Après Washing piégés par le

Ventes d'armes à Saddam Hussein : la fin de la loi du silence

Les ministres britanniques ployant sous le torrent d'accusations qui les accablent trouveront sans doute une piètre consolation dans l'idée qu'ils ne sont pas les seuls à se voir reprocher d'avoir aidé Saddam Hussein à s'armer avant l'invasion du Koweït.

Nombre de leurs collègues politiques, ainsi que des dirigeants, des banquiers, des hommes d'affaires, des marchands d'armes et des agents des services secrets font aujourd'hui l'objet d'accusations comparables dans des pays aussi divers que les Etats-Unis, l'Italie, l'Afrique du Sud et le Chili.

Malgré la politique officiellement proclamée de restriction des ventes d'armes et de technologies militaires à l'Irak, la machine de guerre de Bagdad a exercé une attraction irrésistible. Et même quand le président irakien a utilisé ces armes contre son propre peuple, gazant les Kurdes et menaçant le Moyen-Orient tout entier avec son arsenal de missiles de plus en plus fourni et sa technologie nucléaire, les ventes n'ont pas cessé.

L'affaire Matrix Churchill, qui a fini par émerger laborieusement de documents officiels jusqu'ici tenus secrets, va faire l'objet d'une enquête judiciaire. Mais ce n'est là que la dernière péripétie d'une étrange histoire qui commence au début des années 80.

A l'époque, l'Occident avait décidé que, de deux maux, il fallait choisir le moindre et qu'il convenait donc de soutenir Saddam Hussein pour protéger les ressources pétrolières stratégiques du Golfe face aux mollahs d'un Iran khomeyniste apparemment de plus en plus agressif.

Il y a suffisamment de preuves du soutien de Washington et de Londres à Saddam Hussein pendant les huit années de la guerre Iran-Irak. Mais ce penchant pour le maître de Bagdad a continué bien au-delà de la fin de cette guerre à l'automne de 1988, et des documents ont été découverts qui prouvent que ce soutien a duré jusqu'à quelques jours avant l'invasion irakienne

du Koweït, en août 1990. Pourquoi cela ? Certains gouvernements tenaient à participer à la course au profit constituée par l'énorme programme de "rééquipement" irakien. D'autres sont partis d'une erreur de jugement, Saddam Hussein étant considéré comme le seul homme susceptible de contribuer à la stabilité d'une région souffrant d'instabilité chronique.

Saddam Hussein se tourna vers l'Occident pour ses fournitures en armes et en technologie quand l'Union soviétique, qui l'avait longtemps parrainé, a commencé à montrer des signes de faiblesse. Pourtant, dans la plupart des pays occidentaux, des textes de loi ou des directives politiques très strictes, appuyées par des résolutions de l'ONU, interdisaient la vente d'armes et de technologie militaire.

5 milliards de dollars de prêts illégaux

Mais il existe toute une zone d'ombre, certaines technologies pouvant servir aussi bien à des fins civiles que militaires. Cette zone aux contours flous laissait aux autorités toute latitude d'appliquer les directives à la lettre ou – comme cela semblait plus souvent être le cas – avec souplesse. C'est dans la pénombre de cette zone que le scandale désormais baptisé "Irakgate" connaît plusieurs rebondissements.

Une directive secrète du Conseil national de sécurité américain, signée en 1989 de la main de George Bush et récemment rendue publique, montre que l'aide financière et technologique à l'Irak a été considérée comme une priorité politique essentielle, une façon de s'assurer que Saddam Hussein jouerait le rôle de gendarme de l'Occident dans la région.

Les documents qui viennent d'être rendus publics par les tribunaux en Grande-Bretagne, et qui mettent hors de cause trois dirigeants de l'entreprise de machines-outils de Coventry Matrix

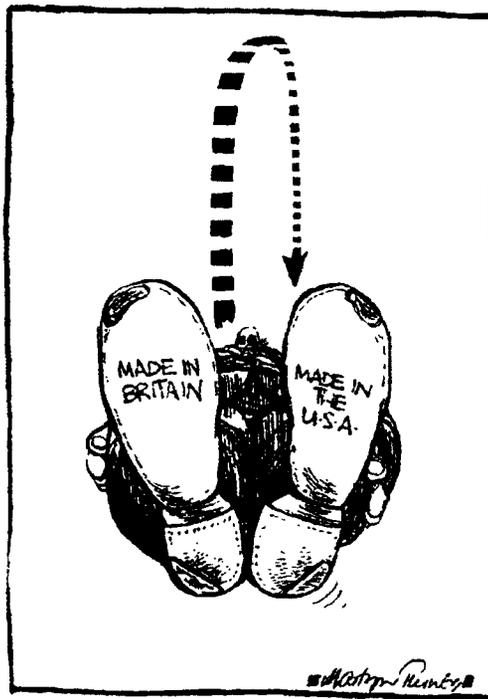
ton, Londres et Rome scandale de l'Irakgate

Après avoir copieusement alimenté les journaux américains, l'affaire de l'Irakgate rebondit en Grande-Bretagne. La vente illégale d'armes à l'Irak fait aujourd'hui la une de la presse britannique. Ce qui scandalise d'ailleurs, ce n'est pas tant les ventes d'armes elles-mêmes que les entraves à la justice et les faux de la Maison Blanche pour tenter d'étouffer l'affaire. Alan Friedman suit la piste depuis six ans.

Alan Friedman - *Financial Times* (Londres)



Si on retournait Saddam Hussein... Dessin de Turner paru dans *The Irish Times* - Dublin



Churchill (dont les propriétaires sont irakiens), démontrent que des ministres du gouvernement de Margaret Thatcher étaient au courant que cette entreprise était un élément clé du réseau d'approvisionnement en armement de Bagdad.

Paul Henderson, ancien directeur général de Matrix Churchill, a déclaré avoir travaillé pendant près de quinze ans avec l'un des services secrets britanniques, le MI 6, avec pour tâche de transmettre à Londres de l'information sur le programme nucléaire militaire de Saddam Hussein. De toute évidence, lui et son entreprise étaient trop précieux pour qu'on décidât de se passer de leurs services.

A Washington, il semble bien qu'on soit sur le point de nommer spécialement un magistrat pour

enquêter sur l'Irakgate, à la suite des conclusions d'un magistrat du département américain de la Justice selon lesquelles il existait de sérieuses présomptions à l'encontre de hauts responsables américains. Il n'a pu être prouvé que les responsables avaient enfreint en connaissance de cause leurs propres lois interdisant de fournir des armes à l'Irak, mais un certain nombre d'indices vont dans ce sens.

Le tableau général qui est en passe de se dessiner laisse à penser que de hauts responsables de trois pays sont impliqués dans cette affaire. Ils ont utilisé des banques, des entreprises privées, des agences gouvernementales, ainsi que l'argent des contribuables, dans leur entreprise clandestine d'aide militaire à un dictateur.

Il apparaît désormais clairement que Matrix était non seulement au centre du réseau d'approvisionnement en matériel militaire de Bagdad, mais aussi au cœur d'un scandale connexe : quelque 5 milliards de dollars de prêts illégaux accordés à l'Irak de 1985 à 1989 par une succursale obscure d'Atlanta, en Géorgie, de la Banca Nazionale del Lavoro, propriété de l'Etat Italien.

La BNL d'Atlanta finançait Matrix et de nombreuses autres sociétés fournissant à l'Irak de la technologie exploitable à des fins militaires. L'immunité accordée aux Etats-Unis à M. Henderson contre des poursuites relatives au scandale de la BNI, soulève deux questions : dans quelle mesure était-il au courant du rôle joué par l'Administration dans l'armement de l'Irak, et pour quelles raisons a-t-il bénéficié d'une immunité ?

La volonté du président Bush

J'ai commencé à suivre cette affaire à Milan et à Rome il y a bientôt six ans. Puis j'ai appris qu'il existait des liens entre des sociétés européennes et un réseau de ventes d'armes de seize sociétés établies en Suisse. Le système était connu sous le nom de réseau Consen et il permettait de fournir du matériel pour un projet de missile balistique à capacité nucléaire financé par les Irakiens, baptisé Condor 2. Cela se passait entre 1986 et 1988. Quand j'ai affirmé alors que l'Irak travaillait en secret à une arme nucléaire, les gens avaient tendance à sourire, comme si j'étais un vieil oncle un peu fou.

En août 1989, alors que je travaillais à Milan pour le *Financial Times*, je fus frappé un jour par un communiqué de presse laconique (quatre lignes, émanant de la BNL à Rome) selon lequel des "irrégularités" avaient été découvertes à la succursale de la banque à Atlanta. Quelques jours plus tard, un confrère de Londres me donna un tuyau concernant une société du nom de Matrix Churchill. Quand je téléphonais à un contact bien placé à Rome et que je mentionnais dans une même phrase les mots "BNL" et "Matrix Churchill", il y eut un silence soudain au bout du fil, suivi d'une invitation étrangement nerveuse à sauter dans un avion pour venir dîner à Rome le soir même.

Puis, à Rome, nous avons passé la nuit entière à

dîner, à boire du whisky, à fumer Marlboro sur Marlboro au bar d'un hôtel, en parlant de nos soupçons sur le financement possible du missile Condor irakien par la BNL d'Atlanta. A 5 heures du matin, mon contact avait traversé Rome pour revenir avec un élément qui semblait prouver le fait.

Ce que nous savons aujourd'hui par le biais d'interviews et de documents, c'est que, le vendredi 4 août 1989, le FBI a perquisitionné et mis sous scellés les bureaux de la BNL d'Atlanta. Il y a découvert des registres dissimulés faisant état de gigantesques prêts irakiens concédés à Matrix Churchill et à d'autres sociétés. La nuit précédente, Gerald Corrigan, président de la Réserve fédérale de New York, avait téléphoné à un haut responsable de la Banque d'Italie pour le prévenir de l'imminence de la perquisition. Des dirigeants de la Réserve fédérale de New York rencontrèrent des dirigeants de la Banque d'Italie à Rome le 4 août à 10 heures du matin pour discuter des moyens d'éviter la perturbation que pourrait déclencher un gros scandale bancaire sur les marchés financiers mondiaux. Ce soir-là, Nerio Nesi, le président, et Giacomo Pedde, le directeur de la BNL, furent conviés à une réunion avec Lamberto Dini, directeur général de la Banque d'Italie. Quand les dirigeants de la BNL furent informés de l'affaire d'Atlanta, ils parurent choqués. Bien qu'ils aient affirmé ne rien savoir des prêts irakiens, le gouvernement italien les renvoya tous deux de la BNL quelques semaines plus tard.

Ce qu'aucun d'entre nous ne savait en 1989, c'est que les comptes rendus de presse sur l'aspect militaire de l'affaire influaient sur la capacité qu'avaient Londres et Washington de continuer à aider l'Irak. A un moment où l'Irak était peu solvable, son principal pipeline financier, celui d'Atlanta, fut fermé. Ce n'est qu'aujourd'hui que les documents américains et britanniques qui ne sont plus sous le sceau du secret racontent cette histoire, certains d'entre eux citant des articles du *Financial Times*.

Lors d'une réunion en octobre 1989, James Baker, secrétaire d'Etat à l'époque, fut même pris à partie par Tarek Aziz, alors ministre irakien des Affaires étrangères, au sujet des informations publiées dans les journaux occidentaux.

C'est alors qu'advint un événement extraordinaire. Le 6 novembre 1989, la CIA envoya un rapport sur la BNL et le réseau de Matrix Churchill au département d'Etat et au Conseil national de sécurité à la Maison Blanche. Quelques quarante-huit heures plus tard, le 8 novembre 1989, de hauts responsables à la Maison Blanche, affirmant qu'il s'agissait de la volonté du président Bush, approuvèrent un milliard de dollars de garantie de prêts du gouvernement américain pour des exportations de produits agricoles américains à l'Irak, sans doute partiellement en réponse aux demandes qu'Aziz avait faites à Baker.

De nombreuses notes internes montrent que certains responsables craignaient que l'Irak soit profondément impliqué dans l'affaire de la BNL et que, étant donné que certains des prêts de cette banque bénéficiaient de garanties du gouvernement, ce nouveau milliard de garanties américaines n'aurait jamais dû être accordé. Comme l'a admis l'an dernier un haut respon-

sable de l'Administration Bush lors d'une enquête menée conjointement l'an dernier par le *Financial Times* et la chaîne de télévision ABC, "nous savions que cette affaire de la BNL sentait vraiment mauvais. Il y avait eu suffisamment de signes d'avertissement pour que nous nous inquiétions à propos de la BNL. Mais un conseiller de Baker affirma lors de la réunion que le fait de refuser le milliard de dollars de garanties serait contraire aux intentions du Président".

Nous savons maintenant qu'au début de 1990 le gouvernement italien envoya son ambassadeur de Washington rencontrer des responsables américains, dont Dick Thornburgh, alors à la tête du département de la Justice, pour essayer de faire pression sur l'Administration Bush afin d'éviter que la BNL ne se retrouve sur le banc des accusés. Thornburgh a déclaré récemment qu'il ne se souvenait pas de la réunion, bien que celle-ci figure en détail dans les rapports internes de la BNL.

En février 1990, d'après les notes internes de la Federal Reserve, Thornburgh a empêché les enquêteurs américains venus à Istanbul et à Rome de continuer à se pencher sur l'affaire BNL. En avril 1990, Corrigan, de la Réserve fédérale de New York, apprenait par une note interne que l'enquête sur l'affaire BNL à Atlanta était rendue difficile "par ce qui est ressenti comme une ingérence du département de la Justice à Washington".

A l'automne de 1990, un membre démocrate du

Congrès, Henry Gonzalez, président du House Banking Committee [commission de la Chambre des représentants chargée de contrôler les activités bancaires], décidait d'apporter en solitaire sa contribution à l'enquête. Il ne tint pas compte de la demande écrite de Thornburgh, en septembre 1990, de cesser d'entendre des témoins sur l'affaire BNL pour des raisons de "sécurité nationale". Au cours des dix-huit derniers mois, il s'est souvent retrouvé, tard le soir, devant une Chambre des représentants vide pour faire consigner dans les procès-verbaux du Congrès une série de documents secrets relatifs à l'Irak.

Etayant ses affirmations de documents, M. Gonzalez a révélé, entre autres, comment la BNL a contribué à financer le projet "super-canon" irakien - ce canon de 1 000 mm conçu par Gerry Bull, scientifique canadien spécialisé dans la balistique, assassiné à Bruxelles en 1990 - et comment des filiales de Matrix Churchill y ont participé. L'équipe de M. Gonzalez a découvert que l'Administration Bush, contrairement aux déclarations officielles, avait donné son feu vert pour des licences d'exportation autorisant la société de M. Bull, la Space Research Corporation, à livrer du matériel dans des endroits déjà identifiés par les services de renseignements américains comme étant des sites militaires irakiens. La semaine dernière, le Sénat italien a voté pour rouvrir l'enquête sur l'affaire BNL-Irak qui, en 1991, avait fini par s'essouffler.

1985-1992 : sept ans d'exportations sensibles entre la Grande-Bretagne et l'Irak

Courrier  International

De janvier 1988 à août 1990, des membres du gouvernement britannique ont systématiquement couvert, voire encouragé la vente de matériel militaire et de technologie sensible à l'Irak. John Major, qui a passé quelques mois à la tête du Foreign Office en 1989, ne pouvait pas l'ignorer. Il doit avoir le courage de le dire et admettre qu'il a trompé le Parlement et l'opinion, estime l'hebdomadaire *Observer* qui publie la chronologie des événements :

● **Octobre 1985.** interdiction des ventes d'armes et de technologies militaires à l'Irak et à l'Iran, alors en pleine guerre.

● **Janvier 1988.** Le secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, Alan Clark, promet aux membres de l'Association des exportateurs de machines-outils (dont fait partie l'entreprise Matrix Churchill rachetée par des hommes d'affaires irakiens en 1987) de plaider pour une levée des restrictions à l'exportation vers l'Irak.

● **Février 1988.** Des documents secrets remis aux avocats de la société Matrix Churchill laissent entendre que, dès cette époque, Margaret Thatcher est au courant de la controverse sur les exportations "sensibles" vers l'Irak.

● **Août 1988.** Fin de la guerre Iran-Irak.

● **Novembre 1988.** Le ministre délégué à l'Industrie, annonce à Bagdad l'ouverture d'un crédit commercial de 400 millions de livres.

● **Décembre 1988.** Accord secret entre des responsables du Foreign Office, du Commerce extérieur et de la Défense pour favoriser une interprétation laxiste des restrictions à l'exportation.

● **Juillet-octobre 1989.** John Major dirige le Foreign Office. Son subordonné William Waldegrave commence à se rendre compte du danger militaire irakien et refuse de signer certaines licences d'exportation. Toute mention de John Major a mystérieusement disparu des documents de l'époque concernant les exportations sensibles.

● **Novembre 1989.** William Waldegrave accepte de céder aux pressions "pro-exportation", à condition d'être déchargé de toute responsabilité en cas d'enquête parlementaire.

● **Avril 1990.** L'affaire du "super-canon" éclate.

● **Juin 1990.** Les douanes enquêtent sur les exportations de Matrix Churchill vers l'Irak. Le ministre du Commerce, Nicholas Ridley défend la nécessité des relations commerciales avec Bagdad.

● **Juillet 1990.** Une licence d'exportation est accordée à Matrix Churchill six jours avant l'invasion du Koweït.

● **Décembre 1990.** John Major défend le caractère non nuisible et légal des exportations de technologie britannique vers l'Irak.

● **Septembre 1992.** Début du procès de l'entreprise Matrix Churchill. ■

Le 28 février 1991, plusieurs heures après la fin de l'opération Tempête du désert et quelque dix-neuf mois après la perquisition du FBI à Atlanta, l'Administration Bush est finalement passée au stade des inculpations. Elle a présenté l'affaire BNL-Matrix comme étant orchestrée uniquement par Christopher Drogoul, le directeur de la succursale d'Atlanta, qui avait négocié avec des responsables à Bagdad et avec M. Henderson à Coventry.

La CIA dissimule les preuves

Il a fallu attendre juin 1992 pour qu'une date soit fixée pour le procès de Drogoul. Puis, à la dernière minute, les autorités américaines ont accepté d'abandonner de nombreux chefs d'accusation à condition que l'inculpé accepte de coopérer et plaide coupable pour les charges retenues.

En juillet 1992, les affirmations de Gonzalez se voyaient corroborées par cinq autres enquêtes du Congrès. Des démocrates, siégeant au House Judiciary Committee [commission judiciaire de la Chambre des représentants], demandèrent qu'un magistrat soit spécialement nommé pour instruire le dossier de l'Irakgate. La commission a même évoqué les actes dont se seraient rendus coupables les hauts responsables de l'Administration Bush, soupçonnés d'avoir contribué à armer et financer secrètement l'Irak. A savoir : entrave à la justice, faux témoignage, trafic d'influence dans les milieux financiers et faux en écritures.

William Barr, qui a remplacé Thornburgh à la tête du département de la Justice et lui-même ancien collègue de Bush du temps où il était directeur de la CIA, en 1976, a jusqu'à présent refusé de nommer spécialement un magistrat. Au lieu de cela, il a nommé Frederick Lacey, un juge républicain à la retraite du New Jersey, pour poursuivre l'enquête et le tenir au courant ; M. Barr, cependant, devait annoncer au Congrès lundi dernier que les allégations à l'encontre des membres de l'Administration Bush étaient suffisantes pour justifier le passage à l'étape suivante : une poursuite de l'enquête pouvant entraîner la nomination d'un magistrat spécial.

Il y a deux mois, les dimensions internationales de la saga de l'Irakgate sont apparues encore plus clairement à Atlanta, alors que le juge Marvin Shoob, un juge fédéral farouchement indépendant, présidait ce qui aurait dû être de brèves audiences destinées à déterminer la peine de prison pour Drogoul.

Entre-temps, Drogoul avait choisi un nouvel avocat - un homme habile du sud des Etats-Unis du nom de Bobby Lee Cook. M. Cook a vite bouleversé l'affaire à propos de l'Administration Bush en apportant des preuves et des témoignages suggérant que le siège de la BNL à Rome était mêlé à l'affaire irakienne et que des agents secrets américains pourraient être également impliqués.

Au beau milieu de l'instruction d'Atlanta, deux

anciens cadres supérieurs de la BNL en Italie ont exposé en détail la manière dont ils avaient été impliqués, avec six autres cadres de Rome, dans les prêts de la BNL d'Atlanta à l'Irak. Le raisonnement selon lequel M. Drogoul avait agi seul ne tenait alors plus debout. Le juge Shoob a ensuite déclaré au tribunal qu'il avait lu des documents de la CIA, prouvant formellement que Rome était impliqué. Peu après, l'Administration Bush a demandé que les auditions de la BNL d'Atlanta soient suspendues et a affirmé qu'il serait désormais permis à M. Drogoul de plaider non coupable et d'être jugé dans un véritable procès.

A Clinton de tenir ses promesses

Le mois dernier, un rebondissement encore plus surprenant s'est produit : la CIA et les membres du département de la Justice ont déclaré, lors d'une commission du Sénat, qu'ils avaient délibérément fourvoyé le ministère public en dissimulant les rapports des services de renseignements des Etats-Unis relatifs à la participation de Rome. La CIA et le département de la Justice se sont, par la suite, engagés dans un débat public inhabituel afin de savoir lequel des deux avaient poussé l'autre à mentir. Alors même que les membres démocrates du Congrès avaient jeté l'opprobre sur l'Administration Bush, ils se sont mis d'accord pour mener une enquête chacun dans leurs propres services. Le FBI a été finalement chargé d'enquêter sur les deux organes.

Le juge Shoob a ensuite fait une synthèse de l'affaire dans un arrêté judiciaire qui déclare : *"Il est manifeste que des décisions visant à influencer le cours de ce procès ont été prises dans les hautes sphères du département de la Justice, du département d'Etat et du département de l'Agriculture des Etats-Unis, ainsi qu'à l'intérieur des services de renseignements, et que des informations ont dû être dissimulées à des magistrats chargés d'enquêter sur cette affaire."*

On ne peut être plus clair. En outre, le procès Matrix qui a échoué à Londres ressemble en bien des points à l'affaire d'Atlanta. Où en est l'affaire de l'Irakgate ? Si l'Administration Bush ne nomme pas spécialement un enquêteur, il appartiendra au président Bill Clinton de tenir ses promesses électorales et d'en nommer un.

Je suis parmi ceux qui sont convaincus qu'il est fort probable que, si un magistrat enquête spécialement sur cette affaire, les membres de l'Administration Bush seront accusés d'avoir contribué à étouffer l'affaire. Comme lors du Watergate, c'est cet aspect de l'affaire et non les délits sous-jacents qui se révéleront décisifs.

La route a été longue pour en arriver là - de nombreux kilomètres, de nombreux documents et de longues années. Mais il n'y a aucun signe de fatigue ni à Londres ni à Rome, et encore moins à Washington. Ces scandales sont très longs à démêler. ■

Au Proche-Orient, les Occidentaux sont

Bush a armé l'Irak, Clinton arm era-t-il l'Iran ?

L'ère du "top secret" n'a que trop duré. L'arrivée de Bill Clinton à la Maison Blanche est – peut-être – l'occasion rêvée de faire le ménage dans les placards malodorants de la diplomatie américaine. Encore faut-il se poser les bonnes questions, et arrêter de vendre des armes à n'importe qui. Avant qu'il ne soit trop tard.

A.M. Rosenthal - *The New York Times*

Heurieux Bill Clinton. Il veut le changement. Eh bien, il détient à lui seul le pouvoir d'apporter un changement historique dans le domaine de la guerre et de la paix. En tant que président, il peut mettre un terme au jeu de dupes diplomatique qui a conduit les Etats-Unis à la guerre au Moyen-Orient et pourrait les y entraîner à nouveau. Pendant des dizaines d'années, sans même s'en rendre compte, les Américains en ont été les victimes.

Chaque jour, Washington rassemble des montages d'informations aux frais du contribuable – ce qui est dommageable aux programmes d'aide aux indigents – et les estampille de la mention "top secret".

Parfois, la presse ou le public s'en irritent un peu et se plaignent que le jeu soit aussi truqué que le bonneteau. Dans ce cas, tout ce que les officiels du gouvernement ont à faire pour gagner la partie, c'est de baptiser le jeu "Sécurité nationale".

Ceux qui posent des questions sont supposés battre en retraite et hocher la tête d'un air entendu.

La plupart du temps, ces secrets n'ont rien à voir avec la sécurité nationale. Ils concernent plutôt des arrangements diplomatiques du département d'Etat, ou permettent à Washington ou à une capitale étrangère d'éviter des ennuis. Ou encore, il s'agit tout simplement de protéger les arrières de certains bureaucrates.

C'est un jeu dangereux. La guerre du Golfe aurait-elle eu lieu si les citoyens américains avaient su dès le début que Saddam Hussein avait été le bénéficiaire d'un soutien politique et militaire de l'Occident ?

Puisque Washington le savait, que Saddam Hussein le savait, que les ministères des Affaires étrangères, amis et ennemis, le savaient, pourquoi cette politique a-t-elle été tenue secrète auprès du public américain ? Quelle peut bien être l'excuse, cette fois, alors que l'Iran et la Syrie bénéficient de livraisons d'armes étrangères ? Qui est-ce qui nous réveillera avant une nouvelle guerre ?

Un nouveau président pourrait le faire. Il pourrait exiger qu'on lui réponde rapidement à certaines questions :

1. Est-il exact que la technologie occidentale nécessaire à la production d'armes classiques et nucléaires inonde actuellement l'Iran en échange de la manne pétrolière ?
2. Des officiels américains commencent-ils à s'en inquiéter au point de donner l'alarme aux gouvernements occidentaux ?
3. Si les réponses aux questions 1 et 2 sont affirmatives – et elles le sont – pourquoi Washington a-t-il tant tardé à s'en inquiéter aussi ?
4. Quelles informations a-t-on sur le soutien que l'Iran apporte aux musulmans intégristes, et la Syrie aux terroristes ?
5. Et, puisque la Syrie et l'Iran sont sur la liste

américaine des "Etats terroristes", les Etats-Unis ne commettent-ils pas un acte d'autodestruction pur et simple en leur vendant un potentiel de guerre quel qu'il soit ?

Un nouveau président pourrait se poser bien des questions. Car, si tout cela existe, pourquoi le public américain – qui devra payer de son sang ou de son argent, peut-être même des deux – ne devrait-il pas être immédiatement mis au courant ?

Le président aura le pouvoir, politique et exécutif, d'ouvrir les placards moisiss de la diplomatie américaine. Pour remplacer James Baker et sa coterie, il pourra faire appel à des gens désireux d'ouvrir des tiroirs à secrets injustifiés. Mais il

Les alliés pris à leur pr

Pourquoi les Etats occidentaux promulguent-ils des lois qu'ils s'empressent ensuite de transgresser ? Après tout, les dirigeants qui se débattent aujourd'hui dans le scandale de l'Irakgate sont ceux qui avaient décrété hier que les ventes d'armes à Bagdad étaient illégales. Le quotidien saoudien de Londres *Asharq al-Ausat* souligne l'inconséquence des Occidentaux. Et appelle de ses vœux la création d'un organisme international pour le contrôle des exportations de matériels militaires.

Asharq al-Ausat (Londres)

Si l'on considère les difficultés auxquelles est confronté le chef du gouvernement britannique John Major – chute libre de la livre et révolte à l'intérieur du Parti conservateur –, on peut dire qu'il n'avait vraiment pas besoin de cela. Aujourd'hui, M. Major doit faire face à l'une des crises les plus graves qu'il ait jamais connues depuis qu'il est au 10 Downing Street.

Le problème, qui en apparence se réduit à une simple affaire de vente illégale de matériels et de technologie militaires au président Saddam Hussein, pose en réalité la question de la relation entre le gouvernement et la loi.

En 1974, le gouvernement britannique avait défini une ligne politique claire vis-à-vis de la guerre Iran-Irak, fondée sur une attitude de neu-



Les Etats-Unis ont soutenu l'effort de guerre de l'Irak. "On dirait que toutes nos pertes sont dues à nos propres armes." Dessin de Wasserman paru dans le Boston Globe

toujours prêts à refaire les mêmes erreurs

devrait s'assurer qu'ils gardent, quand ils seront au pouvoir, le même enthousiasme et la même rigueur pour ce qui est de l'information du public qu'au moment où ils proposaient leur candidature. Il devra également aboutir avec le Congrès à une solide législation contre la vente de matériels de guerre à des ennemis potentiels, telles les dictatures terroristes du Moyen-Orient, et à des sanctions contre les sociétés étrangères qui se livrent à ces ventes.

Ce sera un test difficile pour un président qui a été élu en promettant des emplois et un tournant économique. Il subira les pressions des industries d'armement de haute technologie, de leurs lobbies, des syndicats et des salariés de ces sociétés, pour l'obliger à agir lentement et en douceur, voire à ne pas agir du tout.

La réussite de M. Clinton dépendra de ses propres convictions et de sa capacité à transformer l'industrie d'armement en une industrie de temps de paix. Et que cela ne soit pas un slogan mais une réalité. Il y a des membres des deux Chambres du Congrès qui se sont battus pour une législation solide interdisant la vente de technologies militaires aux Etats terroristes. Ils sont prêts à l'aider.

L'un d'eux est bien connu de Bill Clinton : il s'appelle Al Gore. Rien de tel qu'un petit coup de veine pour un nouveau président. ■

op re piège

tralité. Malgré cela, au su du gouvernement, de grandes quantités d'armes, de matériels et de technologies sophistiquées ont été vendues aux deux belligérants. En d'autres termes, le gouvernement britannique a lui-même transgressé la loi qu'il a édictée. A l'époque, et de concert avec d'autres capitales occidentales, le gouvernement britannique a mis en œuvre une politique dont l'objectif était de neutraliser l'Irak et l'Iran par une longue guerre destructrice. L'invasion du Koweït et ce qu'elle a entraîné comme menace pour les intérêts des grandes puissances ont totalement modifié la situation. On a alors commencé à parler de ventes d'armes illégales ; et des ministres ont fait endosser à des hommes d'affaires les erreurs dont ils étaient eux-mêmes responsables.

Ce qui pose problème à l'heure actuelle n'est pas la polémique qui fait rage autour de ces pratiques – que l'on pourrait justifier au nom de "l'intérêt national" –, mais le fait de savoir si les ministres ont ouvertement enfreint la loi, ou ont essayé de protéger en secret et de manière illégale des hommes d'affaires.

John Major a réagi très vite. Pour faire taire ses détracteurs, il a appelé à l'ouverture d'une enquête judiciaire. Mais on n'a peut-être pas réuni suffisamment d'éléments pour la faire aboutir. Cependant, l'enquête peut révéler des faits et apporter des preuves qui risquent d'aggraver encore la situation du gouvernement.

Toute l'affaire porte donc sur la révision de la politique de ventes d'armes, notamment après d'importantes livraisons à l'Irak. A l'époque, aucun expert occidental n'avait songé que l'Irak utiliserait cet armement contre les forces alliées. Tout le monde a été surpris. Mais, quand on connaissait suffisamment Saddam Hussein et son régime, il n'était pas difficile de comprendre que la politique irakienne était orientée vers la guerre.

Aujourd'hui, on a neutralisé l'Irak, on l'a éliminé en tant que menace dans la région du Golfe. Mais au moment où de nouveaux dangers pointent à l'horizon, certains pays continuent à armer l'autre puissance maléfique de la région, l'Iran. Au cours de la dernière réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, John Major a proposé la création d'une agence internationale pour le contrôle de l'exportation d'armes à destination de régimes "à

risques". Le scandale actuel – version britannique de l'Irakgate – illustre la nécessité d'une telle initiative, ainsi que de toutes celles qui auraient le mérite de désarmer un éventuel agresseur. ■

Les Etats-Unis continueront à vendre à des crapules

Courrier  International

Bill Clinton renoncera-t-il vraiment à vendre à des "capitales à risques" ? "Probablement pas", répond R. Jeffrey Smith dans le *Washington Post*. Les pays en voie de développement reçoivent 35 % des exportations américaines et comptent pour 78 % dans leur croissance de ces dernières années. Et ces pays recherchent précisément le type de technologie qui se prête indifféremment à des usages civils ou militaires. Le futur président américain a beau afficher sa volonté de moraliser les relations internationales, les Etats-Unis continueront à vendre à des crapules, parce que c'est leur intérêt. ■

L'ennemi de mon ennemi...

L'expérience devrait avoir appris quelque chose à l'Occident : les tentatives pour contrôler ses ennemis potentiels au Moyen-Orient en armant d'autres Etats tournent toujours mal. Et pourtant, l'ostracisme pratiqué par les Etats-Unis contre l'Iran montre que les leçons – la guerre Iran-Irak et la guerre du Golfe – n'ont pas servi...

Martin Woollacott - *The Guardian* (Londres)

Nous sommes censés nous préoccuper de la duplicité du gouvernement britannique à propos des ventes d'armes à l'Irak, et nous inquiéter de ce qu'une telle attitude puisse se reproduire à l'avenir avec d'autres pays présentant une menace similaire au Moyen-Orient. L'ennemi de demain que nous désigne Washington est l'Iran, et les Etats-Unis ont envoyé leurs représentants partout en Europe pour nous mettre en garde contre la vente de technologies militaires ou "duales" [d'usage civil et militaire] à l'Iran, du type de celles qui ont mené l'Irak au bord de la capacité nucléaire.

Les mensonges et la mauvaise foi du gouvernement sont répréhensibles. Mais nous ne les comprendrons pas – et il nous sera inutile de les condamner – si nous ne voyons pas qu'ils participent des relations pathologiques de l'Occident avec le Moyen-Orient depuis au moins vingt ans. Par un ironique retour des choses, les Américains se braquent à nouveau sur l'Iran, alors que la

course aux armements au Moyen-Orient remonte à 1972, quand les Etats-Unis ont décidé, selon les propres termes de Henry Kissinger, que leur politique consistait "en effet, à donner au Chah entière satisfaction en matière d'achats d'armes".

La Grande-Bretagne s'est mise allégrement de la partie. L'armée du Chah disposait de plus de chars de fabrication britannique ultramodernes que l'armée britannique elle-même, et de plus de chasseurs de fabrication américaine qu'aucun pays au monde, excepté les Etats-Unis et Israël.

C'était la conjonction idéale entre la richesse pétrolière, les visées stratégiques des pays occidentaux et les besoins de leurs industries d'armement. La richesse pétrolière était là parce que le Chah avait concocté une version adoucie de la nationalisation de l'industrie pétrolière par Mossadegh, tuée dans l'œuf par les Britanniques et les Américains, et parce qu'en 1973 les données du commerce pétrolier avaient changé.

Des armes contre du pétrole

La stratégie consistait apparemment à remplacer la présence britannique dans le Golfe, en créant au nord une barrière aux ambitions soviétiques, ainsi qu'un discret allié aux Israéliens sur les arrières de l'Irak. Elle coïncidait avec les difficultés croissantes des industries d'armement occidentales : les armes devenant de plus en plus complexes et longues à mettre au point, il devenait impossible de subsister sur les seules commandes nationales, d'où la contrainte évidente d'exporter.

Le résultat, monstrueux, a été l'armée du Chah, la première véritable "armée pétrolière". Même si l'Arabie Saoudite et les Etats du Golfe s'étaient offert à grands frais de petites forces, l'Iran était le premier pays pétrolier disposant de la main-d'œuvre éduquée et de la tradition militaire nécessaires pour tirer le meilleur parti des équipements et de l'entraînement fournis.

L'accumulation militaire de l'Iran sous le Chah n'avait d'égale que celle des Irakiens, qui ont transformé pareillement leur nouvelle richesse pétrolière en puissance de feu, fournie celle-là par l'Union soviétique et la France. Plus tard, après la révolution iranienne et pendant et après la guerre avec l'Iran, ils ont trouvé bien d'autres fournisseurs.

L'armement de l'Irak et de l'Iran a fait faire un bond gigantesque à la militarisation de la région. L'ancienne course aux armements du Moyen-Orient était le produit du conflit israélo-arabe et, même si les considérations commerciales n'en étaient pas absentes, l'Occident et l'Union soviétique ne traitaient pas alors avec de riches clients. Israël, l'Egypte, la Syrie et les autres ont reçu une grande partie de leurs armements à crédit, ou même sous forme de cadeaux. Les armées restaient modestes, comparées à ce qu'on allait voir plus tard. Aucun de ces pays ne valait grand-chose comme partenaire commercial. Quel contraste avec les années 70, quand l'Iran, l'Irak et l'Arabie Saoudite ont commencé à dépenser sur une échelle titanesque, pas seulement pour acheter des armes, mais pour moderniser à pas de géant leurs économies !... Se combinaient ainsi des avantages stratégiques apparents, de colossales ventes d'armes payées rubis sur l'ongle et de fabuleuses ouvertures commerciales.

Comment cela s'est-il terminé ? L'Irak est mutilé et divisé ; l'Iran a connu une révolution en partie causée par la politique du Chah et a sacrifié une génération dans la guerre contre l'Irak ; l'Arabie Saoudite a été traumatisée et dépouillée de ses immenses réserves financières par la guerre du Koweït. Mais, alors même qu'il y a moins d'argent et encore moins d'arguments stratégiques, nous sommes sur le point, semble-t-il, de réitérer les mêmes erreurs.

Depuis que le président Bush a annoncé son programme de contrôle des armements au Moyen-Orient, en mai 1991, 45 milliards de dollars (240 milliards de FF) d'armes ont été exportées vers la région, dont la moitié par les Etats-Unis. Le plan américain d'un système de sécurité moyen-oriental, comprenant un état-major régional et des

stocks d'armement prépositionnés sur place pour les troupes américaines, ne s'est pas produit. Ce qui s'est réalisé, ce sont de vastes transferts d'armements aux alliés de l'Amérique, à l'exemple du contrat de vente des F-15 à l'Arabie Saoudite.

L'Occident devrait contrôler ses amis

Et puis nous avons eu droit au grotesque : la publication de la liste des projets de missiles "dangereux", qui impose aux sociétés américaines de ne pas vendre des technologies liées aux missiles, mais qui reste muette sur tous les projets moyen-orientaux. En effet, pour éviter de mentionner les programmes israéliens, que le gouvernement et les industries d'armement des Etats-Unis souhaitent soutenir, il a été nécessaire, afin d'éviter le ridicule, de laisser également de côté les programmes iraniens, irakiens, égyptiens, syriens et libyens... A la lumière de telles stupidités, on comprend mieux l'inactivité du groupe spécial chargé du contrôle des armements auprès du Conseil de sécurité de l'ONU, en hibernation depuis que la Chine s'est retirée des discussions.

La campagne américaine contre l'Iran est un malheureux rappel du passé. L'Iran peut soutenir qu'il ne fait que reconstituer sa puissance militaire et que l'Irak, adversaire toujours potentiel, lui est supérieur dans certaines catégories d'armements, en dépit de la guerre du Golfe. Cela est vrai, même si le raisonnement iranien est spécieux à plus d'un titre. D'abord, il est évident que l'Iran cherche à se doter de l'arme nucléaire. Mais c'est de la faute de l'Occident si cette surenchère militaire généralisée a pu s'imposer. La quête de l'arme nucléaire, chimique et biologique va de pair avec une certaine idée du Moyen-Orient résultant pour une part du conflit israélo-arabe et

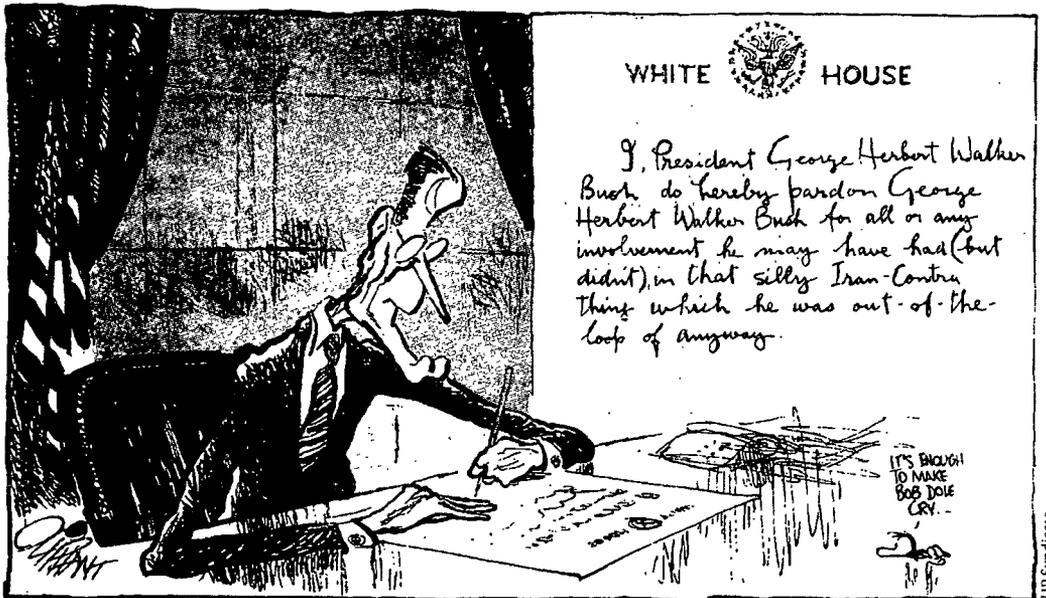
pour une autre du troc pétrole/armes qui a créé les armées iranienne et irakienne d'aujourd'hui.

Si il existe une chance de réduire le gigantisme militaire au Moyen-Orient, l'Occident ferait bien de commencer par contrôler ses propres amis. Nous pourrions alors nous faire entendre des Russes et des Chinois, à qui nous demandons de cesser ou de limiter leurs ventes d'armes. Malheureusement, c'est le contraire qui se produit.

Maintenant que le conflit israélo-arabe est plus ou moins sous contrôle et que l'Irak est dans les limbes, l'idée se fait jour que l'Iran est le seul fauteur de troubles qui demeure dans la région : il soutient le fondamentalisme dans le monde arabe et s'oppose à la Turquie en Asie centrale. Mais, si l'expérience devait nous avoir appris quelque chose, ce serait que les tentatives pour contrôler les ennemis potentiels au Moyen-Orient en armant d'autres Etats tournent toujours mal.

Il est possible que le flot d'armes qui déferle sur la région ne soit pas si dangereux. Une partie sert au réapprovisionnement ou au remplacement ; une partie sert surtout au prestige et à la parade. La plupart de ces armements occidentaux sont allés dans les Etats du Golfe, qui ont extrêmement peu de chances d'en faire usage. Mais les temps changent, comme les Etats et leurs gouvernements, ainsi que nous le prouve l'Iran.

Si c'était une folie d'armer l'Irak, elle était née de la peur de l'Iran et de sa révolution, rendue plus dangereuse encore par la puissance militaire fournie par l'Occident et héritée du Chah. C'est s'entêter dans cette folie que vendre des armes et des technologies utilisables à des fins militaires dans toute la région, tout en excluant catégoriquement l'Iran. Désigner l'ennemi, accumuler les clients et engranger des masses d'argent sont les causes premières des immenses tragédies du Moyen-Orient. Nous n'en sommes pas encore là, mais nous dérivons à nouveau dans cette direction.



Moi, président George Herbert Walker Bush, j'accorde par la présente son pardon à George Herbert Walker Bush pour toute implication qui pourrait être la sienne (mais ce n'est pas le cas) dans cette idiotie d'affaire Iran-Contra, dont il n'était pas dans le coup de toute façon.

Petite bête : "Ça ferait pleurer même Bob Dole (chef des républicains au Sénat)." Dessin de Pat Oliphant

Turquie, Syrie, Iran : union sacrée pour sauvegarder l'unité territoriale de l'Irak

Il est une évolution à ne pas mésestimer entre trois Etats qui n'ont ni la même vision du monde, ni la même position sur les problèmes de leur région : c'est celle qui ressort de la récente réunion, à Ankara, des ministres des Affaires étrangères de la Turquie, de l'Iran et de la Syrie, qui ont exprimé leurs convergences de vues sur les questions liées à l'Irak et décidé de continuer à se consulter. C'est de ce point de vue que la rencontre d'Ankara a été certainement très utile. Les déclarations faites au cours d'une conférence de presse commune par les ministres montrent le très large consensus des trois pays sur la question de l'Irak.

Les trois ministres ont souligné d'abord *"qu'ils attachent une grande importance à la sauvegarde de l'intégrité territoriale de l'Irak et de son unité politique"*. Tout ce qui ouvrirait la voie à la division de ce pays susciterait l'opposition de ses trois voisins.

En second lieu, ils ont exprimé leur inquiétude sur les conséquences négatives et dangereuses sur la paix et la stabilité de la région d'initiatives conduisant à l'éclatement de l'Irak. Ils ont affirmé qu'ils étaient contre toute espèce d'agissement dans ce sens. Les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux ont ainsi été avertis que les actions qu'ils entreprennent pour renverser Saddam Hussein (telle que la création d'un Congrès national réunissant les groupes d'opposition) peuvent nuire à l'unité de l'Irak et créer de graves problèmes de stabilité dans la région.

Troisièmement, les trois ministres ont souligné que *"la future structure politique de l'Irak ne pouvait être décidée que par le libre choix et l'approbation de tout le peuple irakien, dans le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme"*.

Les trois pays ont ainsi manifesté une position ferme sur la validité du Congrès national. Cet organisme, artificiel à leurs yeux puisqu'il ne représente pas toutes les composantes du peuple irakien, n'a pas le droit, selon eux, de prendre des décisions qui engageraient

Pas question de laisser les Etats-Unis décider de l'avenir de la région : les ministres des Affaires étrangères de la Turquie, de la Syrie et de l'Iran se sont réunis la semaine dernière pour élaborer une stratégie commune face à un voisin encombrant, l'Irak. Ils sont tombés d'accord pour préserver l'unité irakienne coûte que coûte. Un succès pour Ankara qui affirme son rôle de puissance régionale.

Milliyet (Ankara)

la future structure politique de l'Irak. De même, les trois pays contestent la validité de la dernière réunion de ce Congrès national à Seladine, où l'on a pu constater une évolution dans le sens d'une solution fédérale en Irak. Ils préconisent plutôt que les décisions concernant la structure de l'Etat irakien soient prises, en temps propice, par des voies démocratiques et avec la participation de toutes les composantes du peuple.

Réintégrer Bagdad dans la communauté internationale

Après la réunion tripartite d'Ankara, certains observateurs se demandent si la diplomatie turque n'est pas en train d'abandonner son orientation pro-occidentale, avec de nouveaux partenaires dans le tiers monde. D'autres s'inquiètent d'une évolution qui risquerait de froisser les leaders kurdes du Nord irakien, mettant en cause leur coopération avec la Turquie contre le Parti des travailleurs du Kurdistan - turc - (PKK). Ces inquiétudes et ces suppositions ne sont pourtant pas vraiment fondées. Il est aussi dans l'intérêt des Etats-Unis et des autres pays occidentaux de sauvegarder l'intégrité territoriale de l'Irak. Il n'y a pas de raison pour que l'Occident voit d'un mauvais œil les efforts déployés par la Turquie pour développer une entente et une coopération régionale dans ce sens. D'ailleurs, le ministre des Affaires étrangères turc a bien précisé qu'il n'y avait pas de changement dans la ligne politique de son pays :

"Nous espérons la réintégration de l'Irak dans la communauté internationale ; tout retard ne ferait qu'augmenter les souffrances du peuple irakien et nuire aux intérêts des pays de la région." Les alliés occidentaux de la Turquie ne doivent-ils pas alors manifester à son égard une attitude attentive ? Lorsque des groupes d'opposition ont été constitués en Irak avec le soutien des Etats-Unis, a-t-on demandé son avis à la Turquie ? N'est-il pas vrai que le Congrès national créé de cette manière a été dévié de son objectif par les Kurdes d'Irak, qui ont voulu s'en servir comme d'un tremplin pour la création d'un Etat fédéral en Irak ?

Les bons Kurdes, vus d'Ankara

Les leaders kurdes d'Irak savent très bien, depuis l'engagement d'un dialogue avec Ankara, que le gouvernement turc s'oppose officiellement et catégoriquement à la création d'un Etat kurde indépendant et à la constitution d'un système fédéral en Irak. Et pourtant, ils ont entrepris plusieurs actions de nature à ébranler la confiance de leur voisin. La tentative de constitution d'un Etat fédéral n'en est que l'un des exemples. Les Kurdes du nord de l'Irak sont cependant parfaitement conscients qu'ils ont à gagner à coopérer avec la Turquie contre le PKK, et que c'est même nécessaire pour leurs intérêts vitaux. En échange de quoi, ils ont la promesse qu'elle continuera à leur fournir

de l'aide et à les traiter fraternellement. L'idée qu'un système fédéral puisse fonctionner en Irak dans la période post-Saddam, semble gagner du terrain dans les pays occidentaux. Les conditions ne sont pourtant pas propices. C'est même impossible à cause de la répartition de la population, composée à 94 % d'Arabes sunnites et chiïtes [70 % d'après les sources françaises], de Turcs et de Kurdes dont les communautés vivent imbriquées les unes aux autres. Outre les conflits sur les zones pétrolifères, ces quatre

groupes de population ont des hostilités historiques profondes fondées sur des différences ethniques et religieuses. La création d'un tel système en Irak aboutirait inévitablement à rééditer une grande tragédie humaine comme celle vécue en Bosnie-Herzégovine. La structure étatique la plus sûre et la plus stable pour tous les groupes ethniques et religieux dans ce pays est sans doute un système unitaire et démocratique respectant les droits et les libertés de chacun. Dans une telle organisation, il serait conce-

vable pour les Kurdes d'obtenir un "statut d'autonomie", comme ils le négociaient avec le gouvernement central jusqu'à une date récente.

Alors que les discussions doivent reprendre sur le stationnement des forces alliées, le gouvernement turc doit expliquer aux Etats-Unis et aux autres pays occidentaux ces réalités et les dangers qui y sont liés, afin de pouvoir inverser la tendance en faveur d'un système d'Etat fédéral en Irak qui commence à prévaloir chez eux. ■

REPORTAGE

Retour parmi les pierres du Kurdistan

«52 sur la Une» accompagne le retour d'un vieux Peschmerga au Kurdistan d'Irak, après 4 ans d'exil. Le pays est en ruines.

1 22h35

Nous n'avons plus rien. Il ne nous reste plus que notre âme.» Lorsque Sediq, le vieux Peschmerga chassé du Kurdistan d'Irak en 1988 par l'armée de Saddam Hussein et contraint de se réfugier avec une partie de sa famille en Haute-Loire, retrouve son village quatre ans plus tard, il n'en reste rien. Même pas des ruines, tout juste des pierres. Il a été effacé de la carte ainsi que plusieurs milliers d'autres. «Plus de maisons, plus de troupeaux, plus de biens, plus de pommes», lui annonce son oncle Mohammed qui a survécu.

Partageant ses larmes entre la joie, celle de retrouver les siens, et la douleur de ne même plus reconnaître le cimetière de son village où sont enterrés ses parents, Sediq, le vieux guerrier de 71 ans, est à l'image de son pays, le Kurdistan. Dans sa mémoire, le deuil et les souvenirs trop proches. Devant les yeux, un pays nouveau se lève, qui a déjà créé un Parlement et une armée.

Reste que cette indépendance de facto que vivent les Kurdes, pudiquement appelée autonomie dans la crainte de la Turquie voisine, leur seul débouché, n'est toujours qu'une parenthèse. De l'autre côté du 36e parallèle, l'armée de Saddam est toujours là, simplement en sommeil tant que les Kurdes bénéficient de la protection aérienne alliée.

«J'ai vu ma terre chérie, j'ai le cœur gonflé de joie, Dieu soit loué. La patrie est un paradis, je vois l'eau couler libre et fière, symbole de la vie», dit



Sediq retrouve son pays libéré et meurtri.

Libération - 4 décembre 1992

simplement Sediq en retrouvant le Kurdistan libéré. Mais les meurtrisures du Kurdistan ne sont jamais très loin. Au détour d'une vallée, c'est la prison de Nizarle que l'on découvre. Ici survivent des femmes et des enfants orphelins dans les décombres de ce qui fut un terrible centre de détention et de tortures et où périrent, à cet endroit même, des maris et des pères.

En revanche, personne n'est allé habiter les luxueuses demeures, quasiment des palais, que Saddam avait fait construire pour lui et ses courtisan(e)s au sommet de quelques belles montagnes kurdes et qui, prises par les Peschmerga, gisent aujourd'hui désertes et abandonnées. L'âme kurde leur préfère la pierre et la ruine. **J.-P.P.**

Le Monde

Samedi 5 décembre 1992

KURDISTAN

Le terrorisme d'Etat

LE Monde a publié le 22 novembre une interview du premier ministre turc, M. Suleyman Demirel, dans laquelle celui-ci affirme notamment que « les forces de sécurité turques n'ont jamais tué de civils » dans la guerre non déclarée qui se déroule actuellement au Kurdistan de Turquie. Cette affirmation est contredite par les témoignages et enquêtes des organisations indépendantes comme Amnesty International, FIDH, Helsinki Watch, le Parliamentary Human Rights Group (britannique) dirigé par Lord Avebury ainsi que l'Association turque des droits de l'homme.

Depuis le début de l'année, 296 villages kurdes ont été évacués et rayés de la carte, et six villes (Sirnak, Çukurca, Kulp, Dicle, Hani et Cizre) ont été en grande partie détruites par l'armée turque. Cette politique de destruction vise à accélérer le dépeuplement et la dékurdisation du Kurdistan qui, en dix ans, a perdu de cinq à six millions d'habitants. Une politique que les dirigeants turcs, assurés de l'indifférence de la communauté internationale, ne cherchent même plus à dissimuler puisque le premier d'entre eux, le président Ozal, en visite dans la région, a publiquement « incité » la population kurde à quitter ses terres ancestrales pour émigrer vers l'ouest du pays (*le Monde* du 10 septembre).

L'armée et la police, qui ont carte blanche dans les provinces kurdes, ne lésinent pas sur les moyens pour mettre en pratique cette politique menée sous le couvert de la lutte contre le « terrorisme ». Rien qu'au cours des dix derniers mois, 352 civils kurdes, en majorité des médecins, ingénieurs et intellectuels, ont été assassinés, soit directement par les TIM (unités spéciales anti-émeute) soit par les divers escadrons de la mort occultes et autres auxiliaires des services turcs. L'une des victimes les plus en vue de ce terrorisme

d'Etat a été le célèbre écrivain et dramaturge kurde Musa Anter, homme de paix et de dialogue universellement respecté, assassiné le 20 septembre à Diyarbakir.

Une mission d'enquête de la Fédération internationale des droits de l'homme a pu dresser la liste de 22 civils tués et de 88 autres blessés lors de la destruction de la ville de Sirnak par l'armée turque en août dernier. Autre exemple, parmi tant, du caractère insoutenable de cette guerre : selon le témoignage de l'ancien maire de Diyarbakir, Mehdi Zana, le 2 novembre, dans le village de Dêrun, près de Silvan, une unité de l'armée a brûlé vif un bébé d'un an, dont elle venait de tuer le père et le grand-père. Depuis le début de l'année, douze journalistes kurdes et turcs qui ont tenté d'élucider les « assassinats mystérieux » endeuillant et terrorisant le pays kurde ont été assassinés.

La dégradation de la situation de la population civile kurde, le risque d'embrassement d'un véritable conflit racial kurdo-turc, aux conséquences incalculables, ont conduit le Parlement européen à adopter le 16 septembre une résolution appelant les Etats membres de la CEE à demander la convocation d'une conférence de la CSCE sur le problème kurde. A ce jour, aucun Etat n'a encore répondu à cet appel pressant. Des Etats qui ont attendu la guerre du Golfe pour s'inquiéter enfin du calvaire kurde en Irak vont-ils cette fois-ci attendre que le Kurdistan turc soit détruit et dépeuplé ou que leur allié turc se lance dans une aventure militaire contre un Etat voisin avant de se manifester ? ■

KENDAL NEZAN
président de l'Institut kurde de Paris

DE MORGEN van zaterdag 5 december 1992

'Ankara wil Koerdisch probleem niet politiek oplossen'

EX-BURGEMEESTER DIYARBAKIR VREEST RASSENOORLOG

'Wij, Turkse Koerden, zijn geen verzameling gewapende extremisten die blind voor een eigen staat vechten. De meerderheid van de 15 miljoen Koerden in Turkije zou al tevreden zijn als Koerdische scholen, kranten, radio en televisie werden toegelaten, als Koerdische partijen mochten worden opgericht. Ze zouden zich zelfs achter de overheid scharen als zou blijken dat ze een vreedzaam leven konden leiden en hun identiteit werd gerespekteerd', aldus Mehdi Zana, ex-burgemeester van de Turks-Koerdische hoofdstad Diyarbakir donderdag in Brussel.

Brussel.
Eigen berichtgeving

Zana is niet verbonden aan een politieke beweging of partij. Hij zat zelf twaalf jaar in de cel — vanaf de militaire staatsgreep van 1980 — omwille van zijn streven voor erkenning van de Koerdische identiteit. De voorbije dagen werd hij uitgenodigd door de mensenrechtencommissie van het Europees parlement en door de gemeenschappelijke Europees-Turkse commissie om te getuigen over de situatie in zijn land. Hij noemt de huidige toestand bijzonder alarmerend en wil dat er een spoedbijeenkomst wordt gehouden van de KVSE-landen — waartoe Turkije behoort — om de situatie te onderzoeken. Bovendien wil hij VN-sekretaris-generaal Boutros Boutros-Ghali verzoeken om een speciale rapporteur naar Turkije te sturen.

Militaire oplossing

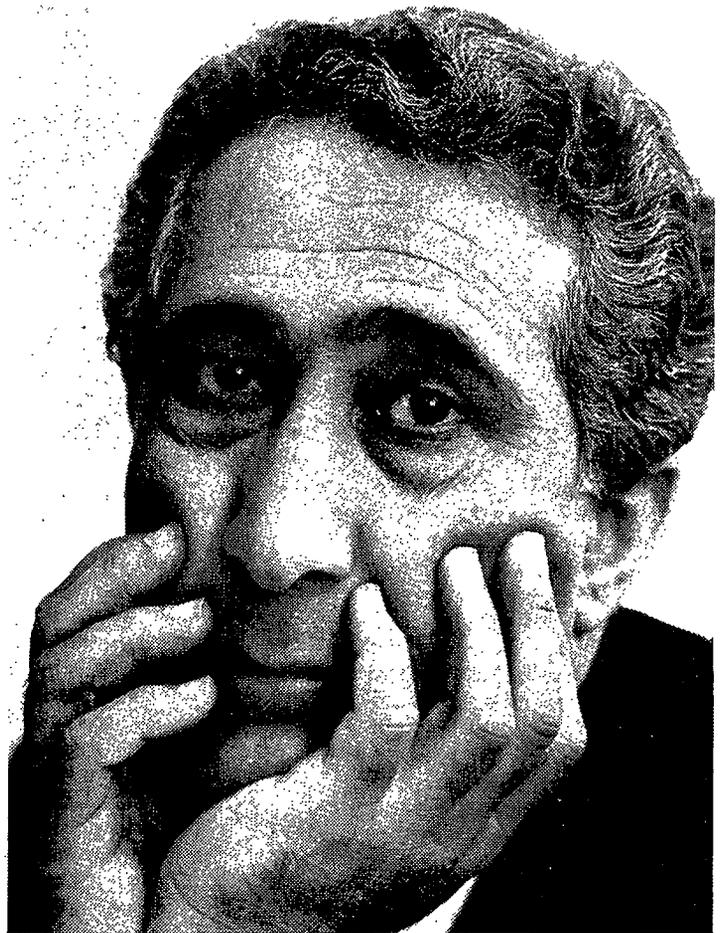
Volgens Zana wil Ankara helemaal geen politieke oplossing vinden voor de burgeroorlog in het zuid-oosten van Turkije, die sinds 1984 al aan meer dan 5.000 mensen het leven heeft gekost. Zana: "De overheid kiest radikaal voor een militaire aanpak. Of de Koerden moeten zich assimileren, of ze worden uitgeroeid." Hij argumenteert die uitspraak vanuit twee vaststellingen: vanuit het feit dat alles wordt gedaan om de HEP — de enige Turkse parlementaire partij die ijvert voor de rechten van de Koerden, en die ontstond als een

afscheuring van de sociaal-democratische SHP — te breken en vanuit de huidige situatie in Turks-Koerdista.

Zana: "Ankara probeert de HEP met de PKK-guerrilla te verbinden. Het Opperste Gerechtshof wil momenteel dat de 18 HEP-verkozenen hun parlementaire onschendbaarheid verliezen om hen zo omwille van pro-Koerdische stellingnamen te kunnen beschuldigen van hoogverraad, waarop de doodstraf staat. Op die manier wordt de HEP in de armen gedreven van de PKK. Als Ankara de kwestie politiek wil oplossen, moet de HEP — die bij de verkiezingen van oktober vorig jaar grote successen boekte — worden behandeld als een respectabele politieke partij en moet werk worden gemaakt van haar wetsvoorstellen om bijvoorbeeld de geschreven Koerdische taal te legaliseren. Die partij veroordeelt het geweld immers en vecht voor een democratizing van het hele systeem. Maar het tegendeel gebeurt: verscheidene HEP-leden werden vermoord en de meesten werden bedreigd."

Rassenoorlog

Ook uit de situatie in Turks-Koerdistan zelf besluit Zana dat Ankara alleen een militaire oplossing wil voor het Koerdische probleem. "Duizenden mensen worden uit hun dorpen verdreven, waarna hun huizen worden verwoest en de bossen worden verbrand. Door het platteland te ontvolken en de mensen bijeen te drijven in een tiental steden, worden ze makkelijker



Mehdi Zana, ex-burgemeester van de Turks-Koerdische hoofdstad Diyarbakir. (Foto Filip Claus)

kontroleerbaar. Tien steden controleer je door slechts 50.000 militairen rond die gebieden te stationeren. Greep krijgen op duizenden dorpen in de uitgestrekte bergen is uiteraard veel moeilijker: men zet er 1 miljoen militairen voor in en nog lukt het niet. Voorts worden de vluchtelingen aangemoedigd om naar westelijk Turkije te trekken, waar het volgens onze president "toch veel mooier is", maar waar de werkloosheid en het huisvestingsprobleem bijzonder nijpend zijn. Westturkse steden worden overspoeld door binnenlandse migranten en bijgevolg stijgt de spanning tussen Koerden en Turken.

Zo worden er openlijk pamfletten uitgedeeld waarin werkgevers worden opgeroepen om geen Koerden in dienst te nemen. En de jongste tijd mondde dit in Fethiye en andere steden zelfs herhaaldelijk uit in geweld. De dreiging van een rassenoorlog wordt met de dag groter."

"Bovendien werden er dit jaar al 350 burgers doodgeschoten door onbekenden. Geen enkele zaak werd opgehelderd en dat is niet verwonderlijk: de moorden zijn immers het werk van de Staatsveiligheid en de contra-guerrilla, die door een recente beslissing van de Nationale Veiligheidsraad boven

elke vervolging werden gesteld. Er geldt ook een enorme censuur. Bijeenkomsten van mensenrechtenorganisaties zijn verboden, om de doorstroming van informatie te voorkomen. En journalisten worden niet toegelaten in de zogenaamde gevechtzones." Volgens Zana is de situatie nu veel erger dan een jaar geleden. Noch-

tans was er na de parlementaire verkiezingen van oktober vorig jaar enige hoop op verandering. De overwinnaar van die stembusgang, de huidige premier Demirel, beoefde nauwelijks vijf dagen na zijn aantreden dat er voor de Koerden betere tijden zouden komen. Zana: "Tot ieders verwondering zei hij dat Turkije de Koerdische

realiteit erkent en dat een einde zou worden gemaakt aan alle uitzonderingswetten die in Koerdistan gelden. Het tegendeel gebeurde echter. De ondemokratische wetten bleven bestaan en er werden er zelfs nieuwe aan toegevoegd. Hoe dat komt? Turkije is in theorie wel een democratisch land, maar in de praktijk helemaal niet. Demirel

heeft maar weinig macht. De staat, dat is de Nationale Veiligheidsraad waarin de legertop zetelt, gevolgd door de politieke politie en de geheime dienst (MIT). Dit is nu de mooie Turkse democratie die sommigen zouden willen aanbieden als voorbeeld voor de Centraalaziatische GOS-republieken!" Catherine Vuylsteke

EL PAÍS, domingo 6 de diciembre de 1992

Los primeros pasos del Estado kurdo

Intento de construir una democracia bajo la protección internacional en el norte de Irak

FRANCESC RELEA, ENVIADO ESPECIAL, Arbil

La antecámara del despacho de Nasih Ghafoor, ministro de Educación del Gobierno regional de Kurdistán (en el norte de Irak), recuerda la sala de espera de la consulta de un médico. Hombres y mujeres aguardan pacientemente ser recibidos por el ministro, quien atiende personalmente a cada uno de ellos para escuchar sus quejas o problemas. No es un caso aislado. Lo mismo ocurre en los Ministerios del Interior o de Economía. El contacto directo con los ciudadanos es hoy una de las características del joven Gobierno kurdo salido de las elecciones del pasado mes de mayo.

Poner en funcionamiento la administración de un territorio y un pueblo que no son independientes y que forman parte de una nación, Irak, cuyo Gobierno es un enemigo declarado no es tarea fácil. Kurdistán fue siempre el más olvidado, maltratado y perseguido por los regimenes de Bagdad. Tras la guerra del Golfo y la posterior revuelta kurda, la herencia dejada por Sadam Husein en el norte de Irak se contaba en miles de refugiados, cientos de poblaciones arrasadas y una escasez de los productos más básicos. Comenzó a llegar la ayuda internacional y el mundo estuvo pendiente de este pueblo durante unos meses. Después, cuando ingresó de nuevo al grupo de los olvidados, debió ponerse a trabajar con lo único que tenía: recursos humanos.

En mayo pasado se organizaron unas elecciones, obviamente no en las mejores condiciones para los estándares occidentales, pero el pueblo pudo votar por primera vez. Los dos líderes kurdos más respetados, Masud Barzani (Partido Democrático de Kurdistán, PDK) y Jalal Talabani (Unión Patriótica de Kurdistán, UPK) se repartieron, a partes iguales, los votos. Los dos ri-

vales políticos formaron un Gobierno de coalición de 15 ministerios y se constituyó un Parlamento con 105 diputados, que ocupa un edificio de la capital, Arbil, que en un tiempo fue sede de la Asamblea Nacional de Kurdistán, controlada por Sadam Husein. Los escaños se reparten entre el PDK (50) la UPK (50) y cinco diputados cristianos. "Para estar representado en el Parlamento se requiere un mínimo del 7% de los votos. Los cinco diputados cristianos no obtuvieron este porcentaje, pero están en la Cámara para proteger los derechos de las minorías", explica Fersat Ehmed Abdulá, secretario del Parlamento.

Desde el 4 de julio se han celebrado 55 sesiones de la asamblea plenaria, en las que se han aprobado un buen número de leyes sobre educación, agricultura, religión, finanzas, justicia, los *peshmerga* o protección de los extranjeros. Los parlamentarios discuten actualmente un proyecto de Constitución para Kurdistán. "No somos un Estado, ya que nos consideramos parte de una federación futura en Irak, y queremos establecer un sistema republicano". De momento no hay presidente de Kurdistán por-

que todavía no se han celebrado elecciones presidenciales —Barzani y Talabani son los únicos candidatos con posibilidades— El puesto lo ocupa provisionalmente el presidente del Parlamento.

Treinta abogados trabajan en el estudio de los sistemas democráticos en el mundo, con especial énfasis en los parlamentos europeos. El presidente de la Cámara realiza estos días una gira por el Reino Unido, Suiza, Suecia y Alemania. "Queremos aprender de las experiencias de otros países y hemos utilizado leyes de países democráticos", señala Bajtiar Ofhman, diputado del PDK y presidente de la asociación de abogados de Arbil.

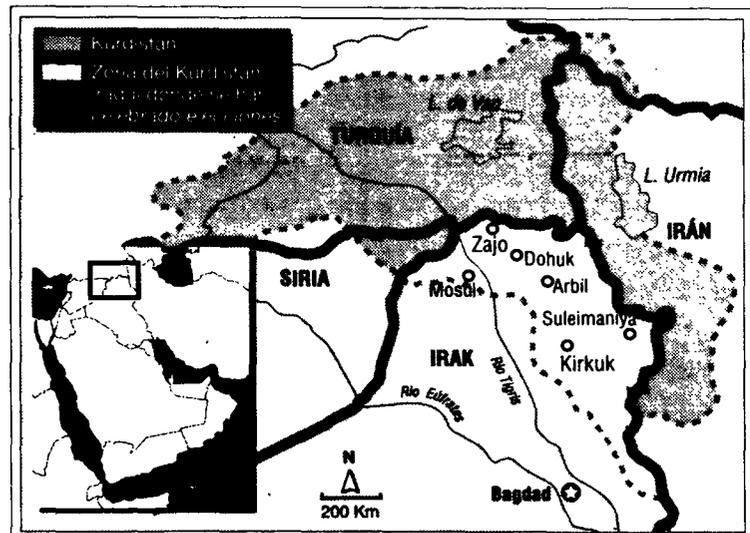
País devastado

A Salahadin Hafeed (UPK), ministro de Economía, le corresponde hacer frente al reto colosal de reconstruir un país devastado económicamente por el régimen de Sadam Husein, que, a partir del 21 de octubre de 1991, decretó un embargo total contra Kurdistán. Esta decisión se sumaba a las sanciones decretadas por la ONU contra Irak y que incluyen también a la población kurda, en la medida en que formalmente

no constituye un Estado propio. "Gasóleo, gasolina, queroseno, gas, son nuestras máximas prioridades ante la llegada del invierno", dice Hafeed. Pese a las dificultades, las autoridades kurdas intentan administrar la economía.

"No somos pobres", subraya el ministro. "Tenemos un millón de hectáreas de tierra apta para la agricultura, algunas minas, petróleo en un país mayor que Holanda, donde viven 14 millones de personas. Sólo necesitamos que nuestros amigos nos ayuden en esta primera fase, y luego ya podremos caminar solos". A lo largo de la carretera desde Zajo a Dohuk y Arbil hay grandes extensiones de terreno sin cultivar. Faltan semillas y fertilizantes, y la maquinaria agrícola no puede funcionar si el combustible no llega. El abandono del campo no sólo implica la escasez de productos alimenticios básicos, sino que eleva a cifras astronómicas el número de desempleados entre una población esencialmente agraria.

"Nadie te ayuda si antes no demuestras que existes. Por ello hacemos grandes esfuerzos internos para funcionar. A partir de aquí es cuando empezamos a pedir ayuda a nuestros amigos en el exterior. Esta experiencia es un



símbolo de democracia, y confío en que los Gobiernos democráticos del mundo nos ayudarán”, sentencia Hafeed.

La sistemática destrucción de los pueblos kurdos en el norte de Irak por el Gobierno de Bagdad comenzó en 1961, paso a paso, hasta 1988. “Querían borrar al pueblo kurdo del mapa. Apareció Kuwait y Sadam no pudo culminar su propósito. Tras la rebelión de 1991 ya no quedaban pueblos por arrasar, y comenzaron a derribar algunos barrios en Dohuk y Arbil”, relata Jamal Jalal, de la Organización para la Reconstrucción de Kurdistán.

La educación

Más de 12.000 kurdos tienen certificado de estudios; más de 11.000 han finalizado la enseñanza media; 600 obtuvieron titulación superior; más de 160 tienen un doctorado y 120 poseen un alto nivel de especialización. Según el Ministerio de Educación, el nivel de titulación es con-

siderable y proporcionado a los tres millones de habitantes en “la región liberada de Kurdistán, en comparación con las condiciones de otros muchos países en vías de desarrollo”, afirma Nasih Ghafoor, ministro de Educación.

El cambio más importante en el terreno educativo ha sido la recuperación del kurdo como idioma de estudio. “El árabe es también obligatorio escrito y hablado. Poco a poco intentamos pasar del árabe al kurdo, pero aquél no puede desaparecer porque formamos parte de Irak”, dice el ministro. Los anteriores programas de estudio se mantienen en gran medida, aunque con una modificación sustancial: “Hemos introducido el estudio de la historia de Kurdistán y de su lucha, hemos abandonado todas las lecciones referentes al Baas [partido en el Gobierno de Irak] y a su ideología, y pretendemos una *kurdinización* de la educación al margen de los partidos políticos”. “Las minorías cristiana, turca y árabe pueden

mantener su idioma, porque no olvidamos sus derechos y sentimientos”. La ideología baasista se irá sustituyendo, subraya el ministro, por una nueva ideología basada en el respeto al prójimo, a las minorías, a los extranjeros. La mayoría de los maestros, incluso los que trabajaban con el Baas, han permanecido en Kurdistán.

El Ministerio de Educación dispone de una cuarta parte del presupuesto de Kurdistán y es el de mayor envergadura de todo el Gobierno. Tiene oficinas y delegaciones en numerosos puntos de la región para atender una cifra de 600.000 estudiantes de todos los niveles.

El mayor obstáculo es material y no humano —“tenemos suficientes profesores, pero no podemos pagarles el salario”—. Faltan edificios para escuelas, material escolar, desde lápices, tizas, pizarras, sillas y mesas a libretas y libros de texto. El ministerio no tiene un solo ordenador y carece de imprenta.

La seguridad del territorio liberado de Kurdistán, como gusta llamarlo el Gobierno de Arbil, es garantizada por los *peşmerga*, que hasta ahora pertenecían en su mayoría a uno de los dos partidos en el poder. El nuevo Gobierno trata de unificar estas fuerzas en un ejército único, aunque, hoy por hoy, no sólo el PDK y la UPK, sino todas las otras fuerzas políticas, mantienen sus milicias armadas. La mayor amenaza sigue viniendo de Irak. Ante la imposibilidad, debido a la cobertura aérea de la coalición internacional, de lanzar un ataque a gran escala para abortar el experimento kurdo, el régimen de Bagdad ha optado por el terrorismo a través de agentes infiltrados. Un día es una bomba en un hotel de Suleimaniya, otro es un ataque a un convoy con ayuda humanitaria. Se trata, por el momento, de incidentes aislados, pero que recuerdan al Gobierno kurdo que el vecino del Sur sigue siendo su principal enemigo.

La Presse de la Manche - 7 décembre 1992

Naissance d'une association d'aide aux agriculteurs du Kurdistan

L'acte de naissance de la toute nouvelle association manchoise a été signé samedi après-midi à l'hôtel de ville de Saint-Lô en présence de M. Shefki, de l'Institut kurde de Paris.

Membre de l'institut kurde de Paris, Serge Mouhedine, pépiniériste à Hambye dans le Centre-Manche rentre d'un voyage au Kurdistan irakien. Un pays traumatisé, rural, où 4 800 villages (sur 5 000 recensés avant la crise irakienne) ont été rasés, pillés et vidés de leur population par les troupes de Saddam Hussein. En tout, deux millions d'habitants vivent dans des campements ou dans des grottes quand ils n'ont pas eu la chance de trouver un abri dans ce qui reste des villes.

Touchés, Serge Mouhedine et son épouse Martine ont décidé de mettre leur énergie au service de cette population. Un

peuple fier, digne et qui n'attend pas passivement l'aide internationale pour relever la tête.

D'où l'idée d'accueillir M. Shefki, de l'Institut kurde de Paris pour le lancement d'une association départementale (1) dont le but est « d'aider à la réalisation de projets agricoles ou de reconstruction en milieu rural dans le Kurdistan irakien ».

Une maison pour deux mille francs

« Le Kurdistan a besoin d'une aide matérielle et financière pour reconstruire ses

routes, ses villages ruraux, ses canaux d'irrigation mais aussi pour replanter des vergers d'arbres fruitiers », souligne Serge Mouhedine.

Trois projets sont à l'étude : la reconstruction d'un village (aide en matériaux et en main d'œuvre : le coût de construction d'une maison est estimé entre deux et trois mille francs), la création d'un rucher collectif (pour les fermiers locaux) et le projet d'une pépinière pour plants fruitiers dans le Gouvernorat de Dohuk.

L'association va contacter dans un premier temps les responsables d'associations susceptibles de l'aider pour relever

ce défi, les syndicats agricoles, les responsables d'écoles agricoles et les entreprises concernées par la production de matériaux ou d'engrais avant de faire appel, à la générosité du public.

Si tout va bien, un poste à mi-temps devrait être créé prochainement pour assurer le démarchage des personnes et des entreprises susceptibles d'apporter une aide matérielle à la population kurde.

B.B.

(1) Pour tout renseignement, écrire à Serge et Martine Mouhedine, village « La Martinière », 50450 Hambye.

● Le Monde ● Dimanche 6 - Lundi 7 décembre 1992

Les contradictions des héritiers de Khomeiny

Entre l'ouverture économique et les coups de frein rigoristes, l'Iran hésite

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

« Ne vous fiez pas aux apparences. Elles permettent d'avoir la paix et d'organiser par ailleurs sa vie privée comme on l'entend, dans la mesure du possible bien sûr. » D'une voix très douce, Farah explique les difficultés de la vie quotidienne à Téhéran, où la société iranienne « vit dans un état de schizophrénie permanente », à la recherche de son identité. « Pour nous c'est une épreuve de tous les jours ; mais pour eux aussi, les dirigeants, qui doivent affronter soudain un monde qui les terrifie », au risque de voir voler en éclats tous les idéaux islamistes.

Quatre ans après la fin de la guerre avec l'Irak qui avait estompé les contradictions au sein du régime et permis de mobiliser la population face à l'ennemi, le pouvoir iranien s'est en effet retrouvé face à lui-même, empêtré dans ses difficultés. Au point que démêler aujourd'hui l'écheveau politique est au moins aussi compliqué que conduire une voiture dans Téhéran. Et ce n'est pas peu dire. Comme ces centaines de milliers d'automobilistes qui ne savent pas ce qu'est une ligne droite et pratiquent le slalom avec un art consommé, les équilibres entre les différents courants se font et se défont dans un mouvement dont il est risqué de prédire l'aboutissement.

Entre la volonté de libéralisation économique et d'ouverture politique du président Ali Akbar Hachemi Rafsandjani et les coups de frein rigoristes de l'ayatollah Ali Khamenei, le « guide » de la Révolution islamique, et du Majlis (Parlement), le régime iranien se cherche.

Après une bouffée d'air nouveau que l'on croyait voir s'amplifier avec les élections législatives du printemps dernier, l'Iran donne au contraire des signes de repli sur soi.

Il est deux signes qui ne trompent pas : le retour au puritanisme islamiste, d'une part, et la quasi-paralyse du pouvoir, d'autre part, les réformes attendues étant bloquées par la majorité conservatrice du Parlement. Celle-ci semble prise d'une peur presque panique quant aux conséquences de l'ouverture, dont l'amorce, il y a quatre ans, a engen-

dré non seulement des problèmes économiques et sociaux, mais aussi une contamination par « la culture corrompue de l'Occident ».

La question est en effet posée de savoir si l'ouverture économique indispensable pour remettre le pays sur pied après la guerre dévastatrice contre l'Irak est conciliable avec les objectifs de la Révolution islamique. D'où la résistance de groupes d'intérêts influents - religieux, « bazaris » (commerçants) et « fondations » agissant en « véritables lobbies » selon un diplomate - à toute déviation en matière de religion, à tout projet de réforme susceptible de remettre en cause les orientations islamistes, qu'il s'agisse des investissements, de la privatisation ou du retour des émigrés. L'autre question à résoudre est de trouver les moyens d'empêcher que les problèmes engendrés par un début de passage à l'économie de marché - inflation, chômage, désertisation - n'aboutissent à une explosion sociale plus ou moins généralisée.

Dans ce pays, l'un des rares de la région du Golfe dotés de structures démocratiques, mais qui ne fonctionnent véritablement comme telles que pour les seules forces qui constituent la nébuleuse au pouvoir - il n'y a aucun parti d'opposition et les droits de l'homme sont bafoués tous les jours, - la lutte qui s'est instaurée entre les différentes tendances se déroule au Parlement, au sein du gouvernement et à travers la presse à coups de critiques virulentes et d'anathèmes.

A ce stade, les factions opposées n'ont pas atteint le point de rupture, et il ne faut pas exclure, estime un opposant, qu'il ne s'agisse, comme le dit un dictionnaire iranien, que d'une « guerre de bijoux » qui se solderait par un compromis, les uns et les autres sachant pertinemment jusqu'où ne pas aller trop loin, afin d'empêcher qu'une « vraie faille dans la digue qui les protège ne fasse s'écrouler tout l'édifice ».

Quoi qu'il en soit, pour donner « du pain et des jeux » à la population après la fin de la guerre contre l'Irak, le régime s'est livré à des importations massives de produits de consommation en tout genre, allant des denrées alimentaires à certaines matières premières industrielles, aux voitures de luxe, en passant par les gadgets électroniques et tous autres articles non indispensables, dans le plus grand désordre et selon des taux de change multiples ; ce qui a entraîné des déficits d'autant plus grands de la balance commerciale - 6,6 milliards de dollars au cours des deux années écoulées - que les recettes pétrolières chutaient et qu'augmentaient au contraire les dépenses militaires.

Le taux d'inflation dépasse officiellement 30 %, mais selon des spécialistes il est certainement sous-évalué. La population ploie sous le joug de la cherté de la vie. Avec un salaire

mensuel de 125 000 rials (moins de 550 francs), une femme et trois enfants à charge, Mahdi, serveur, ne joint évidemment pas les deux bouts. Les fonctionnaires non plus. Les résultats en sont une corruption généralisée, voire quasi institutionnalisée, et le cumul de deux ou trois emplois au détriment, bien sûr, de la fonction essentielle. Le discours de l'Iranien moyen est en substance celui-ci : « L'Iran est un grand pays et l'Islam une grande religion, mais ce n'est pas cela qui nous fera vivre. »

Conscients de ce « dérapage » idéologique diffus, accentué par le petit vent de liberté qui a soufflé sur le pays depuis quatre ans, les conservateurs sont montés au créneau. Leur cible privilégiée : les femmes, qui sont à nouveau rappelées à l'ordre pour toute méche de cheveux qui dépasse du foulard, tout maquillage jugé excessif, ou toute longue jupe « non islamique ». Elles ne sont plus systématiquement passibles de flagellation, mais elles peuvent être mises à pied et verser une amende. Leur condition est d'autant plus aberrante qu'à la différence des pays arabes musulmans du Golfe - où elles sont confinées dans leur rôle de mère et d'épouse - elles sont, en Iran, des membres actifs de la société à tous les échelons. « La femme est leur seule conquête. Alors ils mettent le paquet », indique Hussein sur un ton dépit.

Toujours au nom de la sauvegarde des « valeurs islamiques », hommes et femmes doivent désormais ne pas se trouver ensemble dans les autobus, et un « séparateur » est affecté à cette tâche. Des « conseillers » islamiques ont été chargés de lutter contre les « corruptions sociales » et de faire respecter l'« ordre ». Et aux côtés des placards publicitaires vantant telle ou telle marque étrangère ou locale - qui n'ont fait leur apparition qu'il y a un an - fleurissent à nouveau les slogans « révolutionnaires ». Contre l'avis du gouvernement, le Parlement vient d'imposer une loi accordant 40 % des places dans les universités aux anciens combattants, les *bassidjis*, ces volontaires qui avaient été écartés et auxquels on fait de nouveau appel depuis les troubles d'origine socioéconomique qui ont eu lieu dans plusieurs villes d'Iran, notamment Machad, depuis le printemps dernier.

« Ça va de mal en pis, commente Nasrine, qui a suivi les différentes péripéties de la révolution depuis l'avènement de la République islamique en 1979. Ce rigorisme est insupportable, surtout pour les jeunes. Il est impossible de vivre en permanence dans cette paranoïa générale. Et tous ces interdits produisent l'effet contraire à celui recherché. » Ce n'est un secret pour personne que les magnétoscopes, les bandes vidéo et les cassettes de musique légère, en principe interdits, sont très largement répandus dans le pays, que la drogue circule.

Prosélytisme maintenu

Les choses ne vont pas mieux dans l'enseignement. Faute de locaux et d'instituteurs et en raison d'une démographie galopante - la population iranienne est passée de 30 millions en 1979 à 60 millions aujourd'hui, - les cours sont organisés par roulement dans les écoles aux dépens de la qualité de l'enseignement. Des grèves ont lieu dans des dizaines d'usines... Autant de bombes à retardement qui font peur et qui font craindre, à la fraction conservatrice du régime notamment, un « effet Gorbatchev », c'est-à-dire de voir la petite vague de liberté suscitée par le président Rafsandjani se transformer en lame de fond, entraînant toute la *nomenklatura* sur son passage. Mais, si c'était le cas, aucune opposition organisée n'existe encore qui pourrait prendre le relais.

En attendant que soit tranché le débat intérieur, l'Iran n'a pas renoncé au prosélytisme, dont les écoles coraniques sont l'un des vecteurs, puisqu'elles accueillent des étudiants de toutes nationalités. Selon certains diplomates en poste à Téhéran, l'Iran abrite aussi des camps d'entraînement au maniement d'armes. Il n'est désormais plus de jour où des pays tels que l'Égypte ou l'Algérie n'accusent Téhéran d'être le pourvoyeur de fonds et d'armes à leurs propres intégristes. Il faut dire que les autorités iraniennes n'ont jamais fait mystère de leur volonté de diffuser le message de l'imam Khomeiny dans le monde entier.

Leurs bonnes relations avec le Soudan, gouverné par un régime islamiste et suspect, comme elles, de tenter de déstabiliser les autres régimes du monde musulman, ne sont pas non plus pour apaiser les esprits. En Jordanie, l'Iran est soupçonné d'avoir financé les activités subversives d'un groupe islamiste auquel appartiennent deux députés récemment graciés par le roi Hussein. Quoi qu'il en soit, nombreux sont les diplomates occidentaux à Téhéran qui estiment que, même si l'Iran est loin d'être au-dessus de tout soupçon, on lui prête aujourd'hui beaucoup plus de pouvoir en la matière qu'il n'en a réellement.

Il en va de même au sujet du réarmement. Selon les estimations jugées les plus fiables dans les chancelleries occidentales, le budget alloué aux achats d'armes était de l'ordre de 2 à 3 milliards de dollars par an ; mais, au stade actuel, affirme-t-on, cela ne constitue pas encore un danger pour la région, même si la vigilance s'impose, en particulier à propos du nucléaire.

Il apparaît de bonne guerre que les Iraniens cherchent à se doter d'une puissance militaire face à l'Irak, dont

on découvre chaque jour qu'il continue de détenir un matériel militaire très important, à l'Arabie saoudite et aux autres monarchies pétrolières arabes du Golfe, qui achètent des armes à tour de bras et dont certaines ont conclu des accords de sécurité avec des puissances occidentales, notamment les Etats-Unis, d'autant qu'Israël comme l'Inde pos-

èdent l'arme nucléaire et que le Pakistan l'a peut-être acquise. Mais ce ne sont pas les sous-marins obsoletés qu'ils viennent de se procurer auprès de la Russie qui risquent d'être une menace pour la région.

L'Iran est soupçonné par les services de renseignement américains de s'employer à développer un armement nucléaire d'ici à l'an 2000

(le Monde du 2 décembre). L'Iran s'en défend. Mais le « syndrome irakien » est toujours vivace, Bagdad ayant toujours affirmé, avant l'invasion du Koweït, qu'il n'avait aucun programme nucléaire militaire. Les différentes missions des Nations unies chargées de démanteler les armes de destruction massive irakiennes ont toutefois révélé le carac-

tère fallacieux des démentis irakiens. « L'Occident nous regarde d'un œil à la fois méfiant et condescendant. C'est insupportable. Il est difficile d'accepter l'image que l'on a de notre culture », dit Farah. Comme nombre d'Iraniens, elle reste attachée à son pays où, malgré ses critiques d'intellectuelle raffinée, elle se sent encore chez elle.

MOUNA NAÏM

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, DECEMBER 7, 1992

Bonn Technology Exports to Iran Soar

By Steve Coll

Washington Post Service

BONN — As Iran rebuilds its civilian infrastructure and rearms its military with the help of Western investment and technology, Tehran is turning increasingly to Germany, whose officials are approving 80 percent of applications by companies seeking to export sensitive civilian high technologies to Iran.

Despite tough new export control laws, adopted after embarrassing revelations that German companies sent deadly technologies to Iraq and Libya during the late 1980s, Germany has in the last three years become the single largest exporter to Iran. The trade has been bolstered by government policy that has resulted in approval of a sizable majority of Iranian export license applications, according to interviews with officials who cited unpublished export data.

These officials argued that a new system of controls ensures that Iran is not using German technology for military ends, despite the relatively high rate of license approvals. But other analysts doubt that the new system is as effective as Bonn officials believe.

The applications with the 80 percent approval rate involve "dual-use" technologies that can be employed for either civilian or military purposes. German officials did not disclose exactly which items on this list of technologies they have authorized for export to Iran. The list includes such technologies as sophisticated metals, precision machine tools, advanced electronics, high-speed computers, avionics, navigation equipment, night-vision equipment, sensors and noncivilian aircraft parts.

Iraq and Libya earlier acquired

similar technologies from Germany, the United States and other countries, and diverted some of them to build conventional armaments and to bolster secret chemical and nuclear weapons programs.

Recent U.S. intelligence estimates have warned that Iran is rebuilding its economy and military in an effort to assert itself as a major power in the Gulf, and that it is pursuing chemical, biological and nuclear weapons. But European governments tend to describe Iran's reconstruction as less menacing and more a case of a financially overstretched, war-shattered nation struggling to get back on its feet.

At the same time, export-dependent, economically stagnant European countries such as Germany are eager to find growing markets for their industries. Germany's leading panel of economic advisers has projected zero economic growth for 1993.

Germany prohibits exports to Iran of direct military equipment or nuclear technology, and Bonn officials said they have rejected all export license applications by German companies for such sales to Tehran. The 80 percent approval rate for 1992 involves what Germany calls its "C list" of controlled technologies — virtually the same list of high-technology items that Western countries earlier tried to prevent from reaching the former Soviet Union and its allies during the Cold War.

During the first nine months of this year, Germany approved about 200 applications for exports of these kinds of sensitive technologies to Iran and rejected about 50,

according to officials at the Federal Export Office.

A smaller category of license applications involves cases in which a German exporter has reason to believe that his Iranian buyer may have military connections. In such cases, the exporter must seek an export license no matter what kind of product he intends to sell, even if it is something as harmless as paper clips. German export authorities are rejecting 40 percent to 50 percent of these kinds of applications involving Iran, officials said.

The value of Germany's exports to Iran is projected at more than \$5 billion this year. That, coupled with the relatively free flow of sensitive technologies, has led the Bush administration to open talks with Bonn and other Western governments about an expanded embargo of sensitive exports to Iran. The talks so far have been preliminary, but German officials and business executives said they doubted that Bonn would go along with Washington's embargo idea, in part because Germany has already adopted stricter export controls than the rest of its European competitors in the lucrative Iranian trade.

Besides Germany, Western countries participating in the export boom to Iran include Japan, Italy, Britain, France and the United States, whose exports have risen from none in 1989 to a projected level of more than \$600 million this year. In addition, U.S. oil companies have become some of the biggest buyers of Iranian crude exports. Last month, however, Congress passed a law that would sharply limit U.S. high-technology exports to Iran.

V- UNE VAGUE D'ARRESTATIONS RECENTE FRAPPE LES KURDES

Depuis le mois d'octobre 1992, plusieurs services de sécurité ont mené, à grand échelle, des arrestations dans les régions de al-Hassaka, Alep, Ras al-Ain, al-Qamishli, Afrin... Ces arrestations touchent la population kurde de Syrie.

Selon les sources des partis politiques kurdes et deux organisations kurdes des droits de l'homme et les C.D.F , près de 260 Kurdes ont été arrêtés et d'autres sont recherchés.

L'intervention des notables kurdes proches du gouvernement ainsi que les réactions que ces arrestations ont suscité dans les milieux kurdes et arabes de la région ont abouti à la libération d'une centaine de détenus ; parmi eux le député syrien M. Fouad Uleker et M. Mahmud Ismail Umar, membre du Comité central du Parti unifié démocratique kurde qui est actuellement à l'hôpital de Qamishli avec 22 autres libérés, suite à la détérioration de leur état de santé à cause de la torture.

Les C.D.F ont reçu la liste d'une vingtaine des détenus Kurdes arrêtés cette année dont :

AHMAD HASSO
ABDELNASER HASSO
KHABAT AFANDI
ABDALLAH IMAM
ALA IDDIN IMAM
ALA IDDIN AHMAD
IBRAHIM BUZAN

MUHAMMED ALI USMAN ALI
KHALLIL MUSTA
UMAR HAJ AL-AMMO
MUSA HASSAN HUSSEIN
SHARIF SHUKRI
MUHAMMED ALI BASSOUS
MUHAMMED ALI MUHAMMED.

Cette campagne est accompagnée de plusieurs décisions discriminatoires à l'égard de la minorité kurde parmi lesquelles : l'expulsion de 21 ouvriers de la Compagnie publique pour la construction routière, dont nous possédons la liste, l'interdiction de voyager pour des intellectuels Kurdes...

On rappellera que les mesures anti-kurdes ne datent pas d'aujourd'hui. En 1959, le service de renseignements arrête les

FEDERATION INTERNATIONALE DES LIGUES DES DROITS DE L'HOMME (FIDH)

principaux leaders du Parti démocratique kurde. Le 23 août 1962, le gouvernement décrète la loi 93, mise en application le 5 Octobre 1962 qui a privé près de cent vingt mille Kurdes de la nationalité syrienne et inauguré le projet de la "ceinture arabe", exigeant le déplacement de la population kurde de la région frontalière vers l'intérieur du pays. L'animateur de ce projet sera responsable du rapport sur les kurdes écrit après la déclaration de l'Etat d'urgence et publié en Octobre 1963, qualifiant les Kurdes de "Peuple sans histoire ni civilisation, ni langue"...

L'arrivée de M. Assad au pouvoir ralentit ce projet sans pour autant l'abroger. Les gouvernements jouent la carte de la naturalisation pour les "bidoun de la Syrie" (les Kurdes qui n'ont pas de carte d'identité) pour faire pression sur le mouvement politique kurde. En 1986, pendant la fête de Nayrouz (21 Mars) un affrontement entre les forces de sécurité et les Kurdes fait plusieurs morts et blessés.

Le 11 Novembre 1986, le gouverneur d'al-Hassaka publie le décret n° 1012/SAD/25 qui interdit l'utilisation de la langue kurde dans les lieux de travail. Le 3 Décembre 1989, Me Mohamed Mustafa Miro, gouverneur d'al-Hasaka promulguent l'ordre n° 1865/Sad/25, réitère cette interdiction et proscrit en outre les chansons non arabes pendant les mariages et les fêtes (LA VOIX DE LA DEMOCRATIE, journal des CDF a publié cet ordre dans son numéro de Novembre 1990), en contradiction flagrante avec la constitution syrienne même.

Le 5 Octobre 1992, trois organisations kurdes de Syrie (L'Union populaire kurde, le Parti unifié démocratique kurde et les travailleurs démocratiques kurdes) ont publié un opuscule commun pour marquer le trentième anniversaire de l'entrée en vigueur de la loi du 5 Octobre 1962. Ce document appelle les citoyens à soutenir les droits culturels et civiques des Kurdes.

Plus d'un million de Kurdes vivent en Syrie (dont près de 150000 sans nationalité). Les CDF et la FIDH exigent du gouvernement le respect de leurs droits civiques, politiques et socioculturels.

The Denver Post - December 9, 1992

U.S. fears Iraq may imperil Kurds by obstructing relief programs

By The Associated Press

WASHINGTON — With world attention focused on Somalia, U.S. officials worry that Iraq could imperil hundreds of thousands of Iraqi Kurds by obstructing relief programs essential to their survival.

As the second full winter of a U.N. relief program begins, the officials say the United Nations is showing an increasing tendency to allow the Iraqis to call the shots on relief deliveries, to the potential detriment of the Kurds.

The U.S. ambassador to the United Nations, Edward Perkins, is attempting to negotiate a joint protest note with his colleagues

from Britain, France and Russia for presentation to U.N. Secretary General Boutros Boutros-Ghali, officials said. A high-level interagency meeting was held in Washington yesterday on the Kurdish situation.

Last week, the two principal Kurdish leaders, Jalal Talabani and Massoud Barzani, warned Boutros-Ghali of the "growing danger of mass starvation" among the Kurds.

In a letter to Boutros-Ghali, Talabani and Barzani said Iraq has been restricting movement of relief supplies. They raised the spectre of a "massive movement of Kurdish refugees toward the Turk-

ish border."

An allied air umbrella has protected the Kurds from Saddam's Army since shortly after the end of Operation Desert Storm. Faced with an economic embargo imposed by Baghdad in violation of a U.N. Security Council resolution, the Kurds are almost wholly dependent on outside help. A number of trucks carrying relief supplies have been sabotaged recently, and some analysts hold the Iraqi Army responsible.

U.S. officials, asking not to be identified, say the Iraqis have worn down the U.N. negotiators in bargaining over terms of the relief effort.

Ouest-France - 7 décembre 1992

Aide aux agriculteurs du Kurdistan Offrir un toit aux réfugiés

Une association d'aide aux agriculteurs du Kurdistan vient de se créer sur la Manche. Son but : aider à la réalisation de projets agricoles ou de reconstruction de villages dans le Kurdistan irakien.

Serge Mouhedine, pépiniériste à Hambye, s'est rendu cet été en Irak. Il a été impressionné par ces villages détruits, ces cultures abandonnées dans le Kurdistan suite à la guerre Iran-Irak et à la politique de Saddam Hussein. Devant l'ampleur des dégâts et la volonté des habitants de revenir au pays, il a souhaité intervenir. L'association d'aide aux agriculteurs du Kurdistan s'est donné plusieurs priorités : permettre de reconstituer le cheptel et reconstruire les villages détruits par les bombardements et la destruction systématique.

Il n'est pas nécessaire de déplacer des équipes techniques, les structures existent sur place et les premiers projets sont menés à bien. Les besoins sont d'ordre matériel et financier. De



L'association d'aide aux agriculteurs du Kurdistan s'est constituée à Saint-Lô. Sa priorité : reconstruire les villages.

quoi faire parvenir les matières premières pour la construction (ciment, sable, poutres...), pour le réensemencement et la plantation d'arbres fruitiers, ou encore la mise en place de ruchers. La difficulté est d'autant plus grande que le pays est soumis à l'embargo.

L'association fait appel aux dons de particuliers. Elle espère aussi obtenir l'aide des syndicats agricoles, des collectivités

locales et des municipalités. Celles-ci pourraient par exemple parrainer un village en reconstruction. 4 800 villages ont été ainsi détruits, laissant à la rue une population de 2 millions d'habitants.

Contacts. Pour tout renseignement, fax 33 51 93 10 ou tél. 33 50 74 27 après 18 h. On peut verser les dons sur le compte Crédit agricole 87 06 12 B.

il manifesto - venerdì 18 dicembre 1992

«Un canto per Beko» di Arıç, profezia del Kurdistan libero

R.S.

ROMA «Il nostro più grande desiderio è vivere liberi e in pace nella nostra terra». Chi parla è Nizamettin Arıç, del Kurdistan, un paese che c'è ma non c'è. E' regista, musicista, attore. E' esule ad Amburgo dall'81. E' un poeta dei suoni e delle immagini, capace di produrre commozioni arcaiche. Peter Lienthal, regista tedesco «a parte», lo adora. E anche Thomas Mauch, l'operatore di Herzog, quello dei lavori impossibili. Come *Un canto per Beko*, che Arıç presenta in Italia in questi giorni. Una tragedia intima, in forma di struggente ballata, non propaganda piatta, su due fratelli curdi della zona turca, uno ribelle e l'altro rassegnato, costretti dai fatti a invertire i ruoli. Il primo trasformato in soldato turco, sarà ucciso da un connazionale. E' la tattica di Ankara, mettere curdi contro curdi; l'altro scappa, «è il desti-



Nizamettin Arıç, regista e protagonista di «Un canto per Beko»

no del mio popolo essere un rifugiato», dall'Iraq in guerra con l'Iran a Amburgo. Raccoglierà per strada una bimba orfana e ci spiegherà lo «stato delle cose» senza perdere la speranza che, nonostante: isolamento, coperatura occidentale allo sterminio,

via gas e Saddam, dei curdi, lotta intestina e mancanza di prospettive politiche, il Kurdistan rinascerà. Premio Arci-Ucca a Venezia '92, Beko verrà distribuito in almeno 20 dei 160 circoli Ucca, con altri 3 film «etnici» *La guerra del Golfo...e dopo,*

Mancanza di ossigeno dell'ucraino Andrij Doncik e, sugli zingari, *L'uomo perfetto* (tel. 06/3216878). Stasera «prima» a Genova Sampierdarena, al club Amici del cinema via C. Rolando 15 (ore 20.30). *Klamek Ji Bo Beko* è il primo lungometraggio a soggetto in lingua curda: popolo oppresso ovunque, idioma, stampa, bandiera (bianco, rosso verde con il sole al centro, traccia del «zoroastrismo» pre-islamico) e cultura antica (come la fiaba di Mam e Zin, già evocata nel documentario filo curdo *Davanti ai miei occhi* visto a Locarno) «proibite in Turchia in Iran, Iraq e Siria» come ci ricorda a Roma il cineasta, 36 anni (sceneggiatore con la compagna, la tedesca Christine Kernich). Produce Margarita Woskonian, armena, altra esperta in repressione turca dei popoli. Siamo lontani dallo stile secco, politico e aguzzo di Yilmaz Guney, il più celebre cineasta curdo, che girava in lingua turca: «Mi piacciono *Umut*, *Sur*, *Yol*, ma non è il mio modello. Affronta temi mitiche curde, ma il suo internazionalismo m-l» gli impediva di dichiararsi curdo. Vivere la propria identità in modo democratico, questo è il problema che i curdi hanno oggi».

Avvenire - Mercoledì 9 settembre 1992

VENEZIA. Concorso al femminile: «Il poliziotto sentimentale» e «Orlando»

Il Chiambretti dimezzato

Finale a Palazzo Ducale. Film curdo commuove

VENEZIA. Rappresenta forse uno dei momenti più importanti di tutta la Mostra del Cinema, la proiezione di ieri alla "Settimana della critica" di «Klamek ji bo Beko» (Una canzone per Beko), il primo lungometraggio scritto, girato e interpretato da un regista curdo, Nizamettin Arıç. Il film, prodotto con l'aiuto di capitali tedeschi, è la prima testimonianza di una tragedia, quella delle popolazioni curde, soggette da un decennio alla frantumazione territoriale (il Kurdistan è diviso tra Turchia, Siria e Iraq) e ad una persecuzione etnica tra le più feroci. Il film, ambientato nel 1988, al tempo della guerra tra Iraq e Iran, racconta le dolorose avventure di Beko, un abitante del Kurdistan turco, per ricongiungersi con

il fratello in Iraq.

Incredibile ma vero la Mostra di Venezia ha perso i suoi Leoni. Difatti una rassegna sui film vincitori del Leone d'Oro dal 1932 ad oggi è saltata perché la cineteca della Biennale non possiede la maggior parte delle pellicole. Il progetto si è dovuto interrompere perché si erano riusciti a racimolare solo una quindicina di film e, tra l'altro, neanche tutti dei Leoni d'Oro ma di quelli d'Argento.

Mentre da una parte la 49ª edizione della Mostra del Cinema mostra tutte le sue lacune, dall'altra i suoi curatori invocano il principio della "sobrietà" per la serata conclusiva che andrà in onda sabato in diretta su Raidue da Palazzo Ducale, in caso di pioggia dal Teatro alla Fenice, dalle 22.05 alle 23. Il primo a

fare le spese di questo ritorno alla serietà è stato Pierino il terribile, quel Chiambretti intrufolone che fa sempre paura un po' a tutti. «Inadatta al carattere culturale della manifestazione» è stata difatti considerata la sua presenza cosicché il "guastatore" televisivo dovrà accontentarsi di registrare alcuni speciali durante la giornata che verranno mandati in onda su Raitre. Alle 19 verrà trasmesso il primo "Caccia al Leone", della durata di un'ora, e dalle 23.15 alle 0.15 il secondo "Il Leone cacciato". D'altro lato la replica di Chiambretti è chiara: «Io non volevo partecipare alla serata di gala con la Carlucci perché non vi avevo nulla a che fare». La diretta della "Notte dei Leoni" va in onda alle 22 dopo che era saltata la prima serata per via della

cacciata da Piazza San Marco e lo, e, a quanto pare, lo sponsor si era opposto alla collocazione alle 19. Si tratterà di uno spettacolo senza balletti o cose simili: unica concessione alla spettacolarità lo sbarco dei vincitori e dei divi dalle gondole. Sul palco condurranno Gabriele Carlucci e Ugo Gregoretti.

Tra le sorprese di ieri proiezione di tre spot girati da Federico Fellini per la Banca di Roma con protagonista Paolo Villaggio e la movimentata festa sul lungomare del Lido ad opera del cast di "Non chiamarmi Omar" il film di Sergio Staino tratto da un racconto di Francesco Tullio Altan. Tra i protagonisti Ornella Muti, Stefania Sandrelli, Gastone Moschin e gli "Avanzi" Pierfrancesco Loche e Antonello Fassari.

LE NOUVEAU QUOTIDIEN
9 décembre 1992

gamk - 7-8 décembre 1992

Hélicos contre Kurdes

Achat turc massif.

La Turquie et les Etats-Unis ont signé à Ankara un contrat de 1,1 milliard de dollars pour la fourniture de 95 hélicoptères multi-usages de la firme américaine Sikorsky à l'armée turque. Le contrat comprend l'achat de 45 hélicoptères de type Black Hawk UH-60L et la construction sous licence en Turquie de 50 autres appareils du même type. Selon des sources proches de la sécurité turque à Ankara, l'armée turque devrait utiliser les nouveaux appareils en priorité dans le sud-est anatolien pour combattre la rébellion kurde de Turquie.

AFP/LNQ

UN JOURNALISTE ALLEMAND JUGÉ EN TURQUIE

Un journaliste allemand a comparu vendredi devant la cour de Sûreté de l'Etat de Diyarbakir «pour collaboration avec la rébellion kurde de Turquie». Stefan Wolberg, qui travaille pour laradio régionale de Dreyeland à Freiburg en Allemagne, avait été arrêté, le 18 octobre dernier, par les autorités turques au poste frontalier turco-irakien de Habour et accusé de «complicité» avec les militants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK). Depuis, il était en garde à vue à Silopi, près de Habour et dans la prison de Diyarbakir.

Le procureur, qui affirmé dans

son réquisitoire l'existence de «documents prouvant la complicité de l'accusé avec les rebelles kurdes de Turquie», a requis une peine entre 5 et 15 ans de prison contre lui. Il s'agit, selon les avocats de la défense, des documents appartenant à Stefan Woldberg.

Woldberg, qui est également employé dans la société d'électronique Sick Optik, a passé un mois jusqu'au 18 octobre dans les camps du PKK dans le nord de l'Irak au début des opérations aéro-terrestres turques contre PKK dans le Kurdistan irakien sous contrôle des peshmegas.

l'Evail de Pont-Audemer - Jeudi 10 décembre 1992

DU MONDE AUX CORDELIERS

Pour mieux connaître le Kurdistan



Les Rislois venus en nombre

"J'ai vraiment pris conscience du problème du Kurdistan grâce à une jeune... Hongroise que nous hébergeons. Elle fréquente à la Faculté de Rouen un étudiant Kurde qui m'a parlé du drame vécu par son peuple. J'ai pensé qu'il fallait faire quelque chose à Pont-Audemer..." Et voilà comment Mme Tran a organisé vendredi dernier aux Cordeliers une soirée sur le Kurdistan.

Grâce à une bonne campagne d'information, les Pont-Audemeriens sont venus relativement nombreux écouter Salih Akin, l'étudiant rouennais, et le docteur

Monneraye, qui a effectué avec "Médecins du Monde" une mission au Kurdistan.

Après une présentation historique (un peu trop longue) sur le Kurdistan, Salih évoqua la terrible répression dont sont victimes les Kurdes, tant par la Turquie, l'Irak que l'Iran. Aucun des pays qui les "accueille" ne veut en effet reconnaître l'identité kurde et encore moins donner une patrie véritable à ces millions d'hommes, de femmes et d'enfants;

Le docteur Monneraye évoqua, avec l'appui d'un film vidéo, la grande détresse des familles

kurdes et les difficultés des missions humanitaires.

Un débat s'engagea ensuite avec les spectateurs mais les difficultés d'élocution des kurdes présents fut parfois un obstacle à un échange plus approfondi. Malgré tout, les personnes présentes ce vendredi aux Cordeliers connaissent désormais mieux le problème du Kurdistan et pour Mme Tran, la mission est donc "remplie". Elle tient à remercier les généreux donateurs qui ont permis d'offrir de l'argent à "Médecins du Monde" et à l'association des Cordeliers.

L'EXPRESS — 10 décembre 1992

ATTENTATS

Téhéran persévère

Liens renforcés avec le Hezbollah libanais, réseaux activés, « Légion étrangère » et projets d'attentats en Europe : l'Iran n'a pas désarmé. L'Express en a la preuve.

Une coopération policière étroite vient de permettre d'éviter, en Allemagne à coup sûr, en France probablement, une nouvelle affaire Bakhtiar, c'est-à-dire le meurtre d'opposants au régime iranien par un commando venu de Téhéran.

L'Express peut en effet révéler que des informations fournies par le bureau allemand des Moudjahidin du peuple – des opposants révolutionnaires au régime des ayatollahs – et confirmées par les services spéciaux de Bonn ont permis d'interpeller, à la mi-novembre, boulevard des Italiens, à Paris, « Mahmoud Sajadian » et « Ali Kamali », deux éléments d'une équipe opérationnelle du ministère iranien du Renseignement.

Une prise importante : selon la justice suisse, qui a sur-le-champ demandé leur extradition, ces hommes ont participé, le 24 avril 1990, à Coppet, près de Genève, à l'assassinat de Kassem Radjavi – frère du chef des Moudjahidin du peuple, Massoud Radjavi.

Le 18 novembre, peu après l'arrestation de ses deux agents, le gouvernement iranien fournissait la preuve de sa culpabilité en prenant en otage, sans le moindre motif, Raymond Labarbe, un homme d'affaires français établi à Téhéran. Avant de le libérer sous caution le 5 décembre, avec interdiction de quitter le pays.

La dernière mission de Sajadian et de Kamali consistait à établir une base à Paris. En Allemagne, le travail de repérage de certaines cibles avait déjà commencé. Cette nouvelle preuve de l'implication de l'Etat iranien dans une opération terroriste confirme les spécialistes dans leur analyse : rien, au fond, n'a changé dans l'Iran des aya-

tollahs, même si d'aucuns veulent croire à la « modération » nouvelle de l'équipe au pouvoir à Téhéran.

Ainsi, une note de synthèse de la DGSE, datée du 23 octobre 1992 et intitulée « Espionnage, ingérence et terrorisme : la menace iranienne », avertit que, « en apportant aux organisations radicales [du Moyen-Orient] un soutien à la fois politique, logistique et financier, l'Iran joue dorénavant un rôle primordial dans le développement du terrorisme moyen-oriental ».

La même note souligne l'étroitesse des liens entre les services secrets de Téhéran et le Hezbollah libanais. Téhéran aurait ainsi apporté au service de sécurité extérieure du Parti de Dieu une aide logistique importante lors de trois attentats récents : jet d'une grenade, le 1^{er} mars 1992, sur une synagogue d'Istanbul, assassinat à

Ankara, une semaine plus tard, de l'officier de sécurité de l'ambassade d'Israël et destruction, le 17 mars, à l'aide d'un véhicule bourré d'explosifs, de l'ambassade israélienne de Buenos Aires.

Plus récemment encore, le 17 septembre dernier, c'est un commando mixte irano-libanais qui a mitraillé, à Berlin, au restaurant Le Mykonos, le secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), Sadegh Sharafkandi (quatre morts, au total). Sharafkandi avait succédé, à la tête du PDKI, à Abderrahman Ghassemloo, lui-même assassiné par les services spéciaux iraniens à Vienne, le 13 juillet 1989. Le commando était composé de deux Iraniens – un « itinérant » connu sous les pseudonymes de « Sharif », « Abou Roman » et « al-Khwaja » ; Kazem Darabi, militant islamiste connu, résidant à Berlin et spécialisé dans la logistique – et de trois Libanais chiites – Fajazallah Abdo Haïdar, Abbas Hussein Rhayel et Youssef Amin.

Arrêtés peu après, Darabi, Rhayel et Amin n'ont pas apporté aux services de renseignement occidentaux la réponse à une question qui les intéresse fort : la composition, par nationalités, de la fameuse « force al-Qods ». Fondée au début de 1991 sur ordre de la direction iranienne, cette force islamiste spécialisée, au sein des Gardiens de la révolution, dans les opérations clandestines aurait recruté, depuis un an, nombre d'étrangers islamistes, au Proche-Orient arabe, mais aussi en Bosnie ou au Maghreb. Une « Légion étrangère » bien utile pour permettre à Téhéran, à l'avenir et en cas de besoin, de dissimuler ses traces...
Xavier Raufer ■



Des Kurdes iraniens assassinés en Allemagne. Signé Téhéran.

AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE

FRAD602 4 I 0301 FRA /AFP-SQ58

Kurdes-France

Le ministère de l'Intérieur rappelle "les règles d'organisation des élections politiques" après un scrutin organisé par deux mouvements kurdes

PARIS, 10 Déc (AFP) - Le ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique rappelle jeudi, que "les règles d'organisation des élections politiques sont prévues par la loi et les accords internationaux", à la suite de l'organisation d'"élections" pour un "parlement national" du Kurdistan organisées en Europe les 20, 21 et 22 novembre.

Il précise dans un communiqué que "s'agissant des élections concernant les communautés étrangères, la France applique le principe de réciprocité, règle permanente de droit international: A ce titre, elle autorise, sur demande des autorités du pays organisant des élections, l'établissement de bureaux de vote dans les ambassades et les consulats, sous réserve de réciprocité."

"En dehors de ce cadre, conclut le ministère, aucune élection politique concernant une communauté étrangère ne peut être valablement organisée."

Cette mise au point intervient après l'organisation des "élections" pour un "parlement national" du Kurdistan organisé en Europe par le "Front de libération nationale du Kurdistan", proche du PKK et le "Parti des travailleurs du Kurdistan (mouvement armé séparatiste des Kurdes turcs) auxquelles ont participé plus de 12.000 kurdes de France dans 35 villes de la métropole. L'organisation de ces élections ne répondait donc pas aux modalités prévues.

A cette époque, "il n'y (avait) eu aucune intervention des autorités françaises" vis à vis de ces "élections", indiquait-on de source kurde tandis qu'en Allemagne, les autorités avaient interdit ce scrutin, estimant qu'il s'agissait "d'une prétention illégale à une activité souveraine sur le sol de l'Allemagne Fédérale."

Sic/fmi

AFP 101850 DEC 92

OUVERTURE DE LA REUNION QUADRIPARTITE SUR L'IRAK DU NORD

Une réunion de consultation quadripartite sur la poursuite de l'opération «Provide Comfort» se rapportant aux kurdes irakiens et à la situation en Irak du Nord s'est ouverte vendredi matin à Ankara avec la participation de hauts fonctionnaires des Affaires étrangères et de la Défense américains, britanniques, français et turcs.

La prolongation de l'opération «Provide Comfort» d'aide et de surveillance alliée en Irak du Nord depuis le territoire turc, sera le principal sujet des discussions à trois semaines de l'expiration de la durée du stationnement de la force multinationale sur des bases en Turquie.

Composée de 75 avions et hélicoptères, dont 48 chasseurs bombardiers, cette force de 1 800 hommes

ment turc dont nombre de députés, notamment de l'aile conservatrice, s'opposent à une telle prolongation.

Ankara devrait notamment faire part à ses alliés de son inquiétude concernant la situation en Irak du Nord après la décision du «Parlement» kurde irakien en faveur d'un Etat Fédéré Kurde. Les responsables turcs devaient également informer leurs collègues des résultats de la réunion tripartite Turquie-Syrie-Iran à ce sujet à la mi-novembre à Ankara. stationne en Turquie depuis juillet 1991 avec l'accord des autorités turques dont les forces ne participent pas directement aux opérations aériennes.

Cette nouvelle prolongation dépendra d'une décision du parle-

Comment les Irakiens ont vaincu George Bush

Si George Bush n'est plus président des Etats-Unis, c'est grâce à la force de l'Irak et à l'intelligence de Saddam Hussein, qui ont fini par abattre cet ennemi maléfique.

Al Thawra (Bagdad)

Certes, nous avons voulu la défaite de Bush, mais nous souhaitons aussi voir sa tête tomber, rouler à terre pour être piétinée ; car ce scélérat a dépassé par ses actes criminels, sa bassesse, sa haine et son extravagance sadique tous ses prédécesseurs. Il a toujours - lui et sa bande démoniaque : la bande du général Scowcroft* -, brûlé d'impatience et n'attendait qu'une réaction irakienne aux provocations quotidiennes de ses avions pour reprendre les bombardements et poursuivre la destruction de l'Irak. Or, en dépit des provocations quotidiennes des avions américains, tels les vols à basse altitude pour terroriser les enfants, les vieillards et les malades, et brûler les champs de blé et d'orge..., en dépit de tout cela, ni Bush ni sa bande n'ont pu entamer le potentiel des Irakiens, qui ont su garder, avec la fierté des braves et la patience des sages, la maîtrise d'eux-mêmes.

Dès 1985, Bush avait commencé à comploter contre l'Irak, lorsqu'il avait chargé le colonel Oliver North d'avertir ses interlocuteurs iraniens que les Etats-Unis étaient prêts à aider l'Iran à se débarrasser de Saddam Hussein.

Après l'annonce officielle de la victoire de l'Irak sur les agresseurs iraniens, Bush et Thatcher avaient envoyé des émissaires dans les pays du Golfe pour les mettre en garde contre l'Irak et conspirer contre Saddam Hussein.

En 1989, la décision a été prise de modifier le Plan de guerre 1002, établi en 1981 pour faire face à une éventuelle intervention soviétique dans le Golfe. La menace, d'abord soviétique, était donc devenue irakienne ; ce nouveau plan a été baptisé Plan de guerre 1002-90.

Au mois d'octobre 1989, Tarek Aziz, à l'époque vice-président et ministre des Affaires étrangères, avait fait part à James Baker des manœuvres de l'Administration Bush. Bien que Baker ait nié les informations irakiennes, cela n'a rien changé à la réalité. Dès le début de 1990, les médias américains avaient commencé leur campagne contre l'Irak et contre son leader Saddam Hussein ; celle-ci faisait écho à une autre campagne qu'avaient menée les sionistes en Europe. Au même moment, l'Irak faisait l'objet d'une guerre économique élaborée par la CIA en coordination avec ses valets du Koweït et des Emirats arabes unis, afin de faire chuter au maximum le prix du pétrole, cela dans

LE COURRIER INTERNATIONAL

11 NOVEMBRE 1992

le but d'entraîner l'effondrement économique et politique de l'Irak.

L'Administration Bush avait fourvoyé l'opinion américaine et internationale, et ce en étouffant la vérité et en faussant l'image de l'Irak et de son guide. Après cette agression et ces crimes, Bush a réussi à pervertir les Nations unies et à en faire un instrument de propagande au service de l'Administration américaine. Quant à l'embargo décrété par Bush contre l'Irak, et qui entre dans sa troisième année, c'est un crime impardonnable, au vu de critères humains et juridiques.

Bush est personnellement responsable de la mort de 170 000 enfants et malades irakiens. Il est responsable des souffrances endurées par l'Irak. Au moment où nous évoquons cette agression maléfique dont l'Irak a fait l'objet, il ne faut pas oublier une vérité évidente : sans notre résistance, notre endurance, notre militantisme et la défense établie par notre guide - dont l'esprit éclairé nous a donné la force nécessaire pour reconstruire le pays -, sans tout cela, Bush n'aurait jamais perdu la présidence.

On dira que Bush a été battu pour des raisons de politique intérieure et qu'il y a dix-huit mois il était au faite de sa puissance ; or, nous soutenons que, sans la résistance remarquable des Irakiens, Bush n'aurait jamais été battu. Il nous faudra donc préserver et consolider les acquis de cette victoire.

* Brent Scowcroft, général d'aviation et président du Conseil national de sécurité de George Bush.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, December 11, 1992

Democrats See Cover-Up in Decision on Iraq Loan Inquiry

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — Congressional Democrats denounced as a cover-up on Thursday a Bush administration decision not to appoint an independent prosecutor to investigate alleged wrongdoing in bank loans to Iraq.

It is now up to the Clinton administration to sort out the truth, the legislators said.

Attorney General William P. Barr, an opponent of the post-Watergate law authorizing independent prosecutors, declined to seek appointment of a prosecutor, agreeing with a recommendation of a special counsel whom he had hired to review the case.

The counsel, Frederick B. Lacey, a retired federal judge, concluded on Wednesday that the evidence in

the case of \$5.5 billion in loans to Iraq through the Atlanta branch of an Italian bank, Banca Nazionale del Lavoro, did not call for an independent prosecutor.

In response, the chairman of the House Judiciary Committee, Jack Brooks, Democrat of Texas, accused the Bush administration of a "stonewalling refusal" to permit an independent inquiry.

The chairman of the Senate Judiciary Committee, Joseph R. Biden Jr., Democrat of Delaware, said, "I am deeply concerned." He added that the appointment of an independent prosecutor was necessary to reassure the American public "of the integrity of the agencies responsible for their security and for enforcement of our laws."

And the chairman of the House

Banking Committee, Henry B. Gonzalez, Democrat of Texas, called the decision part of an ongoing cover-up and vowed to continue his committee's investigation.

But Mr. Barr asserted that the Justice Department had acted properly in every aspect of the politically contentious case, and said he fully agreed with Judge Lacey's findings.

At a news conference on Wednesday, Judge Lacey, who is also a former prosecutor, dismissed as "nonsense" accusations that U.S. prosecutors had stifled a full investigation of the loans.

"Had there been any corruption here, I would have smelled it and found it," he said.

Mr. Barr's decision was the Bush administration's last attempt to

bring the bank scandal to a close, although there are other investigations under way that will keep the issue alive long after President George Bush leaves office.

Judge Lacey said that he would resign but that several minor matters under investigation would continue to be pursued by the Justice Department.

At the news conference at which he announced his decision, Judge Lacey, a Republican, bristled at reporters who probed his impartiality and thoroughness. He blamed news organizations for reporting as fact what he called the "unbridled attacks of a legislator."

He did not name the lawmaker, but he clearly had in mind Mr. Gonzalez, who has led congressional inquiries into the bank case.

L'Humanité - 14 décembre 1992

Entretien avec Mehdi Zana

LE KURDISTAN DANS LA TOURMENTE

*Pour l'ancien maire de Dyarbakir, la situation est plus grave que jamais
L'armée turque tue et détruit en toute impunité. Le procès du HEP, seul parti
représentant la population kurde à l'Assemblée, s'ouvre le 27 décembre à Ankara*

"Many decent people have had their careers tarnished and their reputations stained by being charged with corrupt, being part of a cover-up," said the judge. "These charges were baseless. And you have been taken in by them."

While Judge Lacey asserted that there was no evidence of any criminal wrongdoing, he did not rule out the possibility that someone may have tried to slow down the prosecution, hinting that the Agriculture Department may have tried to interfere in the case to enable the Bush administration to extend \$1 billion in credits for farm products to Iraq in the fall of 1989.

He also faulted both the Justice Department and the CIA for handling classified documents related to the case in a haphazard manner that suggested, when the papers were made public in September, that both agencies might have overlooked or hidden evidence of wrongdoing.

The report depicts a tense, months-long tug of war between senior Justice Department officials and U.S. prosecutors in Atlanta.

The prosecution team became convinced that the bank's senior officials in Rome had been ignorant of the fraud. But officials at headquarters were skeptical that such a huge fraud could have been committed without them learning about it.

The recommendations by Judge Lacey allowed Mr. Barr to assert Wednesday that his own findings were vindicated.

But far from settling the issue, Mr. Barr's decision is certain to renew the uproar over charges that the administration quashed a thorough investigation of the bank, fearing disclosure of the administration's policy of aiding Iraq before the Gulf War.

Because the report deals narrowly with the issues surrounding the Atlanta case, many of the critical questions about U.S. policies toward Iraq remain unanswered.

Some congressional committees are investigating whether the government used a network of companies, some financed by the Atlanta bank, as conduits for illegal arms sales to Iraq.

Some lawmakers have said that despite investigations around the country, none of the companies have ever been charged with violating export laws.

The new attorney general to be appointed by President-elect Bill Clinton could reverse Mr. Barr's decision.

But that would require reauthorization of the independent counsel statute, which expires on Tuesday.

(AP, NYT)

MEHDI ZANA, ancien maire de Dyarbakir, la « capitale » du Kurdistan de Turquie, était récemment de passage à Paris. Inlassablement, cet homme, figure emblématique de la lutte du peuple kurde, continue sa croisade d'explication auprès des gouvernements, des partis, des opinions publiques européennes. Du moins quand les autorités d'Ankara lui en laissent le loisir. « Le gouvernement turc m'arrête quand ça l'arrange, explique-t-il. Il a toujours plusieurs procès en réserve contre moi. Actuellement, il y en a trois en suspens : pour être intervenu à l'assemblée de l'Association des droits de l'homme et pour avoir pris part à des meetings pendant la dernière campagne électorale alors que je suis privé de droits civiques. »

Des « délits » qui dans une Turquie où tous les départements kurdes sont soumis à l'état d'urgence, peuvent mener en prison pour des années. Mehdi Zana en sait quelque chose : il y a passé 15 ans au total, la plus grande partie sous la dictature du général Evren, du coup d'Etat de septembre 1980 à mai 1991. Ce qui ne l'empêche pas de militer sans relâche depuis sa libération pour la solution d'un problème qui conditionne à ses yeux l'avenir de la démocratie en Turquie : celui du peuple kurde, de la reconnaissance de ses droits et des modalités de sa cohabitation avec le peuple turc. Ou de leur séparation.

Mehdi Zana n'est pourtant ni un extrémiste ni un séparatiste. Maire social-démocrate de Dyarbakir de 1977 à 1980, il n'a jamais prôné l'indépendance du Kurdistan, encore moins la lutte armée : « Depuis le début, je pense qu'avec un changement des mentalités, nous pourrions cohabiter dans un système fédéral. Ce serait avantageux pour tout le monde. Le problème, c'est que pendant sept décennies on a dit au peu-

ple turc que les Kurdes n'existaient pas. Ces deux dernières années, la Turquie a du modifier son discours à cause de ce qui se passait en Irak. Les Kurdes se sont mis à exister. Maintenant de nouveaux événements font de la Turquie un élément irremplaçable pour l'Occident — notamment en direction de l'Asie. A nouveau, la Turquie peut nier ses Kurdes et les réprimer sans s'attirer la moindre remarque, sans qu'il y ait de réactions internationales. Le problème kurde est finalement un problème turc. Il faut s'accepter ou se séparer. Mais malgré toute notre bonne volonté, si on se heurte sans cesse à la matraque, il est impossible de s'entendre. C'est ce que pensent aujourd'hui la majorité des Kurdes ».

Car si la situation politique s'est plutôt améliorée en Turquie depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Demirel, elle s'est considérablement aggravée au Kurdistan. On en est arrivé, comme je l'ai constaté moi-même, à une situation de guerre. Mehdi Zana le confirme :

« Si vous alliez à Dyarbakir aujourd'hui, vous ne reconnaitriez pas la ville que vous avez vue en mai. Elle est pleine de mendiants et de réfugiés qui ont fui les villages rasés, brûlés et évacués par l'armée turque. Elle a reçu les pleins pouvoirs pour faire ce qu'avait fait Saddam Hussein dans le nord de l'Irak : vider les villages, contraindre les Kurdes à l'exode dans l'espoir qu'ils seront plus facilement intégrés dans les villes turques, à l'ouest. Ces paysans qui ont tout perdu, maisons et troupeaux, s'entassent dans les banlieues des villes. Ils mendient par familles entières et la haine s'accumule. Je crains, dans un avenir proche, des explosions incontrôlables. Il y a déjà eu dans certaines villes turques des incidents racistes anti-kurdes ».

La guérilla du PKK (le parti des

travailleurs du Kurdistan, qui mène la lutte armée pour l'indépendance) est, selon Mehdi Zana, utilisée comme alibi pour obliger la population à fuir vers l'ouest du pays. « Ankara, explique-t-il se sert du PKK comme d'un repoussoir pour justifier ses propres exactions aux yeux de l'Occident. »

Apparemment ça marche : personne n'a pipé mot devant les ratissages de ces dernières semaines dans le sud-est de la Turquie et l'incursion de 30.000 soldats turcs en Irak où ils ont exercé leur « droit de suite » contre le PKK.

Mais quelles sont les relations de Mehdi Zana avec cette organisation? La réponse est nette :

« Je suis totalement indépendant et j'ai donc des contacts avec tout le monde, y compris avec les gens du PKK. J'essaie d'intervenir pour tenter d'établir un dialogue entre ces deux communautés qui ne peuvent pas s'étriper indéfiniment. Personnellement, je ne crois pas à une solution militaire, et je n'ai jamais été partisan de la lutte armée. »

Une position d'autant plus difficile que Mehdi Zana est privé de ses droits politiques, donc de possibilités d'action et d'expression légale. C'est en fait le cas des Kurdes en général : le parti qui les représentait le mieux — le HEP (Parti populaire du travail) — est sous coup d'une menace d'interdiction. Ses députés (dont Leila, l'épouse de Mehdi Zana) risquent de voir lever leur immunité parlementaire. On les accuse, parce qu'ils défendent les droits élémentaires des Kurdes, d'être des sous-marins du PKK. Victime d'une campagne de presse particulièrement odieuse, le HEP verra bientôt son sort scellé par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara : son procès s'y ouvrira après Noël, le 27 décembre.

Françoise Germain-Robin

Erbil Journal

Wintry Classrooms Warmed by Kurdish Dreams

By CHRIS HEDGES

Special to The New York Times

ERBIL, Iraq — Armed with a few tattered Iraqi schoolbooks, Maria Talat sets out each morning to do battle against an educational system that often seems to be an arm of Saddam Hussein's vast propaganda machine.

"I took the books with maps of the Middle East and redrew the boundary between Iraq and Kuwait myself," said Miss Talat, 26, a Kurdish primary-school teacher, referring to Baghdad's claim that Kuwait is part of Iraq.

"I ripped out the front page with the picture of Saddam Hussein. I crossed out the passages that glorify him and his Baath Party. And I began to teach, for the first time in my life, what I believe to be true."

There have also been other, more obvious changes in north since the Iraqi authorities withdrew 18 months ago, when the Persian Gulf war coalition set up a security zone for the four million Kurds in the region.

The Kurdish Government here, elected in the spring, has removed huge paintings and billboards of Mr. Hussein and has ended the fawning press coverage and the songs and poems written in his honor. In their place are portraits of Kurdish martyrs, Kurdish radio and television stations and ballads extolling the century-long struggle for a Kurdish homeland.

Change in the Schoolroom

But it is in the educational system where change seems to have the most meaning.

"We see education as the foundation of our nation, but then so did the Iraqi Baath Party," said Dr. Nasir Ghafoun Ramadan, the Kurdish Minister of Education. "The educational system was the main tool the ruling Baath leaders used to propagate their ideology. And in this we are determined to be different. Our schools are strictly apolitical."

The more than 1,100 schools in the Kurdish state have banned political organizations, pictures of Kurdish leaders and political slogans.

"Students are not marched out into the street to greet some Kurdish political leader," Dr. Ramadan said, "as they once did in the past when some Iraqi official was in town."

The Kurdish authorities also administer their own versions of Iraqi national exams and grant diplomas, although the results are not recognized by the Government in Baghdad. Classes are conducted in Kurdish. Teachers use Iraqi textbooks, which are written in Arabic, and translate the lessons into Kurdish. No Kurdish-language textbooks are available.

Although strapped for funds, the Kurdish Government devotes 25 percent of its budget to the region's 840 primary schools, 153 junior high schools, 100 high schools, assorted trade and agricultural institutes and two universities.

Still, schools are unable to print their own books and students are forced to make do with what the Iraqis left behind. Students, for example, fill up notebooks and then erase them to use again. Subjects including Kurdish history, which was forbidden under Iraqi rule, are taught without the aid of textbooks.

They also face other obstacles like those at the Kurdistan Primary School here, where 800 students study in two shifts with too few desks, broken windows and doors, chipped plaster and insufficient lighting.

Boys and girls, often without proper coats, wrap their arms across their chests in an effort to keep warm in a room where the heating system does not work.

Among the teachers are dissidents who were once banned from the classrooms. One of them is Adel Abdel Rahman, a 37-year-old physical education teacher who deserted from the Iraqi Army in 1986. He spent five years taking care of chickens in a village before returning to his profession after the Iraqi withdrawal. The only piece of gym equipment he has is a ball, paid for by the teachers.

Home Is a Concrete Hovel

Before the Iraqis left, the building housed an elite school for the children of Baath party officials. Next door is a walled-in compound that once belonged to top party members. The houses there are now used by Kurdish Government ministers.

Across the road facing the school, lies a sprawling slum of concrete hovels, which are home to many Kurds who were evicted from 4,000 villages demolished by the Iraqi Government over the last 15 years.

The children from the slum were not allowed to study in the party school, but once the Iraqis departed, the doors were opened to everyone.

Many of the students suffer from the food shortages that torment the north. And the students are often sick. The combined effect, teachers say, makes it difficult for them to concentrate.

"When Karzan comes home he is cold and hungry," said Nachine Hamed of her 7-year-old son. "He keeps asking me for a notebook."

The teachers, too, find it difficult to feed their own families because prices have risen more than 100 times since Iraq imposed an embargo on the north 15 months ago. After school the other day, Maadi Kako Habib, the school's director, stood next to the taxi he drives at night to earn extra money. The school's 18 teachers and 2 assistants filed past, many to their second jobs as store clerks or vendors.

"We lack everything from chalk to books," Mr. Habib said. "We do not earn enough to live on, but then before we were not allowed to teach. We only acted in political theater."

Miss Talat, the schoolteacher, added, "Each day our life is more precarious, and I teach with urgency now, trying desperately to instill in the children something they will always carry with them."



The New York Times

Schoolteachers in Erbil no longer have to praise Saddam Hussein.

Agence France Presse - Agence France Presse - Agence France Presse - Agence France Presse - Agence France Presse -

FRFR

FRAD341 4 I 0182 FRA /AFP-TC50

France-Kurdes-Irak

Entretien franco-kurde au Quai d'Orsay

PARIS, 18 déc. (AFP) - Le ministre délégué français aux Affaires étrangères Georges Kiejman a reçu vendredi le président du "parlement" kurde irakien Jawhar Namek Salem dans le cadre des contacts que la France poursuit avec des personnalités kurdes, a indiqué le porte-parole adjoint du Quai d'Orsay Maurice Gourdault Montagne.

Il a rappelé que la France avait "salué l'élection en mai dernier de cet organe législatif qui marquait l'expression d'une volonté démocratique des Kurdes de l'Irak".

M. Jawhar devait ensuite être reçu par le président de l'Assemblée nationale Henri Emmanuelli.

Elu dans le nord de l'Irak, que le gouvernement central de Bagdad a cessé de contrôler après le retrait de ses fonctionnaires en octobre 1991, le "parlement" kurde, premier du genre, n'a été reconnu par aucun pays à ce jour.

Il est composé de 50 députés du Parti démocratique du Kurdistan du chef traditionnaliste Massoud Barzani, de 50 autres de l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani et de cinq chrétiens.

mj/bmk /idf

AFP 181624 DEC 92

Saturday, December 19, 1992

THE DENVER POST

Iraq accused of bombing relief convoys

U.S. detects 'pattern of sabotage'

By The Associated Press

WASHINGTON — The United States accused Iraq yesterday of bombing U.N. relief convoys in northern Iraq and warned Baghdad not to attack Kurds.

The Iraqi military has been attempting to impede relief convoys traveling from Turkey into Iraqi regions inhabited by the Kurds, said Assistant Secretary of State Edward Djerejian.

"Recently, Iraqi interference has taken on a particularly disturbing dimension," he said.

"There has been over the last month a pattern of sabotage against relief convoy vehicles. This week, at least 15 trucks were damaged by bombs, putting the Turkish drivers at mortal risk," he said.

"Eyewitness accounts of these attacks leave no doubt — no doubt

— that the bombs were attached by Iraqi security personnel at checkpoints the trucks must pass," Djerejian told reporters.

"We take this matter very seriously. We are consulting with our allies, including the Turks, and at the U.N. on how to meet this challenge," he said.

The actions come as military intelligence reports have noted an upswing in activity among Saddam Hussein's military forces in the western sectors of northern Iraq, said a senior Pentagon official.

The Iraqis have been "shifting some of their assets around within various military units," such as tanks and artillery pieces, the official said.

The official denied there has been a massing of forces in the north, or that any new forces have been brought into the region.

He said their number remains about 25 percent of Saddam's overall military power. The reasons behind the unit moves are unclear, the official said.

Saddam could be readying an attack against the Kurds, or could also be bulking up some units to prepare for a large-scale military exercise, said the official, who has access to intelligence reports.

"It's hard for us to know exactly what he's getting ready to do, but we are watching it closely," the official said.

Another official said U.S. analysts speculate Saddam may be trying to embarrass the United States with daring acts it knows the Bush administration will not respond to because of its lame duck status and preoccupation with relief operations in Somalia.

TURQUIE

Le Conseil de l'Europe dénonce l'usage de la torture

Le Conseil de l'Europe a rendu public, lundi 21 décembre, un rapport dénonçant la torture en Turquie. Strasbourg multiplie en vain depuis deux ans les mises en garde envers Ankara.

STRASBOURG
(Conseil de l'Europe)

de notre correspondant

Le Comité européen pour la prévention de la torture, créé en 1987 par les vingt-sept membres du Conseil de l'Europe, a commencé son enquête en septembre 1990. Il concluait déjà, révèle le rapport, que *«la pratique de la torture et d'autres formes de mauvais traitements restait largement répandue en Turquie, et qu'il en était fait usage à la fois à l'égard de suspects de droit commun et de personnes détenues en vertu de la législation contre le terrorisme»*.

Le document publié lundi passe en revue tous les sévices exercés par la police et la gendarmerie, notamment à Ankara et Diyarbakir, la principale ville du Sud-Est anatolien, à majorité kurde : depuis la suspension par les poignets attachés dans le dos de la victime (*«palestinian hanging»*) jusqu'aux coups assenés sur la plante des pieds (*«fulaka»*), en passant par les chocs électriques sur les parties sensibles du corps, *«y compris les organes génitaux»*.

Malgré les avertissements du Conseil de l'Europe, le Comité a constaté en 1991 que, non seulement, *«aucun progrès n'avait été réalisé»*, les policiers infligeant toujours les mauvais traitements habituels, mais que de nouvelles pratiques avaient été découvertes, y compris dans les services de lutte contre le terrorisme de la police d'Ankara et de Diyarbakir. Les experts envoyés par Strasbourg observent *«un nombre croissant d'allégations concernant l'introduction par la force d'un bâton ou d'une matraque dans les orifices naturels»*. Enfin, à la fin du mois dernier, la délégation européenne s'est rendue à Diyarbakir, pour y constater la présence dans les locaux de la police de *«l'équipement nécessaire pour suspendre une personne par les bras»*. *«La découverte a provoqué, souligne le document, une vive consternation parmi les fonctionnaires présents : certains ont exprimé des regrets, d'autres ont adopté une attitude de défi.»*

Évoquant les promesses de démocratisation faites par le gouvernement de M. Suleyman Demirel à son arrivée au pouvoir, en 1991, le rapport souligne que *«les mesures législatives ne suffiront pas à elles seules à mettre un terme au phénomène de la torture et des mauvais traitements infligés par la police (...), car il y a tout lieu de croire que c'est là un problème profondément enraciné.»*

MARCEL SCOTTO

MARDI 22 DECEMBRE 1992

N
O
I
T
A
R
E
B
I
L

Le Conseil de l'Europe dénonce la torture en Turquie

La torture et d'autres mauvais traitements graves contre les droits communs comme les «terroristes» restent *«largement répandus»* en Turquie : c'est ce qu'a affirmé hier un organisme mis en place par le Conseil de l'Europe, le Comité européen pour la prévention de la torture (CPT), dont une délégation s'est rendue trois fois en Turquie entre septembre 1990 et fin novembre 1992. Ce comité précise que les informations recueillies lors de sa dernière visite *«montrent que la question de la torture n'a pas été résolue en dépit de l'importance que lui avait accordé le gouvernement actuel lorsqu'il était entré en fonction fin 1991»*.

En choisissant de consacrer à la Turquie sa première *«déclaration publique»* – faite dans le cadre de la Convention européenne pour la prévention de la torture qui lie 22 pays, dont Ankara – le CPT n'ignore pas qu'il s'attaque à un gros morceau. Même s'il relativise ce rapport, diffusé à Strasbourg, en soulignant que le phénomène de la torture *«profondément enraciné»* dans ce pays, concerne, à l'heure actuelle *«principalement la police et, dans une moindre mesure, la gendarmerie»*. Les autorités turques avaient quant à elles demandé au CPT de s'abstenir d'une telle déclaration qui *«aurait des effets négatifs pour la protection des droits de l'homme»*.

D'après AFP

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE.

SATURDAY-SUNDAY, DECEMBER 19-20, 1992

U.S. Warns Iraq on Harassing Kurds

WASHINGTON (NYT) — The Bush administration warned Iraq on Friday against military action against Kurdish enclaves in the north of the country and accused Baghdad of harassing United Nations relief operations intended to help the Kurds.

"Iraq has long had forces in northern Iraq capable of moving against Kurdish areas on short notice," said Edward P. Djerejian, assistant secretary for Near Eastern and South Asian Affairs. "The Iraqis also understand the serious consequences that would result if they were to move against the Kurds."

In recent days, U.S. officials have become increasingly concerned by the massing of Iraqi troops adjacent to the Kurdish enclave. Mr. Djerejian said that Iraqi soldiers have harassed UN truck convoys bringing food and medical supplies from Turkey into the area, which was established as a zone to protect Kurds from Iraqi attacks at the end of the Gulf War.

The West Is Freezing Out the Kurds

By HUGH POPE

ARBIL, Iraqi Kurdistan—A third winter cycle of misery and blockade is cutting deeper wounds than ever into the Kurds of northern Iraq, undermining much that the West has achieved and above all setting the scene for a new and unnecessary tragedy.

As Somalia, Bosnia and international indifference push aside the problem of Iraqi President Saddam Hussein, the Iraqi Kurds, who still face him daily, have dropped off the agenda since their calamitous year of defeat and flight to the borders of Turkey and Iran in early 1991.

But the predicament of these three-and-a-half million people remains precarious. Their fate endangers not just what is after all the model for all the West's subsequent military-led humanitarian interventions, but also betrays a people who have only obeyed the rules set out for them by the world.

Naive Negotiations

Without heating oil in the country with one of the world's biggest oil reserves, the Kurds, even risking the minefields laid for them by Saddam Hussein, are now digging out the roots of trees for winter fuel.

In the streets of the Iraqi Kurdistan capital of Arbil, traveling salesmen on pick-up trucks auction off the most trivial of household goods, collected from villages whose slender reserves have been exhausted by 18 months of penury.

Most tragic of all is that this mountain territory can and wants to feed itself. With clearer and braver policies from the West and its allies, its economy could stand more firmly on its own feet.

Iraq has now resorted to the cowardly bombing of U.N. trucks bringing long-delayed aid under a deal that had even been agreed to by Baghdad, forcing the convoys to be suspended. The trucks had only started deliveries in mid-October, delayed for months by naive U.N. negotiations with the Iraqi government, the necessity to act in international concert and, above all, due to the diplomatic blocking tactics of Saddam Hussein.

Terrorist attacks also continue on aid workers in the Kurdish north. And when the first 11 trucks of kerosene heating oil arrived in Arbil from Baghdad under the new U.N. deal, Kurdish officials say it was lucky someone checked the contents before they were pumped into the depot. One contained water that would have wrecked the whole shipment.

Aid agencies, diplomats and Kurdish leaders say the \$85 million worth of emergency aid foreseen in the current U.N. aid program is vital but is only a small part of what is needed for the long-term health of Kurdistan.

The aid agencies "see there is a lot of money around for emergency work. Funding an emergency is something that looks good. But when we want to do things beyond next winter, it dries up," said Joan Anderson of Britain's Save the Children Fund, one of the most active in Iraq.

Developmental aid is hard to plan anyway under the current situation of uncertain six-monthly U.N. plans. But even for emergency relief, aid agencies

have to undergo lengthy applications to the U.N. sanctions committee, not to mention bureaucratic hurdles to be overcome along the routes through Turkey or Baghdad.

Iraqi Kurds say they submitted to Washington a list of key equipment and agricultural supplies needed to get factories working again three months ago. There has been no reply yet, they say.

"Our factories have a great need of spare parts, but we are treated exactly the same way as the Iraqi government. We need insecticides, but outside they are frightened Iraq will use them as weapons. If they are worried about this, let the U.N. come and supervise us then," said Fuad Masum, head of the Iraqi Kurdistan regional government.

Mr. Masum is making credible attempts to get the civilian government back on

The political minefields surrounding the Kurdish question mean that ad hoc aid programs, which leave them to fend for themselves against Saddam Hussein, could still be in operation for the Kurds 10 years from now.

its feet. But he is crippled by a lack of funds and an inability, due to sanctions, to exploit local oil resources amounting to 70% of his region's needs.

Western diplomats believe that political minefields surrounding the Kurdish question mean that ad hoc aid programs, which leave them to fend for themselves against Saddam Hussein, could still be in operation for the Kurds 10 years from now.

There is much the West can do better, not least to settle a moral obligation incurred by governments that armed Iraqi President Saddam Hussein to the hilt, remained silent as he killed 180,000 Iraqi Kurds and bent over backward to deny that he had used chemical weapons on them.

First is to allow no weakening in Western resolve to defend the Iraqi Kurds or those foreigners that help them. As the former local commander of the allied presence in Iraqi Kurdistan and a hero to Iraqi Kurds, U.S. Colonel Richard Naab, once said of Saddam Hussein: "There's only one way to deal with bullies, and that's to keep your finger in the guy's eye."

Senior American, British and French diplomats are now meeting frequently with Turkish officials to discuss the future of the main deterrent against Saddam—the Turkish-based allied warplanes of Operation Provide Comfort II, otherwise known as the Hammer Force.

Turkish public opinion has been poisoned against the force by a fierce media campaign accusing it of aiding Kurdish separatism, but Turkish officials including Prime Minister Suleyman Demirel privately be-

lieve the force is in their best interest. Ankara can also hardly object to the Iraqi Kurdish leadership after joining them in an alliance against its own separatist Kurdish rebels during operations in October.

Turkey must be grateful for any chance to buttress the power of a Kurdish leadership that is, after all, openly pro-Turkish and has never demanded anything more than regional autonomy. The alternative would be to play into the hands of the pan-Kurdish separatists, who are far from defeated in southeastern Turkey and are gaining support from an increasingly disillusioned Iraqi Kurdish population.

Diplomats say they assume Turkey will renew the Hammer Force's mandate after its expiry on Dec. 31, but they must make sure that its rules of engagement are not watered down—from the Kurds' point of view, they should even be strengthened.

Saddam Hussein's machinations are far from over. Despite the fact that the United Nations has again signed a Memorandum of Understanding on aid action with Saddam, which is viewed as an apallingly compromised document by Western diplomats and aid agencies, the Iraqi president openly flaunts his obligations.

The Iraqi Kurdish leadership also deserves support for standing up for what the West advocates: religious tolerance, democracy after enthusiastic parliamentary elections in May, a growing unity of purpose between their parties, secular government and the territorial integrity of Iraq.

There seems no good reason to doubt that the Iraqi Kurds are placing their main bet on a democratic, reunited Iraq. Their commitment seems sincere to the Iraqi National Congress, the broadest grouping yet of opponents of Saddam Hussein that held its last meeting in Iraqi Kurdistan in October.

Cutting Iraq in Two

It is often forgotten that it is the forces of Saddam Hussein, not Kurds pursuing a dream of an independent Kurdistan, who are responsible for cutting Iraq in two with a heavily defended line of checkpoints and minefields. This line enforces a blockade against the north that is again the chief cause of Iraqi Kurdish suffering this winter.

Added to this deprivation is the world's embargo of Iraq, applied to Iraqi Kurdistan as to all other parts of the country, and occasional direct or indirect cuts in supplies from over the Turkish and Iranian borders.

The Kurds may as ever have been their own worst enemies at times—a major tribal chief is often accused of blowing up a bridge that would have been a key strategic connection between east and west Kurdistan and for food aid this winter—but they are trying to make the most of their opportunities. The West, by easing sanctions restrictions, stiffening security and working out ways to arrange long-term developmental aid, should not forget them in their continuing winters of need.

Mr. Pope, an Istanbul-based stringer for The Wall Street Journal Europe, frequently travels to Iraqi Kurdistan. A related editorial appears nearby.

LEURS COUSINS TURCS LES MASSACRENT,
LEURS FRERES D'IRAK LES REJETTENT

Dans l'enfer du Kurdistan turc



L'armée turque en opération à la frontière nord de l'Irak.

De notre envoyé spécial

Ils portent des costumes élimés, des chaussures crottées et le turban. Assis sur des tapis étalés dans la cour de terre battue, ils fument et boivent le thé en silence. Un deuil kurde de plus. Au milieu des 150 voisins et amis qui vont, une semaine durant, les soutenir, les deux petits-fils survivants de la maison Cekirge sont en état de choc. Le teint terreux, perdus dans leur cauchemar, ils tremblent.

Trente-six heures auparavant, un obus de l'armée turque a atteint de plein fouet le réduit où la famille d'Haci Cekirge avait trouvé refuge. En un éclair, le grand-père, sa fille, un de ses fils, deux belles-filles et deux de ses petits-enfants sont morts. Cinq autres membres de la maisonnée, dont deux bébés, ont perdu au moins un membre. Les deux petits-fils indemnes, eux, se trouvaient dans une pièce adjacente. Hier, ils ont suivi, hébétés, l'enterrement. La ville avait fermé tous ses magasins, et l'immense cortège funèbre hurlait les slogans de la colère : « Ven-

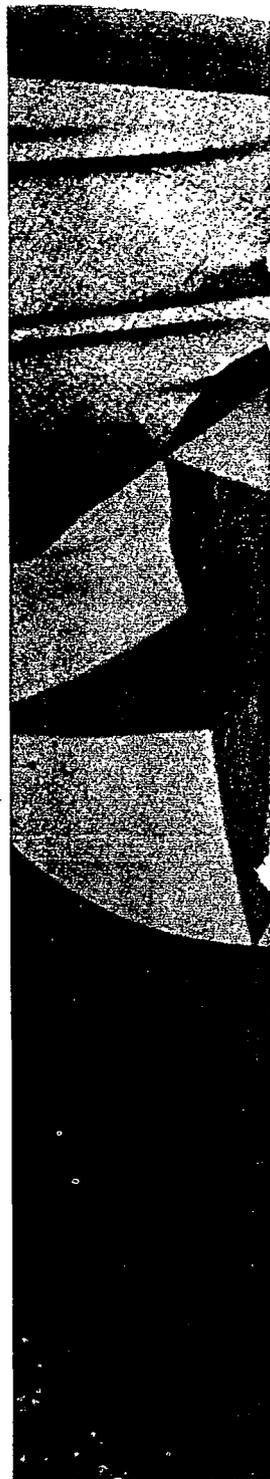
geance pour le sang répandu »... « Le Kurdistan sera le tombeau du fascisme turc »... « Vive le PKK »... Les deux adolescents ont-ils tiré un réconfort ? L'ainé bredouille : « La République turque vise tous les Kurdes. Elle veut nous écraser jusqu'au dernier... » Grognements d'approbation des vieux qui l'entourent. Malgré son chagrin, l'orphelin n'a pas perdu la boule. Il dit les mots justes au journaliste étranger.

C'est le troisième carnage qui endeuille Cizre, bourgade de 70 000 habitants du Kurdistan turc. Niché à proximité des frontières irakienne et syrienne, entouré d'un désert planté de coton, Cizre étale ses ruelles boueuses autour d'une artère où font escale les camions de transports internationaux. L'eau potable y est disponible une fois par semaine, le chômage affecte 3 200 jeunes sortis du lycée. Depuis longtemps, la ville et toute la région sont l'un des bastions du PKK, ce mouvement séparatiste qui est le fer de lance de la résistance armée au régime d'Ankara.

L'avant-veille, donc, à 18 h 45, une mine posée par les guérilleros du PKK a explosé

Guérilla contre guérilla et massacres en série. La stratégie répressive menée contre les Kurdes a renforcé les combattants du PKK et conduit une partie de la population à remettre son destin entre les mains de l'organisation terroriste. Un paradoxe sanglant au moment où la Turquie cherche à intégrer la CEE.

au passage d'un blindé de l'armée turque de retour dans sa garnison. Vingt minutes plus tard, des tirs provenant des camps de militaires, de policiers et de gendarmes installés sur les collines qui dominent l'agglomération ont commencé à arroser la ville. Des automitrailleuses postées aux carrefours ont également fait feu. Cette fusillade aveugle trouant la nuit a duré quatre heures. Elle a forcé les habitants de Cizre à





Un combattant arbore fièrement le drapeau de son organisation.

«Après une attaque terroriste, 7 personnes sont décédées à Cizre. Une des roquettes lancées par le PKK contre un blindé de l'armée a ricoché, avant de pénétrer dans une maison, tuant et blessant les habitants.» Pas un mot sur la fusillade. Juste un énorme mensonge élaboré en hâte par les militaires turcs. Cevat Deniz, directeur de la sécurité de la ville, détaille cette vision officielle : «La mine déposée par les terroristes ayant seulement crevé le pneu arrière gauche du véhicule de l'armée, ils ont tiré une roquette pour terminer le travail. Elle a rebondi sur le blindage, et fini sa course dans la maison des victimes. Le PKK a alors déclenché un feu nourri... » Mais Deniz ajoute aussi : «Tout le quartier de Cudi soutient le PKK. La mine avait sans doute été déposée par un proche de la famille Cekirge.» Autrement dit, un civil pensant mal a vocation à devenir une victime.

TOUT KURDE EST UN TERRORISTE EN PUISSANCE

Les faits démentent cette rocambolesque histoire de ricochet. Une roquette voyant du nord au sud peut difficilement pénétrer une maison par le mur est. Les éclats de l'obus ayant réduit en bouillie la famille Cekirge portent la marque MKE, principale usine nationale fournissant l'armée turque. Et plusieurs témoins affirment que le blindé touché par la mine n'était plus qu'un amas de ferraille. Selon un journaliste qui a vu l'épave, «tous les occupants du blindé ont sûrement été tués».

Ce n'est pas la première fois que l'armée turque se venge des provocations du PKK en prenant la population civile en otage. Depuis février 1992, lorsque l'état-major a imposé au gouvernement Demirel l'abandon de sa promesse d'une réforme démocratique pour la «région du Sud-Est» (appellation officielle du Kurdistan turc), une vingtaine de fusillades similaires à celle de Cizre ont eu lieu. Chaque fois, l'armée tire sans discrimination. Chaque fois, elle prétend repousser une attaque massive du PKK. Chaque fois, de nombreux civils sont tués, mais aucun des «agresseurs terroristes» n'est jamais attrapé. Pour tous les Kurdes, Sîrnak, à 50 kilomètres de Cizre, est devenu le symbole de cette politique de terreur. Immeubles criblés de balles, murs éventrés, rangées de magasins brûlés... Les cicatrices des événements de Nevroz et du 18 août, qui ont amené l'armée à répondre par deux fois à des tirs du PKK en se déchânant contre la ville pendant quarante-huit heures, sont encore là. Bilan : au moins 50 morts. Entièrement vidé après le 18 août, Sîrnak n'a aujourd'hui récupéré que 70% de ses habitants et, selon le responsable de la section locale du parti gouvernemental DYP, «de 10% à 15% d'entre eux ne reviendront jamais». Les absents ont

se terrer dans les abris. De nombreuses habitations ont été touchées, en particulier dans le quartier de Cudi, connu pour sa sympathie très active envers le PKK. La famille d'Haci Cekirge habitait là. Mais on a aussi recensé 10 blessés supplémentaires. Un taxi emmenant des gosses mutilés vers l'hôpital a essuyé des tirs de soldats. Un camion de mazout a pris feu. Par miracle, le dépôt de fioul devant lequel il

était stationné n'a pas explosé. Par rapport à la répression des manifestations de Nevroz, le nouvel an kurde, qui avait provoqué 14 morts et des dizaines de blessés à Cizre, le bilan du défilement des forces de l'ordre est donc léger.

Version de cet incident à la télévision, et dans deux journaux nationaux — seuls les reporters présents sur les lieux ont dénoncé les représailles de l'armée turque :

Le PKK : marxiste,

► trop peur du commandant de la garnison, qui a prévenu : « Chaque fois qu'un coup de fusil sera tiré, la ville sera mitraillée. »

Omniprésence des blindés en patrouille, bourdonnement des hélicoptères, barrages disposés à l'entrée de chaque localité, villages évacués : la solution armée donne aujourd'hui au Kurdistan turc l'aspect d'un pays occupé. Tout Kurde est un terroriste en puissance : pour acheter quelques fruits dans une rue commerçante, les soldats turcs sortent de leur blindé et traversent la rue en formation déployée, le doigt sur la gâchette. Très jeunes pour la plupart, les militaires arborent des barbes de trois jours qui mangent leur visage épuisé. « Ici, c'est l'enfer. Les gens nous haïssent. J'ai plusieurs copains qui ont sauté sur des mines. Dans ma garnison, tout le monde n'a plus qu'une idée : se tirer », affirme l'un des gardes d'un camp militaire de Silopi. A Nusaybin, les policiers, dont le commissariat a été attaqué à la roquette par le PKK, prennent leurs repas dans la salle de bains de peur d'un nouvel assaut. Comme des milliers d'autres collègues, ils ont envoyé femmes et enfants hors de la région. L'énervement, la peur, jouent sans doute un rôle dans les brutalités des forces de l'ordre. Les habitants se plaignent des coups de crosse assenés lors de la fouille des maisons, des insultes adressées aux femmes et aux enfants... Résultat : le PKK, qui a tué 5 000 personnes en huit ans — soldats turcs, « collaborateurs », mais aussi femmes et enfants de villages hostiles à la cause —, évolue comme un poisson dans l'eau. On lui obéit parce qu'on en a peur, mais on admire aussi le courage de ceux qui résistent les armes à la main. « Ici, personne ne fait, bien entendu, partie du PKK. Mais si l'organisation demandait aux adolescents du voisinage de la rejoindre, ils accepteraient tous », explique un habitant de Cizre. Bien entendu...

QUI TROMPE QUI ? QUI AVEUGLE QUI ?

Pour réduire le PKK, l'administration turque emploie toutes les techniques de la guerre coloniale. Elle a ainsi sélectionné un corps de 30 000 « harkis », à qui elle a confié le rôle de « gardiens de villages ». Ces milices armées chargées de surveiller, de dénoncer, voire de châtier leurs concitoyens suspects, sont issues de quelques grandes familles tribales kurdes. Elles reçoivent un salaire confortable, et d'autres avantages. A Sirmak, le chef de la Tatar, la milice locale, bénéficie ainsi d'un monopole total sur la construction des édifices étatiques.

La contre-guérilla, pour sa part, a été baptisée Hezbollah, ou « Hezbol-contre ». Elle a assassiné des dizaines de journalistes, de politiciens et d'intellectuels

■ Fondé en 1974, ayant lancé la guérilla armée contre la Turquie depuis 1984, le PKK est devenu l'un des mouvements terroristes les plus dangereux de la planète. Il est dirigé par un homme qui n'a pas parlé à un Kurde de Turquie — à l'exception de ses nouvelles recrues — depuis 1980.

Réfugié à Damas, Abdullah Ocalan, dit Apo, à environ 45 ans. Après avoir échoué à l'examen d'entrée à l'académie militaire turque, il étudie les sciences politiques et adopte l'idéologie marxiste-léniniste. Sous sa férule, le PKK devient une organisation structurée, regroupant un parti, un front et une armée populaire. Les méthodes d'Ocalan se rapprochent de celles de Pol Pot ou du Sentier lumineux. N'hésitant pas à pratiquer le recrutement forcé en kidnappant des adolescents, le dirigeant du PKK multiplie les provocations envers les forces turques, de façon à générer une escalade de la terreur. Il force ainsi la population à « adopter une attitude défensive qui la jette dans les bras de la résistance ».

Pour enfoncer le clou, le PKK a longtemps organisé des expéditions punitives sauvages dans les villages qui refusent d'aider la guérilla. Elles ont causé la mort de centaines de femmes et d'enfants. Si Ocalan a ré-

kurdes soupçonnés de défendre la cause séparatiste. En novembre, le maire de Diyarbakir, la capitale régionale, a même été blessé par balle en sortant de chez lui. Curieusement, l'Etat semble incapable d'arrêter et de juger le moindre auteur de ces crimes. Curieusement, les activités des « équipes d'opérations spéciales » chargées du contre-terrorisme dans l'armée et la police ne sont pas contrôlées par le pouvoir civil. Curieusement, des dizaines d'officiers de police connus pour leurs tendances islamistes radicales ont été nommés dans le Sud-Est. Tolérés, sinon encouragés par les militaires, les « contras » alimentent l'escalade de la terreur. Le PKK affirme ainsi avoir posé la mine qui a provoqué la fusillade de Cizre pour venger la mort de Rasoul Sakar, activiste kurde qui avait dirigé localement un parti politique aujourd'hui hors la loi. Enlevé à son domicile une semaine auparavant par « de soi-disant policiers », il avait été retrouvé avec une balle dans la tête. Vengeance des « contras », vengeance du PKK, vengeance de l'armée : la spirale de la terreur s'alimente d'elle-même...

noncé officiellement à ces « excès » depuis deux ans, pour ne pas s'aliéner les masses, des dizaines de cadres du parti, y compris Sahin Balic, son bras droit, ont été exécutés pour avoir protesté contre les massacres de civils innocents. Ocalan n'a d'ailleurs pas hésité à condamner sa propre femme à la détention, pour déviationnisme idéologique.

Bénéficiant du soutien de la Syrie, qui dispose ainsi d'un levier sur la Turquie dans ses négociations sur le partage des eaux du Tigre et de l'Euphrate, Ocalan a établi des bases PKK au Liban sous contrôle syrien, en Turquie, mais aussi en Iran, et en Irak avec la bénédiction de Saddam Hussein. Pour leur part, les dirigeants du Kurdistan autonome irakien le traitent de « dictateur coupé des réalités et de traître à la cause kurde », et ils ont même aidé l'armée turque à déloger le PKK de ses camps retranchés à proximité de la fron-



Un commando de guérilleros à l'en

Quant à la presse turque, elle est totalement libre, sauf pour traiter des affaires kurdes. Les envoyés spéciaux d'Istanbul dans la région ne savent pas s'ils doivent rire ou pleurer. S'ils transmettent une photo d'une grotte vide où l'on a retrouvé quelques armes du PKK, ils la retrouvent le lendemain à la « une » avec cette légende : « Après un assaut de nos troupes, 62 cadavres de terroristes du PKK ont été extraits de cette grotte. » Tous les Kurdes, mais aussi tous les soldats en poste dans le Sud-Est, dont les souffrances et les pertes sont passées sous silence, savent que les médias mentent. La désinformation a atteint son comble lors de la récente offensive de l'armée turque contre les troupes du PKK retranchées au Kurdistan irakien. Un mois avant l'opération, les estimations de l'état-

vicieux, impitoyable...

rière. Mais Ocalan contrôle la survie de leur pays : il a ainsi, par deux fois, imposé un embargo du transport routier sur l'unique voie de passage entre la Turquie et le Kurdistan irakien, condamnant ainsi ses frères à l'asphyxie économique.

Le financement du PKK ? D'abord, l'impôt révolutionnaire sur les entrepreneurs kurdes installés dans les grandes villes de Turquie, et le racket de la communauté kurde expatriée en Europe (700 000 personnes environ, dont la moitié en Allemagne). La campagne de collecte de fonds européenne aurait rapporté 55 millions de francs cette année, dont 15 millions en France. Ensuite, le trafic de drogue, comme le prouvent les arrestations répétées de militants jouant les mules à Istanbul, mais aussi en Belgique, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Italie.

En dépit d'une idéologie et d'une stratégie

qui « s'opposent à la nature du peuple pour lequel il combat », selon le mot d'un politicien kurde, le PKK bénéficie d'un réel soutien dans le sud-est anatolien du fait de la violence armée de l'Etat turc contre les civils. Depuis 1989, le rapprochement tactique du PKK avec les autorités religieuses kurdes a également profité à la cause. Les imams combattent farouchement la régulation des naissances que tente de promouvoir la Turquie, et ils affirment aux mères que le Coran interdit de parler turc aux enfants. La tainmise du PKK sur certaines villes est telle que les tribunaux turcs ont arrêté de fonctionner, remplacés par la justice populaire de l'organisation. De même, les Kurdes n'ont pas réagi contre la destruction par le PKK de plus de 1 000 écoles, sous prétexte qu'elles enseignent le turc.

Les politiciens et les militaires d'Ankara prendront-ils rapidement le virage qui empêchera Ocalan, ce marxiste obtus régnant sur une armée d'adolescents illettrés, de prospérer ? Il y va sans doute de la survie de la démocratie en Turquie. P.P.

Plusieurs informations ont été tirées de *The PKK. A Report on Separatist Violence in Turkey* par Ismet G. Ismet, *Turkish Daily News Publications*, novembre 1992.

perdes de l'organisation séparatiste à une centaine de morts.

Qui trompe qui ? Qui aveugle qui ? Le pouvoir politique est-il aussi borné qu'il en a l'air ? Croit-il vraiment supprimer la revendication kurde en multipliant les bavures pour « éliminer » le PKK, tout en mettant en œuvre dans le Sud-Est une politique de

grands travaux qui ne portera ses fruits qu'après l'an 2000 ? Ou a-t-il complètement passé la main aux faucons de l'armée ? « La Turquie démocratique a demandé son adhésion à la CEE, mais elle reste un pays dans lequel le ministre de la Défense obéit au chef d'état-major », affirme, à cet égard, un diplomate.

La stratégie répressive employée au Kurdistan a jusqu'ici fait la preuve de son échec. Elle a renforcé le PKK, dont la branche armée regroupe plus de 10 000 combattants, et conduit une partie de la population kurde — 10 millions de personnes, dont la moitié habitent le Sud-Est — à remettre son destin aux mains de l'organisation terroriste. Ravivant le souvenir des immenses massacres qui avaient maté les rébellions du Kurdistan turc entre

1920 et 1938, elle rompt progressivement les liens entre la communauté kurde et le reste de la nation. Des signes inquiétants se font jour : refus d'embauche de Kurdes d'Izmir ou d'Istanbul dans des entreprises dirigées par des Turcs, manifestations anti-Kurdes lors d'enterrements de militaires tués par le PKK... Les plus lucides des intellectuels turcs dénoncent les dangers de guerre civile. L'étincelle ? Des attentats du PKK ou du Hezbollah dans les principales villes de Turquie, et le conflit s'étendrait du Sud-Est au pays entier.

DIALOGUE ? UN MOT TABOU

« La clé de la question kurde, c'est de faire sentir à ceux qui se considèrent comme kurdes qu'ils sont des citoyens de première classe », a écrit, dans un article remarqué, Adnan Kahveci. Cet ex-ministre des Finances est l'un des rares politiciens d'envergure nationale à avoir passé plus de vingt-quatre heures au Kurdistan. Pour lui, seuls la démocratisation de la région, l'arrêt de la ségrégation contre les Kurdes et le développement d'une industrie locale empêcheront la Turquie de courir à la « catastrophe ». Kahveci, pourtant, prêche dans le désert. Le gouvernement Demirel continue à caresser dans le sens du poil les Turcs les plus chauvinistes. « L'opinion publique perd patience », a récemment affirmé le Premier ministre, justifiant ainsi à l'avance les débordements anti-Kurdes. Protestant, telle une dictature du tiers monde, contre les rapports d'Amnesty et les témoignages « biaisés » des journalistes étrangers, le pouvoir a remis les réformes au placard. Il s'en tient à sa politique d'assimilation forcée. Si prononcer le mot « kurde » ne conduit plus à risquer sa vie, la loi n° 3717 destinée à lutter contre le terrorisme punit toujours de 1 à 5 ans de prison le délit d'opinion. Quant à l'éducation en kurde ou la création d'une télévision kurde, elles porteraient atteinte à l'intégrité de la nation. « Le PKK exige par la violence l'indépendance du Kurdistan, mais Ankara n'accepte même pas de nous accorder une autonomie au rabais qui pourrait rétablir le dialogue », déplore Serafettin Elci, député kurde indépendant et ancien ministre. Dialogue ? Un mot tabou. Après la « grande victoire » remportée contre le PKK au Kurdistan irakien, le « nettoyage » de toutes les implantations terroristes du sud-est de la Turquie décidé par l'état-major tiendra lieu de politique cet hiver.

Hachim Hachemi, le maire de Cizre, s'attend donc à « du sang et des larmes ». Selon lui, « le nettoyage intérieur ouvre en grand la porte à d'autres excès dont pâtiront les civils ». A tout hasard, il a passé dans sa ceinture un pistolet gros calibre...

Patrice PIQUARD



PHOTO ECONOMOPOLIS / MAGNUM

traînement durant une période de 3 mois.

major passent brusquement de 3 000 à 10 000 terroristes basés derrière la frontière, sans doute pour mieux justifier le franchissement de celle-ci au nom du droit de poursuite. A l'issue des combats, les pertes ennemies atteignent officiellement 2 000 morts. Le chiffre est repris par toutes les agences de presse internationales. En Turquie, les éditoriaux et les discours clament qu'un coup terrible a été porté à l'organisation terroriste. L'ennui, c'est que les journalistes turcs accrédités auprès de l'état-major ont été transportés moult fois par hélicoptère pour témoigner des coups infligés au PKK : ils n'ont vu que quelques dizaines de cadavres. Et le commandement militaire du Kurdistan irakien, allié en la circonstance aux forces turques pour combattre le PKK, estime pour sa part les

Libération — 22 décembre 1992

■ IRAK

L'ONU va reprendre pied au Kurdistan

Boutros-Ghali a décidé hier d'envoyer des Casques bleus pour protéger les convois humanitaires.

Les opérations humanitaires d'aide de l'ONU au Kurdistan d'Irak vont pouvoir reprendre. Elles avaient été interrompues le 16 décembre, quelques jours après le sabotage de huit camions des Nations unies venant depuis la Turquie approvisionner les régions kurdes, virtuellement indépendantes. D'autres incidents l'avaient précédé, dont le meurtre pendant son sommeil d'un garde de l'ONU. Or, sans l'aide internationale, le Kurdistan est condamné à mourir de faim.

D'un montant de 90 millions de dollars, elle ne représente pourtant, selon les milieux politiques kurdes, qu'à peine 20% des besoins du Kurdistan d'Irak; aussi, est-elle particulièrement espérée. « Les Nations unies font face à une tâche formidable: même si elles réussissaient à apporter tous les approvisionnements prévus, ce ne sera que le strict minimum de ce qui est nécessaire », indiquait le mois dernier Simon Mullison, directeur de la fondation Sauver les enfants de l'Irak du

Nord. Aussi, tout retard risque-t-il d'être dramatique.

Hier, le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, « profondément inquiet en raison d'une multiplication récente d'incidents » dans le Kurdistan irakien, a décidé de déployer des Casques bleus dont la mission sera d'assurer la protection des convois humanitaires. Ils seront cantonnés dans deux postes d'observation. En même temps, Boutros-Ghali a demandé à l'Irak de « coopérer pleinement » avec les Nations unies dans l'acheminement de l'aide humanitaire au Kurdistan pendant les mois d'hiver. Car, Bagdad est fortement soupçonné d'être derrière les auteurs des attentats. « C'est quand ils traversent les zones contrôlées par l'armée irakienne que les camions des Nations unies sont sabotés. On y place des charges à retardement qui explosent ensuite dans les zones kurdes », explique un intellectuel kurde.

J.-P. P. avec AFP

Le Monde

— 22 décembre 1992

IRAQ : après les attentats contre les camions d'aide alimentaire

L'ONU décide de déployer des gardes dans le Kurdistan

« Profondément inquiet en raison d'une multiplication récente d'incidents » dans le Kurdistan irakien, le secrétaire général des Nations unies a décidé de renforcer la protection des convois humanitaires vers le nord du pays en déployant des gardes de l'ONU dans deux postes de contrôle - Faidar et Khazr, - a annoncé, lundi 21 décembre, son porte-parole. M. Boutros Boutros-Ghali a demandé à Bagdad de « coopérer pleinement » à cet effort.

« L'accord conclu, le 22 octobre, entre l'Irak et les Nations unies sur le programme humanitaire de ces dernières est une aberration et constitue une réhabilitation du régime irakien, nous avait déclaré M. Jawhar Namik, président du Parlement kurde, la semaine dernière, lors d'un séjour à Paris. C'est, en particulier, une faute énorme que d'avoir confié à ce gouvernement la distribution de l'aide et la liberté de fixer le taux de change du dollar. Qui plus est, l'accord, qui prévoit une aide humanitaire globale de 200 millions de dollars, dont près de la moitié pour le Kurdistan, n'est valable que jusqu'au 31 mars, date au-delà de

laquelle toutes les sommes non utilisées reviendront au Trésor irakien. »

Or, les quelque 3,5 millions de Kurdes irakiens, dont l'assistance humanitaire « ne couvrait que 20 % des besoins », manquent dramatiquement de produits alimentaires et de combustible. Il faut donc que l'aide « soit confiée non pas au régime irakien mais à l'ONU, et qu'elle parvienne par n'importe quelle voie, aérienne ou terrestre » mais surtout qu'on ne laisse pas la population démunie alors que l'hiver, très rude a déjà commencé et que le Kurdistan est soumis à un double embargo: celui imposé par l'ONU à l'Irak et celui du gouvernement de Bagdad.

M. Namik vient de faire une tournée dans plusieurs capitales européennes, à l'invitation de leurs Parlements respectifs. A Paris, il a pu s'entretenir avec le ministre de la santé et de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, ainsi qu'avec le ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, M. Georges Kiejman, et le président de l'Assemblée nationale, M. Henri Emmanuelli. Il a aussi rencontré M^{me} Danielle Mitterrand en sa qualité de présidente de la Fondation France-Libertés. Il s'est enfin rendu au Parlement européen de Strasbourg.

MOUNA NAÏM

● MERCREDI 23 DECEMBRE 1992

La faim et le froid menacent à nouveau les Kurdes d'Irak

L'hiver est revenu menacer le Kurdistan d'Irak. Dans un pays où la plupart des villages sont détruits, où 500 000 réfugiés vivent encore sous des tentes et où l'infrastructure économique a été anéantie, la faim et le froid risquent de provoquer une nouvelle catastrophe. « Elle pourrait être pire que celle de l'exode de 1991 avec tous les risques de mettre en danger notre expérience démocratique », a insisté hier à Paris, Jawhar Namiq Salem, président de l'Assemblée nationale du Kurdistan, le Parlement issu des élections du 19 mai. A cause de l'embargo mis en place par Bagdad, de la suspension des convois humanitaires provoqués par le sabotage d'une vingtaine de camions de l'ONU en dix jours, le parlementaire kurde a assuré que « la population n'avait plus de fuel, plus de bois, toutes les forêts ayant brûlé ».

Le parlementaire est venu demander que l'aide humanitaire, dont le secrétaire général de l'ONU a décidé lundi le rétablissement, ne transite plus par Bagdad ni par la Turquie - qui a appliqué en octobre-novembre un embargo de quarante jours pour obliger les Kurdes irakiens à attaquer les bases irakiennes du PKK (indépendantistes) - mais soit acheminée directement par avion. « L'hiver est à ce point rigoureux que la population ne pourra pas supporter un jour ou deux de retard », a-t-il mis en garde.

J.-P. P.

LE NOUVEAU QUOTIDIEN - 23 décembre 1992

Kurdes irakiens inquiets

Ils demandent une réunion du Conseil de sécurité.

Le président du Parlement du Kurdistan irakien a appelé mardi à une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU pour prendre des mesures d'urgence permettant d'épargner au Kurdistan une nouvelle tragédie.

Jawhar Namiq Salem, en visite

en France depuis le 14 décembre, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que la situation économique au Kurdistan se trouvait brusquement aggravée par la décision prise le 19 décembre par l'ONU de suspendre l'aide humanitaire en raison d'attentats contre huit camions de ravitaillement du PAM (Programme alimentaire mondial).

Dans le but d'assurer plus de sécurité à l'acheminement de l'aide humanitaire, Salem a préconisé une extension de la zone de sécurité du 36e au 34e parallèle.

AFP

La France répondra-t-elle à l'appel des Kurdes ?

Inquiet des entraves mises par Saddam Hussein à l'acheminement de l'aide humanitaire au Kurdistan irakien, le nouveau Parlement kurde sollicite le soutien de la France.

Sans un soutien politique et économique massif de l'Occident, l'expérience démocratique des Kurdes d'Irak tournera court. Un échec qui ne manquerait pas de livrer l'ensemble de la région aux extrémistes de tous bords, à commencer par les intégristes religieux et leurs pays sponsors. Tel est — en substance — le message que vient d'adresser aux autorités françaises Jawhar Namiq Salem, président de l'Assemblée nationale du Kurdistan irakien, à l'issue d'un périple dans une dizaine de pays européens.

Aux deux-tiers « libéré » des troupes de Saddam Hussein, le Kurdistan s'est en effet doté, au printemps dernier, d'un Parlement élu au suffrage universel, dont émane de surcroît un « gouvernement autonome ». Une grande première dans l'histoire kurde. Mais une expérience fragile : dans une région « anéantie économiquement », il sera bien difficile aux nouveaux dirigeants de ne pas décevoir les quelque 3,5 millions de Kurdes. Parmi lesquels, rappelle Jawhar Namiq, 500 000 sont des sans-abris. Autre menace : « l'aide humanitaire de l'ONU couvre à peine 20 % des besoins vitaux » de la population. Ce sont les produits alimentaires de base et le fuel pour le chauffage qui manquent le plus cruellement, « alors que l'hiver s'annonce très rude » dans ces provinces montagneuses.

Qu'est-ce que le Parlement kurde attend de Paris ? « Je souhaite que la France use de toute son influence au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, afin que celui-ci prenne les mesures retirant au pouvoir de Bagdad son contrôle sur l'assistance humanitaire destinée aux Kurdes », indique Jawhar Namiq. Comme en Somalie, l'ONU — ou les Etats mandatés — prendrait directement

en charge le sort des populations menacées. « Concrètement, il faudrait d'abord que des Casques bleus remplacent les Irakiens qui contrôlent la frontière routière entre la Turquie et le Kurdistan irakien, à Faidar. Deuxièmement, réparer les deux aéroports sous notre contrôle, et développer l'acheminement des vivres par avion. Enfin, étendre la zone d'exclusion aérienne défendue par les alliés », préconise-t-il.

Autant de mesures qui devront en fait, selon lui, aboutir à exempter le Kurdistan de l'embargo qui frappe l'Irak « C'est d'autant plus urgent que les Kurdes sont doublement frappés, puisque Bagdad nous impose son propre blocus ! »

Les « ambiguïtés » de l'ONU

Bien que le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, vienne de décider le renforcement de la protection des convois humanitaires par les Casques bleus, Jawhar Namiq doute que cela suffise à arrêter Saddam Hussein. En quinze jours, pas moins de vingt-trois camions de vivres ont explosé ; autant d'attentats attribués aux sbires de Saddam. De plus, alors qu'un accord était intervenu entre l'ONU et l'Irak dès le 22 octobre, il a fallu attendre début décembre pour que s'ébranle le premier convoi.

Aussi le chef du Parlement kurde n'hésite-t-il pas à souligner les « ambiguïtés » de l'ONU, qui aurait notamment commis une « bourde » aussi grossière qu'étrange en confiant aux autorités irakiennes la distribution de l'aide humanitaire. « N'est-ce pas le meilleur moyen de réhabiliter le régime de Saddam Hussein ? On charge le bourreau de nourrir ses victimes, c'est un comble ! » Comment s'étonner des en-

traves à l'acheminement de l'aide, poursuit M. Namiq, quand on sait que sur les 90 millions de dollars destinés par l'ONU au Kurdistan, tout ce qui n'aura pas été distribué avant le 31 mars 1993 ira tout droit dans les caisses du régime irakien ?

De là à conclure que les puissances régionales — arabes ou musulmanes — qui s'inquiètent d'un possible éclatement de l'Irak ou d'une contagion indépendantiste chez les Kurdes d'autres pays, ont l'oreille du secrétaire général de l'ONU, il n'y a qu'un pas... Pour desserrer l'étau, les Kurdes se tournent donc vers l'Europe, habituellement sensible à leur drame. Mais jusqu'à quel point ? Alors que les principaux leaders kurdes, Massoud Barzani et Jalal Talabani, avaient été reçus au printemps dernier par le président Mitterrand — celui-ci s'était même alors prononcé en faveur d'une « solution fédérale » en Irak — Jawhar Namiq n'a pas eu cet honneur. Il a rencontré le ministre de l'Action humanitaire Bernard Kouchner, la présidente de France-Libertés Danielle Mitterrand, mais pas Roland Dumas. Et François Mitterrand, lui, avait profité d'une visite à Ankara pour mettre de l'eau dans son vin.

Henri VERNET

● **Treize rebelles kurdes** de Turquie ont été tués près de la sous-préfecture de Karliova, province de Bingöl (sud-est), lors des opérations des forces de l'ordre turques dans la région, a annoncé un communiqué officiel publié hier, portant ainsi à 20 le bilan des morts durant les dernières 24 heures dans le sud-est anatolien à majorité kurde. La rébellion armée du PKK contre le pouvoir central d'Ankara, lancée en août 1984 et les opérations de représailles de l'armée turque ont fait près de 5 900 morts en huit ans et demi.

Kurds found on island beach

INHABITANTS of a tiny Baltic island were shocked to discover a group of 73 hungry and cold Kurdish asylum seekers huddled on a beach after a boat journey from Latvia.

The 52 adults and 20 children from Iraqi-controlled Kurdistan were spotted by locals on the tiny island of Faro. According to police, they had spent the previous 18 months in Turkey and Russia and then hired a boat in Riga in an attempt



SWEDEN

to win asylum in Sweden.

The refugees' account of the length of the voyage varied from 30 hours to three days. Police later arrested six Russian-speaking crew members of a fishing boat moored nearby. The episode is the latest in a string of "boat people" arrivals from Russia and the Baltic states. The refugees are attracted by Sweden's lib-

eral reputation as a haven for asylum seekers.

Submarine hunt: After years of trading insults over the alleged violation of Swedish waters by "spy submarines", Russia has offered to co-operate in helping Sweden identify alien vessels in the Baltic.

The offer of technical assistance to track down unidentified submarines in Swedish waters came from Russian Foreign Minister Andrej Kozyrev on a visit to Stockholm. Two months ago Swedish warships fired depth

charges at a suspected submarine close to the east coast.

Crime cash: Police chiefs have called for more money after officers were criticised for failing to solve enough crimes.

Despite a 26 per cent rise in financing for the police since 1981, the crime clear-up rate is the same as ten years ago, according to the National Audit Bureau.

National Police Chief Bjorn Eriksson said more money had been spent on crime prevention and called for extra funds, particularly to provide more computers for his officers.

AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE

FRA0364 4 I 0231 FRA /AFP-QA38

Kurdistan-ONU-France

Menacés d'une nouvelle tragédie, les Kurdes demandent la réunion d'urgence du Conseil de sécurité

PARIS, 22 dec (AFP) - Le président du parlement du Kurdistan irakien a appelé mardi à une réunion du Conseil de Sécurité de l'ONU pour prendre des mesures d'urgence permettant d'épargner au Kurdistan une nouvelle tragédie après la suspension de l'aide humanitaire des Nations Unies.

M. Jawhar Namiq Salem, en visite en France depuis le 14 décembre, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que la situation au Kurdistan se trouvait brusquement aggravée par la décision prise le 19 décembre par l'ONU de suspendre l'aide humanitaire en raison d'attentats contre huit camions de ravitaillement du Programme Alimentaire Mondial (PAM).

Afin d'assurer plus de sécurité à l'acheminement de l'aide, M. Salem a notamment préconisé une extension de la zone de sécurité du 36ème au 34ème parallèle.

M. Salem s'est insurgé contre l'application au Kurdistan de l'embargo décrété par les Nations Unies à l'encontre de l'Irak affirmant que les Kurdes en étaient deux fois victimes d'abord parce qu'ils sont frappés comme les Irakiens, ensuite parce que ceux-ci détournent à leur profit les produits non soumis à l'embargo c'est-à-dire la nourriture et les médicaments.

Il a accusé l'Irak de masser des troupes en vue d'une attaque contre les Kurdes.

pc/bw

L'Humanité — 22 décembre 1992

Des milliers de détenus politiques et de disparus

TEMOIGNAGES SUR LES PRISONS SYRIENNES

PPLUSIEURS prisonniers syriens récemment libérés ont témoigné vendredi à Paris, au cours d'une conférence de presse, donnée par les CDF (Comités de défense des libertés et des droits de l'homme en Syrie) et par la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) au siège de l'association France Liberté.

Le frère de l'ancien président syrien Atassi, mort la semaine dernière à Paris après avoir été assassiné à petit feu dans les prisons syriennes, a raconté le martyre du docteur Atassi. Celui-ci, ancien compagnon de lutte d'Hafez el-Assad, au sein du parti Baas, avait été renversé en 1970 par l'actuel président. Depuis, il était resté emprisonné sans jugement et dans un isolement total en dépit de l'aggravation de son état de santé. Il souffrait d'un cancer de l'œsophage. Libéré en août dernier après de nom-

breuses interventions et pressions sur le régime syrien, il lui a encore fallu quatre mois de bataille incessante pour obtenir son transfert dans un hôpital parisien, où il n'est arrivé que pour mourir.

Le même sort menace aujourd'hui d'autres prisonniers, et le but de cette conférence de presse était d'attirer l'attention sur leur cas : celui de Riad el-Turk notamment, dirigeant d'une fraction issue d'une scission du Parti communiste syrien, le PCBP. Aujourd'hui âgé de soixante ans, il est emprisonné depuis 1980, souffre de diabète et Amnesty International, qui l'a adopté comme prisonnier d'opinion, attire depuis des mois l'attention sur l'aggravation de son état de santé. L'un de ses anciens compagnons, arrêté en même temps que lui, et libéré il y a quelques mois, Badredin Chanan, a ra-

conté les tortures qu'il a lui-même subies et comment les mauvais traitements ont fait de lui un malade cardiaque, si gravement atteint qu'il n'a plus que peu de temps à vivre et le sait.

Comme le frère du président Atassi, il accuse le régime syrien de tuer ses prisonniers politiques à petit feu.

M^r Jacoby, de la FIDH, a rappelé la grève de la faim entamée le 10 décembre par deux des dix fondateurs des Comités de défense, arrêtés en Syrie, il y a un an, pour avoir distribué un tract. Depuis, ils ont été torturés et condamnés à de lourdes peines par des tribunaux d'exception. Le pays vit depuis trente ans sous le régime de l'état d'urgence. La FIDH estime à sept mille le nombre de prisonniers de conscience dans le pays (contre dix-huit mille en 1988). Pour M^r Jacoby, « l'emprison-

nement constitue le pivot de la répression en Syrie, car il signifie dans tous les cas la torture et souvent la mort. L'idée même de prison suffit à créer la terreur ».

Un point de vue confirmé par le représentant des Comités de défense qui indique qu'outre des milliers de prisonniers politiques on compte aussi trois mille disparus. Il fait état de 1.500 arrestations (ce sont surtout des communistes, des nassériens et des Kurdes) depuis un an.

Pourquoi, dans de telles conditions, n'entend-on pas davantage parler des droits de l'homme en Syrie? demande quelqu'un. Réponse d'un artiste syrien : « Quand j'ai posé la question récemment à un officiel français, il m'a répondu que c'était un pays tabou. »

Françoise Germalin-Robin

24 Heures — 24 décembre 1992

Une déclaration accablante dénonce la torture et les mauvais traitements en Turquie

Le Comité européen pour la prévention de la torture sort de sa réserve et signale la violation coutumière des droits de l'homme.

«**L'**introduction par la force d'un bâton ou d'une matraque dans les orifices naturels; chocs électriques au moyen d'électrode placé sur



PAR
François MODOUX

l'extrémité du pénis; suspension par les bras; suspension par les poignets attachés dans le dos de la victime; compression des testicules; coups assésés sur la plante des pieds; arrosage à l'eau froide sous pression; détention pendant des périodes prolongées dans des cellules très étroites, obscures et non aérées; humiliation psychologiques»...

Lundi dernier, devant le Conseil de l'Europe à Strasbourg, le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) a fait une déclaration publique détaillée sur la pratique «largement répandue» de la torture en Turquie. Au banc des accusés, le CPT cite les forces de police et, dans une moindre mesure, la gendar-

merie. La torture semble par contre peu répandue dans les prisons turques et absente des établissements psychiatriques.

Cette déclaration publique fait suite à trois visites successives du CPT en Turquie en 1990, 91 et 92. C'est une première, car le CPT a pour règle de maintenir strictement confidentielles les conclusions de ses visites. Plutôt que de dénoncer l'intolérable, le CPT formule ses recommandations et parie sur la coopération des gouvernements concernés.

Dans le cas de la Turquie, le CPT a justement dû déplorer la non-collaboration du Gouvernement turc après ses deux premières visites. C'est pourquoi il a décidé à l'unanimité moins une abstention de s'exprimer contre l'avis du gouvernement d'Ankara. Car «s'abstenir aurait eu des effets négatifs pour la protection des droits de l'homme».

Pour François de Vargas, secrétaire général de l'Association pour la prévention de la torture (APT) à Genève, ce pas assied définitivement la crédibilité du CPT. «Contrairement aux accusations proférées par Amnesty In-

ternational (AI), que la Turquie accuse de mauvaises intentions, le CPT est une source absolument incontestable.»

Comment réagira Ankara? la Turquie pourrait «piquer la mouche et dénoncer la Convention», analyse François de Vargas. Mais, souligne le secrétaire de l'APT, la déclaration du CPT, aussi sévère soit-elle, laisse la porte ouverte à la coopération. «Il ne faudrait en aucun cas rompre les ponts, car il existe parmi les autorités turques des personnes de bonne volonté, soucieuses par humanisme ou pour améliorer l'image de leur pays de faire des efforts.»

Le CPT estime que la pratique de la torture est «profondément enracinée» en Turquie. Ses membres ne cachent pas qu'ils abhorrent le terrorisme auquel Ankara doit faire face (ndr: actes de guérilla du PKK). Mais cette forme d'action politique ne justifie en aucun cas des «violations scandaleuses des droits de l'homme». Le CPT propose diverses mesures, notamment d'ordre juridique. Tout en admettant que des résultats dépendent davantage d'un changement des mentalités que des lois.

F. M. □

THE TIMES THURSDAY DECEMBER 24 1992

IF "FREEDOM" has for you become a tired cliché used by naive believers, this poor-man's effort, broadcast last night, might have restored its force and freshness. The half-hour documentary also probably gave you that much-needed feeling: that somewhere, somehow, grudgingly perhaps, Britain is doing something well.

Open Space's Kurdistan — The Promised Country (BBC 2) recorded the pilgrimage of a young Kurd in exile in France who went home to the Kurdish mountains of northern Iraq to see for himself what his people are doing in the "safe haven" created for them by Western powers in the wake of their failed uprising against Saddam Hussein after the Gulf war. Hoshmand Othman is his own cameraman and sound recordist.

The sharpness of his pictures was not professional and his pace lacked the urgent pulse of some investigative reporters. But he showed us a people once hunted by the Iraqi air force

TELEVISION REVIEW

Kurds have found a way

carrying poison bombs now laughing and active, arguing and electing, cultivating their fields and rebuilding their towns and villages. Their new-found freedom every day strikes them as scarcely believable, and we shared the wonder with them.

The film did not dwell too long on the past tragedy of the Kurds, but did establish the background by including clips from the archives of the Iraqi army — to prove its patriotic zeal to Saddam, apparently — of the razing of Kurdish villages or the execution of their community leaders. One poignant moment came when Othman visited his old school in the city of Arbil, which had been the headquarters of the secret police.

There were sadder moments, too. Suffering from an economic blockade imposed on them by Saddam, the Kurds were cutting down the trees of their countryside to burn for heat, setting in soil erosion. "I felt helpless in the face of the desecration," he said after a visit to the former forest of Arbil.

Given the natural resilience of its people, the oldest continuously inhabited city in the world could one day recreate its forest. But to do so, it would need stability, which means the continued protection of 48 fighter aircraft from the United States, Britain and France, stationed in eastern Turkey until a democratic government, with the participation of the Kurds themselves, rules over Iraq.

Here is one military intervention that is successful and actually saves money. Without it, the former three million Kurdish refugees, whose flight to the freezing mountains on the Turkish border in 1991 shocked the world, would have become permanent fugitives in inhumane camps dependent on foreign handouts.

"Despite all our hardships," we heard one young father say, "we are happy not to see Saddam's troops among us. But I'm not sure that the great powers will not abandon us once more to pursue their own interests."

This was an important film. It showed that abandoning the Kurds would cost the world more than it would save it, and, for Britain, it put the former secret sales of weapons to the Kurds' tormentors in their greater moral perspective, something which has hitherto been badly missing from the coverage of the scandal.

HAZHIR TEIMOURIAN

Le drame kurde en Turquie



26 décembre 1992

PAR KENDAL NEZAN *

L'année 1992 restera sans doute dans la mémoire collective des Kurdes de Turquie comme le début de la période la plus noire de leur histoire récente depuis les terribles massacres et déportations qu'ils subirent sous Atatürk, de 1925 à 1939. Elle avait pourtant commencé sous des auspices plutôt prometteurs. Un nouveau cabinet turc venait d'être formé par deux partis s'engageant solennellement à « éliminer rapidement les séquelles du régime militaire de 1980 » et à « démocratiser les structures, les lois et la Constitution du pays afin de les mettre en conformité avec les normes universelles, notamment avec les dispositions de la charte de Paris ». Le Premier ministre Demirel et son allié social-démocrate Inonu avaient même tenu à se rendre ensemble dans la capitale kurde Diyarbakir pour affirmer publiquement que la « Turquie reconnaissait désormais sa réalité kurde », laissant ainsi entrevoir la mise en œuvre d'une série de réformes aux fins de régler pacifiquement le lancinant problème kurde qui gangrène la vie politique turque depuis la fondation, en 1923, de la République sur le dogme, simplificateur et totalitaire, de la négation de tous les peuples et cultures non turcs du nouvel Etat taillé sur les débris de l'Empire ottoman.

Ces promesses, qui ont un moment pu faire penser à l'évolution de l'Espagne post-franquiste, susciteront tant à l'intérieur qu'à l'étranger de réels espoirs. Etaient-elles destinées à rehausser l'image fort ternie de la Turquie dans une période où, son économie allant à vau-l'eau, elle avait besoin de nouveaux crédits et investissements de ses alliés ou bien les nouveaux dirigeants étaient-ils vraiment sincères dans leurs intentions et ont-ils dû, à l'épreuve du pouvoir, s'incliner devant l'intransigeance des généraux ayant, à travers le Conseil national de sécurité (CNS) où ils forment la majorité, le dernier mot sur les sujets sensibles comme la question kurde, Chypre, la défense du dogme kémaliste, etc. ? La réponse, quelle qu'elle soit, n'est pas à l'avantage du gouvernement Demirel qui, pour utiliser l'expression d'un parlementaire d'opposition, s'est rapidement transformé en un « cabinet de guerre aux ordres de l'état-major de l'armée ». Celle-ci, mettant opportunément en relief quelques attaques meurtrières attribuées au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), n'a eu guère de mal à amener le nouveau gouvernement à changer de cap en renvoyant aux calendes ottomanes son « programme de réformes ». Renversé à deux reprises, en 1971 et en 1980, par les militaires, le septuagénaire Demirel a finalement choisi de donner carte blanche à l'armée et à ses diverses forces auxiliaires pour « extirper le séparatisme terroriste » dans les provinces kurdes tout en chargeant ses divers porte-parole de continuer de faire miroiter à leurs interlocuteurs occidentaux la perspective des réformes « une fois le terrorisme écrasé ». Le procédé n'est guère nouveau, et personne n'est vraiment dupe de ce tour de passe-passe consistant à renoncer à des réformes jugées indispensables sous prétexte de tel ou tel acte de provocation, réel ou ourdi par les militaires, d'un groupe armé, d'autant que la mise en œuvre de ces réformes aurait précisément eu pour effet d'isoler et de marginaliser ce groupe et de se donner les moyens de libérer la vie politique du poids étouffant de l'armée.

La répression sanglante des manifestations de Newroz (nouvel an kurde), célébré le 21 mars, qui a fait 95 morts et des centaines

de blessés civils, a été la première illustration de ce nouveau cap. L'absence de réactions internationales sérieuses, à l'exception de celle de l'Allemagne, face à ce massacre perpétré en présence d'observateurs étrangers, les visites à Ankara de hauts dirigeants français et britanniques, accompagnées de promesses de crédits et d'offres de ventes d'armes, ont été perçues par les dirigeants turcs comme des signes de soutien tacite de leurs alliés occidentaux à leur politique kurde.

(...) Ces signaux divers mais convergents, ajoutés à l'impudence patente de l'Europe face à la tragédie yougoslave, ont dû convaincre les autorités turques qu'elles pouvaient sévir à leur guise dans le Kurdistan. D'opérations classiques de lutte contre une guérilla contestant l'autorité de l'Etat, elles sont rapidement passées à ce que le chef d'état-major turc, le général Güres, qualifie lui-même de « guerre totale ». Une guerre de style colonial menée par les troupes régulières, la gendarmerie, l'aviation, les milices et la police officielle, secondées par une myriade de forces et auxiliaires occultes allant de la tristement célèbre *kontrgerilla* aux Escadrons de la mort. Les provinces kurdes étant, depuis 1979, régies par des lois d'exception, les principales institutions de l'Etat, y compris la justice, sont assujetties à l'autorité militaire. Une loi dite « anti-terreur », adoptée en 1991, renforcée par une directive spéciale du CNS, assure aux militaires et policiers l'impunité totale pour leurs exactions dans la région et impose une censure de fait à la presse sur les événements se déroulant en pays kurde. L'Etat contrôlant depuis toujours les grands médias (télévisions, radios, quotidiens à grand tirage), du moins sur les questions « sensibles » comme la question kurde, la censure n'affecte que quelques magazines indépendants dont les saisies sont monnaie courante. Douze journalistes courageux, cherchant à vérifier sur le terrain la véracité des communiqués militaires sur les diverses exécutions, tueries, attribuées à grand renfort de publicité « aux terroristes du PKK », ont été assassinés depuis le début de l'année.

(...) La population civile kurde est prise dans la nasse. C'est elle qui est terrorisée, martyrisée par la guerre. En quelques mois, plus de trois cents villages ont été évacués et rayés de la carte, six villes kurdes (Sînak, Kulp, Dicle, Hani, Varto, Cizre) ont été en grande partie détruites. Les 25 000 habitants de Sînak, réduit en ruines dans la nuit du 18 août, attendent toujours dans des abris de fortune une réponse à leur demande collective d'asile présentée par leurs députés à plusieurs ambassades européennes. La terreur aveugle des Escadrons de la mort qui ont, en 1992, assassiné 356 civils kurdes, dans leur quasi-totalité des médecins, ingénieurs, étudiants, écrivains et commerçants partisans d'une solution pacifique à la question kurde, pousse une partie des élites kurdes à fuir la région tandis que d'autres Kurdes, en particulier des jeunes, s'enrôlent dans la guérilla pour venger leurs proches. La plupart des villes kurdes, jadis très animées, deviennent désertes avant même la tombée de la nuit. Recevant des dizaines de milliers de personnes chassées de leurs villages et bourgades détruits, plongées dans le chômage et la misère induits par la guerre, elles sont au bord de l'explosion et fournissent un terrain propice à toutes les dérives, y compris celle de l'intégrisme religieux qui jusqu'ici n'avait pu s'implanter en

En désignant implicitement ses concitoyens kurdes comme des ennemis des Turcs, l'Etat a creusé entre les deux principales communautés du pays un fossé de plus en plus profond. Les incidents racistes se multiplient dangereusement, alors qu'il y a encore quelques années aucun contentieux sérieux n'opposait Kurdes et Turcs.



ceux qui collaborent avec l'armée; il ne s'en est encore jamais pris ni aux civils turcs ni aux étrangers.»

En cherchant à mobiliser autour de lui, de sa « glorieuse armée » et de sa « police héroïque », l'union sacrée des Turcs, l'Etat, par cette guerre psychologique désignant implicitement ses concitoyens kurdes comme des ennemis réels ou virtuels des Turcs, a creusé entre les deux principales communautés du pays un fossé de plus en plus profond. On n'en est pas encore à s'étriper comme en Yougoslavie mais les incidents à caractère raciste se multiplient dangereusement. Récemment, dans la petite ville côtière turque de Fethiye, cinquante-quatre commerces et maisons appartenant à des Kurdes ont été mis à sac par des « patriotes turcs » sommant les Kurdes de « rentrer chez eux ». Ailleurs, ceux-ci sont licenciés par leurs employeurs turcs ou ne trouvent plus de logement à louer. Un peu partout lors des contrôles de police, qui sont fréquents même en Anatolie turque, les citoyens nés dans une ville kurde sont considérés comme suspects d'office, conduits au poste, souvent gardés à vue et passés à tabac. Alors qu'il y a encore quelques années aucun contentieux sérieux n'opposait les populations turque et kurde, on entend de plus en plus de Kurdes exprimer leur aversion de l'Etat turc, voire leur haine des Turcs, lesquels sont à leur tour de plus en plus animés par une passion nationaliste chauffée à blanc, propices à toutes les manipulations. Otage de son discours ultrachauvin, ressuscitant les vieilles et funestes chimères d'un « monde turc allant de l'Adriatique à la Muraille de Chine ». Le gouvernement couvre sans broncher les tueries et massacres perpétrés contre la population civile kurde par l'armée et la police dont les unités opérant au Kurdistan sont commandées par les officiers d'extrême droite, viscéralement antikurdes. Soutenu

terre kurde. (...) Des campagnes médiatiques virulentes, alimentées chaque jour par des « coups » généralement bidons (incendie d'un ferry vide ou une bombe bizarre placée dans un paquet de lessive d'un supermarché d'Istanbul), finissent par faire croire que la population civile des métropoles turques est menacée par les « actions terroristes » d'un PKK diabolisé et, au-delà, par inculquer l'idée que tout Kurde est suspect de collaboration avec le terrorisme. S'élevant contre cette « désinformation délibérée et dangereuse », un expert turc peu suspect de sympathie prokurde, le professeur Mahir Kaymak, ancien haut responsable des services secrets turcs (MIT), fait observer dans le quotidien *Hurriyet* du 4 octobre que « les Kurdes, y compris le PKK, ont jusqu'à présent soigneusement évité des actions pouvant déboucher sur une confrontation kurdo-turque ». « Si le PKK tue, c'est dans le Sud-Est, ajoute-t-il, afin de s'assurer par la peur le soutien des paysans kurdes ou punir

par la grande majorité de la classe politique turque, il supporte de moins en moins les critiques des parlementaires d'origine kurde dont dix-huit sont poursuivis par la Cour de sûreté de l'Etat pour « crime séparatiste », un délit d'opinion qui est, en vertu de l'article 125 du code pénal turc, passible de la peine de mort, peine maximale requise sans complexe par le procureur contre ces députés kurdes.

(...) Des organisations humanitaires comme Amnesty, FIDH, Helsinki Watch ne cessent de tirer la sonnette d'alarme ces derniers mois. De retour d'une mission sur place, le président du groupe des droits de l'homme du Parlement britannique a publié début septembre un rapport accablant pour les autorités turques sur le drame du peuple kurde, sur les villes encerclées par des chars, fouillées maison par maison, saccagées, pillées, les villages détruits, les forêts incendiées par l'aviation, les civils abattus, parfois brûlés vifs. Se basant sur ces témoignages et sur ses propres informations, le Parlement européen a, le 17 septembre, adopté une résolution qui, après avoir rappelé la Turquie au respect de nombreux pactes et conventions internationaux sur la protection des droits de l'homme et des peuples dont elle est signataire, demande aux Etats membres de la CEE de convoquer une conférence spéciale de la CSCE sur le problème kurde. Ce serait là une excellente opportunité de redonner vie à cette institution, tombée ces derniers temps dans les oubliettes tout comme le centre des préventions des conflits annoncé avec pompe lors des funérailles parisiennes de la guerre froide. On pourrait ainsi enfin mettre à plat le problème kurde et lui chercher une solution respectant à la fois les aspirations du peuple kurde et le droit international ainsi que les intérêts légitimes des autres peuples et Etats concernés. Voilà soixante-dix ans que ce problème empêche les relations entre les Etats de la région et se trouve à la base de nombreux conflits régionaux, y compris la guerre du Golfe. (...) Il serait grand temps que la communauté internationale rappelle aux Turcs que comme ils ne peuvent raisonnablement pas espérer éliminer quinze millions de citoyens kurdes, il leur faudrait bien s'asseoir autour d'une table avec les représentants élus de ce peuple, avec ceux des Etats de la région ayant des communautés kurdes, ainsi que des puissances comme les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la Russie qui ont eu et qui ont encore des responsabilités dans le sort de cette région et dans la tragédie endurée par le peuple kurde. Du problème de l'eau à celui des ressources énergétiques, du développement régional, de la démocratie et de l'endigement de l'intégrisme iranien, la question kurde se trouve au cœur des principaux problèmes et conflits rendant précaires la paix et la sécurité dans cette partie du monde: il ne s'agit pas seulement d'un problème humanitaire. Le pourrissement du conflit kurde en Irak a, en moins de vingt ans, produit les guerres d'Irak-Irak, la guerre du Golfe, la destruction du Kurdistan suivie de celle de l'Irak. Le drame kurde en Turquie est porteur de conflits et évolutions encore plus dévastateurs. L'engrenage en cours, s'il n'est pas désamorcé à temps, pourrait conduire un jour ou l'autre à une guerre entre la Turquie et l'Iran et/ou la Syrie et l'Irak, à l'émergence d'un vrai terrorisme kurde enfanté par le désespoir dans les métropoles et sites touristiques turcs, au basculement de la Turquie dans une nouvelle dictature militaire ou au triomphe en Turquie et au Kurdistan du fondamentalisme religieux que les autorités turques propagent actuellement en pays kurde comme un antidote au nationalisme. Il serait singulièrement naïf de croire que l'Europe qui abrite plus de deux millions de Turcs et près de 700 000 Kurdes ne serait pas sérieusement affectée sur son propre sol par les conséquences de tels désastres.

* Président de l'Institut kurde de Paris.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE — December 28, 1992

U.S. Jets Down Iraqi Plane in Southern 'No-Fly' Zone

By Michael R. Gordon

New York Times Service

WASHINGTON — An American F-16 shot down an Iraqi warplane Sunday after Iraqi jets ventured into the air exclusion zone in southern Iraq in an apparent test of American resolve in the region.

It was the first time that an Iraqi plane has been shot down since the United States, France and Britain banned Iraqi flights south of the 32d parallel in August to protect the Shiite Muslim population there from attack by Saddam Hussein's forces.

"I don't know what he's doing, but he's made a big mistake," said President George Bush, referring to Mr. Saddam.

"We are not threatening anybody," said the president from Houston, where he was beginning a two-day vacation. "But we must enforce those resolutions. He must comply with the UN resolutions."

"I've heard that it might be some test of our will near the end of my presidency," Mr. Bush said. "But those F-16s sent the message to him pretty clearly."

In a Baghdad radio broadcast, Iraq said it reserved the right to respond to the downing of the plane "in the appropriate manner and at the appropriate time."

The downing of the Iraqi plane, a MiG-25, occurred against the backdrop of increasing signs that Iraq is chaffing under the restrictions imposed after the Gulf War in 1991.

Earlier this month, American officials complained that Iraq had been ordering drivers out of relief trucks bound for the Kurdish enclave in northern Iraq and blowing them up. Iraq has also stationed a large number of ground troops near the Kurds and has been conducting exercises there in an effort to intimidate them.

Additionally, Iraqi officials have recently sought to hide documents from UN weapons inspectors, American officials said. And officials have received indications that some Iraqi planes might have ventured south of the 32d parallel in recent weeks when American, British or French planes were not in the vicinity.

The incident Sunday was "part of the pattern over the last several months of increasing Iraqi aggressiveness in challenging the UN," Robert M. Gates, the director of central intelligence, said in a U.S. television appearance.

According to American officials, the incident began Sunday at 10:20 A.M. when two Iraqi MiG-25s ventured south of the 32d parallel. They turned back after two American F-15C

planes approached and asked the Iraqis to identify themselves.

Twenty minutes later, another pair of MiGs flew south of the 32d parallel. This time, the Iraqi planes were approached by a pair of American F-16s, which issued a radioed warning to leave the area. When the Iraqi planes turned toward the American planes instead of flying away, the F-16s asked an airborne command plane flying over northern Saudi Arabia for permission to fire.

One of the F-16 planes fired a radar-guided missile, which knocked one of the Iraqi planes out of the sky. After the plane was shot down, the other Iraqi plane appeared to fly to a safe haven in Iran.

The United States later allowed the Iraqis to send a search and rescue helicopter to the crash site, 30 kilometers (20 miles) south of the 32nd parallel. But no parachute was observed; the pilot of the Iraqi jet is not believed to have survived.

American officials believe that the incident was a deliberate Iraqi test of U.S. resolve in region, what with Washington's recent focus turned to Somalia and Bosnia.

The Iraqis may also have misconstrued the recent withdrawal of American forces from the Gulf region as a lessening of American determination to enforce the no-fly ban.

The aircraft carrier that was in the Gulf helping to enforce the flight ban steamed to the waters near Somalia when the United States mounted its relief operation there. The Pentagon may now send the carrier back to the Gulf.

Over the past few months, the U.S. Air Force has also reduced the number of planes it kept in Saudi Arabia to enforce the flight ban. Because of Saudi sensitivities, the Bush administration will not confirm that American warplanes are stationed in Saudi Arabia, but American officials who asked not to be identified say that American fighter planes are based in Dhahran.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE — December 24-25, 1992

Iraq Rebuffs UN on Kurd Aid Escort

BAGHDAD (Reuters) — Iraq rejected a United Nations request to allow UN guards to escort trucks carrying aid to Kurds through government-held territory, a UN official said Wednesday. The relief operation in northern Iraq was suspended on Saturday after aid trucks were bombed.

Colin Mitchell, acting deputy coordinator at the UN-Iraq Coordination Unit, declined to say what action Secretary-General Butros Butros Ghali would take as a result of Iraq's rejection.

The trucks have been forced to make detours through government-held territory because winter conditions have made minor roads through Kurdistan impassable. Iraq said that the latest pact with the UN only allows for the posting of guards in Kurdish-held areas.

Le Monde — 26-27 décembre 1992

□ **TURQUIE** : le mandat des forces alliées a été reconduit pour six mois. - Le Parlement turc a reconduit, jeudi 24 décembre, pour une durée de six mois, le mandat des forces alliées de l'opération « Provide Comfort » déployées dans le sud de la Turquie et chargées de protéger les Kurdes irakiens et de surveiller le nord de l'Irak. Cette prolongation, la troisième depuis avril 1991, court à partir du 1^{er} janvier 1993. Elle a été acquise par 236 voix contre 155. - (AFP.)

UN Struggles to Get Aid Supplies To Bosnians and Iraqi Kurds

Bosnia fighting and Iraq tensions slow delivery as snows set in

By Ron Scherer

Staff writer of The Christian Science Monitor

UNITED NATIONS, N.Y.

THE United Nations is now racing winter weather to get supplies into the former Yugoslavia and to Kurds in northern Iraq.

In both relief efforts, UN officials indicate deliveries are now behind schedule mainly as a result of delays caused by man, not by nature. However, once snows begin to block roads, it will become much more expensive and difficult to bring in relief supplies to both areas.

The Kurdish effort involves shipping kerosene, wheat seeds, and flour to about 3 million Kurds who are not getting supplies from Baghdad in the south.

In fact, last week, UN officials halted shipments to the Kurds while they worked on improving security for the truck convoys which have been damaged recently by small hard-to-find bombs planted on them. Supplies are now being shipped to warehouses in Dohuk until safe transport can be arranged through Iraqi-controlled territory to Kurdish lands.

"We must get the supplies through before the snows block the roads," says Jan Eliasson, undersecretary-general for humanitarian affairs. Mr. Eliasson said Dec. 23 that the window of opportunity to get supplies in was measured in days, not weeks.

UN officials had originally planned to ship 40 million liters of kerosene, which is used for heating and cooking, to the Kurds to get them through the winter. As of last week, they had shipped 18.7 million liters. However, Gregoire Brancoven, a UN official monitoring the shipments, says it is likely the Kurds will need more - possibly as much as 100 million to 120 million liters.

UN officials have been buying the kerosene from Baghdad and some from Turkey. However, there has been an increase in tension with Iraq over the last week.

The Iraqis have deployed a large number of troops near the Kurdish area and appear to be conducting exercises designed to intimidate the Kurds. On Dec. 27, the United States shot down an Iraqi jet over a similarly UN-protected area in southern Iraq where Shiite Muslims live.

UN officials are also trying to get in enough wheat flour to get the Kurds through the winter.

Since July, the UN has shipped in 17,500 metric tons. However, Mr. Brancoven says the UN hopes to ship in 34,200 metric tons to get the Kurds through the winter.

UN officials are also having difficulty getting food, medicine, and other supplies into the war-torn former Yugoslav republic of Bosnia-Herzegovina.

"Supplies are being provided to the UN warehouses but deliveries are slightly behind," says a UN official who did not wish to be named. The problem once again is security.

Both Serbs and Bosnians have agreed to allow UN forces to guard supply routes, but fighting has prevented the full deployment of the troops.

"We're counting on full deployment, otherwise we have major, major problems. There is no way we can reach all the people in all areas," says the official. If all goes well, he estimates the UN will be able to supply 80 percent of the needs of the 3 million people the UN is supplying.

The UN is trying to get warm clothing, food, heating oil, winter shelters, and medicine to the besieged residents and refugees. A significant portion of the aid will go to refugees in Croatia where there is no major problem getting supplies delivered.

However, there are roughly 1.3 million people in Bosnia-Herzegovina who need food and heating oil to get through the winter. To get supplies to Sarajevo in the winter, UN officials have identified all-weather roads over the Dinaric Alps. So far, the UN officials say there has been commitment from the Serbs to provide security for the relief convoys.

AS the fighting in the region has continued, the cost of providing relief supplies has escalated. In September, the UN estimated it would spend \$434 million through end of 1993. However, since that estimate an additional 300,000 people have become refugees.

In an assessment last week, the United Nations High Commissioner for Refugees stated, "The possibility of major new displacements from and within Bosnia-Herzegovina cannot be discounted and indeed must be considered through contingency planning."

The UN now estimates it will cost \$708,774,967 to fund its total effort. As of Dec. 1, the UN had a shortfall of \$253 million in funding the relief operation.

Le Nouvel Afrique Asie
N° 39 Décembre 1992

INGÉRENCE

Haro sur le Kurdistan indépendant

La Turquie, l'Iran et la Syrie, craignant d'être touchés par l'irréductibilisme kurde, se prononcent contre le démembrement de l'Irak et l'émergence d'un Etat indépendant.

Le chaos régional, craint et annoncé au lendemain de la guerre du Golfe, est-il en train de gagner, non seulement l'Irak, considéré par certains comme le "nouvel homme malade de l'Orient", mais également tous les pays limitrophes ? A regarder de près la tournure que prennent les événements dans cette partie du monde, et particulièrement dans les zones peuplées par les Kurdes, que ce soit en Turquie, en Iran, en Syrie ou en Irak même, il y a tout lieu de le penser.

Les principales puissances occidentales, qui ont conduit la Tempête du désert et organisé plus tard la décomposition de l'Irak, ont beau s'être défendues de vouloir porter atteinte à l'intégrité territoriale de ce pays et à la stabilité de la région, elles se trouvent aujourd'hui face à une situation explosive.

La Turquie, pièce maîtresse dans le dispositif de sécurité occidental, est confrontée à une guerre civile larvée. L'irréductibilisme kurde en Iran gagne en intensité et en violence, malgré les campagnes de répression menées dernièrement par le régime des mollahs, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays où des opposants kurdes sont poursuivis et exécutés, en toute impunité, par les agents de Téhéran. La Syrie, où vivent près d'un million de Kurdes, connaît à son tour une agitation nationaliste.

Quant au Nord de l'Irak, qui a, comme on le sait, coupé tous les ponts avec le pouvoir central de Bagdad, et élu, dans des conditions très peu démocratiques, un parlement dominé par les deux principaux mouvements kurdes - le Parti du Kurdistan démocratique, de Massoud Barzani, et l'Union patriotique du Kurdistan, de Jalal Talbani - il est aujourd'hui au bord de l'effondrement. Non seulement le nouveau pouvoir n'arrive plus à s'imposer face aux diverses milices qui sévissent et rackettent les civils, mais il manque cruellement d'une vision d'avenir. Alors que certains de ses dirigeants se défendent énergiquement de vouloir y créer un Etat indépendant, d'autres, comme le pro-occidental Talbani, l'appellent de tous leurs vœux.



L'armée turque n'a pas eu besoin de ce mot de bienvenue pour "s'inviter"...

En plus du désordre économique et social provoqué d'une part par le blocus imposé à l'Irak tout entier, y compris donc aux Kurdes, et d'autre part par la rupture des liens économiques et administratifs avec Bagdad, le mini-Etat kurde proclamé récemment dans le Nord n'a pas réussi à étendre son autorité sur l'ensemble du territoire qu'il est censé contrôler. Les militants du Parti des travailleurs kurdes de Turquie (PKK), mouvement ouvertement indépendantiste et qui rend la vie impossible à l'armée turque, profitant de cette situation, s'y sont massivement implantés, opérant la jonction avec leurs "frères" d'Iran, de Syrie et d'Irak même. Cette situation insurrectionnelle hautement contagieuse a fini par inquiéter tous les pays qui comptent une importante minorité kurde (la Turquie : 12 millions, l'Iran : 7 millions, l'Irak : 3 millions et la Syrie : 1 million).

C'est pourquoi les ministres des Affaires étrangères d'Ankara, de Téhéran et de Damas se sont récemment concertés, en l'absence de l'Irak, pour s'opposer à la création d'un Etat kurde indépendant, voire

même à un Etat irakien fédéral. Auparavant, l'armée turque avait mené une offensive de grande envergure à l'intérieur de l'Irak contre les maquisards du PKK, à laquelle s'étaient joints les Peshmergas irakiens. Inutile de souligner que cette opération, qui s'est soldée par des milliers de morts de part et d'autre, n'a fait que compliquer une situation déjà inextricable, puisque les combattants du PKK ont repris leurs attaques à l'intérieur même de la Turquie et engagé une nouvelle guerre avec leurs "frères" kurdes d'Irak, accusés de trahison.

Les avions américains, britanniques et français, qui continuent à survoler quotidiennement le territoire irakien dans le cadre de l'opération de soutien aux Kurdes d'Irak, baptisée "Provide Comfort" - et qui s'autorisent de temps à autre à narguer le président irakien lors de ses meetings en survolant la foule à basse altitude ou en larguant des bombes incendiaires sur les champs de blé -, assistent en spectateurs, impuissants, à ce carnage turco-kurde et kurdo-kurde. Il est vrai que leur mission se limite à "protéger" les Kurdes irakiens contre leurs "ennemis" irakiens ! ■

JALAL HACHEMI

gamk— 28-29 décembre 1992

DES REFUGIES KURDES EN ESTONIE

Des réfugiés kurdes irakiens, qui avaient traversé la Russie pour se retrouver dans les brumes de la République balte d'Estonie, refusaient toujours la semaine dernière l'avis d'expulsion dont ils font l'objet de la part des autorités de Tallinn, la capitale de l'Estonie. Ces quelque 125 Kurdes d'Irak avaient menacé de se suicider le 24 décembre dernier si les autorités de la République balte tentaient de les renvoyer. Leur porte-

parole avait annoncé qu'ils étaient prêts à «se rendre dans tout pays démocratique, mais pas en Russie», dont ils ont gardé, semble-t-il, un mauvais souvenir de la traversée. On ne sait pas s'ils ont été pris en charge à Moscou par l'Association des Kurdes de la CEI.

Les Kurdes, logés dans une caserne de garde-frontières à Tallinn, avaient exprimé le souhait de rencontrer des responsables de l'ONU.

Questions Over Iraq

THIS week's air encounters over southern Iraq, including the downing of an Iraqi jet by an American F-16, were reminders of the Gulf war's unfinished business.

One big piece of that business is Iraq's continued noncompliance with United Nations cease-fire terms. The UN wants, among other things, full disclosure of Iraqi weapons programs, the return of all Kuwaitis detained during the war, and a commitment to human rights. Instead it gets partial cooperation with its weapons inspectors, bluster about Iraq's rights to Kuwaiti territory, and bombs rigged to trucks carrying relief supplies into Iraqi Kurdistan.

If Baghdad had complied with the UN demands, the current tensions would not exist. But Saddam Hussein apparently is determined to test the staying power of the international coalition that expelled him from Kuwait nearly two years ago, and of the United States in particular.

The responses of President Bush and of President-elect Clinton to the air incidents were identical: US and international commitment to the cease-fire arrangement, and to the southern

"no fly" zone, won't falter.

The no-fly zone was instituted last August when it became apparent that the Saddam was stepping up efforts to drive out pockets of Shiite resistance in the south. The US and its allies decided to keep Iraqi aircraft out of the region both to help the Shiite rebels taking refuge in marshlands and to let Baghdad know that lagging compliance with the cease-fire carried a price.

A similar price is being exacted in northern Iraq, where the Kurds, still under international protection, have declared their independence from Baghdad.

But how long will the international cover for Kurdish and Shiite aspirations last? Saddam's troop movements leave little

doubt that he will crack down when circumstances permit.

Hence the other big pieces of unfinished business: Can Iraq unite again? Are the US and its Gulf war allies willing to let Saddam accomplish this his way, if that is what it takes to keep Iraq intact as a regional counterbalance to Iran, which is acquiring its own inventory of modern weapons? Or should the moral commitment to protect the Kurds and other oppressed minorities take precedence? In this case, the restrictions on Iraqi sovereignty would remain until a new political order, more respectful of human rights, takes over.

These hard questions will be waiting for the Clinton State Department.

LE NOUVEAU QUOTIDIEN — 30 décembre 1992

Deux diplomates iraniens impliqués dans un attentat anti-kurde à Berlin

Deux diplomates iraniens en poste en Allemagne sont impliqués dans les assassinats de quatre dirigeants kurdes de l'opposition iranienne le 17 septembre à Berlin, affirme le magazine *Stern* dans un communiqué publié hier. Les deux diplomates doivent être discrètement renvoyés vers leur pays, aux termes d'un accord entre l'ambassade d'Iran et les autorités allemandes. *Stern* affirme que les conclusions d'une commission spéciale de la police criminelle fédérale (BKA) sur l'implication des diplomates dans l'attentat ont été tenues secrètes pour ne pas affecter les relations diplomatiques germano-iraniennes, déjà tendues ces derniers temps, notamment en raison de l'affaire Salman Rushdie.

Les quatre victimes, parmi lesquelles se trouvait le secrétaire général du PDKI Sadegh Sharafkandi, étaient à Berlin pour participer au congrès de l'Internationale socialiste.

Libération — 29 décembre 1992

Bagdad accepte la protection des convois pour le Kurdistan

Le retour agressif de Bagdad sur la scène internationale a reçu deux camouflets successifs. Dimanche, la violation par deux appareils irakiens de la zone d'exclusion aérienne décrétée il y a six mois par l'Onu au-dessus des régions chiites a provoqué une riposte immédiate de l'aviation américaine qui a abattu un MiG-25. Hier, l'Onu a confirmé que l'Irak avait donné son « accord de principe » à l'accompagnement par des gardes de l'Onu des convois humanitaires qui, depuis la Turquie et Bagdad, vont approvisionner le Kurdistan, soumis à l'embargo irakien.

Si Washington voit dans le duel aérien un incident isolé dû à la volonté de Saddam Hussein de tester sa fermeté avant l'arrivée au pouvoir de Clinton, il demeure que le Pentagone reste sur ses gardes. Ainsi, il a décidé de renvoyer dans le Golfe le porte-avions *Kitty Hawk* parti pour la Somalie. De son côté, Clinton a soutenu « les efforts visant à amener l'Irak à respecter » les résolutions de l'Onu.

Mais ni les Kurdes ni les chiites ne sont satisfaits. « Saddam a mis en œuvre des moyens considérables pour établir un embargo contre le Kurdistan. Si l'aide continue à passer par Bagdad, il va continuer à harceler les convois. On sait qu'il ne tient jamais ses engagements », estimait récemment à Paris le président du parlement kurde. Les chiites, eux, voudraient que l'Onu interdise à l'armée irakienne l'accès du sud de l'Irak.

J.-P.P. avec AFP

CHRISTIAN SCIENCE MONITOR — December 31, 1992

Iraq Steps Up Flight Violations

Saddam's mischief gains attention, slowly

By Peter Grier

Staff writer of The Christian Science Monitor

WASHINGTON

IN the waning days of the Bush administration, Iraq's dictator, Saddam Hussein, is clearly trying to see how much mischief he can get away with.

For one thing, the Iraqi Air Force now appears to be systematically violating the no-fly zone that United States-led allies have established below the 32nd parallel in southern Iraq. On Dec. 28, a day after US F-16s downed an Iraqi MIG inside the zone, Saddam's warplanes continued to dash across the zone borderline. All turned away before US aircraft could confront them.

For another, these airborne tauntings coincide with stepped-up action by Saddam against both the Shiites in the south and Kurds in the north. Iraqi harassment halted United Nations relief shipments to the Kurds for most of late December, for instance.

It took Sunday's shoot-down to make front-page headlines. But Saddam's aggressiveness has been increasing for some time.

"What has been missed in this whole story is how much he has

to challenge the allies to get anyone's attention," says Laurie Mylroie, an Iraqi expert at the Washington Institute for Near East Policy.

There have been over 30 bombing incidents traceable to Iraqi efforts in the northern Kurdish area, which is also under the umbrella of an allied-enforced no-fly zone. Yet these incidents attracted no special reaction from allied leaders.

United Nations aid convoys to the Kurds resumed only on Dec. 29, after Iraq finally agreed to allow UN guards to ride with the shipments. In previous incidents, bombs had been found on the trucks after they passed Iraqi checkpoints. "He's been pushing and pushing," Ms. Mylroie says. "It's little wonder he started to fool around in the south as well."

President Bush announced the no-fly zone in the south on Aug. 26. At the time, Saddam Hussein laid low and didn't risk pilots or planes in a direct challenge.

That wasn't surprising given the fact that his air force is a shadow of its former self. US officials estimate that the Iraqis have about 150 operational aircraft, down from a pre-Gulf war number of 700. Those planes that are left are thought to be poorly main-

tained due to a lack of spare parts. And Iraqi pilots have never shown much enthusiasm for confronting the sophisticated weapons of the US Air Force.

The Iraqi challenges of recent days have been small bites. Typically, they involve short dashes 20 miles or so beyond the 32nd parallel, when no allied patrol is near. US officials decline to provide the number of crossings.

The MIG that was shot down on Sunday was the only challenger whose pilot, either through design or mistake, neglected to run when a pair of US F-16s appeared.

The incident was widely hailed in the Pentagon, not so much as an indication of US resolve, but because of the air-to-air missile used to destroy the MIG.

The missile, known by its acronym AMRAAM, is a medium-range weapon guided by its own on-board radar. This piece of equipment has consumed much time and billions of dollars in a troubled development. The F-16s' use of the AMRAMM was the weapon's first test in combat.

In recent months, US airpower in the Saudi peninsula has dropped by almost half, to some 70 to 80 planes. In deference to regional sensibilities, US officials will not publicly disclose where this airpower is based, but most of the planes are thought to be located at Saudi installations.

This decline in airpower is now thought to have allowed holes in-between patrols big enough for Saddam's air force to test. Thus the US is taking steps to rebuild its power in the region, by sending the carrier Kitty Hawk back from Somalia to the Saudi coast.

Wenn Fahnder zu erfolgreich sind...

Der Mord an vier kurdischen Politikern in Berlin geht eindeutig auf das Konto des iranischen Geheimdienstes. Aus politischen und wirtschaftlichen Gründen aber wird das Ermittlungsergebnis in Bonn offenbar totgeschwiegen

Die zwei Killer fackelten nicht lange. Nachdem sie das Lokal Punkt 22.54 Uhr betreten hatten, gingen sie schnurstracks auf den Tisch zu, an dem eine achtköpfige Gesellschaft iranischer Oppositionspolitiker tafelte. Einer der beiden Gangster, der seinen Pullover über die untere Gesichtshälfte gezogen hatte, brüllte auf persisch »Ihr Hurensöhne!«. Dann riß er seine Sporttasche hoch und feuerte aus einer darin versteckten Ma-

kratischen Partei des Iran (PDKI) am 17. September 1992 in der Berliner Gaststätte »Mykonos« überschattete damals die Schlußveranstaltungen des in der deutschen Hauptstadt tagenden Kongresses der »Sozialistischen Internationale« (SI). Der langjährige SI-Vorsitzende Willy Brandt hatte vor diesem Forum eigentlich seine Abschiedsrede halten wollen, was aber wegen seiner schweren Krankheit nicht mehr möglich war.

● Nurullah Mohammadpur-Dehkordi, genannt Nouri, 46, der als Dolmetscher für Charafkandi tätig war.

Jetzt droht der Mordanschlag zu einer Polit-Affäre ersten Ranges zu werden. Denn die Ermittlungsergebnisse der Soko »Mykonos« des BKA passen Bonner Politikern und Sicherheitsexperten offenbar gar nicht in den Kram. Ein hoher Beamter des Bundesjustizministeriums zum STERN: »Jede Äußerung darüber in der Öffentlichkeit wäre ein gewaltiges Politikum.« Und so wird geschwiegen.

Schon zweieinhalb Wochen nach der Schießerei konnte das BKA zwei mutmaßliche Täter im westfälischen Rheine festnehmen, kurz darauf vier weitere Komplizen stellen.

Nach einem internen BKA-Sachstandsbericht, der dem STERN vorliegt, waren der zur Zeit in U-Haft sitzende Libanese Abbas Rhayel, 25, und ein noch flüchtiger Iraner namens Sharif, genannt Abu Roman, die Todesschützen. Mit Rhayel nahm ein BKA-Kommando auch den Libanesen Youssef Amin, 25, fest, der vor dem Tatort Schmiere gestanden hatte. Bei der Festnahme beschlagnahmten die Fahnder 10 000 Mark sowie 31 500 libanesische Pfund.

Ebenfalls in Haft befindet sich der von Amin belastete mutmaßliche Chef der Operation, der 33jährige Iraner Kazem Darabi. Darabi, so stellten die »Mykonos«-Er-

mittler fest, war bis zu seiner Festnahme Kopf der Berliner Filiale der militanten islamischen »Hizbollah«-Bewegung, die vom Iran gesteuert und finanziert wird.

Vor allem durch die Aussagen der inhaftierten Attentäter wurde schnell klar, wer die Fäden im Hintergrund gezogen hatte: der iranische Geheimdienst über mindestens zwei in Deutschland akkreditierte Diplomaten.

Diese Verstrickungen allerding sollen unterm Deckelungs bleiben – schon aus Rücksicht auf die sensiblen, gerade erst wieder angelauften diplomatischen Beziehungen zwischen dem Iran und der Bundesrepublik.

Aber auch wirtschaftliche Interessen dürften eine gewichtige Rolle spielen: Von Oktober bis Dezember überstellte die Stuttgarter Mercedes-Benz AG insgesamt 900 Schwerlaster – Stückpreis zwischen 300 000 und 400 000 Mark – in den Iran. Mercedes-Benz-Sprecher Uwe Brodbeck zum STERN: »Das ist 'ne ganz schöne Summe, die da zusammenkommt.« Der Ulmer Konkurrent Iveco Magirus habe »sogar noch ein bißchen mehr geliefert« (Brodbeck). Eine öffentliche Aufdeckung der kriminellen Machenschaften des iranischen Geheimdienstes auf deutschem Boden hätte die Beziehungen zwischen den beiden Staaten empfindlich gestört und den lukrativen Lkw-Deal möglicherweise gestoppt.



Zwei Killer stürmten am 17. September das Lokal »Mykonos« in Berlin-Wilmersdorf und richteten ein Blutbad an

schinenpistole mehrere Salven ab. Drei Männer sackten tödlich getroffen zusammen. Ein vierter, der blutend am Boden lag, wurde von dem zweiten Täter mit einem Nahschuß exekutiert. Der Wirt des Restaurants überlebte den Anschlag schwer verletzt.

Das spektakuläre Attentat auf führende Funktionäre der Kurdischen Demo-

Die Opfer des brutalen Überfalls hatten als offizielle Delegierte an dem SI-Treffen teilgenommen:

- Sadegh Charafkandi, genannt Dr. Said, 54, Generalsekretär der PDKI;
- Homayoun Ardalan, 42, Vertreter der PDKI in Deutschland;
- Fattah Abdoli, 31, Vertreter der PDKI im Ausland;



FOTO: DPA

Daß die Hinweise des ermittelnden BKA auf eine iranische Verantwortung aus Gründen politischer Opportunität zurückgehalten werden sollen, wird hartnäckig dementiert. »Quatsch«, sagt Hans-Jürgen Förster, Sprecher des Generalbundesanwalts in Karlsruhe. Aber er räumt ein, »daß die Täter den Mordanschlag im Auftrag einer Organisation begangen haben, die die PDKI bekämpft«. »Nicht definitiv geklärt« sei, »wer die eigentlichen Auftraggeber sind«. Und ein Sprecher des Justizministeriums zum STERN: »Das »Mykonos«-Verfahren wird, wie jedes andere, streng nach gesetzlichen Vorschriften durchgeführt.«

Merkwürdig nur, daß trotz der Dementis die »Mykonos«-Ermittler in der zuständigen Staatsschutzabteilung des BKA in Meckenheim bei Bonn auf die Bremsversuche sauer reagierten. Ein BKA-Beamter schon im November: »Hier wird versucht, auf unsere Arbeit Einfluß zu nehmen.«

Um alle beteiligten Ressorts und Behörden endlich auf Linie zu bringen, lud der für die Koordination der Geheimdienste verantwortliche Staatsminister im Bundeskanzleramt, Bernd Schmidbauer, 53, zu einer streng geheimen Sitzung. Am 8. Dezember verständigte man sich in diesem Kreis auf eine moderate Lösung.

Das Ergebnis: Nach Absprache mit dem iranischen Botschafter in Bonn soll die diskrete Ablösung der in das Attentat verstrickten Diplomaten veranlaßt werden.

DIETER KRAUSE/
WERNER MATHES



FOTO: WERNER WEITZEL

Im Kugelhagel aus Maschinenpistolen starben an diesem Tisch Fattah Abdoli, Nouri Dehkordi, Dr. Charafkandi (v. l.) und Homayoun Ardalan. Sie hatten mit vier Freunden im »Mykonos« zu Abend gegessen

IRAQ

Boxing In Saddam

A ban on Iraqi flights over the southern marshes is the Bush Administration's latest military—and political—battle plan

By JILL SMOLOWE

EVERY TIME GEORGE BUSH CONJURES up the triumph of Desert Storm, a nasty fact bedevils him: the tyrant still holds vicious sway in Baghdad. There's no question the President would like to show Saddam that there are limits to his misbehavior, and last week he looked like he was about to teach him that lesson. First came a *New York Times* story that claimed Bush planned to provoke a confrontation over weapons inspections, a confrontation exquisitely timed to take place while the Republicans met in Houston. The idea was for a U.N. team in Baghdad to show up at a military ministry and demand entry: if Saddam balked, the allies would fire cruise missiles at selected targets. But the U.N. team, perhaps embarrassed by the publicity or unwilling to look like a U.S. pawn, quietly wrapped up business, pronounced its mission a success and left.

Bush and U.S. Defense Secretary Dick Cheney furiously denied the *Times* story and the implication that the President would attack Saddam to give himself a boost in the polls. But the two men were being disingenuous in their categorical dismissal of the report, since there was a secret scheme to attack Saddam if the U.N. team's mission had ended in failure. A few days later, the allies announced plans to carve out a security zone in southern Iraq, home of a persistent Shi'ite insurgency, that would be off limits to Saddam's combat aircraft. "We are not doing this for no good reason," British Prime Minister John Major explained. "It's happening because there is clear evidence now of the systematic murder, genocide, of the Shi'ites."

The plight of the Shi'ites is serious, but the note of selfless compassion did not quite ring true. Just 17 months ago, when Saddam was ruthlessly crushing their rebellion in the south, Western leaders stood by and did nothing. At the time, they argued plausibly if heartlessly that an allied intervention risked both a military quagmire and an unstable partition of Iraq that could extend Iran's influence in the region. Neither prospect has disappeared. With Bush in Houston trying to reinvigorate his political fortunes, it was impossi-

ble to escape cynical questions about what was for real—and what was for political effect. No more convincing was the sudden European eagerness to provide air protection to Iraqi Muslims solely on humanitarian grounds; Europeans have not yet made a similar commitment to the Slavic Muslims in neighboring Bosnia.

Why the sharp turnaround, and why now? It appears the West's steeliness is more reactive than provocative. For months, Western patience with Iraq has been wearing thin. Since January, Saddam has tweaked his enemies time and again, counting on Bush, Major and French President François Mitterrand to be too distracted by domestic issues to respond. "Saddam concluded that with all its problems, the West lacked the stomach

the doors. According to Pentagon officials, infuriated allies were on the brink of launching strikes against military targets around Baghdad. At the last moment Saddam backed down, but the victory proved hollow when the U.N. allowed him to dictate who could enter the ministry. Soon after, British diplomats say, allied leaders determined that whatever the next provocation, they would issue an ultimatum, then strike if Saddam did not comply.

Plan A called for the next U.N. inspection team to enter an off-limits Iraqi ministry. Anticipating Saddam's refusal, a special U.S. Air Force air-control group was dispatched to Saudi Arabia to guide the expected aerial attacks. When press leaks last week forced the mission to abort, the mounting atrocities in the south came into focus as an attractive alternative. Plan B calls for establishing the "no-fly zone" over the Shi'ite marshes. U.S. officials say an ultimatum will be issued this week giving Saddam just 24 hours to clear the southern airspace. The stated purpose is to insure unimpeded reconnaissance missions, but if Saddam dares to field his air



Just 17 months ago, Saddam was ruthlessly crushing the Shi'ite rebellion in the south

to go to war with him again," says a senior British diplomat. "He saw that as an excellent opportunity to push his luck."

And push he did. Early in the year, he deployed 15 divisions along the internal border with the Kurdish-held north. More recently he reportedly stepped up attacks on the Shi'ite south, draining wells and defoliating the marshlands to target rebel enclaves better. Saddam also thumbed his nose at the international community, impeding the work of U.N. inspection teams, blocking aid convoys and attacking U.N. guards.

Then came the standoff last month at the Agriculture Ministry when the Iraqi leader refused to let a U.N. team through

force, said U.S. National Security Adviser Brent Scowcroft, "then we will take appropriate countermeasures."

The political objectives are less clear. Is this just another shot at weakening Saddam, or do the allies hope it might provoke a coup? Given the talk of genocide, does the mission imply a long-term commitment to insure the safety of Shi'ites? In the wake of Desert Storm, the West put a premium on keeping Iraq intact for fear of sparking destabilizing Kurdish and Shi'ite rebellions. Today Western leaders are willing to take a calculated risk with Iraq's integrity, as long as Saddam is put in his place. —Reported by William Mader/London and Bruce van Voorst/Washington

SCANDALS

LONE WOLF OR A PACK OF LIES?

Critics charge that the Bush Administration staged a cover-up by fingering a single bank official for making unauthorized loans to Iraq, but so far the evidence indicates that the Justice Department may be getting a bum rap

By **STANLEY W. CLOUD** WASHINGTON

CRITICS OF THE BUSH ADMINISTRATION call the affair "Iraqgate." The Administration's defenders call it a "witch hunt." Others call it a confusing mess. But whatever the term, the overeager attempts by the Reagan and Bush administrations to make friends with Iraq in the years before the Persian Gulf War—and later attempts to contain the political damage of that failed policy—have become yet another problem for George Bush as he struggles against increasingly heavy odds to win a second term.

Iraqgate is apparently not another Watergate. Despite superheated rhetoric from some quarters, there is still little or no hard evidence of massive abuses of



UNDER FIRE: Former B.N.L.-Atlanta manager Christopher Drogoul has admitted arranging loans to Iraq totaling \$4 billion

power or illegal covert operations. The role of the Bush Administration seems to focus mainly on efforts to inoculate itself against political embarrassment. But that is bad enough, particularly when so many nominally nonpolitical agencies are involved—including the CIA and the departments of State, Justice, Agriculture and Commerce. And there remains the possibility that evidence of more serious charges could be brought.

Democratic Senator David Boren, chairman of the U.S. Senate intelligence committee, last week called for the appointment of a special prosecutor to investigate the allegations. In a defensive counterstrike, U.S. Attorney General William P. Barr announced that he had asked retired federal Judge Frederick B. Lacey of New Jersey to investigate the U.S. Justice Department's handling of the case against an Italian bank, Banca Nazionale del Lavoro, whose Atlanta branch provided \$4 billion in illegal loans and loan guarantees to Iraq. In the meantime the CIA continues to turn over new files, including one report that U.S. and Italian officials had accepted bribes in the B.N.L. case.

The seeds of the affair were sown back in 1982 during the Iran-Iraq war, when President Reagan approved a "tilt" to Iraq as part of a campaign to keep either side from dominating the Persian Gulf region. That same year, the Reagan Administration scratched Iraq from its list of countries supporting terrorism and, in 1984, for the first time in 17 years, extended full diplomatic recognition to Saddam Hussein's Baghdad government. During the '80s, the U.S. guaranteed billions of dollars in commodity credits and loans to Iraq, while the CIA began secretly sharing intelligence information with Saddam.

After the Iran-Iraq war ended in 1988, President-elect Bush was faced, according to a U.S. State Department study, with deciding whether "to treat Iraq as a distasteful dictatorship to be shunned where possible, or to recognize Iraq's present and potential power in the region and accord it relatively high priority . . . [with] steady relations concentrating on trade." Bush eventually, and not without justification, chose the latter course. On Oct. 2, 1989, he signed National Security Directive 26, setting out the ways in which closer ties with Iraq were to be achieved, including "non-lethal forms of military assistance."

Such aid was not supposed to conflict with U.S. nuclear nonproliferation policies, but that did not prevent U.S. firms from shipping "dual-use" equipment (exports that have both civilian and military applications) to Baghdad. Between 1985 and the invasion of Kuwait five years later, the U.S. government approved 771 licenses for dual-use items destined for Iraq, ranging from heavy-duty trucks to radar and communications equipment. Iraq was denied obvious weapon components but could obtain items like com-

puters. And when Henry M. Rowan, chairman of Inductotherm Industries Inc., warned Washington that an Iraqi order to his company might have nuclear military applications, he was told not to worry and to go ahead with the deal. "Prior to Aug. 2, 1990," says a senior Administration official with some hyperbole, "Iraq was treated just like the United Kingdom or any other country."

Aug. 2, 1990, of course, was the day on which Iraq invaded Kuwait, the day Saddam became, in Bush's words, "another Hitler," the day the U.S. began moving inexorably toward Desert Storm. It was also the day on which the previous decade's history of U.S.-Iraq relations began to be seen by some in the administration as a potential liability. Indeed, the policy had

that large (the actual amount turned out to be at least four times greater) could have major international repercussions.

FBI agents and U.S. bank examiners raided B.N.L.-Atlanta at the close of business on Aug. 4, 1989, and Bank of Italy officials secured B.N.L.'s Rome headquarters. While the investigation was under way, other banks continued granting credits to Iraq, backed by the U.S. Agriculture Department's Commodity Credit Corp., primarily for the purchase of American rice. It was also during this period that evidence of high-level interest in the B.N.L. case and its potential effects on U.S.-Iraq policy began to emerge. At one point, for instance, Jay Bybee, an assistant to White House counsel C. Boyden Gray, made an

FOLLOWING THE MONEY TRAIL

THE INVESTIGATION

After implying it had no classified reports on Rome's involvement, the CIA is now investigating itself



The Intelligence Committee is investigating the CIA and the Justice Department



The department continues its investigation and prosecution of the B.N.L. case



Frederick Lacey has a broad mandate to probe, focusing on the White House, CIA, FBI, and departments of State, Justice and Agriculture

THE LOANS

Drogoul worked here

B.N.L. ATLANTA branch

\$4 billion in unauthorized loans

B.N.L. ROME HQ

Largely owned by the Italian government, the bank denies approving the loans

IRAQ

Iraq used the money to buy U.S. agricultural commodities, military and industrial equipment and technology

begin to unravel even before that date. In late July 1989, two employees in B.N.L.'s Atlanta office contacted the U.S. Attorney's office in Atlanta. Mela Maggi and Jean Ivey had an interesting tale to tell: they said B.N.L.'s branch manager, Christopher Drogoul, had made, according to their estimates, more than \$1 billion worth of unauthorized loans to Iraq.

B.N.L., founded in 1913, was once the seventh largest bank in the world, with 54% of its stock currently owned by the Italian government. Its stately headquarters building at No. 119 Via Veneto stands directly opposite the U.S. embassy in Rome. A billion-dollar scandal at a bank

unusual—and on the face of it, improper—telephone call to Assistant U.S. Attorney Gale McKenzie in Atlanta to ask "what was going on" with the case. Justice Department officials deny this phone call had any effect. "We're career prosecutors," says Gerrilyn Brill, chief assistant U.S. Attorney in Atlanta. "We're interested in making cases. Nobody made any improper suggestions. Nobody would have put up with that." In any case, on Feb. 28, 1991, a 347-count indictment charged Drogoul and four Iraqi officials with conspiracy, money laundering and defrauding both B.N.L. and U.S. bank regulators.

Drogoul, 43, had joined B.N.L. after spending seven years with Barclays Bank. (U.S. investigators allege that he left Barclays after making \$2 billion worth of unauthorized loan commitments.) According to the indictment in the B.N.L. case, Drogoul and his Iraqi co-defendants had defrauded B.N.L. by making a series of unauthorized, low-interest loans to Iraq. About \$1.9 billion worth of the loans was backed by Agriculture Department guarantees, and another \$2.1 billion was uncollateralized commercial loans used by Iraq's Ministry of Industry and Military Production. Drogoul used intricate bookkeeping and money-laundering techniques to hide the transactions from auditors and regulators. In return, the



J. IUSTEN BREWSTER - AP

Special prosecutor Lacey, accompanied by Barr

indictment charged, Iraqi officials paid Drogoul \$2.5 million directly and deposited an additional \$2.25 million in international bank accounts for his use. U.S. prosecutors insisted that Drogoul acted alone; none of his superiors at B.N.L. offices in New York or Rome was implicated.

Drogoul, who had written a 122-page confession for his first attorney, Theodore Lackland, and was facing 390 years in prison, agreed to a plea bargain. In his written statement he said, "I cannot state that the bank [in Rome] was aware of our activities." In interviews with prosecutors, however, Drogoul did not always stick to that story. More than once, both during the investigations and later, he asserted that B.N.L.-Rome was aware of his loans to Iraq at the time they were made. TIME has learned that several still classified reports support Drogoul on this point. At first Iraq had accepted loans signed only by B.N.L. officers in Atlanta, but as the scale of these loans increased, the Iraqis asked that they be signed by executives in Rome. The bank agreed, and its headquarters approved funding for weapons and other purchases.

The federal judge in the case, Marvin Shoob, and members of the U.S. Congress such as Boren were becoming increasingly skeptical about Justice's insistence that Drogoul had been a lone wolf. As a result, just before Drogoul's sentencing hearing, Brill asked Deputy Assistant Attorney General Laurence Urgenson to double-check with the CIA to make sure there was no hitherto unknown evidence of Rome's involvement. On Sept. 4 the CIA sent a letter to the Justice Department implying that it had no more than "publicly available"

information—meaning unconfirmed press reports—that B.N.L.-Rome had been involved. This was misleading, as the Justice Department well knew. The CIA had long since shared with Justice a stack of reports, including several that dealt with the possibility of involvement by B.N.L.'s main office, although prosecutors did not consider them of any value.

On the day Drogoul was to be sentenced, Congressman Henry Gonzalez, who had been looking into the case for two years, announced that he had a summary of classified CIA cables regarding B.N.L.-Rome's knowledge of the banker's activities. Judge Shoob immediately asked for an explanation. Deputy Assistant Attorney General Urgenson requested that the CIA declassify the Sept. 4 letter so it could be given to Shoob along with the report and the cables that had gone to Gonzalez. According to Urgenson, CIA counsel George Jameson

acknowledged that the letter was misleading and asked whether the CIA should redraft it. Urgenson says he replied that if the CIA wrote a new letter, the agency should "be mindful of the fact that if you change [it], you have to explain why you made the change."

CIA LAWYERS WOULD LATER CLAIM that Urgenson's statement was a form of political pressure. Urgenson denied the assertion. Meanwhile the Senate intelligence committee had begun looking into the obvious contradictions between what the CIA was telling the Justice Department and what it was telling Gonzalez. Boren was not pleased with the agency's apparent dissembling. He was even more upset when he learned that on Sept. 30, the day before Drogoul's sentencing hearing ended, the CIA had discovered six more classified documents relevant to the case. By this time Drogoul had a flamboyant new Georgia attorney named Bobby Lee Cook, who argued that the banker was an innocent pawn of Rome and Washington. An investigation by an Italian parliamentary committee leaned toward the same conclusion. Shoob thus allowed the Justice Department to cancel its plea-bargain agreement with Drogoul. But U.S. prosecutors still believe they were right. Says Brill: "[Drogoul] had confessed to the crime over and over again. It was only when Bobby Lee Cook came in that he denied he was guilty."

But, if guilty, did he act alone? In July 1990 B.N.L.'s president, Giampiero Cantoni, approached U.S. Ambassador Peter

Secchia in Rome and asked whether the ambassador could persuade Washington to elevate the U.S. investigation to the "political level." Secchia forwarded the request to Washington by cable. In an interview last week with TIME's Rome bureau chief John Moody, the ambassador insisted that neither he nor Cantoni had meant to interfere with the investigation. Said Secchia: "Taking it to a 'political level' meant that it should go to the Cabinet level. Taking it to a political level doesn't mean take it to a higher level so they can squash it. It means taking it to a higher level that will understand how damaging this can be to the Italian-American relationship. That's how Cantoni intended it. In my 3½ years here, not once did anyone pressure me or ask me to do anything other than what was reported in that Cantoni cable. They simply wouldn't risk it."

Whatever the Italians would or would not do, the Bush Administration has been decidedly reluctant to disclose the record in this case. For example, TIME has learned that the U.S. National Security Agency has highly classified intercepts of international communications that—at least in retrospect—seem to be relevant. Neither these nor the CIA reports were disclosed to Drogoul's attorneys. The CIA is still dribbling out classified cables to Congress and the Justice Department. In addition, a month after Iraq's invasion of Kuwait, the U.S. Commerce Department sent Congress falsified records of licensed truck sales to Iraq. The trucks had originally been listed as "designed for military use." The falsified records changed that description to "commercial utility trucks."

Moreover, an intelligence source has told TIME that cables sent by the CIA station in Rome between September and November 1989 contain information suggesting B.N.L.-Rome did have knowledge that the Atlanta branch was an important conduit of huge loans to Iraq. One cable, for example, reports that when the Italian steel firm Danieli sought a loan from B.N.L.-Rome to build a steel mill in Iraq, the letter of credit was finally issued not by Rome but by Atlanta, although Danieli had no previous contact with that branch and although the amount exceeded B.N.L.-Atlanta's authorized limit for loans to Iraq. It is worth noting that this report resembles what Drogoul told U.S. investigators after the raid on B.N.L.-Atlanta.

On Oct. 5, Judge Shoob suggested that top officials in the departments of Justice, State and Agriculture, as well as those in the intelligence community, were trying "to shape this case." That's one view of all the foot dragging and bungling. Another comes from the Justice Department's Urgenson. "This case is radioactive," says he. "Anything you do is going to be criticized." —With reporting by Jay Peterzell, Elaine Shannon and Bruce van Voorst/Washington

Was Saddam Testing Clinton?

Iraq May Have Hoped to Find a Softening of U.S. Grip

International Herald Tribune

PARIS — Despite some continuing shallow incursions by Iraqi warplanes into the "no-fly" zone in southern Iraq, Western officials discounted the risk Tuesday that Baghdad was mounting a major challenge to the restrictions on Iraqi airspace.

In the view of these officials, Iraq's act of defiance Sunday — in which an Iraqi warplane refused to leave the prohibited area and was shot down — was a probing tactic to test whether the United States might be softening its grip on Iraq.

Baghdad's main motive, Arab sources said, was to see whether the arrival in office of President-elect Bill Clinton might alter U.S. responses in foreign crises.

They agreed with the Western assessment that, when Iraq's bid was slapped down — a U.S. warplane downed the intruder, with allied backing, and Washington or-

dered an aircraft carrier to the Gulf — the incident probably was closed for Baghdad.

Another potential loophole that Iraqi pressure might have hoped to find — and did not — was a softening French attitude that offered potential for Iraq to start breaching the common front maintained by the international community and particularly the permanent members of the Security Council.

But Saddam Hussein, the Iraqi leader, is unlikely to have been chastened for long. "It slammed Saddam into his box, but he'll be back sniffing for a hole in the fence," a U.S. official said.

A similar analysis of Iraqi motives came from European officials and Arab analysts: that Baghdad wanted to test the international community's steadfastness in enforcing UN resolutions and, meeting firm resistance, backed down.

Within hours of the shooting down, Iraq made political conces-

sions at UN headquarters about food convoys to Kurds. Subsequent dashes by Iraqi aircraft into the off-limits zone resemble the feinting that fighter pilots routinely practice at hostile borders.

Viewed from Baghdad, it may seem plausible that a presidential transition could partially paralyze U.S. policy reflexes, at least enough for Iraq to enlarge its room for military maneuver.

Although Mr. Clinton has publicly endorsed Mr. Bush's authority over U.S. foreign policy until Jan. 20, Baghdad may have built up a picture of the incoming president based on his doubts about the Gulf War at the time.

In risking an international incident with patrolling U.S. warplanes last week, an Arab analyst said, "Saddam was testing Clinton, not Bush — and it won't be the last time he tests this untested man who is becoming president."

Western officials offer a broader

but not contradictory reading of Baghdad's likely thinking. Any Iraqi misapprehensions about a vacuum of power in Washington, they said, could be compounded by a belief that the United States and its allies were preoccupied with international crises in Somalia and Bosnia and would therefore be unready to act decisively in Iraq.

"It's a miscalculation, especially at the moment when allied airpower facilities in Turkey are being renewed, so it is not a time to fool around," an official said.

Iraqi misapprehensions about France might have seemed more plausible. For months, semiofficial French emissaries, including executives of state-owned oil companies, have been hinting to Baghdad that the Paris government might be prepared to advocate leniency for Iraq in the Security Council in exchange for preferential treatment in a postembargo Iraq.

But France endorsed the U.S. decision to enforce the rule against Iraqi flights, and it took the occasion to announce French support for tough enforcement of an aerial exclusion zone in Bosnia declared by the Security Council.

— JOSEPH FITCHETT

INTERNATIONAL
Herald Tribune
Published With The New York Times and The Washington Post

THURSDAY, DECEMBER 31, 1992 - FRIDAY, JANUARY 1, 1993

Iraqi Kurds Still Need Protection

By Shep Lowman

WASHINGTON — Of the many tragic situations facing the world community, that involving the Kurds of northern Iraq may be one of the most treatable. There is a real possibility of relative stability in that area in the near future.

The Kurds, an independent and resourceful people, have struggled against the immense tragedy visited upon them and have begun to build back. But they need some help, and a long-term framework for protecting them must be found.

The Kurds are rebuilding their ruined villages and replanting their fields. With one respectable harvest already in, Kurdish agriculturalists estimate that with only modest assistance the Kurds could be self-sufficient in basic grains and an exporter of wheat.

Still, the internal blockade against northern Iraq cuts deep and causes serious inflation. There is also much concern about the winter and expected severe shortages of fuel, medical supplies and even basic foodstuffs. The Kurds badly need relief from both the blockade imposed by Iraq and the external one imposed by other countries, as well as minimal economic assistance.

Even more worrisome is the shrinking level of protection provided to the Kurds. After the Gulf War, the international community approved Security Council Resolution 688, which called for an end to persecution of minorities within Iraq and for international agencies to provide them relief. Saddam Hussein refused to accept that resolution, but negotiated an agreement providing for humanitarian activities in Iraq.

The agreement expired last June, however, and when it was renewed, it was with conditions that give Baghdad greater control over assistance provided to the Kurds through the United Nations.

Postwar arrangements also included safe areas and air cover by the victorious coalition countries over part of the Kurdish-controlled area. It was on the basis of these arrange-

ments that the Kurds were persuaded to return to Iraq. The arrangements were extended in June at the last minute amid a show of reluctance and unease by the Turkish government about the Kurdish elections.

The establishment of safe areas was an important advance in the use of humanitarian intervention, but the system of air cover is now up for renewal, and there is still no long-term plan in place to provide protection for the Kurds.

Perhaps history can show us a way to provide such protection. When Iraq became an independent state in 1932, it made specific and detailed commitments to the international community for the humane treatment of its minorities. These commitments have been so grossly violated as to raise a question about the exercise of sovereignty by Saddam Hussein's government over its Kurdish population.

This is not a proposal to dismember Iraq. But there are valid and urgent grounds for the Security Council to establish long-term arrangements for the protection of the Kurds. This could be done by putting the area under a UN mandate. Or perhaps UN agencies could be given authorization to deal directly with the newly elected Kurdish leadership under the coordination of the UN undersecretary for

humanitarian affairs, and a long-term arrangement established for air cover of Kurdish areas.

When Iraq becomes a state within which its commitments to minorities could be expected to be met, the Kurdish-controlled area could return to the control of Baghdad as an autonomous area — a final arrangement that many Kurds approve. While Turkey would be hesitant because of its own large Kurdish minority, such an arrangement would give Turkey a better guarantee of a continued unitary Iraq and of peace and stability in the region than does the present situation.

So far the Kurdish problem has been dealt with on an ad hoc basis. In a world full of compelling and very expensive humanitarian crises, we can ill afford to allow Saddam Hussein to drive the Kurds once again onto the hillsides of Turkey. Now is the time to secure their long-term safety — before we forget the Kurds. Saddam can wait longer than we can.

The writer, a senior policy analyst for the U.S. Catholic Conference Migration and Refugee Services, recently completed a round of consultations on Kurdish questions with United Nations agencies in Geneva. He contributed this comment to The Washington Post.

Les Kurdes d'Irak ont encore besoin de protection

par Shep Lowman

WASHINGTON - De toutes les situations dramatiques auxquelles se trouve confrontée la communauté internationale, celle qui concerne les Kurdes d'Irak pourrait être la plus facile à gérer. Il existe une réelle possibilité, dans un proche avenir, de relative stabilité dans cette région.

Peuple indépendant et plein de ressources, les Kurdes se sont battus contre l'immense tragédie qui leur a été infligée et ont commencé à reconstruire. Mais ils ont besoin d'aide et il faut leur trouver un cadre qui leur offrirait une protection à long terme.

Les Kurdes se sont mis à reconstruire leurs villages en ruines et à replanter leurs champs. Ils ont déjà obtenu une première bonne récolte et, d'après les estimations des agronomes kurdes, ils n'auraient besoin que d'une aide modeste pour devenir autonomes dans la production de céréales de base et même exportateurs de blé.

Mais le blocus interne imposé au nord de l'Irak fait des ravages et provoque une inflation croissante. L'inquiétude est grande à l'approche de l'hiver et on s'attend à de graves pénuries, d'absence de médicaments et même de produits alimentaires de base. Les Kurdes souffrent énormément du blocus imposé par l'Irak, mais aussi du blocus imposé de l'extérieur par d'autres pays, et il est urgent de leur fournir un minimum d'assistance économique.

Encore plus inquiétant est le niveau toujours plus bas de protection accordé aux Kurdes. Après la guerre du Golfe, la communauté internationale a adopté la résolution 688 du Conseil de Sécurité, demandant qu'il soit mis fin à la persécution des minorités en Irak et que les organisations internationales soient autorisées à leur

venir en aide. Saddam Hussein a rejeté cette résolution, mais il a négocié un accord portant sur les actions humanitaires en Irak.

Cet accord est toutefois arrivé à son terme en juin dernier ; lorsqu'il fut renouvelé, il comportait des clauses permettant à Bagdad de contrôler plus étroitement l'assistance fournie aux Kurdes par l'intermédiaire des Nations Unies.

Les accords conclus après la guerre prenaient également la création de zones de sécurité et l'assurance d'une couverture aérienne par les alliés victorieux au-dessus d'une partie du territoire contrôlé par les Kurdes.

C'est en se fondant sur ces accords que l'on a pu convaincre les Kurdes de retourner en Irak. Les accords furent reconduits à la dernière minute en juin dernier, malgré la réticence et l'embarras évidents du gouvernement turc vis-à-vis des élections kurdes.

La constitution de zones de sécurité représentait un grand pas en avant en matière d'intervention humanitaire, mais la période de couverture aérienne vient à expiration et il n'existe toujours pas de projet à long terme garantissant la protection des Kurdes.

Peut-être l'histoire peut-elle nous en fournir les moyens. Lorsqu'en 1993, l'Irak devint un Etat indépendant, il prit des engagements précis et détaillés vis-à-vis de la communauté internationale portant sur un traitement humain de ses minorités. Ces engagements ont été violés de manière si flagrante que l'on est en droit de se poser des questions sur l'exercice même de par Saddam Hussein de la souveraineté sur la population.

Ceci ne constitue pas une proposition de démembrement de l'Irak. Mais le Conseil de Sécurité dispose de suffisamment d'arguments valables et d'extrême urgence pour prendre des dispositions à long terme afin d'assurer la protection des Kurdes.

Ceci pourrait être accompli en plaçant la région sous le mandat des Nations Unies, ou bien certaines institutions des Nations Unies pourraient être autorisées à traiter directement avec les dirigeants kurdes nouvellement élus sous la coordination du sous-secrétaire des Nations Unies pour les actions humanitaires, et des accord à long terme pourraient être prévus pour assurer la couverture sérieuse des régions kurdes.

Lorsque l'Irak sera devenu un Etat qui respecte les engagements qu'il a pris vis-à-vis de ses minorités, le territoire contrôlé à présent par les Kurdes pourrait revenir sous le contrôle de Bagdad en tant que région autonome. Solution approuvée par de nombreux Kurdes.

En dépit des hésitations prévisibles de la Turquie étant donné sa propre minorité kurde très importante, une telle solution offrirait à ce pays davantage de garanties quant à la pérennité d'un Irak unitaire et de perspectives de paix et de stabilité dans la région que ne le peut la situation actuelle.

Jusqu'à présent, la question kurde a été traitée de manière circonstancielle. Dans un monde rempli de crises humanitaires contraignantes et d'un prix élevé, nous ne pouvons permettre à Saddam Hussein de chasser une fois de plus les Kurdes vers les montagnes turques. Le moment est venu de garantir aux Kurdes une sécurité à long terme avant que l'oubli ne les recouvre. Saddam Hussein peut attendre plus longtemps que nous.

● Le Monde ● Jeudi 31 décembre 1992

■ Deux diplomates iraniens impliqués dans l'assassinat de dirigeants kurdes à Berlin. - Deux diplomates iraniens en poste en Allemagne sont impliqués dans les assassinats de quatre dirigeants kurdes de l'opposition iranienne, le 17 septembre à Berlin (le Monde du 19 septembre), a indiqué mardi 29 décembre le magazine Stern. Selon la revue, les deux diplomates doivent être

discrètement renvoyés dans leur pays, aux termes d'un accord entre les autorités allemandes et l'ambassade d'Iran. Celle-ci a toutefois nié toutes ces accusations et affirmé dans un communiqué que « tout acte de terreur, (...) quel qu'en soit le but, doit être fermement condamné ». Six Libanais et un Iranien ont déjà été inculpés dans cette affaire. - (AFP)

Al-Hayat
22 decembre 1992

واجب واشنطن ان تمنع الياسون من عرقلة اغاثة الاكراد

كامران قره داغي *

لا شك ان الوفد الاميركي الذي زار كردستان اخيراً، وضم ممثلين عن وزارتي الخارجية والدفاع، سينقل صورة اوضح لما تعانيه ولحاجاتها الى مساعدات انسانية عاجلة. ولعله من حسن حظ الاكراد ان اللوج عرقلت رحلة اعضاء الوفد فلم يستطيعوا مواصلة السفر من دهوك الى صلاح الدين للاجتماع مع الزعماء الاكراد بعدما عجزت حتى التكنولوجيا العسكرية الاميركية عن توفير طائرة هليكوبتر يمكنها قهر الثلوج والتخليق في مثل هذه الظروف الجوية السيئة.

كان الكونغرس الاميركي خصص الخريف الماضي مبلغ ٤٣ مليون دولار لتلقي على المساعدات الانسانية في العراق، وكلف وزارة الدفاع (المتعاونون) تنفيذ برنامج المساعدات لان (الكونغرس) لا يثق بقدره بيروقراطي الامم المتحدة على القيام بذلك بكفاءة وفي الوقت المناسب، لكن بيان الياسون مسئول المساعدات الانسانية في الامم المتحدة يعرقل تنفيذ البرنامج الاميركي باصراره على ان هذا البرنامج يطابق خطة العمل الانساني للامم المتحدة في العراق على اساس منكرة التفاهم التي وقعها مع بغداد في تشرين الاول (اكتوبر) الماضي.

وقبل كل شيء يعرقل الياسون وصول وقود الديزل الضروري لتشغيل التراكورات لحراثة الاراضي الزراعية. فخطه العمل النوكية تحدد ان وقود التدفئة فقط يندرج في خانة المساعدات الانسانية. اي انه على رغم ان الديزل يمكن ان يساعد على تحفيز وقوع ازمة غذائية كبيرة فان قسم المساعدات الانسانية في الامم المتحدة يمنع وصولها لان اتفاه مع بغداد يضمن على ان وقود التدفئة فقط يعتبر مساعدة انسانية.

الي ذلك يحتاج البرنامج الدولي والاميركي الى جهد منظمات الاغاثة غير الحكومية في توزيع المساعدات على السكان لكن الياسون يصر على ان اي منظمة للاغاثة يجب ان لا يتعارض عملها في البرنامج الدولي والاميركي مع الشروط التي تضمن عليها منكرة التفاهم مع الحكومة العراقية. ولكن هذه الشروط تجعل عمل منظمات الاغاثة مستحيلاً لاسباب عدة منها ان المنكرة تلزم الامم المتحدة بتصريف الدولار على اساس الشعار الرسمي الذي خدته بغداد بثلاثة دولارات للدينار العراقي بينما يبلغ سعر الدولار في السوق السوداء ٢٠ ديناراً.

ووفق ذلك تلزم منكرة التفاهم تزويد الحكومة العراقية اسما جميع العاملين في منظمات الاغاثة مع تفاصيل اخرى عنهم الامن الذي يمكن ان يعرض سلامتهم الشخصية للخطر. كذلك يعترض قسم المساعدات الانسانية للامم المتحدة على استخدام الحراس الدوليين لحماية قوافل المساعدات التي تحملها الولايات المتحدة. وحتى الان اقدمت اجهزة الاستخبارات العراقية ثلاث مرات على الاقل على وضع قنابل موقوفة في شاحنات تحمل مواد غذائية أثناء مرورها عبر نقاط التفتيش العراقية. وآخر عمل تخريبي من هذا النوع حدث الخمس الماضي.

يعني هذا ان كارثة تتلظر موسم الحصاد في كردستان. وكان يفترض ان ينفذ البرنامج الاميركي بحلول منتصف الشهر الجاري، اي في الوقت المناسب للبدء بالحراثة والبيزار. وبعد ذلك يمكن هطول الامطار الغزيرة ان يمنع الحراثة. واه ما في البرنامج الاميركي تزويد المزارعين الديزل لتشغيل التراكورات. ويتحمل صدام حسين جزءاً من المسؤولية لانه فرض قبل عام حصاراً اقتصادياً على شمال العراق. لكن قسه المساعدات الانسانية في الامم المتحدة يستحق اللوم ايضاً لان المسئول عنه يمنع ارسال الديزل الى كردستان العراقية. ويخشى ان تكون بيروقراطية المنظمة الدولية تسببت باضرار بعدما فات الاوان بالفعل، ان موسم الثلوج والامطار بدأ ولم تتمكن غالبية المزارعين من حراثة اراضيها.

بانتظام مرة كل شهر بينما على الفرد في مناطق الاكراد ان يكلف، بالحصة المخفضة مرة كل شهرين واحياناً كل ثلاثة اشهر. وطبعاً الاسعار رسمية في مناطق الحكومة بينما لا تستطيع الادارة الكردية تحديد الاسعار بسبب النقص الشديد في المواد ما يجعل السوق السوداء تتحكم في الاسعار. والفارق يصل الى مستويات خيالية. على سبيل المثال يبلغ سعر قنينة الغاز في بغداد ٦٠٠ فلس بينما يصل سعره في المناطق الكردية الى ٢٣٠ ديناراً (الدينار يساوي الف فلس). ويبلغ سعر الليتر الواحد من وقود التدفئة ٣٠ فلساً في بغداد و١٣ ديناراً في المناطق الكردية. اما البيزين المحسن للسيارات فسعر الليتر الواحد منه في بغداد ٦٠ فلساً وفي كردستان نحو ١٠ دنانير.

وعندما هطلت الثلوج الاولى في كردستان لم يكن وقود التدفئة وزع الا في مدينة كردية واحدة. ووفق ذلك يجري التوزيع في صورة بطيئة جداً، وبعض العائلات تلقت انها لن تحصل على حصتها من الوقود الا في نهاية كانون الثاني (يناير) المقبل.

وتعتبر الطاقة سلاحاً رئيسياً في حرب صدام على الاكراد، فهو يامل بحرق كردستان العراقية من الوقود في زعزعة الاستقرار في المنطقة وحمل السكان على الاعتقاد بان لا بديل لهم من نظام بغداد. والشمال اكثر معاناة نتيجة للعقوبات الدولية على العراق. يتجاهل صدام علناً بالعقوبات وهو ما لا تفعله السلطات الكردية. وهكذا تتدهور البنية الاقتصادية بالكامل بما فيها الطاقة الكهربائية في كردستان.

وات استضافة الاكراد، اخيراً، للمؤتمر الوطني العراقي المعارض، الى ان يزيد صدام الضغط عليهم. وبينما كانت التحضيرات تجري في ايلول (سبتمبر) الماضي لعقد المؤتمر اقدمت بغداد على قطع الكهرباء عن المدينتين الكرديتين الرئيسيتين السليمانية واربييل. وبسبب الغياب الكامل لأي الغاز يمكن السكان ان يدفعوها لشراء الوقود بما في ذلك استخدام المعدات الكهربائية للطبخ والتدفئة الامر الذي يلقو الطاقة المتوافرة ويؤدي الى انقطاعات مستمرة في الكهرباء بمعدل ٤ - ٥ مرات في اليوم.

ولكن على رغم هذا الوضع في كردستان العراقية يمكن التغلب على الصعوبات الى درجة كبيرة اذا توافرت الإرادة السياسية. وهذا يتطلب ان تبادر الولايات المتحدة الى اختراق الاجراءات البيروقراطية للامم المتحدة. ويمكن ان يتم ذلك باتخاذ اجراءات محددة:

١- انه من غير المقبول ان يعرقل قسم شؤون المساعدات الانسانية في الامم المتحدة اعمال الاغاثة المشروعة في شمال العراق. واذا لم توافق المنظمة الدولية على ارسال وقود الديزل فانه يجب مساطة المسؤولين عن هذا الكابوس البيروقراطي. (الغالب معلومات اخيراً ان الياسون ربما تخلى عن عناده).

٢- يجب استخدام مطارات كردستان العراقية التي تقع شمال خط العرض ٣٦ حيث يحظر تحليق الطائرات العراقية، وذلك لنقل الامدادات المطلوبة عاجلاً.

٣- ضرورة معالجة ازمة الطاقة في كردستان في صورة شاملة. ويمكن لفريق من المهندسين العسكريين الاميركيين ان يطور في اسبوعين شبكة توزيع الطاقة الكهربائية. وهذا سيخفف معاناة السكان ويعوضهم عن استخدام الوقود الذي اصبح ايصاله الى كردستان متأخراً في اي حال.

٤- في النهاية يجب المتابعة الرئيسية معقولة في الحصار الذي يفرضه صدام. فهو يحرم شعبه الضرورات الاساسية للعيش. وهذا العمل يمكن فهمه بسهولة بانه من اعمال الابداء. وعلى رغم انه سيكون تصعباً ملموساً، الا ان الولايات المتحدة يمكنها ان تطلب رفعاً غير مشروط للحصار على اساس القرار ٦٨٨ الصادر عن مجلس الامن.

وسيكون لتحقيق احدي هذه الخطوات او كلها تأثير مادي ومعنوي كبير على السكان. فعندما تقع في الظلام والبرد فانه من السهل ان تفقد الامل وتعتبر ان احداً لا يهتم بمصيرك لانه لو كان هناك من يهتمون فعلاً لكانوا فعلوا شيئاً.

* كاتب سياسي من اسرة الحياة.

وكان المزارعون الاكراد يستخدمون الحيوانات لجر المحارث، لكن التراكورات اصحت ضرورية لانه لم يعد لديهم سوى عدد قليل جداً من الحيوانات. فالقوات العراقية اقدمت بانتظام على قتل البغال والخيول في المناطق التي كانت تسيطر عليها لمنع المقاتلين الاكراد من الاستفادة منها لنقل الامدادات في المناطق الجبلية. واختفى العدد القليل الباقى من هذه الحيوانات اثر فرار الاكراد الى الدول المجاورة في اعقاب حرب الخليج. والمشكلة ان التراكورات المتوافرة في كردستان العراقية لا يمكن تشغيلها بغير وقود الديزل.

تفيض بتجميع انواع الوقود. فعلى رغم العقوبات الدولية، الا ان العراق استطاع اعادة بناء صناعة النفطية. ولا يتوفر الوقود في كردستان العراقية الا في السوق السوداء بكميات محدودة واسعار باهظة. وسيخسر المزارعون كثيراً اذا اشترى الوقود في السوق السوداء لاستخدامه لحراثة وبنز البنود المحللة لان نوعيتها سيئة والامطار الغزيرة التي هطلت العام الماضي التفتها.

ولكن على رغم ان هذه البنود زينة النوعية فانها لو استخدمت بكميات واسعة للذمار في مساحات كبيرة فان غلتها ستسهم في زيادة محصول العام المقبل. ودفع الياس مزارعين الى احراق حقولهم والبيزار في ارض غير محروقة ستكون غلتها هزيلة بلا شك.

لكن المشكلة في كردستان العراقية تتجاوز ضمان الحصول الزراعي للغذاء المقبل، فعمليات الاغاثة الحالية غير كافية وستكون هناك معاناة حقيقية هذا الشتاء. والامم المتحدة المسئولة عن تنفيذ عمليات الاغاثة تبتت عجزها عن التعامل مع نظام صدام. وهي عندما بدأت هذه الاعمال في اعقاب حرب الخليج فانها خلقت سابقة مريبة بلطنها موافقة صدام على اغاثة السكان، ومعلوم ان شروط تقديم المساعدات الانسانية تراجعت كل سنة اشهر عندما يحين تجديد منكرة التفاهم. وفي كل مرة يتم التجديد بتقديم مزيد من التنازلات لبغداد والمنكرة الاخيرة سئلة الى درجة ان موظفي الامم المتحدة انفسهم في العراق بداوا يشكون منها.

وعلى رغم ان منكرة التفاهم التي وقعها الياسون تنص على ان الوقود التدفئة فقط يعتبر مساعدة انسانية، الا ان الامم المتحدة تعجز عن ايصالها الى كردستان بالكميات المطلوبة. وكانت المنظمة الدولية قدمت تقديراً خاطئاً جداً لما تحتاجه المنطقة خلال الشتاء الحالي وحددت الكمية المطلوبة بـ ٤٣ مليون ليتر من الوقود، بينما قدرت جهات اميركية مستقلة اية المطلوبة بـ ١٤٧ مليون ليتر. ويسد البرنامج الاميركي النقص في البرنامج الدولي لكن المسؤولين الاميركيين يتوقعون ان يوزع ثلث الكمية المطلوبة فقط على السكان.

وتشير تقديرات الامم المتحدة لاحتياجات الاكراد الاستغراب. فاربيل وحدها (عدد سكانها مليون و١٥٠ الف نسمة) تحتاج حتى نهاية اذار (مارس) الى ٧٤ مليون ليتر من وقود التدفئة بينما لن تحصل الا على ١٥ مليون ليتر على اساس هذه التقديرات. اي ان حصة كل عائلة لن تزيد عن ١٠٠ ليتر بينما المطلوب ٤٠٠ ليتر.

الي ذلك تعهدت الامم المتحدة بتوفير المواد الغذائية لـ ٢٧٠ الف نسمة فقط من مجموع ثلاثة ملايين نسمة يعيشون في المناطق التي تسيطر عليها الادارة الكردية. وعلى رغم ان نظام صدام يزعم انه يواصل تزويد الاكراد بالحصص المقررة من المواد الغذائية، لكن الحقيقة هي ان كميات المواد الغذائية التي تصل اليهم من بغداد تبلغ سبعة في المئة فقط من الحصة التي قررتها الحكومة العراقية لكل فرد عراقي.

واضطرت الادارة الكردية ازاء هذا الوضع الى خفض الحصص المقررة وتوزيعها على الفرد. وعلى سبيل المثال يحصل العراقي في مناطق الحكومة على ١,٥ كيلوغرام من الرز بينما يحصل الفرد في مناطق الاكراد على ٧٥٠ غراماً فقط وبدلاً من ثمانية كيلوغرامات من دقيق توزعها الحكومة شهرياً للعائلة تحصل العائلة الكردية على خمسة كيلوغرامات فقط. وهكذا علماً ان الفرد في مناطق الحكومة يحصل على هذه الحصص